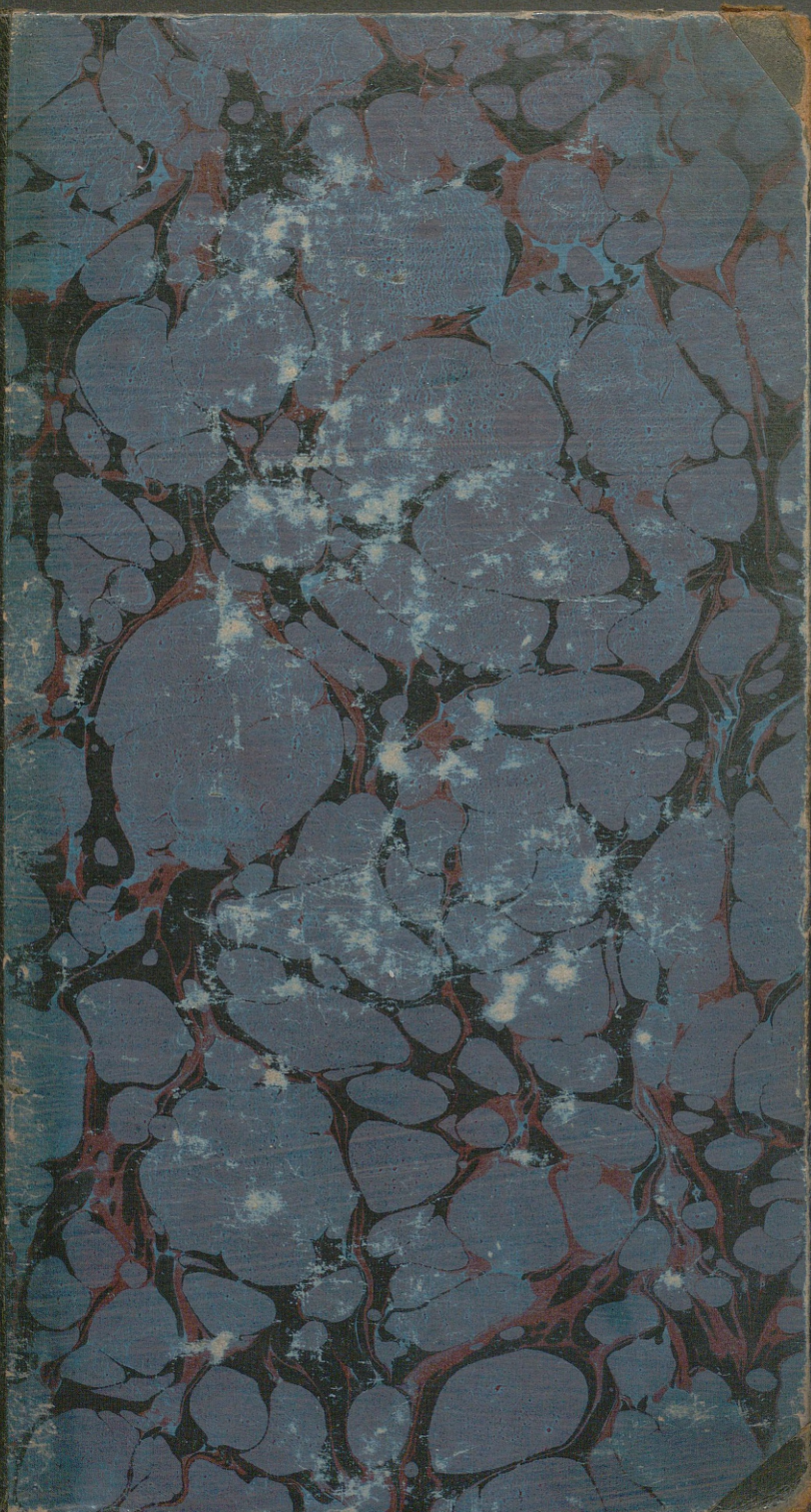


Grey Scale #13



A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



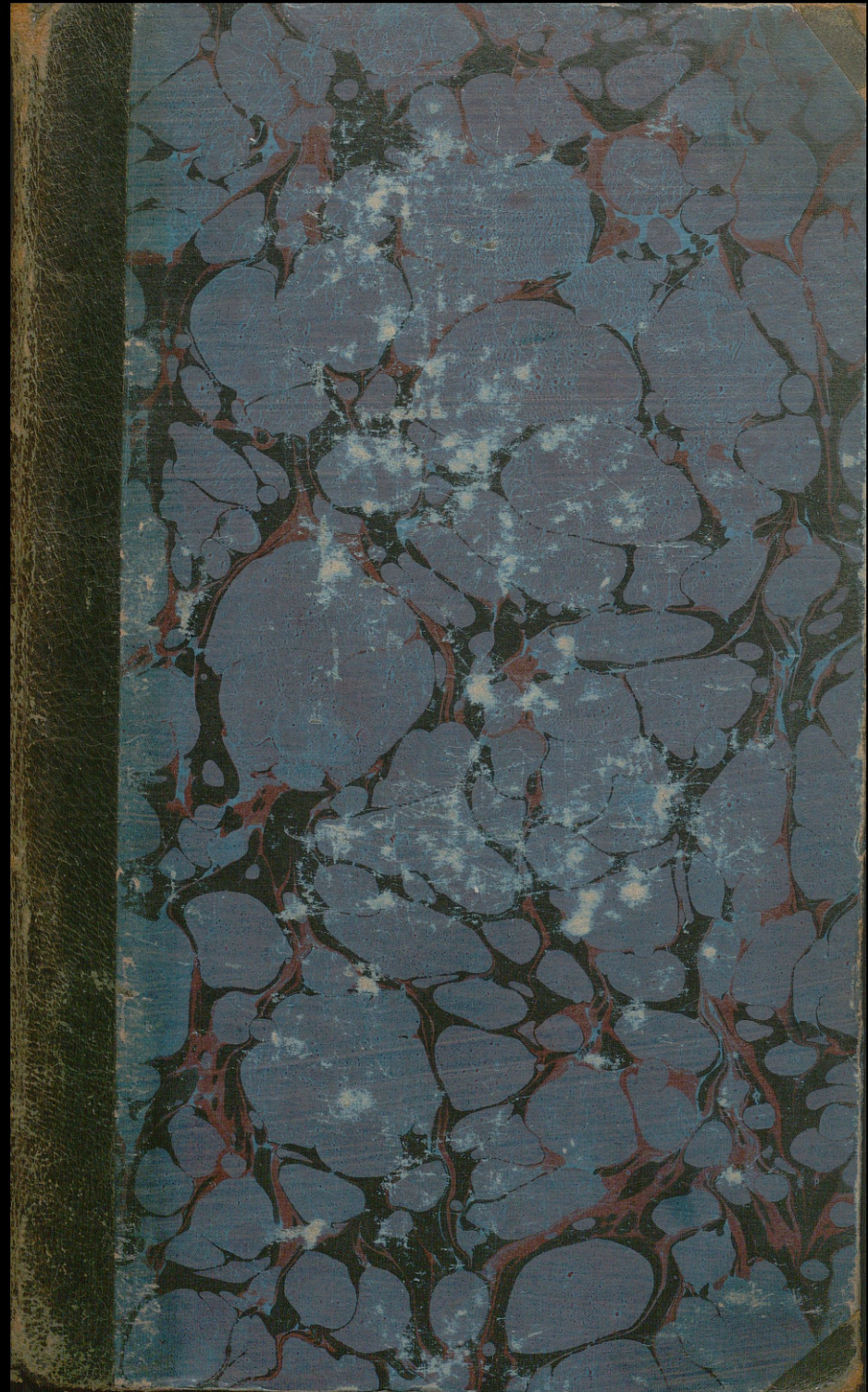
Inches 1 2 3 4 5 6 7 8

Centimetres 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

Colour Chart #13

DANES-PICTA .COM



NAPOLÉON

DE L'IMPRIMERIE D'ARNOLD LACHOSSE.

EN EXIL.

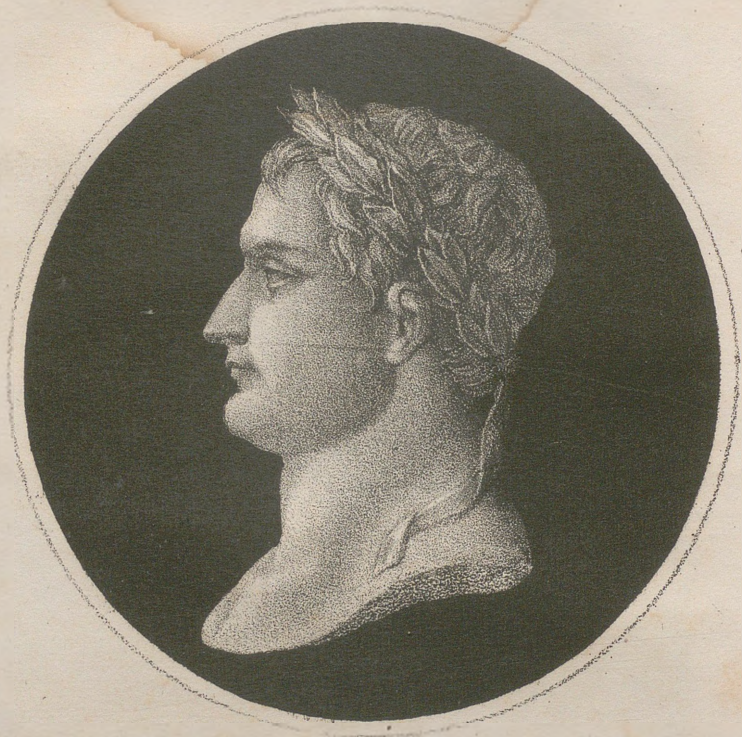
NAPOLÉON

---

DE L'IMPRIMERIE D'ARNOLD LACROSSE.

---

EN EXIL.



JE PRIE MES PARENS ET AMIS DE CROIRE TOUT CE QUE  
LE-DOCTEUR O'MEARA LEUR DIRA RELATIVEMENT A LA  
POSITION OÙ JE ME TROUVE ET AUX SENTIMENS QUE  
JE CONSERVE

Si vous m'avez tenu en  
je la part de remettre  
quid lui batre le  
mettre 66/10/18  
le 25 juillet 1818

# NAPOLÉON

EN EXIL,

573M

OU

## L'ÉCHO DE S<sup>TE</sup>-HÉLÈNE,

OUVRAGE CONTENANT LES OPINIONS ET LES RÉFLEXIONS DE  
NAPOLÉON SUR LES ÉVÉNEMENS LES PLUS IMPORTANS DE  
SA VIE ET DE SON GOUVERNEMENT;

RECUEILLIES

*Par Barry E. O'Meara,*

*Son dernier Chirurgien.*

.....  
TOME I. 1  
.....

BRUXELLES,

ARNOLD LACROSSE, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DE LA MONTAGNE, N° 1015.

1822.



92 (Napoleon)

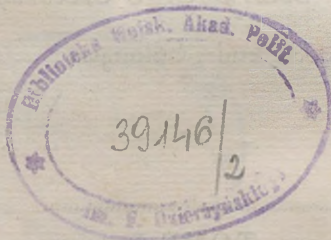
NAPOLEON

EN EXIL

OU

LE CHOIX DE S. M. LE ROI

ROYAUME DE FRANCE  
LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
A L'HONNORABLE LE DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE



BRUXELLES

ARRIVEE A BRUXELLES LE 10 MARS 1851

ACQUISITION  
Kolegijska  
Zaborska



A

LA TRÈS-HONORABLE LADY HOLLAND,

DONT LES ATTENTIONS PLEINES D'HUMANITÉ

POUR

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE

MÉRITÈRENT DE SA PART,

DANS SES DERNIERS MOMENS,

L'EXPRESSION RECONNAISSANTE

« DE SA SATISFACTION ET DE SON ESTIME. »

CET OUVRAGE

EST

RESPECTUEUSEMENT DÉDIÉ

A SA SEIGNEURIE

PAR

SON TRÈS-OBÉISSANT

ET TRÈS-HUMBLE SERVITEUR

BARRY E. O'MEARA.

---

## PRÉFACE DE L'AUTEUR.

---

PLACÉ, par des circonstances particulières et dépendantes de ma profession, auprès de l'homme le plus étonnant de tous les siècles, dans le moment le plus critique de sa vie, je conçus le dessein de profiter, autant que l'honneur me le permettrait, de ma position, pour recueillir des matériaux pour l'histoire. Les deux volumes que je publie sont le résultat de cette résolution. Le lecteur y verra comment j'ai été attaché à la maison de Napoléon en qualité de chirurgien; il y verra que ce fut sur sa propre demande, et d'après le conseil de mes chefs et du plein consentement des lords de l'amirauté. Je n'ai pas recherché cet emploi; il m'a été, en quelque sorte, assigné; et certes, je l'aurais refusé, si j'eusse pu prévoir les désagrémens qui m'attendaient. Cependant, long-temps avant d'avoir été brûlé sur le rocher de Sainte-Hélène, j'appris à connaître le danger de ma situation. Je vis bientôt que je devais, ou servir d'instrument à des vexations inutiles, ou encourir des soupçons injurieux. Heureusement, pour mon honneur, et pour ma propre tranquillité, j'ai su choisir sans hésiter, et cependant contre mes intérêts, la route que je devais suivre. L'humanité exigeait de moi des considérations particulières pour mon malade. L'uniforme que je portais me défendait impérieusement de le souiller par des indignités envers un captif, et l'honneur de mon pays me faisait un devoir de regarder comme sacrés les malheurs d'un grand homme. C'est ce que je fis. Je mets mon orgueil à le dire; cet orgueil s'accroît encore en voyant mes ennemis le considérer comme un crime.

Napoléon paya, par la confiance dont il m'honorait, le peu de soulagement que je pus lui offrir; et les relations que ma profession me donnait nécessairement avec lui devinrent

bientôt une véritable intimité , si je puis me permettre d'employer cette expression en parlant de mes relations avec un tel homme. Dans sa retraite de Longwood, il oublia bientôt presque entièrement son rang. Il conversait familièrement avec ceux qui l'entouraient, sur sa vie passée ; il a tracé les caractères et donné lui-même les détails des anecdotes que j'offre ici au lecteur. L'abandon avec lequel il s'exprimait sur tous les objets dont il s'entretenait, ne peut être conçu que de ceux qui l'ont entendu ; et bien que dans les choses où sa conduite donnait matière au doute, il penchât naturellement en sa propre faveur, la vérité paraissait toujours être son guide. Il réussissait particulièrement à tracer un caractère. Son esprit lumineux semblait concentrer ses rayons sur l'objet qu'il voulait définir, et en distinguait aussitôt les traits les plus caractéristiques. L'intime connaissance qu'il avait de tous les grands personnages qui ont figuré en Europe pendant les trente dernières années qui viennent de s'écouler, donnait à ses opinions et à ses observations un intérêt plus qu'ordinaire, et en effet, pouvait-on puiser à une source plus authentique ? Malgré le laps de temps qui s'est écoulé depuis que la plupart des événemens dont il s'occupait ont eu lieu, malgré les catastrophes qui avaient dû troubler son esprit, il était étonnant de voir avec quelle facilité il se rappelait toutes les circonstances qui faisaient le sujet de la conversation. Si quelque chose pouvait étonner davantage encore, c'était l'indifférence avec laquelle il parcourait les libelles dirigés contre lui.

Rien ne le fera mieux connaître que le récit de ce qu'il a dit et le tableau de ce qu'il a été pendant les trois premières années de sa résidence à Sainte-Hélène ; le lecteur le verra parler, agir et même sentir.

Cependant, avant d'aller plus loin, je sens que le public aura le droit de me demander jusqu'à quel point il peut compter sur l'authenticité de mon récit. Je crois que tout examen devient inutile aux amis qui me connaissent ; des preuves matérielles mêmes ne serviraient à rien auprès de mes détract-

teurs ; c'est donc à ceux qui n'ont , à mon égard , aucune de ces préventions , que j'offre le témoignage suivant.

J'en appelle d'abord au *fac simile* de l'écriture de Napoléon , joint au frontispice , qu'il m'a donné lui-même , comme une preuve de la confiance avec laquelle il me traitait ; et tous ceux à qui il plaira se présenter chez moi pourront voir l'original. J'en appelle aussi à tous ceux qui composaient la maison de Longwood , et plus particulièrement aux exécuteurs testamentaires , les comtes Bertrand et Montholon , et au comte Las-Cases , pour témoigner de la facilité que j'ai eue dans ce travail , et de la familiarité dont j'étais honoré. Ces éclaircissemens suffiront , j'espère , pour prouver que j'ai pu recueillir exactement tous les faits que je mets à la connaissance du public.

Il s'agit ensuite de prouver la fidélité de la transcription. Voici le plan que j'ai suivi à ce sujet : je parlais aussi peu , et j'écoutais aussi attentivement qu'il m'était possible , me mêlant rarement à la conversation , excepté lorsque j'avais besoin de demander des explications sur des faits que je désirais éclaircir. Je ne m'en rapportais pas entièrement à ma mémoire , quoiqu'elle soit naturellement très-étendue ; immédiatement après avoir quitté Napoléon , je me hâtais de me retirer dans ma chambre , et j'écrivais soigneusement les différens sujets de la conversation , en conservant , autant qu'il m'était possible , les termes mêmes qui avaient été employés. Lorsque j'avais le moindre doute sur la fidélité de ma relation , je marquais le passage de mon journal qui me laissait quelqu'incertitude , et plus tard , lorsque l'occasion se présentait , je ramenait la conversation sur ce point , et je me trouvais , quant aux faits , à même de rectifier ce qui aurait été inexact. Ce moyen , auquel j'ai évité le plus possible de recourir , peut expliquer quelques répétitions , mais j'ai mieux aimé paraître quelquefois diffus que de courir les risques d'être historien infidèle. Ma longue résidence à Longwood , et la sorte de familiarité avec laquelle je vivais avec Napoléon , me donnèrent la facilité de l'amener à traiter des sujets im-

portans. C'est ainsi que je complétois mon journal original. Comme il augmentait chaque jour en intérêt, il devint pour moi l'objet d'une grande sollicitude; et comme rien de ce qui aurait pu arriver à Sainte-Hélène n'aurait excité ma surprise, je résolus de le placer hors des atteintes de cette spoliation, qui s'étendit plus tard sur la plupart des objets qui m'appartenaient. Ayant donc acheté dans l'île une boîte à double fond, je transmettais de temps en temps des feuilles copiées de mon manuscrit à un ami, à bord d'un des vaisseaux de Sa Majesté, en rade. Cet ami les faisait passer, quand l'occasion s'en présentait, à M. Holmes de Lyon's Inn, le respectable agent de Napoléon, à Londres. M. Holmes reçut exactement ces envois successifs, et le complément lui parvint quelque temps avant mon retour en Angleterre (1), comme le prouve son certificat authentique et une partie du manuscrit original, que j'ai déposé chez l'éditeur de cet ouvrage, pour la satisfaction des incrédules. Ainsi donc, pour l'authenticité de ces conversations, le lecteur a les garanties suivantes :

1° Les occasions qu'on ne peut mettre en doute, qui m'aient été offertes, de recueillir ces mémoires; 2° la certitude qu'ils ont été écrits sur les lieux; 3° que je les ai transmis à l'instant même; 4° enfin, le certificat original transcrit ci-dessous et délivré par la personne qui a reçu les feuillets dont tout le monde peut vérifier l'authenticité. Indépendamment de ces preuves, je pense que je puis renvoyer avec confiance aux personnes dont les entrevues avec Napoléon sont quelquefois rapportées dans ce livre; ces personnes, ayant un caractère officiel dans le gouvernement de S. M. Britannique, ne peuvent nier que plusieurs de ces conversations politiques leur aient été communiquées, par moi, à des intervalles très-peu éloignés du temps où j'y avais pris part. En

(1)

*Lyon's Inn, le 22 juin 1822.*

Je certifie que j'ai reçu tous les papiers dont parle M. O'Meara dans sa préface, fort long-temps avant son arrivée en Angleterre.

effet, je crus de mon devoir de faire connaître quelques-unes de ces conversations, lorsque cette connaissance pouvait être utile à mon pays. Je ne sais quel usage les ministres en ont pu faire; mais il est constant que le système préventif contre les contrebandiers, fut adopté bientôt après la conversation de Napoléon à ce sujet. Peut-être, au reste, trouvera-t-on la meilleure preuve de l'authenticité de ces documens, dans leur lecture même. Indépendamment de l'authenticité évidente des anecdotes, tout ce qui sortait de l'imagination de Napoléon, portait un cachet inimitable. Si je parais à quelques personnes trop minutieux dans les détails, c'est que je ne sais que trop que l'on fera tout ce qu'il sera possible, pour contester l'origine de cette publication. Il y a trop de gens impliqués, trop d'intéressés, ou qui voudraient jeter un voile impénétrable sur les événemens de Sainte-Hélène, pour permettre à la vérité de circuler librement. Les lettres officielles qu'on va lire, prouvent que le désir des ministres de S. M. Britannique, était d'ensevelir l'esprit de Napoléon avec son corps, dans le tombeau de son exil. Si j'ai contrarié ce dessein, c'est parce que je pense que les moindres étincelles d'un génie tel que le sien, doivent être conservées pour l'histoire; c'est parce que je méprise le despotisme qui voudrait emprisonner l'intelligence même; c'est parce que je ne considère comme dignes de l'oubli, que ceux qui se sont rendus coupables d'actions qui ne peuvent soutenir la lumière.

Les documens dignes de foi, émanés des ministres d'un pays libre, et que je sou mets au public, me furent transmis par l'autorité à Sainte-Hélène, aussitôt après la publication de l'ouvrage de M. Warden.

A M. BARRY O'MEARA,

CHIRURGIEN DE LA MARINE ROYALE.

*Longwood, Sainte-Hélène.*A bord du vaisseau de Sa Majesté, le *Conquérant*, en rade  
à Sainte-Hélène, le 2 janvier 1818.

MONSIEUR,

« Je vous envoie, ci-incluse, la copie d'une lettre que je viens de recevoir de M. le secrétaire Barrow, relativement à un ouvrage publié par M. Warden, dernier chirurgien du vaisseau de Sa Majesté, le *Northumberland*; je désire que vous apportiez à cette lettre une attention toute particulière. »

Je suis, Monsieur, etc.

ROBERT PLAMPIN,

*Contre-Amiral, Commandant en chef.*

AU CONTRE-AMIRAL PLAMPIN,

A SAINTE-HÉLÈNE.

Bureaux de l'Amirauté, le 13 septembre 1817.

MONSIEUR,

« Les lords commissaires de l'amirauté, ayant donné leur attention à un ouvrage publié par M. Warden, ex-chirurgien du vaisseau de Sa Majesté, le *Northumberland*, leurs seigneuries m'ont ordonné de vous signifier que vous ayez à faire savoir à tous les officiers employés sous vos ordres, qu'ils doivent s'attendre à encourir tout le déplaisir de leurs seigneuries (1), s'ils se permettaient de publier aucun des renseignemens qu'ils auraient pu recueillir dans leur emploi officiel, à Sainte-Hélène. »

Je suis, etc.

JOHN BARROW.

(1) Plusieurs journaux de Paris ont annoncé dernièrement que le docteur O'Meara avait perdu toutes ses places.

Telles sont les tentatives faciles à expliquer, qu'on a faites pour effacer tout souvenir de Napoléon, pendant sa captivité. Ceux qui donnaient ces ordres oublièrent que le *pouvoir* ne se joignait pas à la *volonté* quand il s'agissait d'empêcher la publication d'un ouvrage anglais, par la voie de la *presse*.

Tout en méprisant les dénonciations et les ordres injustes, j'ai cru de mon devoir de ne rendre ces conversations publiques qu'après la mort de Napoléon; encore ne l'ai je fait qu'avec l'assentiment de ses exécuteurs testamentaires. Tout le danger en est passé: la bouche qui les proféra est maintenant à jamais silencieuse; les paroles qu'elle a prononcées appartiennent à l'histoire.

Si j'étais disposé à commenter les lettres ci-dessus rapportées, je dirais qu'elles sont basées toutes deux sur une assertion fautive, et nommément, qu'aucun emploi officiel, à Longwood, ne donnait à personne le moyen de se procurer les documens que j'ai recueillis. Rien ne peut être plus absurde. Si j'eusse agi différemment que je n'ai fait; si au lieu de concilier la fidélité d'un sujet avec la compassion d'un chrétien, et de respecter les droits de mon pays tout en ayant soin de ne pas compromettre mon propre caractère, j'eusse essayé de faire de mon emploi un moyen d'arriver à la fortune; si j'eusse fait de l'homme un mercenaire; si je fusse devenu esclave officiel au lieu d'être un honnête serviteur; si j'eusse recherché le pouvoir en contraignant ma loyauté à favoriser de honteuses vexations et de bas projets de vengeance; si j'eusse levé le pied contre le lion mort, ou que j'eusse essayé les prouesses d'un pygmée par une lâche attaque contre les infirmités d'un ennemi vaincu; non-seulement je n'aurais eu aucun accès auprès de lui, mais j'aurais été proscrit de la société de Napoléon et de celle de tous les hommes. Mais j'ai agi dans des principes absolument opposés; après avoir consacré les quinze plus belles années de ma vie à combattre les soldats de Napoléon sur les champs de bataille et sur les mers, j'ai oublié alors qu'il était notre prisonnier, qu'il eût jamais été l'ennemi de mon pays. J'ai pensé que les conquêtes de la

clémence étaient supérieures même à celles de la valeur, et qu'un peuple fier doit, non-seulement faire avouer à ses ennemis qu'il les a vaincus, mais qu'il méritait de les vaincre. Dans un lieu semblable à l'île Sainte-Hélène, il n'y aurait eu aucun danger à ce que l'homme le plus méchant conçût des sentimens d'humanité; défendue comme elle l'est, sur tous les points, par des rochers effrayans, n'ayant qu'une seule issue non-seulement hérissée de canons et encombrée de soldats, mais encore fermée par notre escadre, il eût fallu un miracle pour parvenir à s'en échapper. La simple précaution qu'avait suggérée Napoléon lui-même, de ne jamais laisser aucun vaisseau mettre à la voile qu'on ne se fût assuré qu'il était dans l'île, aurait pu dispenser de la nécessité de presque toutes les autres. Après en avoir dit autant sur les motifs qui ont dirigé ma conduite, il ne me reste plus qu'à ajouter que je passerai avec mépris, sur des insinuations anonymes, quoique je sois prêt à répondre à quelqu'accusation que ce soit devant tout tribunal où la vérité pourra être recherchée avec soin. Il ne me manque que d'avoir un accusateur responsable. Je provoque toute espèce d'enquête à la face du monde entier. Quant à l'édit rendu par l'amirauté, contre toute publication de ce genre, il convient mieux au climat d'Alger qu'à celui de l'Angleterre. Dans un pays libre, cette tentative seule n'avait besoin que d'être connue pour être réprouvée; elle était aussi abusive que despostique.

Si l'on me demandait mon opinion sur les jugemens portés par Napoléon sur les hommes et sur les choses, je me tairais; je ne suis qu'un simple narrateur. Je rapporte ces jugemens comme la substance de ses conversations, et sans réserve, je n'affirmerai ni l'exactitude de ses dates ni la justesse de ses maximes. Je ne garantis rien autre chose que la fidélité de ma narration. J'offre uniquement au lecteur les pensées de Napoléon, ainsi qu'il les exprimait.

Je finirai en ajoutant que je n'évite ni ne crains les recherches; je suis prêt à soutenir tout examen dans lequel la vérité puisse être dite, et j'en accepterai les conséquences et toute la responsabilité.

---

---

# PRÉFACE

## DE LA SECONDE ÉDITION.



L'ENTHOUSIASME avec lequel la seconde édition de cet ouvrage a été demandée, est un témoignage non équivoque de l'opinion favorable du public. La manière dont il a été accueilli, a été la récompense la plus flatteuse pour mon cœur ; c'est la meilleure réponse aux calomnies dont l'ont assailli les mercenaires qui rédigent les journaux corrompus de notre époque.

Cette édition a été soigneusement revue ; quelques inexactitudes ont été corrigées ; j'y joindrai même quelques pièces importantes, qui m'ont été communiquées tardivement.

L'une est relative à l'arrivée de l'ex-empereur sur le Bellérophon. — Napoléon passa du Bellérophon à bord du Northumberland, le 7 août : voici les paroles du capitaine Maitland au comte Las-Cases : — « Qu'avec les ordres d'après lesquels, lui ( capitaine Maitland ) agissait, il pensait pouvoir recevoir Napoléon à bord du Bellérophon et le transporter en Angleterre ; mais qu'en agissant ainsi, il le faisait, sous la seule responsabilité de Napoléon, et qu'il devait se considérer comme entièrement à la disposition du prince-régent, lui capitaine Maitland ne pouvant rien promettre, quant à l'hospitalité qu'il sollicitait. »

La pièce suivante, omise dans la première édition, est d'une nature trop importante pour ne pas être annexée à celle-ci. Elle réfute complètement les assertions ministérielles, touchant le prétendu refus de l'Angleterre de reconnaître la dynastie impériale.

*Protocole des conférences de Châtillon-sur-Seine.*

4 février.

S. E. M. le duc de Vicence , ministre des relations extérieures et plénipotentiaire de France, d'une part, et les plénipotentiaires des cours alliées, savoir : M. le comte de Stadion, etc. pour l'Autriche ; S. E. M. le comte de Razoumowski, etc. pour la Russie ; LL. EE. lord Aberdeen, etc., lord Cathcart, etc. et sir Charles Stewart, etc. pour la Grande-Bretagne, S. E. M. le baron de Humboldt, etc. pour la Prusse, d'autre part. S'étant acquittés réciproquement des visites d'usage, dans la journée du 4 février, sont convenus en même temps de se réunir en séance, le lendemain, 5 du mois de février.

*Séance du 17 février, suite du protocole.*

. . . . . Le plénipotentiaire autrichien lit ensuite l'avant-propos du traité préliminaire suivant :

*Projet d'un traité préliminaire entre les hautes puissances alliées et la France.*

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

LL. MM. II. d'Autriche et de Russie, S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et S. M. le roi de Prusse, agissant au nom de leurs alliés d'une part, et S. M. l'empereur des Français de l'autre, désirant cimenter le repos et le bien-être futur de l'Europe, par une paix solide et durable, sur terre et sur mer, et ayant nommé, pour atteindre à ce but salutaire, leurs plénipotentiaires actuellement réunis à Châtillon-sur-Seine, pour discuter les conditions de cette paix; les plénipotentiaires sont convenus des articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix et amitié entre LL. MM. II. d'Autriche et de Russie, S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et S. M. le roi de Prusse, agissant en même temps au nom de tous leurs alliés, et S. M. l'empereur des Français, leurs héritiers et successeurs à perpétuité.

Les hautes parties contractantes s'engagent, etc., etc.

*Signés*, ABERDEEN. — CATHCART. — LE C<sup>te</sup> DE RAZOUMOWSKI.  
— HUMBOLDT. — LE COMTE DE STADION. — CHARLES STEWART,  
*Lieutenant-général.*

*Signé*, CAULINCOURT, *Duc de Vicence.*

# Voici

## *Sur cette Edition.*

---

ON ne parlera point du livre même du docteur O'Meara. Cinq éditions successivement épuisées en Angleterre, et deux traductions publiées en France, en disent assez sur le mérite d'un ouvrage animé d'un bout à l'autre par l'intérêt qui s'attache au plus grand nom de l'histoire moderne et à des souvenirs encore vivans dans tous les esprits. On ne dira qu'un mot sur cette nouvelle traduction. On désirait d'abord réimprimer celle publiée à Paris, chez le libraire Plancher; mais, en la relisant avec attention, et en la comparant avec le texte anglais, on y découvrit tant de passages entièrement supprimés ou maladroitement tronqués, tant d'idées ou de mots faussement interprétés, tant d'erreurs dans les noms de villes, de mesures, etc, qu'un nouveau travail fut jugé nécessaire sous beaucoup de rapports. C'est ce travail que nous offrons aujourd'hui au public. La traduction déjà imprimée en France sert de base; mais la supériorité de cette réimpression consiste en ce qu'elle offre l'ouvrage anglais dans toute sa pureté et tel qu'il a été publié à Londres. Rien n'a été supprimé, ni altéré, ni substitué. C'est là le premier ou plutôt le seul mérite de ce travail. Les idées d'un homme comme celui dont il est question dans cet ouvrage, doivent être présentées telles qu'il les a exprimées et non telles que d'autres les ont faites.

---

---

# L'ÉCHO

DE

## SAINTE-HÉLÈNE.

~~~~~

EN conséquence de la résolution qu'avait adoptée le gouvernement britannique, d'envoyer Napoléon dans une résidence lointaine, résolution qui lui fut communiquée à Plymouth par le major-général sir Henri Bembury, sous-secrétaire-d'état, à bord du Bellérophon, vaisseau de 74, capitaine Maitland, Napoléon, accompagné des personnes de sa suite auxquelles l'on permit de rester auprès de lui, passa, le 7 (1) août 1815, du Bellérophon, sur le Northumberland, vaisseau de 74, capitaine Ross. Ce vaisseau portait le pavillon du contre-amiral sir Georges Cockburn, chargé de conduire Napoléon à Sainte-Hélène, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, après son arrivée au lieu de son exil. Le gouvernement permit, que, parmi ceux qui l'avaient suivi à bord du Bellérophon et du Myrmidon, quatre officiers, un

(1) Lorsque l'empereur quitta le *Bellérophon* le 7 août, les officiers anglais furent dans la consternation. Ils se sentaient impliqués dans l'injustice d'un pareil procédé. Napoléon traversa le pont pour descendre dans la chaloupe avec le calme et le sourire sur la figure, ayant à ses côtés l'amiral Keith. Il s'arrêta devant le capitaine Maitland, et le chargea de témoigner sa satisfaction aux officiers et à l'équipage du *Bellérophon*; et le voyant extrêmement triste, il lui dit pour le consoler : « *La postérité ne peut en aucune manière vous accuser de ce qui arrive. Vous avez été trompé aussi bien que moi.* »



médecin et douze personnes de sa maison, s'attachassent à son sort : les personnes, dont les noms suivent, furent choisies à cet effet. Les comtes Bertrand, Montholon et Las-Cases ; le baron Gourgaud ; la comtesse Bertrand et ses trois enfans ; la comtesse Montholon et un enfant ; Marchand, premier valet de chambre ; Cipriani, maître d'hôtel ; Pieron, St.-Denis, Novarre, le Page, les deux Archambaud, Santini, Rousseau, Gentilini, Joséphine ; enfin Bernard et sa femme, domestiques du comte Bertrand. Un jeune homme d'environ quinze ans, fils du comte Las-Cases, reçut aussi la permission d'accompagner son père. Avant de leur faire quitter le Bellérophon, les épées et autres armes des prisonniers leur furent demandées, et leur bagage fut visité, afin de s'emparer de ce qui leur appartenait, soit en billets, argent ou bijoux. Napoléon, après avoir payé les personnes de sa suite à qui il ne fut pas permis de l'accompagner, ne possédait que quatre mille napoléons en or, dont on s'empara par ordre des ministres de Sa Majesté.

Lorsque la résolution des ministres britanniques d'envoyer Napoléon à Sainte-Hélène fut communiquée à sa suite, M. Maingaud, chirurgien qui l'avait accompagné depuis Rochefort, refusa de le suivre. M. Maingaud était un jeune homme inconnu à Napoléon, et qui avait été appelé fortuitement pour le soigner, jusqu'à ce que M. Fourreau de Bauregard, qui avait été son chirurgien à l'île d'Elbe, pût le rejoindre. J'ai appris que, quand bien même M. Maingaud aurait voulu aller à S<sup>te</sup>-Hélène, ses services n'auraient pas été acceptés.

Le jour que Napoléon vint pour la première fois à bord du Bellérophon, après avoir fait le tour du vaisseau, il vint à la poupe où j'étais, et m'adressa la parole; il me demanda d'abord si j'étais le *chirurgien major*? Je répondis affirmativement et en italien. Il me demanda alors, dans la même langue, de quel pays j'étais? Je répondis, d'Irlande. « Où avez-vous étudié votre profession? — A Dublin et à Londres. — Quelle est la meilleure des deux écoles de médecine? » Je répondis que je pensais que celle de Dublin était la meilleure pour l'anatomie, et celle de Londres pour la chirurgie. « Oh, dit-il, en souriant, vous dites que Dublin possède la meilleure école d'anatomie, parce que vous êtes Irlandais. » Je lui dis que je lui demandais pardon, mais que je disais cela parce que c'était la vérité; qu'à Dublin, on se procurait des sujets pour la dissection à un quart du prix qu'on les payait à Londres, et que les professeurs étaient également bons. Il sourit à cette réponse, et me demanda dans quelles actions je m'étais trouvé, et dans quelles parties du globe j'avais servi? Je lui en citai plusieurs, et entre autres l'Égypte. Au mot d'Égypte, il entra dans une série de questions auxquelles je répondis du mieux qu'il me fut possible. Je lui dis que le corps des officiers auquel j'appartenais alors, avait mangé long-temps dans une maison qui avait servi d'écurie pour ses chevaux. Il rit à ce propos, et depuis il me remarqua toujours, chaque fois qu'il se promenait sur le pont; quelquefois il m'appelait pour lui servir d'interprète, ou pour lui expliquer quelque chose.

Lors du passage de Rochefort à Torbay, le colonel Planat, un de ses officiers, étant tombé malade, et M. Maingaud étant incapable de lui offrir aucun secours, vu qu'il souffrait beaucoup du mal de mer, je le soignai. Pendant la durée de sa maladie, Napoléon s'informa souvent de son état, et s'entretint avec moi sur la nature de sa maladie et le mode de traitement que j'employais. Après notre arrivée à Plymouth, le général Gourgaud se trouva aussi fort incommodé, et me fit l'honneur d'avoir recours à mes avis. Toutes ces circonstances me mirent en rapport avec Napoléon, plus qu'aucun autre officier du vaisseau, excepté le capitaine Maitland.

La veille du jour où l'on quitta Torbay, le duc de Rovigo, avec qui j'avais l'habitude de m'entretenir fréquemment, me demanda si je voulais accompagner Napoléon à Sainte-Hélène, en qualité de chirurgien, ajoutant que dans ce cas, je recevrais à cet effet une communication du comte Bertrand, grand maréchal. Je répondis que je n'avais rien à objecter à cette proposition, pourvu que le gouvernement britannique et mon capitaine y consentissent, et moyennant certains arrangemens. Je communiquai aussitôt cette proposition au capitaine Maitland qui eut la bonté de m'honorer de ses avis; il pensait que je devais accepter cette offre, pourvu que j'obtinsse l'assentiment de l'amiral lord Keith, et du gouvernement anglais; il ajouta qu'il en parlerait à sa seigneurie. A notre arrivée à Torbay, le comte Bertrand fit la même proposition au capitaine Maitland et à moi : elle fut aussitôt

communiquée à lord Keith. Sa seigneurie me fit venir à bord du Tonnant, et je lui expliquai la nature des conditions que je désirais faire; il me fit l'honneur de me recommander, dans les termes les plus forts, d'accepter cette place, ajoutant qu'il ne pouvait m'ordonner de le faire, puisque cela était étranger au service naval, et que c'était aussi un cas extraordinaire; mais qu'il me conseillait de l'accepter; il m'exprima la conviction où il était que le gouvernement m'en saurait gré, étant jaloux que Napoléon fût accompagné d'un chirurgien de son propre choix. Sa seigneurie ajouta que je pouvais considérer cet emploi comme parfaitement d'accord avec ce que je devais à mon pays et à mon souverain.

Satisfait que ce qui m'était proposé eût reçu l'approbation de personnages aussi distingués dans notre marine, que l'amiral lord Keith et le capitaine Maitland (1), j'acceptai l'emploi qui m'était offert et vins

(1) C'est pour moi une grande satisfaction de pouvoir produire le témoignage suivant, d'un capitaine avec qui j'ai servi sur trois vaisseaux différens.

AU DR. HARNESS, etc., etc., etc.

MON CHER MONSIEUR,

« Le zèle et la bonne conduite de M. Barry O'Meara tant  
» qu'il a été chirurgien sur le *Goliath*, avec moi, exige de  
» ma part, comme acte de justice pour lui et pour le bien  
» du service, de dire que pendant les quinze années que j'ai  
» commandé l'un des vaisseaux de Sa Majesté, je n'ai jamais  
» eu le plaisir de voyager avec un officier de sa profession  
» qui répondît aussi entièrement à mon attente. Ne pouvant

à bord du Northumberland, stipulant, néanmoins, par une lettre adressée à sa seigneurie, que je serais toujours considéré comme officier anglais, porté sur les rôles des chirurgiens de la marine en activité, au service du gouvernement britannique, et que je serais libre de quitter le service particulier que j'acceptais, s'il ne me convenait pas (1).

Pendant la traversée qui dura environ dix semaines, Napoléon ne souffrit beaucoup du mal de mer que pendant les huit premiers jours. Rarement il venait sur le pont avant le dîner; il déjeûnait à la fourchette, dans sa cabine, à dix ou onze heures, et passait une grande partie de la journée à lire et à écrire. Il faisait

» juger de ses talens dans son art, bien que j'aie tous les  
 » motifs de croire qu'ils sont du premier ordre, et que telle  
 » a été l'opinion de la plupart des chirurgiens les plus anciens  
 » et les plus respectables de la flotte, je dirai seulement que  
 » pendant une longue période de mauvais temps, qui rendit  
 » tout l'équipage du *Goliath* très-malade, ses attentions et sa  
 » sollicitude furent telles qu'elles lui méritèrent mon appro-  
 » bation et l'affection reconnaissante de tous les officiers et  
 » soldats. Si je devais être bientôt employé de nouveau, je  
 » ne connais personne, au service, que je désirasse autant  
 » avoir pour chirurgien, que M. O'Meara. Cependant, comme  
 » dans l'état présent de la guerre, cela n'est pas probable,  
 » j'espère que vous me ferez l'honneur de lui donner une  
 » commission; ce sera un encouragement pour les jeunes  
 » gens qui courent la même carrière.»

J'ai l'honneur d'être, etc.

FRÉDÉRIC L. MAITLAND.

(1) Appendice, n° 1.

régulièrement une partie d'échecs, avant le dîner, et restait à peu près une heure à table, par complaisance pour l'amiral; alors on lui apportait le café, et il quittait la compagnie pour faire un tour sur le pont, accompagné du comte Bertrand ou de monsieur de Las-Cases, tandis que l'amiral et les autres officiers restaient à table pendant une heure ou deux de plus. En se promenant sur le gaillard d'arrière, il parlait fréquemment aux officiers qui pouvaient l'entendre et s'entretenir avec lui; et souvent il faisait à M. Warden, chirurgien du Northumberland, des questions sur les maladies les plus fréquentes, et sur la manière de les traiter. Quelquefois il faisait une partie de whist, mais en général, il se retirait dans sa cabine, à neuf ou dix heures; tel fut le cours uniforme de sa vie pendant la traversée.

Le Northumberland longea Funchal, et la frégate la Havane fut envoyée pour y prendre des rafraîchissemens. Pendant le temps que nous fûmes à l'ancre, il s'éleva un *scirocco levante* qui fit beaucoup de ravages dans les vignes. Nous apprîmes que les superstitieux habitans attribuaient l'ouragan à la présence de Napoléon.

Le comte Bertrand donna des ordres dans ce port pour qu'on fit venir d'Angleterre quatorze ou quinze cents volumes pour l'usage de Napoléon.

Nous arrivâmes à Sainte-Hélène le 15 octobre. Rien de plus stérile et de plus repoussant que l'aspect extérieur de cette île. On s'attendait à ce qu'une fois l'ancre jetée, Napoléon serait engagé à séjourner à

Plantation-House, maison de campagne du gouverneur, jusqu'à ce qu'on lui eût préparé une habitation; jusqu'alors tous les passagers de distinction avaient été invités à y passer le temps qu'ils séjournèrent dans l'île. Sans doute il existait de fortes raisons d'en agir ainsi avec l'ex-empereur, mais cette politesse ne s'étendit pas jusqu'à lui.

Dans la soirée du 17, à peu près vers sept heures, Napoléon débarqua à James-Town, accompagné de l'amiral, du comte et de la comtesse Bertrand, de M. de Las-Cases, du comte et de la comtesse Montholon, etc.; et l'on se rendit à l'une des plus belles maisons de la ville appartenante à un *gentleman* nommé Parteons, laquelle avait été louée à cet effet par l'amiral. Elle n'était cependant pas sans inconvéniens : Napoléon ne pouvant paraître à la fenêtre, ou même descendre de sa chambre à coucher, sans être exposé aux regards avides et grossiers de ceux qui cherchaient à satisfaire leur curiosité par la vue du célèbre captif. Il n'y avait pas de maison dans la ville dans laquelle Napoléon pût être entièrement tranquille, excepté celle du gouverneur, laquelle a une cour et dont la façade donne sur une promenade sur les remparts, et d'où la vue s'étend sur la mer et sur le *Marino*; la proximité de l'Océan fut sans doute cause qu'on ne la choisit pas.

Les habitans de l'île furent dans la plus vive attente pendant presque toute la journée, pour jouir de la vue de l'exilé, lorsqu'il ferait son entrée dans le lieu de sa réclusion. Une infinité de personnes de tous les

rangs encombraient *le Marino*, la rue et les maisons devant lesquelles il devait passer, dans l'espoir de l'apercevoir. La plupart furent cependant trompés dans leur attente, car n'étant débarqué qu'après le soleil couché, la majorité des insulaires, fatigués d'attendre et supposant que son débarquement n'aurait lieu que le lendemain matin, étaient rentrés dans leurs maisons. Il était d'ailleurs presque impossible de reconnaître sa personne.

Les comtes Bertrand et Montholon avec leurs épouses, le comte Las-Cases et son fils, le général Gourgaud et moi, fûmes également logés dans la maison de M. Parteens.

Le lendemain matin, 18, de bonne heure, Napoléon, accompagné de l'amiral et de Las-Cases, alla à Longwood, maison de campagne du lieutenant-gouverneur ; on lui avait dit que c'était l'endroit le plus convenable pour sa résidence. Il était monté sur un petit cheval fort vif, que lui avait prêté le colonel Wilks, ancien gouverneur. En montant à Longwood, il remarqua un petit endroit appelé *the Briars*, situé à peu près à deux cents verges de la route, et qui appartenait à un *gentleman* nommé Balcombe, qui devait remplir les fonctions de pourvoyeur de sa maison ; il parut charmé de la situation romantique de cet endroit.

La résidence de Longwood est située dans une plaine sur le sommet d'une montagne, à peu près à dix-huit cents pieds au-dessus du niveau de la mer, en y comprenant Deadwood, elle occupe à peu près qua-

torze ou quinze cents acres de terre, dont la majeure partie est plantée d'un arbre indigène appelé *gum-wood*. Son aspect est sombre et monotone. Cependant Napoléon dit qu'il serait plus content d'y fixer sa demeure, que de rester dans la ville pour y être sans cesse exposé à la curiosité insupportable des habitans. Malheureusement, la maison ne consistait qu'en cinq chambres au rez-de-chaussée, lesquelles avaient été bâties les unes après les autres, selon les besoins de la famille, et sans aucun égard pour la symétrie ou les convenances. Il était impossible que Napoléon et sa suite s'y logeassent. Il devenait donc nécessaire d'y faire des augmentations, et il était évident qu'elles ne pouvaient être faites avant plusieurs semaines, même sous l'inspection d'un officier aussi actif que sir Georges Cockburn. A son retour de Longwood, Napoléon se rendit à *the Briars*, et signifia à sir Georges qu'il préférerait y rester jusqu'à ce qu'on eût fait les changemens nécessaires à Longwood, plutôt que de retourner à la ville, pourvu toutefois qu'on pût obtenir le consentement du propriétaire. Cette demande fut aussitôt accordée. *The Briars* est le nom d'une maison bâtie sur un site romantique, à peu près à un mille et demi de James-Town. Elle a pour dépendances quelques acres d'un terrain très-bien cultivé en jardins fruitiers et potagers; l'eau qu'on y trouve en abondance, et plusieurs allées d'arbres dont la fraîcheur est délicieuse, concourent à l'embellir; elle est depuis long-temps renommée pour les mœurs hospitalières de la vieille Angleterre, que pratique son propriétaire

M. Balcombe. A peu près à vingt verges de la maison, s'élève un petit pavillon qui consiste en une chambre au rez-de-chaussée et deux greniers : Napoléon, pour ne pas occasionner aucun dérangement à ses hôtes, choisit ce pavillon pour sa demeure. Son lit de camp fut dressé dans la chambre du bas : c'est dans cette chambre, qui lui servait de salon et de salle à manger, qu'il dicta une partie des événemens de sa vie. M. de Las-Cases et son fils logèrent dans l'un des greniers; le premier valet de chambre de Napoléon, et quelques autres domestiques de sa maison couchèrent dans l'autre et sur le plancher d'un petit hangar faisant face à l'entrée de la salle du rez-de-chaussée. Dans les premiers jours on envoya à Napoléon un dîner apprêté à la ville; mais ensuite M. Balcombe trouva les moyens d'établir une cuisine. On était si resserré, que souvent Napoléon sortait, lorsqu'il avait achevé son dîner, pour laisser le temps à ses domestiques de manger dans la chambre qu'il venait de quitter.

La famille de M. Balcombe se composait de sa femme, deux filles, l'une d'environ douze ans et l'autre de quinze, et de deux garçons de cinq à six ans. Les deux jeunes personnes parlaient le français avec facilité. souvent Napoléon venait faire une partie de whist ou faire un moment la conversation avec cette famille. Une fois même il consentit à prendre part à une partie de *Colin-Maillard*, au grand amusement des jeunes filles. Cette digne famille n'oubliait rien de ce qui pouvait contribuer à adoucir les inconvénients de sa situation.

Un capitaine d'artillerie résidait à *the Briars*, comme officier d'ordonnance ; un sergent et quelques soldats y stationnèrent aussi, d'abord ; mais d'après quelques observations faites à sir Georges Cockburn, il les fit quitter ce poste, convaincu de leur inutilité. Les comtes Bertrand et Montholon, leurs épouses et leurs enfans, le général Gourgaud et moi, vivions ensemble chez M. Parteons, où M. Balcombe entretenait une table servie à la française. Lorsque l'un d'eux voulait sortir de la ville ou aller par-tout ailleurs, on ne lui imposait d'autre contrainte que celle d'être accompagné par moi ou par quelqu'autre officier anglais, ou d'être suivi par un soldat. De cette manière il leur était permis de visiter tous les endroits de l'île, à l'exception des forts et des batteries. Ils reçurent la visite du colonel et de madame Wilks, du lieutenant-colonel Skelton et de son épouse, des membres du conseil et de la plupart des habitans notables de l'île, celle des officiers de terre et de mer appartenans à la garnison et à l'escadre, de leurs épouses et de leurs familles. De temps en temps, les Français donnaient de petites soirées à leurs visiteurs, où la cordialité la plus touchante régna constamment. Quelquefois les comtesses Bertrand et Montholon, accompagnées d'un ou deux de leurs commensaux, passaient une heure ou deux à examiner ou même à acheter quelques productions de l'Inde et de l'Europe, étalées dans les boutiques des marchands, quoiqu'elles offrissent moins de variété ou de magnificence que celles de la rue Vivienne ; elles avaient néanmoins le mérite de les distraire un peu

de l'insipide monotonie de leur résidence à Sainte-Hélène.

Sir Georges Cockburn donna plusieurs bals choisis, auxquels les français furent invités, et où ils se rendirent souvent tous, à l'exception de Napoléon. On avait pour eux les plus grands égards; et en général, si les choses n'allaient pas entièrement selon leur gré, sous plus d'un rapport, ils étaient du moins sur un pied capable de rendre leur existence tolérable, si l'île n'eût, par elle-même, présenté tant de misères locales. Il eût peut-être été beaucoup mieux, et plus convenable, que Napoléon fût logé à Plantation-House, jusqu'à ce que les réparations et les changemens qu'on faisait à Longwood fussent terminés, que de le laisser aussi mal pourvu à *the Briars*. Je dois néanmoins rendre à l'amiral la justice de dire que, sous ce rapport, j'ai eu des raisons de croire qu'il n'était pas libre d'effectuer ses projets. Cependant, sir Georges Cockburn ne négligeait rien pour agrandir et rendre plus commode le vieux bâtiment, de manière à le mettre en état de recevoir une si grande augmentation dans le nombre ordinaire de ses habitans. A cet effet, non-seulement tous les ouvriers de l'escadre, mais encore ceux de l'île, furent mis en réquisition; et, pendant deux mois, Longwood présenta le tableau le plus animé qu'on eût jamais vu à Sainte-Hélène. On voyait souvent l'amiral, infatigable dans ses travaux, arriver à Longwood au lever du soleil, encourageant par sa présence les ouvriers de Sainte-Hélène qui, généralement, indolens et paresseux, contemplaient avec

étonnement la promptitude et l'activité d'un guerrier succéder à l'oisiveté dont jusqu'à présent ils avaient été témoins et qui leur était naturelle.

Chaque jour, des détachemens de deux ou trois cents marins étaient occupés à apporter de James-Town, du bois de charpente et autres matériaux pour la construction, ainsi que des meubles ; bien que les meilleurs de ceux-ci eussent été achetés à des prix énormes, par-tout où l'on pouvait s'en procurer, ils étaient cependant antiques et mesquins. L'île était si dénuée de moyens de transport, qu'il fallait que tout ce que l'on transférait à Longwood, même les pierres, fût porté en haut d'un sentier rapide, sur les têtes et les épaules des marins, relevés quelquefois par des détachemens du 53<sup>e</sup> régiment. Au moyen de ce travail continu, la maison de Longwood fut augmentée au point de pouvoir recevoir, le 9 décembre, Napoléon, le comte, la comtesse Montholon, leurs enfans, le comte de Las-Cases et son fils.

Napoléon avait une petite chambre à coucher étroite, au rez-de-chaussée, un cabinet d'égales dimensions, et une espèce de petite antichambre, dont on fit une salle de bains. Le cabinet donnait sur une petite pièce basse et obscure, qui fut convertie en salle à manger. Dans une aile opposée au bâtiment on trouvait une chambre à coucher plus grande que celle de Napoléon, une antichambre et un cabinet ; ils furent occupés par la famille Montholon. Une porte conduisait de la salle à manger de Napoléon dans un salon d'à peu près dix-huit pieds sur quinze. Sir

Georges Corkburn en avait fait construire un en bois, beaucoup plus long, plus élevé et plus aéré, ayant trois fenêtres de chaque côté et une galerie vitrée qui conduisait au jardin. Ce salon, quoiqu'il eût l'inconvénient de devenir d'une chaleur insupportable vers le soir, lorsque le soleil, lançant ses feux avec toute l'ardeur du tropique, pénétrait de ses rayons le bois même dont il était formé, était le seul endroit commode de tout l'édifice. M. de Las-Cases avait près de la cuisine une chambre (1), qui avait été occupée avant par les domestiques du colonel Skelton. Une ouverture pratiquée dans le plafond, suffisait pour donner passage à un escalier très-étroit, conduisant à une espèce de grenier, dans lequel couchait son fils. Les greniers du vieil édifice avaient été planchés et convertis en chambres pour Marchand, Cipriani, St-Denis, Joséphine, etc. D'après la construction du toit, qui allait en pente, il était impossible de se tenir debout dans ces greniers, excepté au milieu, et le soleil, qui dardait ses rayons sur les ardoises, les rendait quelquefois d'une chaleur insupportable. De nouvelles chambres furent construites par la suite pour eux, pour le général Gourgaud, l'officier d'ordon-

(1) Quelque temps après on construisit pour le comte et son fils un appartement adossé à la maison, lequel fut ensuite divisé en une chambre à coucher, un salon, et une chambre pour leur domestique. Ces chambres étaient si petites, qu'il n'y avait pas même place pour une chaise entre les lits du père et du fils; elles étaient en outre si basses, qu'une personne debout touchait presque au plafond.

nance et moi : en attendant, nous couchâmes sous des tentes. Le lieutenant Blood et M. Cooper, charpentier du Northumberland, ainsi que plusieurs officiers du vaisseau, restaient aussi dans le même endroit ; les deux premiers, sous une vieille bonnette qui avait été convertie en tente.

Une table très-bien servie, pour un pays comme Sainte-Hélène, était entretenue par les ordres de sir Georges Cockburn, pour les officiers d'ordonnance et moi.

Le comte Bertrand et sa famille étaient logés dans une petite maison à Hut's-Gate, à peu près à un mille de Longwood. Cette maison, quoique fort peu commode, avait cependant été louée d'après leur désir : ce fut la seule du voisinage qu'on pût se procurer à un prix modéré ; il était impossible qu'ils logeassent à Longwood jusqu'à ce que la nouvelle maison, dont les fondations avaient été immédiatement jetées par les soins de sir Georges Cockburn, fût achevée.

Pendant que Napoléon habitait *the Briers*, je ne tins pas de journal régulier ; en conséquence, je ne puis que détailler brièvement ce qui s'y est dit et fait. L'ex-empereur passait la plus grande partie de son temps à dicter soit à Las-Cases ou à son fils, soit aux comtes Bertrand et Montholon, soit enfin au général Gourgaud ; l'un de ces messieurs restait toujours près de lui. Il recevait quelquefois les personnes qui venaient lui présenter leurs respects sur le pré, devant la maison ; quelquefois même ceux qui en avaient reçu la permission, lui étaient présentés, dans

la soirée , lorsqu'il était chez M. Balcombe. Pendant tout le temps qu'il passa à *the Briars* , il n'en sortit qu'une seule fois , pour aller à pied à une petite habitation appartenante au major Hodson , du régiment de Sainte-Hélène ; il s'entretint avec le major et son épouse pendant une demi-heure , faisant beaucoup d'attention à leurs enfans , qui étaient extrêmement beaux. Il se promenait souvent pendant des heures entières dans les allées couvertes et les taillis de *the Briars* , où l'on veillait à ce qu'il ne fût pas importuné. Dans une de ces promenades , il s'arrêta , et , me faisant remarquer les précipices affreux qui nous environnaient , il dit : « Voyez la générosité de votre pays ! Voilà leur libéralité envers un homme malheureux , qui , comptant aveuglément sur leur prétendu caractère national , se fia à eux sans crainte. Je pensais que vous étiez libres ; mais je vois maintenant que vos ministres se moquent de vos lois , qui sont , comme celles des autres nations , faites pour opprimer les malheureux sans défense , et protéger l'homme puissant. »

Une autre fois , il découvrit par l'interprétation de Las-Cases , qu'un vieux Malay , qui avait été loué comme jardinier par M. Balcombe , avait été enlevé , il y avait quelques années , de son pays natal et conduit à bord d'un vaisseau anglais : amené à Sainte-Hélène , débarqué à l'insu de la douane , illégalement vendu comme esclave , on le louait au premier qui voulait s'en servir , en payant à son maître le prix du travail de cet infortuné. Napoléon porta ce fait à la

connaissance de l'amiral qui fit aussitôt prendre des renseignemens dont le résultat eût été probablement l'émancipation du pauvre Tobie , si l'amiral eût conservé le commandement (1).

On prit des arrangemens avec le pourvoyeur pour qu'il fournît une certaine quantité supplémentaire de provisions , de vins , etc. Cette quantité était abondante , et Cipriani , le maître d'hôtel , la jugea suffisante pour le service de la maison. A la vérité , quelquefois les provisions manquèrent , ou bien furent de mauvaise qualité ; mais cela provenait souvent du défaut absolu des ressources de l'île , ou de quelque accident , et généralement sir Georges Cockburn y remédiait , autant qu'il était possible.

On avait donné à Napoléon un espace d'à peu près douze milles de circonférence , dans lequel il pouvait aller à cheval ou se promener à pied , sans être accompagné d'un officier anglais. Le camp du 53<sup>e</sup> était situé à l'extrémité de cet espace , à Deadwood , à peu près à un mille de Longwood ; il y en avait un autre à Hut's-Gate , en face de la demeure de Bertrand , à la porte duquel on avait établi un poste d'officier.

(1) Lorsque Napoléon apprit , quelque temps après le départ de sir Georges Cockburn , que ce pauvre homme n'avait pas reçu sa liberté , il chargea M. Balcombe de l'acheter de son maître , de le rendre libre , et de porter cette dépense sur le compte particulier du comte Bertrand. Sir Hudson Lowe jugea à propos d'empêcher que cette bonne œuvre ne s'accomplît , et le pauvre Malay était encore en esclavage lorsque je quittai Sainte-Hélène.

On fit avec Bertrand un arrangement, en vertu duquel les personnes munies d'un *laissez passer* de lui, avaient la permission d'entrer sur les dépendances de Longwood. Cette mesure ne pouvait avoir aucun inconvénient : personne ne pouvait aller chez Bertrand sans permission de l'amiral, du gouverneur, ou de sir Georges Bingham ; en conséquence, aucun individu suspect ne pouvait avoir accès auprès de lui. Les Français avaient aussi la permission d'envoyer des lettres cachetées aux habitans et aux autres Français qui restaient dans l'île. Cette permission ne pouvait en aucun cas devenir nuisible, car il était évident que s'ils eussent cherché à faire passer des lettres en Europe, ils ne l'eussent tenté qu'après avoir fait d'abord des dispositions particulières ; et il était de toute improbabilité qu'ils envoyassent, par l'intermédiaire d'un domestique anglais ou d'un dragon, des lettres dont le contenu aurait pu les compromettre, eux ou leurs amis, lorsqu'il dépendait d'eux de les leur faire tenir eux-mêmes, et qu'ils pouvaient se voir et s'entretenir librement (1).

Une garde subalterne fut placée à l'entrée de Longwood, à peu près à cent pas de la maison, et un cordon de sentinelles et des piquets furent placés autour des limites ; à neuf heures, les sentinelles étaient rapprochées et mises en communication les

(1) Une preuve matérielle de ce que j'avance, c'est que durant les neuf mois que sir Georges Cockburn suivit ce système, il ne fut envoyé aucune lettre en Europe, excepté par la voie ordinaire du gouvernement.

unes avec les autres ; elles entouraient la maison de telle sorte , que personne ne pouvait y entrer ou en sortir , sans qu'ils le vissent. Deux factionnaires se tenaient à l'entrée principale , et des patrouilles se croisaient sans cesse. Après neuf heures , Napoléon n'était plus libre de sortir de la maison , à moins qu'il ne fût accompagné d'un officier de l'état-major ; et personne ne pouvait entrer sans avoir le mot d'ordre. Cet état de choses durait jusqu'au lendemain matin. Tous les endroits par lesquels on aurait pu aborder dans l'île , tous ceux même qui n'en offraient que la possibilité apparente , étaient garnis de piquets , et des sentinelles étaient placées sur chaque sentier escarpé qui conduisait à la mer , bien que les obstacles offerts par la nature dans presque tous les sentiers , dans cette direction , eussent été insurmontables pour un homme aussi peu agile que Napoléon.

Des différens postes d'observation de l'île , on aperçoit souvent les vaisseaux à vingt-quatre lieues de distance , mais toujours long-temps avant qu'il ne puissent approcher du port. Deux vaisseaux de guerre croisaient continuellement l'un au vent , et l'autre sous le vent ; ils recevaient des signaux , aussitôt qu'on apercevait un vaisseau , des postes élevés de l'île. Tous les bâtimens , excepté les vaisseaux de guerre anglais , étaient accompagnés par un des croiseurs , qui ne les quittait plus qu'il ne leur eût été permis de jeter l'ancre , ou qu'ils n'eussent été renvoyés. Il n'était permis à aucun vaisseau étranger de rester à l'ancre , si ce n'est dans le cas d'une grande détresse , et alors

personne ne pouvait débarquer : on envoyait à bord un officier avec un détachement d'un des vaisseaux de guerre, pour surveiller l'équipage, pendant tout le temps que le vaisseau restait, et pour empêcher toute communication. Tous les bateaux pêcheurs de l'île étaient comptés et ancrés le soir au coucher du soleil, sous la surveillance spéciale d'un lieutenant de la marine. Aucun bateau, excepté ceux de garde des vaisseaux de guerre, qui tournaient autour de l'île, pendant toute la nuit, ne pouvait sortir une fois le soleil couché. L'officier d'ordonnance avait également ordre de s'assurer, deux fois toutes les vingt-quatre heures, de la présence de Napoléon, de ce qu'il faisait, avec toute la délicatesse possible. Enfin, toutes les précautions humaines, pour éviter qu'il s'échappât, excepté l'incarcération et les fers, furent prises par sir Georges Cockburn.

Les officiers du 53<sup>e</sup>, les habitans les plus notables de l'île, les officiers de Sainte-Hélène, et leurs épouses, furent présentés à Napoléon. Quelques-uns étaient invités une fois la semaine à dîner avec lui : de ce nombre étaient M. Doveton et sa fille, le colonel Skelton, le capitaine Younghusband, et leurs épouses, M. Balcombe et sa famille, etc. Des officiers et autres passagers recommandables, venant de l'Inde ou de la Chine, accouraient en foule à Longwood, demandant à être présentés au chef déchu, et rarement ils étaient trompés dans leur attente, à moins qu'une indisposition de sa part, ou la courte durée de leur séjour dans l'île, ne s'y opposassent. Plusieurs personnes,

venues à une heure incommode, sont restées dans ma chambre, long-temps après que la voile du petit hunier du vaisseau qui devait les transporter en Angleterre, avait été déployée, dans l'espoir que Napoléon se présenterait à la fenêtre de son appartement. Souvent il m'a été impossible de résister aux sollicitations de plus d'une beauté jalouse de le voir, et je plaçais un des domestiques de la maison de manière à la prévenir de son approche à l'une des fenêtres ou à la porte du salon, afin qu'elle pût jeter un coup-d'œil à la dérobée sur le célèbre captif.

Peu de temps après son installation à Longwood, j'appris à Napoléon la nouvelle de la mort de Murat. Il la reçut avec calme, et demanda aussitôt s'il était mort sur le champ de bataille? D'abord j'hésitai à lui dire que son beau-frère avait été exécuté comme un criminel. Ayant répété sa question, je lui appris enfin la manière dont il avait été mis à mort : il m'écouta sans changer de contenance. Je lui appris aussi la mort de Ney. « C'était un brave, dit-il, personne ne l'était plus que lui; mais c'était un fou; il est mort sans emporter l'estime de personne; il m'a trahi à Fontainebleau. La proclamation contre les Bourbons qu'il a dit, dans sa défense, tenir de moi, a été écrite par lui-même, et je n'avais pas entendu parler de cette pièce avant qu'elle fût lue aux soldats. Il est vrai que je lui ai fait passer l'ordre de m'obéir. Que pouvait-il faire? ses troupes l'abandonnaient. Non-seulement ses troupes, mais le peuple, désiraient se joindre à moi. »

Je lui avais prêté à lire *l'état actuel de la France*,

par miss Williams. Deux ou trois jours après, il me dit, en s'habillant : « C'est une vile production que celle de votre compatriote ; c'est un amas de mensonges. Voilà, continua-t-il, en ouvrant sa chemise et en me montrant son gilet de flanelle, voilà la seule cotte de maille que j'aie jamais portée ; mon chapeau, doublé d'acier, aussi. Voilà le chapeau que je portais, et il m'indiqua celui dont il se servait habituellement. Oh ! elle a sans doute été bien payée pour toutes les méchancetés et les mensonges qu'elle a débités. »

L'heure du lever de Napoléon n'était pas fixe ; elle dépendait beaucoup du repos dont il avait joui pendant la nuit. En général il dormait peu ; souvent il se levait à trois ou quatre heures ; dans ce cas, il lisait ou écrivait jusqu'à six ou sept, et lorsque le temps était beau, il sortait quelquefois à cheval, suivi de quelqu'un de ses généraux ; on se recouchait pendant une ou deux heures. Lorsqu'il était au lit, il ne pouvait dormir à moins de l'obscurité la plus complète ; il fallait fermer toutes les ouvertures qui pouvaient laisser pénétrer le moindre rayon de lumière, bien que je l'ai vu s'endormir quelquefois sur son sofa et y rester quelques minutes en plein jour. S'il était malade, Marchand lui faisait quelquefois la lecture jusqu'à ce qu'il s'endormît. Quelquefois il se levait à sept heures, et écrivait ou dictait jusqu'à l'heure du déjeuner ; ou, si la matinée était belle, il sortait à cheval. Lorsqu'il déjeûnait dans sa chambre, on lui mettait ordinairement son couvert sur une petite table ronde, entre neuf et dix heures ; quand il prenait ce

repas avec tous ceux qui lui appartenaient, c'était ordinairement à onze heures, et toujours à la fourchette. Après le déjeuner, il dictait généralement pendant plusieurs heures à quelqu'un de sa suite; et à deux ou trois heures il recevait les visites qui avaient été autorisées, par des rendez-vous, à se présenter. Entre quatre et cinq, lorsque le temps le permettait, il montait à cheval, ou en voiture, et se promenait pendant une heure ou deux avec toute sa suite. A son retour, il dictait ou lisait jusqu'à huit heures, ou faisait quelquefois une partie d'échecs. Alors on servait le dîner qui durait rarement plus de vingt minutes ou une demi-heure. Il mangeait avec appétit et très-vite, et ne semblait pas affectionner les mets fortement épicés ou recherchés. Un de ceux qu'il préférait, c'était un gigot de mouton rôti; je l'ai vu souvent en consommer toute la partie brune; il aimait beaucoup aussi les côtelettes de mouton; rarement il buvait plus d'une demi-bouteille de vin à son dîner, encore le mouillait-il beaucoup. Après dîner, lorsque les domestiques s'étaient retirés, et qu'il ne recevait point de visites, il jouait quelquefois aux échecs ou au whist, mais le plus ordinairement, il envoyait chercher un volume de Corneille, ou de quelque autre auteur estimé, et lisait haut pendant une heure, ou s'entretenait avec les dames et les autres personnes de sa suite. Il se retirait ordinairement à dix ou onze heures dans sa chambre à coucher, et se mettait au lit aussitôt. Lorsqu'il déjeûnait ou dînait seul, dans son appartement, il envoyait souvent chercher quelqu'un de sa suite,

pour converser avec lui pendant le repas. Il ne mangeait que deux fois par jour, et jamais, pendant tout le temps que je l'ai connu, il ne prenait plus qu'une très-petite tasse de café après chaque repas; il n'en prenait pas dans le cours de la journée. J'ai appris aussi des gens qui avaient été à son service pendant quinze ans, qu'ils ne lui avaient jamais vu excéder cette quantité.

Le 14 avril, la frégate le Phaëton, capitaine Stanfelt, arriva d'Angleterre, ayant à bord le lieutenant-général sir Hudson Lowe, lady Lowe, sir Thomas Reade, député, adjoint-général, le major Gorrequer, aide-de-camp de sir Hudson Lowe, le lieutenant-colonel Lyster, inspecteur de la milice, le major Emmat des ingénieurs, M. Baxter, député inspecteur des hôpitaux, les lieutenans Wartham et Jackson des ingénieurs et de l'état-major, et d'autres officiers. Le lendemain, sir Hudson Lowe débarqua et fut installé en qualité de gouverneur, avec toutes les formalités d'usage. Un message fut envoyé à Longwood pour annoncer que le nouveau gouverneur visiterait Napoléon le lendemain matin à neuf heures. En conséquence, un peu avant l'heure fixée, sir Hudson Lowe arriva au milieu d'une bourasque de pluie et de vent : il était accompagné de sir Georges Cockburn, et d'un nombreux état-major. Comme l'heure fixée était peu commode, et que Napoléon n'avait jamais reçu personne aussi tôt, le gouverneur fut prévenu, lors de son arrivée, que Napoléon était indisposé et qu'il ne pouvait recevoir personne. Cette réponse parut dé-

concerter sir Hudson Lowe qui, après s'être promené de long en large devant les fenêtres du salon, pendant quelques minutes, demanda à quelle heure il pourrait être reçu le lendemain : on lui fixa celle de deux heures. Le lendemain, il arriva au moment indiqué, accompagné, comme la veille, de l'amiral, et suivi de son état-major. Ils furent d'abord introduits dans la salle à manger, derrière laquelle était le salon où on devait les recevoir. Sir Georges Cockburn proposa à sir Hudson Lowe de l'introduire; cette manière étant, à son avis, la plus officielle et la plus convenable de lui remettre la charge de son prisonnier, il lui offrit donc d'entrer ensemble : sir Hudson Lowe y consentit. Novarre, un des domestiques français, se tenait à la porte du salon, pour annoncer les personnes qui devaient entrer. Après avoir attendu quelques minutes, la porte s'ouvrit, et le gouverneur fut appelé. Aussitôt que le mot de gouverneur eût été prononcé, sir Hudson Lowe se leva tout-à-coup, et s'avança avec tant d'empressement, qu'il entra dans le salon avant que sir Georges Cockburn en fût instruit. La porte avait été refermée, et lorsque l'amiral se présenta, le valet de chambre, n'ayant pas entendu prononcer son nom, lui dit qu'il ne pouvait entrer. Sir Hudson Lowe resta à peu près un quart-d'heure avec Napoléon, pendant lequel temps, la conversation se fit toujours en italien. Les officiers de son état-major furent introduits ensuite. L'amiral ne réitéra pas sa demande.

Le dix-huit, j'apportai quelques journaux à Napoléon, qui, après m'avoir fait plusieurs questions con-

cernant l'assemblée du parlement, me demanda qui m'avait prêté ces journaux? Je répondis que c'était l'amiral. Napoléon dit : « Je crois qu'on a assez mal agi à son égard, le jour qu'il est venu avec le gouverneur ; qu'en a-t-il dit ? » Je répondis que l'amiral avait regardé cette réception comme une insulte, et qu'il en paraissait très-offensé. Le général Montholon lui avait cependant donné une explication à ce sujet. Napoléon répliqua : « Je ne le verrai jamais avec plaisir ; d'ailleurs il ne s'est point annoncé comme désirant me voir. » — Il désirait, lui répondis-je, vous présenter officiellement le nouveau gouverneur, et pensait, qu'agissant en cette qualité, il n'était pas nécessaire qu'il se fît annoncer. — Napoléon répondit : « Il pouvait m'écrire, par Bertrand, qu'il désirait me voir ; mais, continua-t-il, il voulait me brouiller avec le nouveau gouverneur, et pour cela, il lui a persuadé de venir ici à neuf heures du matin, quoiqu'il sût bien que je ne recevais et que je ne recevrai jamais personne à cette heure. C'est dommage qu'un homme qui a véritablement des talens, car je le crois très-bon officier, se soit comporté comme il l'a fait envers moi. C'est le plus grand défaut de générosité que d'insulter un malheureux ; parce qu'insulter ceux qui sont en notre pouvoir, et qui, par conséquent, ne peuvent résister, est un signe certain de la bassesse de l'ame. » Je lui dis que j'étais parfaitement convaincu que tout cela n'était qu'une méprise, que l'amiral n'avait jamais eu la plus légère intention de l'offenser ou de le brouiller avec le nouveau gouverneur. Il reprit : « Dans mes malheurs, j'ai

cherché un asyle, et je n'ai trouvé que le mépris, les mauvais traitemens et l'insulte. Aussitôt que je fus à bord de son vaisseau, comme je ne voulais pas rester deux ou trois heures à table, à boire du vin pour m'enivrer, je sortis de table, et me rendis sur le pont. Comme je sortais, l'amiral dit d'un air de mépris : « Je crois que le général n'a jamais lu *lord Chesterfield*, » voulant dire que je manquais de politesse, et que je ne savais pas me conduire à table. » J'essayai de lui faire entendre que les Anglais, et sur-tout les officiers de la marine, n'étaient pas habitués à mettre beaucoup de formes dans leurs discours, et que l'amiral s'était exprimé ainsi par inadvertance. Mais il repoussa cette excuse, et ajouta : « Si l'amiral Georges Cockburn avait besoin de parler à lord St-Vincent ou à lord Keith, n'aurait-il pas envoyé demander à quelle heure ils seraient disposés à le recevoir ? pourquoi ne serais-je pas traité avec autant de respect qu'eux ? mettant hors de question si ma tête a été couronnée, il me semble, ajouta-t-il en riant, que les actions que j'ai faites sont au moins aussi connues qu'aucune des leurs. » J'essayai encore d'excuser l'amiral, sur quoi il me rappela ce qu'il venait de me dire relativement à lord Chesterfield, et finit par ces mots : « Qu'est-ce que cela voulait dire ? »

Le général Montholon entra dans ce moment, avec la traduction d'un papier envoyé par sir Hudson Lowe, que les domestiques qui voudraient rester, devraient signer ; il était accompagné de la lettre suivante (1) :

(1) Je prie le lecteur de ne pas me rendre responsable du mauvais français envoyé de Plantation-House à Longwood.

Downing Street, 10 janvier 1816.

« Je dois à présent vous faire connaître, que le  
» plaisir de S. A. R. le prince régent, est, qu'à votre  
» arrivée à Sainte-Hélène, vous communiquiez à  
» toutes les personnes de la suite de Napoléon Bona-  
» parte, y compris les serviteurs domestiques, qu'ils  
» sont libres de quitter l'île immédiatement pour re-  
» tourner en Europe; ajoutant, qu'il ne sera permis  
» à aucun de rester à Sainte-Hélène, excepté à ceux  
» qui déclareront par un écrit qui sera déposé dans  
» vos mains, que c'est leur désir de rester dans l'île, et  
» participer aux restrictions qu'il est nécessaire d'im-  
» poser sur Napoléon Bonaparte personnellement. »

*Signé* BATHURST.

« Ceux qui parmi eux se détermineront à retourner  
» en Europe, devront être envoyés par la première  
» occasion favorable au cap de Bonne-Espérance; le  
» gouverneur de cette colonie sera chargé de pour-  
» voir aux personnes des moyens de transport en  
» Europe. »

*Signé* BATHURST.

La teneur de la déclaration qui accompagnait ces lettres, et que les domestiques étaient requis de signer, ne fut pas approuvée par Napoléon qui déclara, de plus, qu'elle était traduite trop littéralement pour qu'aucun Français pût aisément la comprendre. Il pria donc le comte Montholon de se retirer dans la chambre

voisine, où celle suivante lui fut substituée : « Nous, soussignés, voulant continuer de rester au service de S. M. l'empereur Napoléon, consentons, quelque affreux que soit le séjour de Sainte-Hélène, à y rester ; nous soumettant aux restrictions, quoiqu'injustes et arbitraires, qu'on lui a imposées et aux personnes de son service. »

« Que ceux, dit-il, qui le voudront, signent cela ; mais ne cherchez nullement à les influencer ni pour ni contre. »

La demande faite aux domestiques de signer le papier envoyé par sir H. Lowe, avait excité en eux le désir de recevoir de plus amples explications ; et la plupart de ceux qui eurent recours à ce sujet à sir Thomas Reade, en reçurent des réponses d'une nature propre à leur faire croire que ceux qui signeraient seraient obligés de rester dans l'île durant la vie de Bonaparte ; ce qui n'empêcha cependant aucun d'eux de signer le papier qui leur était présenté.

19 avril. — Le temps a été très-mauvais depuis quelques jours, ce qui, joint à d'autres circonstances, a contribué à rendre Napoléon un peu mécontent.

Dans cette *isola maladetta*, disait-il, on ne voit ni soleil ni lune pendant la plus grande partie de l'année. Toujours de la pluie et du brouillard. C'est pire que Capri. « Avez-vous été à Capri ? » continua-t-il. Je répondis affirmativement : « On peut s'y procurer tout ce qu'on veut du continent, en quelques heures. » Il fit ensuite quelques remarques sur plusieurs mensonges absurdes qui avaient été publiés sur son compte,

dans les papiers ministériels ; et il demanda s'il était possible que les Anglais fussent assez crédules pour croire tout ce qu'on disait de lui.

21. — Le capitaine Hamilton, de la frégate de la Havane, a été reçu par Napoléon dans le jardin. Napoléon a dit au capitaine qu'en arrivant dans l'île, on lui avait demandé à lui, Napoléon, ce qu'il désirait avoir ; et il l'a prié de répondre pour lui qu'il demandait en conséquence sa liberté ou le *bourreau*. Il a ajouté que les ministres anglais avaient indignement violé, envers lui, les droits sacrés de l'hospitalité, en le déclarant prisonnier, ce que n'auraient pas fait des barbares, dans la situation où il se trouvait.

Le colonel Wilks et sa fille, devant se rendre en Angleterre par la Havane, sont venus à Longwood, avant leur départ, et ont eu une longue entrevue avec Napoléon. Il a été très-satisfait de miss Wilks, jeune personne fort accomplie et très-élégante, et lui a dit galamment « qu'elle surpassait tout ce qu'on lui avait dit d'elle. »

24. — Le temps est toujours sombre ; Napoléon, d'abord abattu, a repris graduellement sa gaiété. Il a beaucoup parlé de l'amiral qu'il dit estimer comme un homme savant dans sa profession. « Il n'a pas mauvais cœur, a-t-il ajouté ; au contraire, je le crois capable d'une action généreuse ; mais il est brusque, colère, vain, impatient et capricieux ; ne consultant jamais personne ; jaloux de son autorité ; s'inquiétant fort peu de quelle manière il l'exerce, et quelquefois violent sans dignité. »

Il a fait quelques questions sur les bouvillons qui ont été amenés du cap de Bonne-Espérance , par ordre du gouvernement , et parmi lesquels règne une grande mortalité. « L'amiral , dit-il , aurait dû en traiter , au lieu d'en faire la propriété du gouvernement. On sait , d'avance , que tout ce qui appartient à un gouvernement n'est jamais surveillé , et que tout le monde le pille. S'il avait traité avec quelqu'un , j'ose dire qu'il en serait mort à peine quelques-uns , au lieu qu'il en est mort un tiers. » Il me fit alors plusieurs questions sur le prix relatif des objets en Angleterre et à Sainte-Hélène , et finit par me demander si je prenais quelques honoraires pour soigner les malades de l'île. Je répondis négativement , ce qui parut le surprendre. « Corvisart , dit-il , outre qu'il était mon premier médecin , possédait une grande fortune et recevait souvent de moi de riches présens ; il prenait cependant constamment un napoléon pour chaque visite qu'il faisait à ses malades. Dans votre pays , sur-tout , chacun fait commerce : le membre du parlement vend son vote , les ministres se font payer leurs places , les hommes de loi leur opinion. »

26. — Napoléon a fait plusieurs questions relatives aux vaisseaux qu'on avait vus approcher de l'île. Il lui tardait d'apprendre si lady Bingham , que l'on attendait depuis quelque temps , était arrivée. Il a observé combien sir Georges Bingham devait être inquiet sur son compte , et m'a demandé si le vaisseau avait reçu un chronomètre du gouvernement ; je répondis négativement. Il pense qu'il aura probablement manqué

l'île, faute de cet instrument. « Il est honteux, dit-il, pour votre gouvernement de mettre trois ou quatre cents hommes à bord d'un vaisseau destiné pour cet endroit, sans chronomètre, courant ainsi les risques de perdre le bâtiment et sa cargaison, c'est-à-dire, une valeur d'un demi-million, et la vie de tant de *poveri diavoli*, pour ménager trois ou quatre cents francs que coûterait une montre. Moi, continua-t-il, j'ai ordonné que tous les vaisseaux employés au service de France en fussent munis. C'est, de la part de votre gouvernement, une parcimonie dont on ne saurait se rendre compte. » Il me demanda alors s'il était vrai qu'un conseil militaire se fût assemblé pour juger des officiers qui s'étaient enivrés. « Est-ce donc un crime, me dit-il, que les Anglais s'enivrent, et doit-on pour cela assembler des cours martiales ? S'il en était ainsi, vous n'auriez que des conseils de guerre tous les jours. L'amiral était toujours un peu gai après son dîner, lorsque nous étions à bord. » Je remarquai qu'il y avait une grande différence entre être gai et être ivre. Il rit et me répéta ce qu'il venait de dire des conseils militaires. « Est-il vrai, dit-il ensuite, que l'on m'envoie une maison et des meubles ; il y a tant de mensonges dans vos journaux que j'ai aussi mes doutes, d'autant plus que je n'en ai pas entendu parler officiellement ? » Je lui dis que sir Hudson Lowe m'avait assuré ce fait, et que sir Thomas Reade disait avoir vu la maison et l'ameublement.

Plusieurs changemens relatifs à la manière dont on traitait les Français, avaient eu lieu depuis l'arrivée

de sir Hudson. M. Brooke, secrétaire colonial, le major Gorrequer, aide-de-camp de sir Hudson, et autres personnes, allèrent chez tous les différens marchands de la ville, en leur ordonnant, au nom du gouverneur, de ne pas faire crédit aux Français, et de ne leur rien vendre, à moins qu'ils ne payassent comptant, sous peine, non-seulement de perdre le montant de leur prêt, mais encore de quelque autre punition qu'il plairait au gouverneur de leur imposer. Il leur fut aussi enjoint de n'avoir aucune communication, de quelque nature qu'elle fût, avec eux, sans la permission spéciale du gouverneur, sous peine d'être chassés de l'île.

La plupart des officiers du 53<sup>e</sup>, qui avaient l'habitude de venir voir madame Bertrand à Hut's-Gate, reçurent l'avis que leurs visites déplaisaient aux nouvelles autorités : l'officier de garde à Hut's-Gate reçut l'ordre de tenir une liste des noms de toutes les personnes qui entraient dans la maison de Bertrand. Des sentinelles furent placées sur plusieurs directions, pour prévenir l'approche des visiteurs, dont plusieurs, et même des dames, furent renvoyés. Un sentiment de réticence ou plutôt de crainte d'approcher des exilés, très-différent du sentiment qui existait quelques jours avant, parut se manifester, en général, parmi les habitans, et même parmi les officiers de terre et de mer. Le gouverneur était très-minutieux dans ses questions aux personnes qui s'étaient entretenues avec Napoléon ou quelques personnes de sa suite. Plusieurs des officiers du 53<sup>e</sup> allèrent à Hut's-Gate,

prendre congé de la comtesse Bertrand, pour me servir de leurs propres expressions, déclarant qu'il était impossible à des gens d'honneur de se conformer aux nouveaux réglemens. On espérait et l'on exigeait même que toutes les personnes qui visiteraient Hut's-Gate ou Longwood, fissent leur rapport au gouverneur ou à sir Thomas Reade des conversations qu'elles auraient eues avec les Français. Plusieurs nouvelles sentinelles furent placées autour de la maison de Longwood et dans les environs.

3 *Mai.* — Le temps a été extrêmement humide et brumeux, le vent a soufflé depuis plusieurs jours, et Napoléon n'a pu sortir. Les messagers et les lettres se succédaient continuellement de Plantation-House. Le gouverneur paraissait désirer beaucoup voir Napoléon; il semblait douter qu'il fût chez lui, bien que ses envoyés fussent assurés de sa présence par le son de sa voix. Sir Hudson Lowe eut quelques conférences avec le comte Bertrand relativement à la nécessité qu'il trouvait que quelqu'un de ses officiers pût voir Napoléon tous les jours. Il vint aussi fréquemment à Longwood, lui-même, et enfin, après quelques difficultés, il réussit à obtenir une entrevue avec Napoléon dans sa chambre à coucher; cette entrevue dura à peu près un quart-d'heure. Quelques jours avant, il m'avait fait appeler pour me faire différentes questions sur le captif. Il fit plusieurs fois le tour de la maison, passa et repassa devant les fenêtres, mesurant et traçant le plan d'un nouveau fossé qu'il voulait faire creuser, disait-il, pour empêcher le bétail de s'échapper.

Arrivé à l'angle formé par l'union de deux des anciens fossés, il remarqua un arbre dont les branches penchaient considérablement, ceci parut exciter une grande alarme dans l'esprit de son excellence; il me pria d'envoyer à l'instant chercher M. Par-teons, l'inspecteur des jardins de la compagnie. Quelques minutes après que j'eus dépêché un messenger, le gouverneur, dont les yeux étaient continuellement fixés sur l'arbre, me pria, d'un air empressé, d'aller chercher aussitôt M. Par-teons, moi-même. En revenant avec celui-ci, je trouvai sir Hudson Lowe, se promenant de long en large, et contemplant l'objet qui paraissait être pour lui un si grand sujet de crainte. Il ordonna à M. Par-teons d'envoyer aussitôt quelques hommes pour faire arracher cet arbre, et avant de quitter les lieux, il me recommanda, à voix basse, de veiller à ce que cet ordre fût exécuté.

4. — Sir Hudson Lowe alla voir le comte Bertrand, avec qui il s'entretint pendant une heure. La conversation ne paraissait pas l'avoir satisfait; car en se retirant, il monta à cheval en murmurant quelques mots: il était évidemment de mauvaise humeur. Bientôt après, j'appris le motif de sa visite. Il commença par me dire, que les Français se plaignaient beaucoup sans raisons, que, eu égard à leur situation, ils étaient tous très-bien traités, et qu'ils devaient être reconnaissans, au lieu de se plaindre. Il lui paraissait, cependant, qu'au lieu de se conduire ainsi, ils abusaient de la générosité qu'on employait à leur égard. Il avait résolu de s'assurer, lui-même, chaque

jour, de la présence du général Bonaparte, par le moyen d'un officier nommé par lui à cet effet ; cet officier devait venir le visiter à deux heures fixes. Il s'exprimait d'un ton d'autorité et même avec arrogance, et parlait souvent des grands pouvoirs dont il était investi.

5. — Napoléon m'a envoyé chercher, par Marchand, à peu près à neuf heures. J'ai été introduit, par la porte de derrière, dans sa chambre à coucher que j'essaierai de décrire avec autant d'exactitude qu'il me sera possible. Les murs étaient tendus de nankin brun, bordé de papier vert à bordures ordinaires. Deux petites fenêtres, qui se levaient comme les châssis qu'on voit sur nos toits, donnaient sur le camp du 53<sup>e</sup>; l'une était ouverte et retenue par un morceau de bois dentelé ; des rideaux blancs, une petite cheminée, une méchante grille à tourbe, des mains de fer, un manteau de cheminée des plus mesquins en bois peint en blanc, sur lequel était un petit buste, de son fils, en marbre. Au-dessus de la cheminée était suspendu le portrait de Marie-Louise, et quatre ou cinq portraits de son fils, dont l'un brodé par sa mère. Un peu plus à droite, le portrait de l'impératrice Joséphine, en miniature ; à gauche, le réveil matin du grand Frédéric, que Napoléon avait eu à Postdam ; la montre qu'il portait étant consul, portant le chiffre *B.*, était suspendue à droite à une épingle piquée dans le nankin, par une tresse de cheveux de Marie-Louise. Le plancher était couvert d'un tapis qui avait autrefois servi à la salle à

manger d'un lieutenant de l'artillerie de Sainte-Hélène. Dans le coin à droite, était placé le petit lit de camp en fer avec ses rideaux de soie verte, sur lequel son propriétaire avait reposé dans les champs de Marengo et d'Austerlitz. Entre les deux croisées, une commode. Une vieille bibliothèque avec des rideaux verts était placée à gauche de la porte qui conduisait à la salle voisine. Devant la porte de derrière, un paravent tendu de nankin; entre ce paravent et la cheminée, un vieux sofa couvert d'étoffe blanche, sur lequel Napoléon était à demi couché; il était vêtu d'une robe de chambre blanche et d'un pantalon à pieds de la même étoffe. Un madras rouge bariolé couvrait sa tête, le col de sa chemise était ouvert; il n'avait pas de cravate. Sa physionomie était mélancolique et troublée. Une petite table ronde était devant lui avec quelques livres, et au pied de cette table, un amas de volumes qu'il avait déjà parcourus. Au pied du sofa, devant lui, était suspendu le portrait de l'impératrice Marie-Louise, tenant son fils dans ses bras. Las-Cases se tenait devant la cheminée, les bras croisés sur sa poitrine; il tenait à la main quelques papiers. Il ne restait plus rien qui indiquât l'ancienne splendeur du puissant empereur des Français, qu'un superbe *lavabo* ayant une cuvette en argent et un pot à eau du même métal; ce meuble était dans l'encoignure à gauche.

Napoléon, après quelques questions peu importantes, me demanda, en français et en italien, en présence du comte de Las-Cases, les explications sui-

vantes : « Vous savez que c'est par suite de ma demande que vous avez été attaché à mon service. Maintenant, je veux savoir de vous franchement et précisément, comme d'un homme d'honneur, quel emploi vous croyez occuper près de moi. Est-ce celui de mon chirurgien, comme l'était M. Maingaud, ou bien celui de chirurgien de la calle d'un vaisseau et de ses prisonniers ? Avez-vous ordre de rapporter au gouverneur tout ce qui se passe, de lui rendre compte de mes indispositions, et de lui répéter ce que je vous dis ? Répondez-moi franchement, en quelle qualité croyez-vous être près de moi ? » Je répondis : « En qualité de votre chirurgien et de celui de votre suite. Je n'ai reçu d'autres ordres que ceux de prévenir de suite, au cas où vous tomberiez dangereusement malade, afin d'avoir promptement les avis et les secours d'autres médecins. » — « Après, toutefois, avoir obtenu mon consentement pour en appeler d'autres, demanda-t-il, n'est-ce pas comme cela ? » Je répondis que je lui demanderais, sans doute, son consentement auparavant. Il continua alors : « Si vous étiez auprès de moi, comme le chirurgien d'une prison, et que vous dussiez rapporter mes conversations au gouverneur, que je considère comme un *capo di spioni*, je ne vous reverrais jamais. Ne croyez pas, ajouta-t-il, lorsque je lui eus répondu que j'étais placé auprès de lui, comme chirurgien, et non comme espion, que je vous prenne pour un espion ; au contraire, je n'ai jamais eu occasion de vous trouver en faute ; je vous aime et

j'estime votre caractère. Je ne pouvais vous en donner une meilleure preuve qu'en vous demandant franchement votre opinion relativement à vos fonctions. Comme vous êtes Anglais, et que vous êtes payé par le gouvernement anglais, peut-être serez-vous obligé d'en agir comme je vous le disais tout-à-l'heure. » Je lui répondis comme avant, et j'ajoutai qu'en qualité de chirurgien, je me considérais comme n'appartenant à aucun pays. « Si je devenais sérieusement malade, dit-il, alors faites-moi connaître votre opinion, et demandez-moi mon consentement pour en appeler d'autres. Ce gouverneur, durant le peu de jours que j'ai été si triste, et que mon esprit souffrait de la manière dont j'avais été traité, ce qui m'avait empêché de sortir, pour ne pas *ennuyer* les autres de mes chagrins, voulait m'envoyer son médecin, sous le prétexte de s'informer de ma santé. Je dis à Bertrand de le prévenir que je n'avais pas assez de confiance en son médecin, pour rien accepter de ses mains. Que si j'étais réellement malade, je vous enverrais chercher, parce que j'avais confiance en vous; mais qu'un médecin ne me servirait à rien dans l'état où je me trouvais, et qu'il ne me fallait que de la tranquillité. Je compris qu'il avait l'intention de désigner un officier qui entrerait voir dans ma chambre, si je ne pouvais sortir. Le premier, continua-t-il, avec une grande agitation, le premier qui tenterait d'entrer de force dans mon appartement, je le tue roide en entrant : s'il mangeait jamais pain ou viande, que je ne m'appelle jamais

Napoléon. J'y suis bien décidé ; je sais que je serai tué après , car , que peut faire un homme seul contre tout un camp ? J'ai affronté trop souvent la mort pour la craindre. D'ailleurs , je suis certain que ce gouverneur a été envoyé par lord \*\*\*\*\*. Je lui disais , il y a quelques jours , que s'il voulait se débarrasser de moi , il en trouverait une excellente occasion en m'envoyant quelqu'un qui entrât de force dans ma chambre. Que je tuerais le premier qui s'y présenterait ; qu'alors je serais dépêché et qu'il pourrait écrire à son gouvernement que *Bonaparte* avait été tué dans une querelle. Je lui ai dit aussi de me laisser tranquille et de ne pas me tourmenter par son odieuse présence. J'ai vu des Prussiens , des Tartares , des Cosaques , des Calmoucks , etc. , mais jamais , dans toute ma vie , je n'ai vu un homme aussi laid et aussi repoussant ; *il a le crime empreint sur le visage.* »

J'essayai de lui persuader que le ministère anglais était incapable de ce dont il le soupçonnait , et que tel n'était pas le caractère de la nation. « J'avais des motifs de me plaindre de l'amiral , disait-il , mais quoiqu'il m'ait traité grossièrement , jamais il ne s'est comporté comme ce *Prussien*. Il y a quelques jours , il vint et insista pour me voir , quoique je ne fusse pas encore habillé ; j'étais dans ma chambre , en proie à la mélancolie. L'amiral n'a jamais demandé deux fois à me voir lorsqu'on lui avait dit que je n'étais pas habillé ou que j'étais malade , parce qu'il savait bien que si je ne pouvais sortir , on était toujours sûr de me trouver. »

Il me dit ensuite qu'il craignait d'avoir une attaque de goutte; je lui recommandai de faire plus d'exercice. « Que puis-je faire, me répondit-il, dans cette île exécrationnelle où l'on ne peut faire qu'un mille à cheval sans être trempé; une île dont les Anglais, accoutumés à l'humidité, se plaignent eux-mêmes? » Il finit par faire plusieurs remarques sérieuses sur la conduite du gouverneur, qui avait envoyé son aide-de-camp et son secrétaire dans toutes les boutiques, défendre aux marchands de faire crédit aux Français, sous peine de la plus sévère punition.

6. — J'ai eu un moment d'entretien avec Napoléon sur le même sujet qu'hier : je lui ai observé que d'après les termes exprès de sa dernière conversation, il me serait impossible de répondre à aucune question qui me serait faite, sur lui ou sur ses affaires, soit par le gouverneur, soit par toute autre personne, ce qu'il devait bien savoir être impossible dans ma situation. Que d'ailleurs, depuis mon arrivée et maintenant encore, j'avais été souvent employé comme intermédiaire entre lui et les autorités de l'île, et que j'espérais m'en être acquitté à sa satisfaction. Il répondit : « Êtes-vous mon chirurgien, ou le chirurgien d'une galère; et s'attend-on à ce que vous rendiez compte de ce que vous voyez ou entendez? » Je répondis : « Je suis votre chirurgien, et non pas un espion; je suis un homme en qui, je pense, vous pouvez placer votre confiance; je ne suis pas chirurgien d'une galère, et je ne me regarde pas comme obligé de rapporter tout ce qui n'est pas contraire à ma fidélité, comme officier au-

glais, etc. Je m'efforçai aussi de lui faire comprendre que je réglerais ma conduite, relativement à ses conversations, sur les règles qui dirigeaient, à cet égard, tous les *galantuomini*, comme je le ferais si j'étais attaché à un seigneur anglais en la même qualité ; mais qu'il m'était impossible de garder un silence absolu, s'il désirait que je conservasse quelque communication avec le gouverneur ou avec quelqu'autre personnage anglais de l'île. Il répondit, que tout ce qu'il exigeait de moi était que je me comportasse en *galantuomo*, et comme je le ferais, si j'étais chirurgien de lord Saint-Vincent. « Je n'ai pas l'intention de vous obliger au silence, continua-t-il, ou de vous empêcher de répéter les *bavardages* que vous pourriez m'entendre faire ; mais je dois vous prévenir de prendre garde que ce gouverneur, en vous flattant, ne fasse de vous un espion, sans même que vous vous en doutiez. Après Dieu, vous vous devez à votre gouvernement et à votre souverain ; après celui-ci, à vos malades.

» Pendant la courte entrevue que le gouverneur eut avec moi, dans ma chambre, continua-t-il, une des premières choses qu'il me proposa, fut de vous renvoyer, et de prendre son propre chirurgien, à votre place. Il répéta deux fois cette proposition ; et il lui tardait tant de gagner ce point, que, quoiqu'il eût essuyé de ma part le refus le plus formel, il se retourna encore, en s'en allant, pour me le proposer de nouveau. Jamais je n'ai vu une plus horrible figure ; il était assis sur une chaise en face de mon sopha, et une tasse de café se trouvait sur la petite table qui nous

séparait. Sa physionomie fit sur moi une telle impression, qu'il me sembla que ses regards avaient empoisonné le café, et j'ordonnai à Marchand de le jeter par la fenêtre; je ne l'aurais pas avalé pour tout au monde. »

Le comte de Las-Cases, qui était entré dans la chambre de Napoléon quelques minutes après le départ du gouverneur, me rapporta que l'empereur lui avait dit : « *Mon Dieu ! c'est une figure bien sinistre, j'ose à peine le dire, mais c'est à ne pas prendre une tasse de café, s'il était demeuré un instant seul auprès.* »

12. — Sir Hudson Lowe a fait répandre, hier, une proclamation qui défend, à qui que ce soit, de recevoir ou de porter aucune lettre du général Bonaparte, des officiers de sa suite, de leurs femmes ou des domestiques, de quelque nature que fussent ces lettres, ni de leur en remettre aucune, sous peine d'être immédiatement arrêté et puni en conséquence.

14. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette; il s'est plaint de ressentir des symptômes d'un catarrhe. J'en attribuai la cause à ce qu'il était sorti à l'humidité avec des souliers trop minces, et lui recommandai de porter des galoches. Il ordonna à Marchand de lui en procurer. « J'ai promis, ajouta-t-il, de voir plusieurs personnes aujourd'hui; et quoique je sois indisposé, je les verrai. » Au même instant, plusieurs de ceux qui venaient pour le voir, s'approchèrent de la fenêtre qui était ouverte, et essayèrent d'écartier un peu le rideau pour voir dans l'intérieur. Napoléon

ferma la croisée, et me fit quelques questions sur lady Moira. Il me dit ensuite : « Le gouverneur a envoyé une invitation à Bertrand, pour le général Bonaparte, pour qu'il vînt à Plantation-House, voir lady Moira. J'ai dit à Bertrand de ne pas y répondre. S'il voulait véritablement que je la visse, il aurait dû comprendre Plantation-House dans les limites qu'il m'a prescrites; mais c'est une véritable insulte de m'envoyer une pareille invitation, sachant qu'il faut que je me fasse accompagner d'un soldat si je veux en profiter. S'il m'eût fait dire que lady Moira était indisposée, fatiguée ou enceinte, j'aurais été la voir; bien que je pense que, dans toutes les circonstances, elle aurait pu venir me voir, ou madame Bertrand, ou Montholon, puisqu'elle est libre et que rien ne la retient. Les premiers souverains du monde n'ont pas été honteux de me faire une visite. »

« Il paraît, continua-t-il, que ce gouverneur était avec Blucher, et que c'est lui qui a écrit à votre gouvernement plusieurs lettres officielles, dans lesquelles il lui rendait, en partie, compte des opérations de 1814. La dernière fois que je l'ai vu, je lui ai dit : Est-ce vous, monsieur, qui avez rédigé cela? Il répondit qu'oui. Je lui dis alors que ces lettres étaient *pleines de faussetés et de sottises*. Il haussa les épaules, parut confus, et répliqua : « *J'ai cru voir ainsi.* » Si ces lettres, ajouta Napoléon, étaient les seuls détails qu'il envoyait à son gouvernement, il a trahi son pays. »

Le comte Bertrand vint annoncer que plusieurs

personnes, autres que celles à qui il avait donné rendez-vous, étaient arrivées pour le voir. Il cita entre autres le nom d'Arbuthnot. Napoléon me demanda qui c'était? Je lui répondis que je croyais que c'était le frère de celui qui avait été ambassadeur à Constantinople. « Ah! oui, oui, dit Napoléon, avec un léger sourire, lorsque Sébastiani y était. Vous pouvez leur dire que je les recevrai. »

« Vous êtes-vous long-temps entretenu avec le médecin du gouverneur, me demanda ensuite Napoléon? » Je répondis affirmativement, ajoutant qu'il était le chef de l'état-major médical; mais qu'il n'était pas attaché au gouverneur comme son médecin. « Quelle espèce d'homme est-ce? a-t-il l'air d'un honnête homme? est-il savant? » Je répondis que sa physionomie parlait beaucoup en sa faveur, et qu'on le considérait comme un homme plein de savoir et de science.

16. — Sir Hudson Lowe a eu une entrevue d'à peu près une demi-heure avec Napoléon; elle ne paraît pas avoir été satisfaisante. J'ai vu Napoléon se promener triste et rêveur, dans le jardin, quelques minutes après le départ du gouverneur, et je lui ai donné le *Dictionnaire des Girouettes* et quelques journaux. Après m'avoir demandé qui me les avait procurés, il me dit : « *Ce viso di boja a tormentari* est venu. Dites-lui que je ne veux plus le voir, et que je désire qu'il ne vienne plus m'importuner de son odieuse présence. Ne le laissez jamais approcher de moi, à moins que ce ne soit pour me *dépêcher*; il trouvera mon

sein prêt à recevoir le coup ; mais jusque là , qu'il me fasse grace de sa vue repoussante ; je ne puis m'y accoutumer. »

17. — Napoléon a été fort gai. Il m'a demandé les nouvelles. Je lui ai appris que les dames qu'il avait reçues quelques jours auparavant , avaient été charmées de ses manières , sur-tout d'après ce qu'elles avaient entendu dire de lui , et ce qu'elles en avaient lu ; elles s'en étaient formé une opinion toute différente. « Ah ! dit-il , en riant , je suis sûr qu'elles s'imaginaient voir quelque animal féroce avec des cornes. »

La conversation tomba ensuite sur ce qu'avait écrit , de lui , sir Robert Wilson , relativement à Jaffa , au capitaine Wright , etc. Je lui observai que comme ces assertions n'avaient jamais été entièrement contredites , un grand nombre d'Anglais y ajoutaient foi. « Bah ! répondit Napoléon , ces calomnies tomberont d'elles-mêmes , sur-tout maintenant qu'il y a , en France , tant d'Anglais qui verront bientôt que tout cela est faux. Si Wilson , lui-même , n'avait pas été convaincu de la fausseté des renseignemens auxquels il avait ajouté foi , pensez-vous qu'il aurait aidé Lavalette à sortir de prison. »

19. — Napoléon a été de très-bonne humeur. Je lui ai dit que le dernier gouverneur de Java , M. Raffles , et son état-major , étaient arrivés , se rendant en Angleterre , et qu'ils désiraient ardemment lui présenter leurs hommages. « Quel homme est-ce que le gouverneur ? » Je répondis que M. Urmston m'avait dit que c'était un *bravissimo uomo* , et qu'il avait

beaucoup de savoir et de talens. « Eh bien ! dit-il, je le recevrai dans deux ou trois heures, lorsque je serai habillé. »

« Votre gouverneur, disait-il, en parlant de sir Hudson Lowe, *é un imbecille*. Il questionnait Bertrand, l'autre jour, pour savoir s'il avait jamais demandé à aucun des passagers qui allaient en Angleterre, s'ils se proposaient d'aller en France ; parce que, dans ce cas, il devrait s'en abstenir à l'avenir. Bertrand répondit que sans doute il l'avait fait ; et, que de plus, il en avait même prié plusieurs de dire à ses parens qu'il se portait bien. « Mais, dit cet imbécille, vous ne deviez pas le faire. » — Pourquoi, dit Bertrand, votre gouvernement ne m'a-t-il pas permis d'écrire autant de lettres que je voudrais, et aucun gouvernement peut-il me refuser la liberté de parler ?

« Bertrand aurait pu dire, continua Napoléon, que les galériens et les gens condamnés à mort, ont la permission de s'informer de leurs parens. » Il observa ensuite combien il était inutile et vexatoire d'exiger qu'un officier l'accompagnât, lorsqu'il voulait visiter l'intérieur de l'île. « On peut bien, continua-t-il, m'éloigner de la ville et des côtes : jamais je ne demanderai d'en approcher. Tout ce qui est nécessaire pour s'assurer de moi, c'est de bien garder les côtes de ce rocher. Qu'il place ses piquets autour de l'île, les uns contre les autres, ce qu'il pourrait aisément faire, avec le nombre d'hommes qu'il a à sa disposition, et il me sera impossible de m'échapper. Ne

peut-il d'ailleurs mettre quelques cavaliers de plus, sur pied, lorsqu'il sait que je vais sortir ? Ne peut-il les placer sur les hauteurs ou par-tout ailleurs, sans que je le sache ? jamais je ne ferai semblant de m'en apercevoir. Ne peut-il agir ainsi, sans m'obliger de dire à Poppleton que je veux aller à cheval ; non pas que j'en veuille à Poppleton, j'aime les bons soldats de toutes les nations ; mais je ne voudrais rien faire qui pût faire voir à quelqu'un que je suis prisonnier. J'ai été forcé de venir ici contre les lois des nations, et je ne reconnâtrai jamais leur droit à me retenir. Demander un officier pour qu'il m'accompagne, serait l'avouer tacitement. Je n'ai nullement l'intention de chercher à m'échapper, quoique je n'aie point donné ma parole de ne pas le tenter, et que je ne la donnerai jamais ; car ce serait me reconnaître comme prisonnier, ce que je ne ferai jamais. Ne peuvent-ils m'imposer des restrictions nouvelles, lorsqu'il arrive des vaisseaux ; et ne permettre à aucun bâtiment de mettre à la voile avant qu'on se soit assuré de ma présence dans l'île, sans pour cela employer une contrainte inutile et aussi vexatoire. Il est nécessaire, pour ma santé, que je fasse sept ou huit lieues par jour ; mais je ne veux pas les faire avec un officier ou une sentinelle derrière moi. Ça toujours été ma maxime, qu'un homme montre plus de vrai courage en supportant les calamités et en résistant aux malheurs qui lui arrivent, qu'en se débarrassant de lui-même. C'est l'action d'un joueur qui a tout perdu, ou celle d'un prodigue ruiné, et cela ne prouve qu'un manque de

courage. Votre gouvernement se trompe, s'il s' imagine qu'en cherchant tous les moyens de m'accabler, tels que de m'envoyer ici, de me priver de toute communication avec mes parens les plus proches et les plus chers, au point que j'ignore s'il existe encore un individu de mon sang; en m'isolant du monde et en m'imposant des restrictions inutiles et vexatoires, qui deviennent plus rigoureuses de jour en jour, en envoyant la lie des hommes pour me servir de geolier; il se trompe, s'il croit fatiguer ma patience et me pousser à commettre un suicide. Si jamais j'avais eu un semblable dessein, l'idée seule du plaisir que cela lui procurerait m'eût empêché de l'accomplir. »

« Ce *palais* qu'ils m'envoient, à ce qu'on dit, continua-t-il en riant, est autant d'argent jeté dans la mer. J'aimerais mieux qu'ils m'eussent envoyé quatre cents volumes, que toutes leurs maisons et leur ameublement. D'abord, il faudra plusieurs années pour bâtir ce prétendu palais, et, avant ce temps là, je ne serai plus. Il faudra que tout cela soit fait par ces pauvres soldats et marins. Je ne le voudrais pas, je ne voudrais pas encourir la haine de ces pauvres gens qui sont déjà assez malheureux d'avoir été envoyés dans cet endroit détestable, et qui sont d'ailleurs harrassés de fatigue. Ils me chargeront de malédictions en pensant que je serai l'auteur de toutes leurs peines, et peut-être désireront-ils se débarrasser de moi. » Je lui observai qu'aucun soldat anglais ne deviendrait un assassin. Il m'interrompit en disant : « Je n'ai point sujet de me plaindre des soldats ou des marins anglais, au con-

traire, ils me traitent avec respect, et paraissent touchés de mon sort. »

Il me parla ensuite de quelques officiers anglais. « Moore, dit-il, était un brave soldat, excellent officier et homme rempli de talens. Il a fait quelques gaucheries, qui étaient probablement inséparables des difficultés qui l'entouraient, et qui furent causées, peut-être, par la fausse route que lui indiquaient les informations qu'il recevait. » Il répéta plusieurs fois cet éloge, et remarqua qu'il avait commandé la réserve en Égypte, où il s'était très-bien comporté, et avait déployé du talent. Je lui observai que Moore était toujours un des premiers au feu et qu'il avait toujours eu le malheur d'être blessé. « Ah ! dit-il, cela est nécessaire quelquefois ; il est mort glorieusement, il est mort en soldat. Menou était un homme courageux, mais il n'était pas soldat. Vous ne deviez pas prendre l'Égypte. Si Kléber eût vécu, jamais vous ne l'auriez conquise, sur-tout avec une armée sans artillerie ou sans cavalerie. Les Turcs ne signifiaient rien. La perte de Kléber fut irréparable pour la France et pour moi. C'était un homme doué des talens les plus brillans et de la plus rare bravoure. J'ai composé l'histoire de mes campagnes et des vôtres, pendant que j'étais à *the Brians* ; mais j'aurais besoin des *Moniteurs* pour les dates. »

La conversation roula ensuite sur les officiers de la marine française. « Villeneuve, dit-il, lorsqu'il fut fait prisonnier par les Anglais, et amené en Angleterre, fut tellement affligé de sa défaite, qu'il étudia

l'anatomie pour se détruire lui-même. A cet effet, il acheta plusieurs gravures anatomiques du cœur, et les compara avec son propre corps pour s'assurer exactement de la position de cet organe. Lors de son arrivée en France, je lui ordonnai de rester à Rennes, et de ne pas venir à Paris. Villeneuve, craignant d'être jugé par un conseil de guerre pour avoir désobéi à mes ordres, et conséquemment avoir perdu la flotte (car je lui avais ordonné de ne pas mettre à la voile et de ne pas s'engager avec les Anglais), résolut de se détruire. En conséquence, il prit ses gravures du cœur, les compara de nouveau avec sa poitrine, fit exactement au centre de la gravure une longue piqûre avec une longue épingle, fixa ensuite cette épingle, autant que possible, à la même place, contre sa poitrine, l'enfonça jusqu'à la tête, pénétra le cœur et expira. Lorsqu'on ouvrit sa chambre, on le trouva mort; l'épingle était dans sa poitrine, et la marque faite dans la gravure correspondait à la blessure de son sein. Il n'aurait pas dû en agir ainsi, continua Napoléon, c'était un brave, bien qu'il n'eût aucun talent. »

« Barré, que vous avez pris sur le Rivoli, était un très-bou officier et très-brave. Lorsque je partis pour l'Égypte, je lui donnai ordre après être débarqué et avoir pris Alexandrie en quelques heures, de sonder le passage pour la flotte. Il y était entré un vaisseau vénitien de soixante-quatre (et un vaisseau de cinquante canons, à ce qu'il me dit, je crois), que je suppose que vous y avez vu, mais on disait que les gros vaisseaux de ligne ne le pourraient pas.

J'ordonnai à Barré de sonder. Il m'annonça qu'il y avait assez d'eau dans une partie du canal; Brueys, au contraire, disait qu'il n'y en avait pas assez pour les vaisseaux de quatre-vingts canons. Barré persista dans son dire. Pendant ce temps, je m'étais avancé dans le pays à la poursuite des Mamelucks. Toute communication entre l'armée et la ville, au moyen des courriers, fut interceptée par les Bédouins qui les prirent ou les tuèrent tous. Mes ordres n'arrivèrent pas, sans quoi j'eusse obligé Brueys d'entrer; car il faut que vous sachiez que j'avais le commandement de la flotte aussi bien que de l'armée. Pendant ce temps, Nelson arriva et détruisit Brueys et sa flotte; ce qui m'apprit ensuite, par votre exemple, que Barré avait raison, car vous avez fait entrer le Tigre et le Canopus.»

Après cela, il fit quelques observations sur Sainte-Hélène. « Tel est, dit-il, le déplorable état de ce rocher, que l'absence de la famine est considérée comme un grand bonheur. Piontowski alla l'autre jour chez Robinson, où on lui dit : « Oh ! que vous êtes heureux d'avoir de la viande fraîche tous les jours à dîner. Oh, si nous pouvions jouir du même avantage, que nous serions heureux ! Est-ce là, continua-t-il, un lieu de séjour propre à des personnes qui ont été accoutumées à vivre parmi des êtres humains. »

28. — Napoléon m'a demandé si j'avais eu une grande société à dîner, hier. Je répondis que nous avions eu quelques personnes. « Combien y en avait-il d'ivres ? » Je répliquai, aucune. — « Bah, bah ; pas

possible. Ils n'ont donc pas fait honneur à votre dîner ? Le capitaine Ross n'était pas un peu gai ? » « Le capitaine Ross l'est toujours, lui dis-je. » Il rit à cette réponse et ajouta : « Ross est un bon enfant, et l'équipage du vaisseau est très-heureux d'avoir un pareil capitaine. J'ai vu, continua-t-il, ce pauvre ecclésiastique Jones (1). Ils ont bien mal agi envers ce digne homme, en le privant de son emploi. On n'aurait pas dû le renvoyer, si ce n'était pour lui, du moins pour sa famille. C'est un brave homme, n'est-ce pas ? » Je répondis qu'il avait un très-bon cœur, mais qu'on l'accusait d'aimer trop à se mêler de ce qui ne le regardait pas.

Je lui dis qu'on avait reçu la nouvelle de la mort de la reine de Portugal, et qu'une frégate française était arrivée à Rio Janeiro, pour demander une des filles du roi en mariage pour le duc de Berri. « La reine, dit-il, était folle depuis long-temps, et ses filles sont toutes laides.

29. — Il est arrivé un vaisseau d'Angleterre. J'ai été à la ville voir le gouverneur, et à mon retour je suis allé chez Napoléon, qui jouait aux quilles avec ses généraux, dans son jardin. Je lui dis, d'après le désir du gouverneur, qu'on avait porté au parlement un bill qui le concernait, pour donner plein-pouvoir aux ministres de le détenir à Sainte-Hélène, et pour pourvoir aux sommes nécessaires à son entretien. Il demanda s'il avait trouvé de l'op-

(1) M. Jones avait été précepteur des enfans de M. Balcombe pendant la résidence de Napoléon à *the Briers*.

position ? Je répondis , « fort peu. » — « Brougham ou Burdett , n'en ont-ils fait aucune ? » Je répondis que je n'avais pas vu les journaux , mais que je croyais que M. Brougham avait dit quelque chose. Je lui remis aussi quelques journaux français que l'amiral m'avait donnés avant de les lire lui-même. « Qui vous a donné ces journaux ? — L'amiral. — Quoi , pour moi ( avec quelque surprise ) ? — Il m'a dit de les donner au comte Bertrand , mais ils vous étaient réellement destinés. » Après un moment d'entretien , il me chargea de lui procurer le *Morning-Chronicle* , le *Globe* , ou tout autre journal de l'opposition ou neutre.

7 juin. — J'ai déjeûné avec Napoléon dans le jardin. Nous avons eu une longue dissertation médicale , dans laquelle il soutenait que sa méthode , en cas de maladie , de ne rien manger , de boire beaucoup d'eau d'orge sans vin , et de faire six ou sept lieues à cheval pour exciter la transpiration , était meilleure que la mienne.

La conversation tomba ensuite sur les cérémonies relatives au mariage. Je lui dis qu'en Angleterre , lorsqu'un protestant et une catholique se mariaient , il était nécessaire que la cérémonie fût d'abord célébrée par un ministre protestant , et ensuite par un prêtre de l'église catholique romaine. « C'est un tort , dit-il ; le mariage doit être un contrat civil : et lorsque les parties ont paru devant un magistrat , en présence de témoins , et qu'ils ont pris un engagement , ils doivent être considérés comme mari et femme.

C'est ce que j'ai fait faire en France. S'ils le veulent, ils peuvent aller ensuite à l'église, et faire répéter la cérémonie par un prêtre. Ce fut toujours ma maxime, que les cérémonies religieuses ne devaient jamais être au-dessus des lois. J'ai ordonné aussi, que les mariages contractés par les sujets français dans des pays étrangers, lorsqu'ils auraient été faits selon les lois de ces pays, seraient valides, au retour des parties en France. »

15. — Napoléon déjeûnait dans son bain quand je suis entré. Une petite table à coulisse avait été placée sur la baignoire. Je lui dis que Warden avait trouvé un livre qui lui appartenait et qu'on croyait avoir été perdu à bord du Northumberland. « Ah, Warden, ce brave homme, comment se porte-t-il ? Pourquoi ne vient-il pas, je serais bien aise de le voir ? Comment se porte le médecin en chef ? » Je lui dis qu'il se regarderait comme très-honoré de lui être présenté, s'il voulait consentir à le recevoir comme un simple particulier, et non pas comme médecin. « Puisque vous dites que c'est un galant homme, je le verrai. Vous pourrez me le présenter au jardin, quand vous voudrez. Avez-vous vu lady Lowe ? On m'a dit que c'était une belle femme, très-aimable. » Je lui dis que je l'avais entendu dire aussi, et qu'on la disait fort jolie. « C'est dommage, dit-il, qu'elle ne puisse donner une portion de son esprit et de sa grace à son mari ; car jamais je n'ai vu d'homme public qui en eût aussi peu. » Il me fit plusieurs questions sur Londres dont je lui avais prêté une histoire qui m'avait été donnée,

en présent, par le capitaine Ross. Il paraissait connaître déjà parfaitement tout le contenu de l'ouvrage, bien qu'il ne l'eût que depuis quelques jours; il en expliquait les planches, et s'amusa à répéter plusieurs des cris des marchands ambulans. Il disait que s'il eût été roi d'Angleterre, il aurait voulu faire une grande rue ou, pour mieux dire, un beau quai, de chaque côté de la Tamise, et une autre depuis Saint-Paul jusqu'à la rivière. La conversation tomba ensuite sur la manière de vivre en France et en Angleterre. « Qui mange le plus, dit-il, des Français ou des Anglais? » Je lui dis que je pensais que c'étaient les Français. « Je ne le crois pas, dit Napoléon. » Je répondis que bien que les Français ne fissent nominativement que deux repas par jour, ils en faisaient réellement quatre. « Ils n'en font que deux, dit-il. » Je répondis qu'ils prenaient quelque chose à neuf heures du matin, à onze heures, à quatre heures et à sept ou huit heures du soir. « Moi, dit-il, je ne mange jamais plus de deux fois par jour. Votre cuisine est plus saine que la nôtre. Votre soupe et cependant très-mauvaise : ce n'est que du pain, du poivre et de l'eau; vous buvez du vin outre mesure. » Je lui dis que nous n'en buvions pas autant que les Français le croyaient. « Bah, répondit-il, Piontowski, qui dîne quelquefois dans le camp avec les officiers du 53<sup>e</sup>, dit qu'ils boivent à l'heure; qu'après que la nappe est levée, ils paient tant par heure, et boivent autant qu'ils veulent; ce qui dure quelquefois jusqu'à quatre heures du matin. » Je lui dis que cela était si loin d'être vrai,

que plusieurs officiers ne buvaient pas de vin plus de deux fois la semaine, et cela, dans des jours où l'on pouvait inviter des étrangers. Il y a un tiers de bouteille devant chacun de ceux qui boivent du vin, et lorsque cette portion est épuisée, on la renouvelle. Les convives paient seulement en raison de ce qu'ils boivent. Il parut surpris de cette explication, et observa avec quelle facilité un étranger, qui ne connaît qu'imparfaitement la langue, peut être entraîné à juger mal des coutumes et des actions des autres nations.

17. — Je dis à Napoléon que la frégate *the Newcastle* était en vue; elle portait le nouvel amiral. Il me pria d'aller chercher ma lunette, et de la lui faire apercevoir. A mon retour, je le trouvai qui allait aux écuries. Je lui indiquai le vaisseau qui louvoyait. Bientôt après Warden arriva, et Napoléon m'invita à déjeuner avec lui, et me dit d'amener aussi le lieutenant Blood avec moi. La conversation s'engagea, pendant le déjeuner, sur l'abbé de Pradt, etc.; ensuite on lui répéta quelques-unes des absurdités contenues dans le *Quarterly Review*, sur sa conduite pendant qu'il était à *the Briars*. « Cela amusera le public, répondit Napoléon. » Warden observa que toute l'Europe était jalouse de connaître son opinion sur lord Wellington, comme général. Il ne répondit rien, et la question ne fut pas répétée.

Trois commissaires arrivèrent sur le *Newcastle*, c'étaient le comte Balmaine pour la Russie; le baron Sturmer pour l'Autriche, il était accompagné de son

épouse; le marquis de Montchenu pour la France, et le capitaine Gor, son aide-de-camp. Un botaniste allemand suivait le baron Sturmer.

18. — J'ai été dire à Napoléon que j'étais allé à la ville, et que les commissaires pour la Russie, la France et l'Autriche étaient arrivés. « Avez-vous vu quelqu'un d'eux? » — « Oui, j'ai vu le commissaire français. » — « Quelle espèce d'homme est-ce? » — « C'est un vieil émigré, le marquis de Montchenu. Il aime beaucoup à parler; mais son extérieur parle assez en sa faveur. Comme j'étais au milieu d'un groupe d'officiers, sur la terrasse qui fait face à la maison de l'amiral, il s'approcha de moi, et me dit en français : « Pour l'amour de Dieu, si quelqu'un de vous parle français, faites-le moi savoir; car je ne sais pas un mot d'anglais. Je suis venu ici finir mes jours, au milieu de ces rochers, dit-il, en montrant Ladder Hill, et je ne connais pas un mot de la langue. » Napoléon rit beaucoup de cela, et répéta plusieurs fois, *bavard, imbécille*. « Quelle folie! d'envoyer ici ces commissaires, sans charge et sans responsabilité, ils n'auront rien à faire qu'à courir les rues, et à grimper sur les rochers. Le gouvernement prussien a montré plus de discernement, et il a économisé son argent. » Je lui dis que Drouot avait été acquitté, ce qui le satisfit beaucoup. Il parla dans les termes les plus flatteurs des talens et des vertus de Drouot, et observa que, d'après les lois françaises, il ne pouvait être puni pour sa conduite.

20. — Le contre-amiral sir Pultney Malcolm, le

capitaine général Meynell, et quelques autres officiers de marine ont été présentés à Napoléon.

21. — J'ai vu Napoléon se promener dans le jardin, et je suis allé lui présenter un livre que je m'étais procuré pour lui. Après m'avoir fait plusieurs questions sur madame Pierie, dame très-âgée et très-respectable que je soignais, il me dit qu'il avait vu le nouvel amiral. « Voilà un homme qui a réellement une physionomie agréable, ouverte, intelligente, franche et sincère. C'est vraiment la figure d'un Anglais. En vérité, j'éprouve autant de plaisir à le voir que si c'était une jolie femme; il n'a rien de sombre, de louche, ni de dissimulé. Sa physionomie dit quel cœur il porte, et je suis sûr que cet homme est bon. Jamais je n'ai vu un homme de qui j'ai conçu aussi vite une bonne opinion que de ce beau vieillard à l'air martial. Il porte la tête levée, et dit franchement et hardiment ce qu'il pense, sans craindre de vous regarder en face; sa physionomie fait désirer à tout le monde de le connaître davantage, et rendrait l'homme le plus soupçonneux confiant avec lui. »

La conversation s'engagea ensuite sur la protestation qui avait été faite par lord Holland contre le bill pour la détention de Napoléon (1). Celui-ci exprima

(1) *Protestation contre la seconde lecture du bill de détention de Bonaparte.*

« Sans avoir égard au caractère, ou à la conduite de la  
» personne qui est l'objet du présent bill, je désapprouve la  
» mesure qu'il sanctionne et qu'il proroge.

la bonne opinion qu'il avait de lord Holland, opinion que ses talens et ses vertus justifiaient. Il fut très-content d'apprendre que le duc de Sussex s'était joint à sa seigneurie dans cette protestation, et observa que lorsque les passions seraient calmées, la conduite de ces deux pairs passerait à la postérité, avec autant d'honneur que celle des auteurs de la proposition serait, par cette même postérité, chargée d'ignominie. Il fit plusieurs questions concernant la réduction de l'armée anglaise, et observa qu'il était absurde que le gouvernement anglais s'efforçât d'ériger la nation en grande puissance militaire, sans avoir une population assez nombreuse pour fournir le nombre de soldats requis pour lutter avec les grandes, ou même les moindres puissances continentales ; tandis qu'il négligeait et semblait déprécier la marine, qui était la véritable force, et le rempart de l'Angleterre. Ils s'apercevront cependant de leur erreur, dit-il.

« Condamner à un exil lointain et à l'emprisonnement un » chef étranger et captif, qui, après l'abdication de son au- » torité, et comptant sur la générosité des Anglais, s'est rendu » à nous de préférence à ses autres ennemis, est indigne de » la magnanimité d'un grand peuple ; et les traités par les- » quels nous nous sommes engagés à le tenir enfermé, d'après » le vœu des souverains, à qui il ne s'était jamais rendu, » me paraissent contraires à tous principes d'équité et tout- » à-fait inutiles. »

*Signé* WASSAL HOLLAND.

Lors de la troisième lecture, son altesse royale le duc de Sussex protesta aussi par les mêmes motifs.

23. — Plusieurs caisses de livres qui avaient été dirigées par Bertrand sur Madère, et apportées sur le Newcastle par sir Pultney Malcolm, avaient été envoyées hier à Napoléon. Je le trouvai dans sa chambre, entouré de monceaux de volumes; sa physionomie était rayonnante, et il était d'une humeur charmante. Il avait passé toute la nuit à lire. « Ah! dit-il, en m'indiquant quelques livres qu'il avait jetés sur le plancher, après les avoir lus, selon sa coutume, quel plaisir j'ai goûté! quelle différence! Je lis quarante pages de français pendant le temps qu'il me faudrait pour en comprendre deux d'anglais. »

Je m'aperçus ensuite que son empressement à les voir avait été si grand, qu'il avait travaillé lui-même, avec un marteau et un ciseau, pour ouvrir les caisses qui les renfermaient.

24. — J'ai vu Napoléon dans le jardin. Je lui ai dit que sir Thomas Reade m'avait envoyé sept caisses de livres pour lui, et que le gouverneur m'avait envoyé, pour son usage, deux fusils, fabriqués d'après le principe de percussion, et qu'il m'avait chargé de lui expliquer la manière dont ils étaient construits. « Il est inutile, répondit Napoléon, de m'envoyer des fusils, lorsque je suis confiné dans un endroit où il n'y a pas de gibier. » Je lui dis que M. Baxter était venu, pour avoir l'honneur de lui être présenté. Il me pria de l'appeler. En le voyant entrer, il lui dit en souriant : « Eh bien! *signor medico*, combien de malades avez-vous tué dans votre vie? » Après quoi il s'entretint avec lui, pendant près d'une heure, sur différens sujets.

Sir Hudson Lowe m'a dit, qu'il était si éloigné de vouloir empêcher qu'on fit passer aucunes lettres ou plaintes en Europe, qu'il avait offert à Bonaparte de faire passer toutes les lettres qu'il voudrait en Angleterre, et que non-seulement il les y enverrait, mais qu'il les ferait imprimer dans les journaux de France et d'Angleterre.

28. — Sir Hudson Lowe a publié une proclamation dans laquelle il déclare que toute personne qui aurait la moindre correspondance ou communication avec Napoléon Bonaparte, ses officiers ou domestiques, qui en recevrait ou leur remettrait des lettres, ou qui leur ferait une communication quelconque sans autorisation expresse du gouverneur, se rendrait coupable d'infraction aux actes du parlement relatifs à la sûreté de Napoléon, et serait poursuivi selon toute la rigueur des lois. Comme aussi, que quiconque recevrait aucune lettre ou communication de sa part, ou de celle de ses officiers ou domestiques, et qui ne les lui remettrait pas de suite ou ne lui en donnerait pas connaissance, ou qui donnerait au susdit Napoléon Bonaparte, ses officiers ou domestiques, de l'argent ou tous autres moyens par lesquels il pourrait s'échapper, serait considéré comme complice de son évasion et jugé comme tel.

1 juillet. — Une lettre envoyée par sir Hudson Lowe au comte Bertrand, interdit toute espèce de communication, écrite ou verbale, avec les habitans, excepté ceux qui auraient été préalablement désignés au gouverneur par l'officier d'ordonnance.

Depuis l'arrivée des livres, Napoléon s'est occupé

plusieurs heures, chaque jour, à lire et à rassembler des dates et autres matériaux pour l'histoire de sa vie, à partir de son débarquement en France jusqu'à son retour d'Égypte. L'état constant du temps, le brouillard, la pluie et la violence du vent qui souffle continuellement sur l'habitation de Longwood, exposée sans aucun abri aux ouragans, contribuent beaucoup à l'empêcher de sortir, et l'ont dégoûté de sa résidence. Il a exprimé le désir d'être transporté du côté de l'île, sous le vent, qui est plus chaud, et abrité du vent piquant et continuel du sud-est.

4. — Sir Pultney et lady Malcolm ont eu une entrevue de près de deux heures avec Napoléon, qui a paru très-content de tous deux. Pendant la conversation, il est entré dans de longs détails sur la bataille de Waterloo, les tactiques navales, etc. Les officiers du Newcastle lui ont aussi été présentés. — La viande qui a généralement toujours été d'une mauvaise qualité, est si détestable maintenant, que le capitaine Poppleton a été obligé de la renvoyer et d'adresser une plainte au gouverneur.

6. — Madame Bertrand nous a appris, au capitaine Poppleton et à moi, qu'elle avait écrit à M. de Montchenu, une lettre dans laquelle elle le priait de vouloir bien venir la voir à Hut's-Gate, parce qu'on lui a dit qu'il avait vu sa mère, dont la santé était fort languissante. M. de Las-Cases devait aussi se trouver chez elle à son arrivée, parce qu'il savait que ce M. de Montchenu avait vu sa femme, quelque temps avant de partir de Paris.

8. — Les domestiques de Longwood, qui portaient des provisions au comte Bertrand, ont été arrêtés par les sentinelles, et il ne leur a pas été permis d'entrer dans la cour; les viandes ont été hissées à l'aide de longues perches, par-dessus la muraille, en présence d'une sentinelle qui a dit ne pouvoir permettre aucune conversation avec l'intérieur. Une scène semblable eut lieu déjà, lorsque mon domestique apporta quelques médicamens pour celui de Bertrand, Bernard, qui était dangereusement malade. Une bouteille était garnie d'une étiquette écrite de ma main, pour indiquer la manière dont il fallait que le médicament fût administré. Cette ordonnance était écrite en français, et la sentinelle, ne pouvant la comprendre, crut de son devoir de ne pas la laisser passer, et l'arracha. Hier, une sentinelle a été envoyée au camp afin d'être jugée par un conseil de guerre, pour avoir permis à un nègre d'entrer dans la cour de Bertrand pour boire de l'eau; voilà ce qui, probablement, a dû accroître la rigueur des soldats.

9. — Une lettre de représentations a été envoyée ce matin à sir Hudson Lowe. Il est question, à Longwood, d'une machine pour faire de la glace, que quelques officiers du Newcastle ont dit avoir été envoyée par lady Holland, pour l'usage de Napoléon; cette machine n'a pas paru encore.

10. — Depuis quelques jours on a remarqué beaucoup de changemens dans la quantité du vin, de la volaille et autres articles de première nécessité. On a écrit à ce sujet à sir Thomas Reade. Le capitaine

Poppleton a été lui-même à la ville exposer l'affaire à sir Hudson Lowe.

11. — Pendant que j'étais à Hut's-Gate, un sergent, envoyé par sir Hudson Lowe, est entré; il m'a prié de le suivre. Son excellence m'a demandé dans quelle partie de l'île le général Bonaparte désirerait que sa nouvelle maison fût bâtie? Je répondis qu'il préférerait *the Briars*. Sir Hudson Lowe a répondu que cela ne pourrait jamais avoir lieu, que c'était trop près de la ville, et qu'il ne fallait pas y penser. Il m'a demandé ensuite si je pensais qu'il préférât quelque autre partie de l'île à Longwood? J'ai affirmé qu'à coup sûr, il préférerait une habitation de l'autre côté de l'île. Le gouverneur m'a chargé de m'informer auprès de Napoléon lui-même, pour savoir quelle partie il préférerait. Il dit aussi que Napoléon a refusé de voir les commissaires, et m'a prié de m'assurer s'il était toujours dans les mêmes intentions. Son excellence m'a demandé si je savais ce que les Français voulaient dire au marquis de Montchenu. J'ai répondu que madame Bertrand désirait s'informer de la santé de sa mère, et que M. Las-Cases devait aller le rejoindre à Hut's-Gate, et que je savais qu'il était très-inquiet de savoir des nouvelles de sa femme; ayant appris que Montchenu l'avait vue très-peu de temps avant de quitter Paris. Sir Hudson Lowe me dit alors qu'il ferait son rapport sur Las-Cases au gouvernement britannique, pour avoir refusé, avec mépris, de recevoir ou d'accepter quelques articles envoyés pour l'usage des généraux et de Bonaparte, tandis qu'il écrivait à

lady Clavering, pour la prier d'acheter et de lui envoyer la plupart des mêmes objets qui lui avaient été offerts et qu'il avait refusés. Il m'a assuré de nouveau de la promptitude qu'il mettrait, à l'avenir, à transmettre toutes plaintes au gouvernement de Sa Majesté, et à les rendre publiques. Il paraît désirer beaucoup que je lui fasse connaître les besoins et les désirs du général Bonaparte, pour qu'il puisse les communiquer à son gouvernement, qui saurait, par ce moyen, comment prévenir ses demandes ou les satisfaire. Il m'a chargé aussi de dire à madame Bertrand qu'il était très-fâché que quelques-unes des restrictions qu'il avait été obligé de lui imposer lui fussent désagréables, ou qu'elles blessassent son amour-propre, quoiqu'il lui parût qu'on s'était servi d'elle comme d'un instrument; il lui conseille d'être plus circonspecte. Après cette conversation, il s'est rendu à Longwood où il a eu une longue conversation avec le comte Montholon, dans le but principal d'améliorer, d'agrandir et d'embellir Longwood-House.

12. — Napoléon est triste. Je lui ai appris que le gouverneur était venu à Longwood, la veille, pour voir s'il pourrait lui procurer plus d'aisance et de commodités, soit en ajoutant de nouvelles chambres à la maison qui existait déjà à Longwood, soit en élevant une nouvelle maison dans quelque autre partie de l'île; j'ajoutai que le gouverneur m'avait chargé de lui demander quelle serait celle qu'il préférerait. Il répondit: « *A questa casa in questo luogo tristo, non voglio niente di lui.* Je hais ce Longwood; sa seule vue me

donne de la tristesse. Qu'il me mette dans quelque endroit où l'on trouve de l'ombre, de la verdure et de l'eau. Il souffle ici un vent furieux chargé de pluie et de brouillard, *che mi taglia l'anima*; ou bien, *il sole mi brucia il cervello* faute d'ombre, lorsque je sors. Qu'il me mette du côté de l'île où est située *Plantation-House*, s'il veut réellement faire quelque chose pour moi. Mais à quoi sert de venir ici me faire des propositions et de ne rien exécuter. La maison de Bertrand n'est pas plus avancée depuis son arrivée. L'amiral avait au moins envoyé son charpentier, et il pressait les travaux. » Je répondis que le gouverneur m'avait chargé de lui dire qu'il ne voudrait rien entreprendre avant de savoir d'abord, si ce qu'il ferait recevrait son approbation : mais que s'il voulait fixer ou proposer un plan pour sa maison, il donnerait des ordres à tous les ouvriers de l'île, ainsi qu'à un certain nombre d'ingénieurs, etc., de se rendre à Longwood et de se mettre de suite au travail ; que le gouverneur craignait qu'en faisant faire des changemens à l'édifice actuel, il ne fût importuné par le bruit. « Oui certes, dit-il, cela me gênerait. Je ne lui demande pas de faire aucun changement à cette maison, dans cet abominable endroit, qu'il fasse bâtir une maison de l'autre côté de l'île, où l'on trouve de l'ombre, de la verdure et de l'eau, et où je puisse être à l'abri de ce *vento agro*. Si l'on était décidé à construire une maison pour mon usage, je voudrais qu'elle fût située sur les propriétés du colonel Smith que Bertrand a été voir, ou bien à *Rosemary-Hall*. Mais toutes ces

propositions ne sont que des impostures. Rien n'avance depuis qu'il est ici. Tenez, continua-t-il en me montrant la fenêtre, j'ai été obligé de faire tendre une paire de draps en guise de rideaux, parce que les autres étaient si sales que je ne pouvais en approcher, et qu'on ne pouvait en obtenir d'autres pour les remplacer. *E un trist'uomo, e' peggio dell' isola.* Voyez sa conduite envers cette pauvre madame Bertrand; il l'a privée du peu de liberté qu'elle avait, et a empêché qu'on ne vint la voir et causer un instant avec elle, ce qui, pour cette dame, était une espèce de consolation, habituée comme elle l'était à avoir de la compagnie. » Je lui fis part de ce que m'avait dit le gouverneur, que c'était parce que madame Bertrand avait envoyé un billet au marquis de Montchenu, sans l'avoir fait passer d'abord par ses mains. « Sottise que cela, répondit-il; d'après les ordres existans, lors de son arrivée, il était permis d'écrire aux habitans, et il n'a été communiqué à personne aucune disposition contraire. D'ailleurs, elle et son mari n'auraient-ils pas pu aller à la ville voir Montchenu? Les gens faibles sont toujours craintifs et superstitieux. Cet homme est bon à faire *un capo di sbirri*, et non pas un gouverneur. »

13. — Je suis allé à la ville, et j'ai communiqué à sir Hudson Lowe, la réponse de Napoléon. Elle n'a pas paru lui plaire; et il m'a répondu que le captif ne serait pas aussi facile à surveiller dans les cantons qu'il voulait habiter. Je lui ai fait observer qu'au contraire, cela serait plus aisé, puisqu'il l'aurait au

milieu de son état-major ; et que d'ailleurs , comme les endroits en question étaient presque entourés de rochers très-élevés et inégaux , il serait extrêmement facile de placer des piquets , de manière à empêcher tous moyens d'évasion , et qu'en même temps Napoléon ne pourrait voir ces piquets. Le gouverneur consentit d'abord , mais l'instant d'après il observa qu'il ne saurait où placer le commissaire autrichien qui avait pris possession de Rosemary-Hall. Je hasardai de lui dire que quelque désirable que fût le *bien-être* du baron Sturmer , il était de moindre importance que celui du principal détenu. Sir Hudson Lowe , après un moment de silence , me demanda si j'avais communiqué ce qu'il m'avait dit à madame Bertrand. Je répondis affirmativement. Il m'observa qu'il n'avait pas suffisamment expliqué ses motifs en lui imposant quelques autres restrictions , parce qu'en effet , sir Georges Cockburn , avant son départ , lui avait démontré le grand inconvénient de l'état de choses existant , et la nécessité d'empêcher un aussi libre accès à la maison de Bertrand ; qu'il avait fortement recommandé l'adoption des mesures que lui , sir Hudson , avait pensé , depuis , qu'il était de son devoir d'employer , et que l'amiral lui avait déclaré que son intention était de les ordonner , s'il n'eût attendu chaque jour l'arrivée d'un nouveau gouverneur. Qu'on avait d'abord permis un libre accès chez Bertrand , dans la supposition que la nouvelle maison qu'il devait habiter à Longwood , serait bientôt achevée ; après quoi il devait être mis sur le même

piec que les autres personnes attachées au général Bonaparte. Il me pria d'en prévenir la comtesse, et dit qu'il s'occuperait de la construction de la nouvelle maison dans l'emplacement que j'avais indiqué; ajoutant que celui du colonel Smith et de Rosemary-Hall iraient ensemble.

15. — Napoléon est sorti de très-grand matin dans sa voiture.

16. — Napoléon, qui était descendu de bonne heure aux écuries, et avait ordonné lui-même qu'on mît les chevaux, m'a rejoint dans le parc, et m'a fait monter dans sa voiture. Il s'est plaint du mal de dents. J'ai déjeuné avec lui. Pendant le repas nous avons parlé des commissaires. Il me demanda si madame Sturmer l'avait vu à Paris. Je répondis qu'oui, et qu'elle désirait beaucoup le voir encore. « Et qui l'en empêche? dit-il. Je veux bien les recevoir tous, s'ils veulent me le faire demander par Bertrand. Je les recevrai comme de simples particuliers. Jamais je ne refuse de voir personne, lorsqu'on me le demande comme il convient, et d'ailleurs je serai toujours charmé de recevoir une dame.

» Il paraît, continua-t-il, que vos ministres nous ont envoyé une quantité d'objets d'habillement dont on supposait que nous manquions. Si le gouverneur avait les moindres sentimens d'humanité, il en aurait envoyé la liste à Bertrand, en le prévenant que le gouvernement anglais avait envoyé différens articles dont nous pouvions manquer, et que s'ils nous étaient nécessaires, nous pourrions demander ceux qui nous

plaisaient. Mais au lieu d'agir d'après les règles de la politesse, ce *geolier* change en insulte ce que, probablement, votre gouvernement considérerait comme marque d'attention, en choisissant ce qui lui plaît, et en nous l'envoyant de la manière la plus avilissante, et sans nous consulter; comme s'il envoyait des aumônes à des mendiants, ou des habits à des condamnés. *Veramente ha il cuore di boja*; car personne autre qu'un *boja* ne chercherait, sans nécessité, à augmenter les misères d'être dans notre position, et déjà trop malheureux. Ses mains salissent tout ce qu'elles touchent. Voyez comme il tourmente cette pauvre madame Bertrand, en la privant de la petite société à laquelle elle était accoutumée, ce qui est nécessaire à son existence. Ce n'est pas punir son mari; pourvu qu'il ait un livre il est content. Je suis étonné qu'on permette que vous et Poppleton restiez près de moi. Il me surveillerait sans cesse lui-même, s'il le pouvait. Avez-vous des galériens en Angleterre? » Je répondis que non; mais que nous avions des condamnés qui travaillaient à Portsmouth et ailleurs. « Alors, dit-il, on aurait dû l'en nommer le gardien: c'est bien là l'emploi qui lui convient. »

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood et a eu avec lui une très-courte entrevue.

17. — Napoléon m'a appelé dans le jardin, pour m'apprendre qu'il a dit au gouverneur qu'il avait inutilement augmenté leur contrainte; qu'il avait sans aucun motif puni madame Bertrand; qu'il les avait insulté par la manière dont il leur avait envoyé

les articles à leur usage; qu'il avait insulté Las-Cases en lui disant qu'il avait lu ses lettres, et en lui apprenant que s'il avait besoin d'une paire de souliers et de bas, il n'avait qu'à les lui faire demander. « Je lui ai dit, continua-t-il, que si Bertrand ou Las-Cases voulaient former une conspiration avec les commissaires, ce qu'il paraissait craindre, il n'avait rien de mieux à faire que d'aller à la ville et de citer l'un d'eux à la tour d'alarme. Je lui ai observé que c'était une infamie, à lui, investi de l'autorité, d'insulter un homme comme Bertrand qui était estimé par toute l'Europe. »

Napoléon me parla ensuite de la nouvelle maison, et dit que s'il croyait vivre long-temps à Sainte-Hélène, il désirerait qu'elle fût bâtie à côté de Plantation-House; « mais, continua-t-il, je pense qu'aussitôt que les affaires de France auront été réglées, et que tout sera tranquille, le gouvernement anglais me permettra de retourner en Europe, et de finir mes jours en Angleterre. Je ne crois pas qu'il soit assez fou pour dépenser, annuellement, huit millions pour me retenir ici, lorsque je ne suis plus à craindre; c'est pourquoi je m'inquiète fort peu de la maison. » Il parla ensuite de son évasion, et dit que quand bien même il voudrait s'évader, il y avait quatre-vingt-dix-huit chances sur cent, qu'il n'y parviendrait pas. « Malgré cela, continua-t-il, ce geolier m'impose autant de gêne que si je n'avais rien autre chose à faire qu'à entrer dans un bateau et m'esquiver. Il est vrai que tant qu'un homme existe, il y a toujours à

craindre qu'il puisse s'échapper; et le seul moyen de prévenir cela, c'est de me faire mourir. *Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas.* Alors, toute inquiétude de la part des puissances de l'Europe et de lord Castlereagh cessera. Plus de dépense, plus de flotte pour me surveiller; ces pauvres soldats ne seront plus fatigués à mourir, par les piquets ou les gardes, ou harrassés à monter des fardeaux sur ces rochers.»

18. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood; il est convenu, avec le général Montholon, de quelques arrangemens au sujet de la maison. Tout ce qui avait rapport aux changemens à faire dans l'édifice, a été mis sous la direction du colonel Wynyard, secondé par le lieutenant d'état-major Jackson. — On a apporté un billard à Longwood.

19. — A peu près vers cinq heures du matin, on s'aperçut que le salon de Longwood-House était en feu. L'incendie fut arrêté à peu près en une demi-heure, par les soins vigilans du capitaine Poppleton et de la garde, aidés des gens de la maison. Le feu était déjà parvenu à quelques pouces de distance du plafond formé d'un double plancher. Si le feu fût parvenu jusque là, il aurait été presque impossible de sauver l'édifice, parce qu'il n'y a pas d'eau à Longwood.

20. — Sir Thomas Reade m'a envoyé des rideaux de lit pour Napoléon.

22. — J'ai dîné dans le camp à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Salamanque. Son excellence a assisté au repas avec son état-major.

24. — L'amiral a envoyé un lieutenant et un dé-

tachement de marins , pour dresser une tente formée d'une voile de bonnette ; les arbres de Longwood ne donnant aucun ombrage. Le colonel Maunsdall , du 53<sup>e</sup> , me pria de faire mes efforts pour procurer , par l'intermédiaire du comte Bertrand , une entrevue avec Napoléon , au docteur Ward , qui avait été dix-huit ans dans l'Inde. Le comte Bertrand en parla à Napoléon , qui répondit que le docteur Ward devait en faire la demande , en personne , au comte Bertrand.

25.— J'ai dit à Napoléon que le Griffon était arrivé d'Angleterre la nuit précédente , et avait apporté la nouvelle de la condamnation à mort du général Bertrand , contumace. Il parut un instant confondu par l'étonnement , et très-affligé ; mais il se remit , et me fit observer que , d'après la législation française , un homme accusé d'un crime capital , pouvait être jugé et condamné à mort par contumace ; mais qu'on ne pouvait exécuter cette sentence que l'homme n'eût été jugé de nouveau , lui présent ; et que si Bertrand se présentait , il serait acquitté comme Drouot. Il en exprima cependant beaucoup de chagrin , surtout à cause de l'effet que cela pourrait produire sur madame Bertrand. « En révolution , dit-il , on oublie tout. Le bien que vous faites aujourd'hui , demain sera oublié. La face des affaires une fois changée , reconnaissance , amitié , parenté , tous les liens s'évanouissent , et chacun cherche son intérêt. »

26. — J'ai vu Napoléon à sa toilette. Lorsqu'il s'habille , il est aidé par Marchand , Saint-Denis et Novarre. L'un des deux derniers tient un miroir de-

vant lui , et l'autre les ustensiles nécessaires pour faire la barbe , tandis que Marchand attend pour lui tendre ses habits , l'eau de Cologne , etc. Lorsqu'il a fini de raser un côté de sa figure , il demande à Saint-Denis ou à Novarre : « Est-ce fait ? » Sur leur réponse , il commence à raser l'autre côté. Après qu'il a fini , on lui porte le miroir à la lumière , et il regarde s'il a bien fait disparaître toute sa barbe. S'il s'aperçoit ou sent qu'il en reste encore , il prend quelquefois l'un d'eux par l'oreille , ou lui donne un léger coup sur la joue , en disant d'un air gai : « Ah *coquin* , pourquoi m'avez-vous dit que c'était fini ? » C'est probablement ce qui a donné naissance au bruit qu'on a fait courir qu'il battait et qu'il maltraitait ses domestiques. Il se lave ensuite la figure avec de l'eau , dans laquelle on a mêlé un peu d'eau de Cologne ; il en répand aussi quelques gouttes sur sa personne. Il se nettoie ensuite très-soigneusement les dents , se fait souvent brosser le corps même , avec une brosse à chair ; change son linge et son gilet de flanelle , et se revêt d'un pantalon de grosse serge , ou de nankin brun , d'un gilet blanc , de bas de soie , de souliers à boucles d'or ; et il met une cravate noire , que ne dépasse pas même le bord du col de sa chemise , et un petit chapeau à trois cornes avec une cocarde tricolore. Lorsqu'il n'est pas en négligé , il porte toujours le cordon et la grande croix de la Légion d'Honneur. Quand il a passé son habit , Marchand lui présente une petite bonbonnière , sa tabatière , son mouchoir , et il quitte la chambre.

Napoléon se plaignait aujourd'hui d'une légère douleur dans le côté droit. Je lui conseillai de faire bien frotter cette partie avec de l'eau de Cologne et de la flanelle, et de prendre une certaine potion. Sur ce, il se mit à rire, et me donna amicalement un léger coup sur la joue. Il me demanda les causes de la maladie de foie qui régnait alors dans cette île. Je lui en désignai plusieurs, et entre autres, l'ivrognerie et la chaleur du climat. « Si, me dit-il, l'ivrognerie en était la seule cause, jamais je ne devrais avoir cette maladie. »

27. — Le colonel Keating, dernier gouverneur de l'île de Bourbon, a eu, avec Napoléon, une entrevue qui a duré près d'une heure.

18. — J'ai appris de Cipriani, qu'au commencement de 1815, il avait été envoyé de l'île d'Elbe à Leghorn pour acheter pour 100,000 francs de meubles pour le palais de Napoléon. Pendant son séjour, il s'était intimement lié avec une personne nommée<sup>\*\*\*</sup>, qui avait pour ami le nommé<sup>\*\*\*</sup> de Vienne; cette dernière personne, assure Cipriani, fit savoir à son ami que le congrès avait pris la résolution d'envoyer Napoléon à Sainte-Hélène, et même il lui avait fait passer un écrit contenant la substance des conventions. Une copie de cet écrit fut remise à Cipriani qui repartit en toute hâte pour l'île d'Elbe, afin de communiquer la nouvelle qu'il avait reçue à Napoléon. Cette nouvelle, et la confirmation qu'il en reçut ensuite de M<sup>\*\*\*</sup> A<sup>\*\*\*</sup> et M<sup>\*\*\*</sup> qui étaient à Vienne, contribuèrent à décider Napoléon à chercher à rentrer en France.

J'ai accompagné Napoléon dans sa promenade du soir, en voiture. Je lui ai dit que sir Thomas Reade m'avait prié de l'informer que le commissaire de Russie n'avait pas eu de part à la note officielle adressée au gouverneur, pour demander à voir Napoléon. Il me répondit que s'ils voulaient le voir, ils avaient pris un très-mauvais moyen, et que toutes les puissances de l'Europe ne pourraient l'obliger à les recevoir comme des personnages officiels; qu'ils pourraient seulement enfoncer la porte, ou abattre la maison pour le voir, s'ils le voulaient. Il observa ensuite qu'un livre (le dernier règne de Napoléon, par M. Hobhouse, 2 vol. in-8°.), relatif à son règne en France, avait été récemment envoyé par l'auteur (un Anglais, M. Hobhouse) à sir Hudson Lowe, avec prière de le lui faire remettre. Le dos portait cette inscription, en lettres dor : A Napoléon-le-Grand, ou à l'empereur Napoléon. Ce *galeriano*, continua-t-il, ne voulut pas permettre que le livre me fût envoyé, parce qu'il pensait que j'éprouverais quelque plaisir à voir que tous les hommes ne lui ressemblaient pas, et que j'étais estimé par quelques-uns de ses compatriotes. *Non credevo che un uomo poteva essere basso e vile a tal segno.*

Depuis l'arrivée de sir Hudson Lowe, on envoie beaucoup moins de journaux à Longwood. Au lieu de recevoir, comme auparavant, une série régulière de plusieurs feuilles, ainsi que quelques journaux détachés, il n'est arrivé que quelques numéros sans suite du *Times*, et de temps en temps un *Courrier*. Cette interception a causé une grande inquiétude à Long-

wood, parmi ceux qui ont des parens en France, et beaucoup de mécontentement à Napoléon, à qui sir Georges Cockburn envoyait fréquemment des journaux avant même de les avoir lus.

2 août. — Je me suis plaint aux pourvoyeurs que depuis trois jours on n'avait apporté d'autres légumes que des pommes de terre; je les ai priés, dans le cas où on ne leur permettrait pas d'en fournir d'autres, de vouloir bien transmettre ma lettre au major Gorrequer.

3. — J'ai reçu une réponse de M. Fowler, employé près des pourvoyeurs, qui m'informait qu'ils avaient reçu des ordres pour ne plus envoyer de végétaux, et que le major Gorrequer leur avait dit qu'ils seraient fournis, à l'avenir, par le jardin de l'honorable compagnie.

Le colonel Maunsell a été présenté aujourd'hui par sir Georges Bingham. Napoléon s'est entretenu peu de temps avec ce dernier.

5. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et m'ayant tiré à l'écart, il me demanda, d'un air mystérieux, si je pensais que le général Bonaparte prendrait en bonne part l'invitation d'assister à un bal à Plantation-House, pour l'anniversaire de la naissance du prince-régent? Je répondis que, dans tous les cas, je croyais qu'il était presque probable qu'il considérerait cette invitation comme une insulte, sur-tout si elle était adressée au *général Bonaparte*. Son excellence dit qu'elle éviterait cela en le lui demandant en personne. Je lui recommandai de consulter le comte

Bertrand à ce sujet, ce qu'il me promit de faire. Il revint ensuite sur une conversation que nous avions eue avant, et me dit qu'il pensait que mes honoraires devaient être augmentés de 500 livres sterling par an, et qu'il en écrirait certainement à lord Bathurst, et le lui recommanderait. Il me parla ensuite du livre de M. Hobhouse, observant qu'il ne pouvait pas l'envoyer à Longwood, parce qu'il n'était pas parvenu par le canal du secrétaire d'état; que d'ailleurs on y parlait très-mal de lord Castlereagh, et qu'il n'avait pas envie de permettre au général Bonaparte de lire un livre dans lequel un ministre anglais était traité ainsi, ou même de savoir qu'un livre, contenant de semblables réflexions, pût être publié en Angleterre. Je hasardai d'observer à son excellence que Napoléon désirait beaucoup voir ce livre, et qu'il ne pourrait pas lui faire un plus grand plaisir que de le lui envoyer. Sir Hudson répondit que M. Hobhouse, dans la lettre qui l'accompagnait, lui avait permis de le placer dans sa bibliothèque, s'il ne se croyait pas autorisé à l'envoyer à sa destination.

6. — Napoléon a encore reparlé du livre que le gouverneur retient, dit-il, illégalement; il ajouta que quand bien même il serait prisonnier et condamné à mort, la conduite du gouverneur ne serait pas excusable, en gardant un livre publié et imprimé, dans lequel il ne se trouve ni correspondance secrète, ni trahison, parce qu'il y avait quelques *bêtises* dessus. Il voulait parler de l'inscription qui lui était adressée.

Un lieutenant, deux gardes-marines, et un déta-

chement de marins se sont occupés à réparer la tente qui a beaucoup souffert des derniers mauvais temps. Napoléon a été les voir et s'est entretenu quelque temps avec les gardes-marines, dont l'un, par un étrange rapprochement, se trouva être le fils de M. Drake, connu par sa conduite à Munich.

10. — Sir Hudson Lowe est arrivé pendant que Napoléon déjeûnait, sous la tente, dans l'intention de le voir; mais il n'a pu y parvenir.

12. — Grande revue au camp, en l'honneur du prince-régent. J'ai expliqué à Napoléon que l'anniversaire de la naissance de Son Altesse était célébré dans toutes nos colonies. « *Gia gia*, dit-il, *naturalmente.* » Il me demanda si j'étais invité à dîner chez le gouverneur, je répondis que non, mais que j'étais invité au bal.

14. — Napoléon est sorti ce matin, à cheval, pour la première fois depuis deux mois. Il m'a dit qu'il avait aussi un grand mal de tête, qu'il s'était décidé à essayer de prendre un peu d'exercice. « Mais, continua-t-il, les limites sont tellement circonscrites que je ne puis marcher pendant plus d'une heure, et pour me faire quelque bien, il faudrait que je pusse galopper pendant trois ou quatre heures. Ce *sbirro siciliano* est venu; je serais resté une heure de plus dans la tente, si je n'eusse appris son arrivée. *Mi repugna l'anima il vederlo.* Il est toujours inquiet, et semble toujours en colère contre quelqu'un, ou mal à son aise, comme si quelque chose tourmentait sa conscience, et qu'il fût impatient de se fuir lui-même.

» Pour remplir, dans les circonstances actuelles, continua-t-il, le poste assez singulièrement important de gouverneur de Sainte-Hélène, il aurait fallu un homme très-poli et en même temps très-ferme; un homme qui sût dorer un refus, et rendre plus légères les misères des détenus, au lieu de leur rappeler sans cesse qu'on les regarde comme des prisonniers. Au lieu d'un pareil homme, ils m'envoient *un uomo no conosciuto, che non a mai comandato, che non a nessun ordine, ne sistema, che non sa farsi ubbidire, che non ha ne maniera ne creanza. — e che pare che abbia sempre vissuto con di ladri.*»

— 15 août. — Anniversaire de la naissance de Napoléon. Il a déjeûné sous sa tente, avec les dames et toute sa suite, y compris Piontowski et les enfans. Il n'y a cependant rien eu d'extraordinaire dans le repas, ni aucune nouvelle décoration. Dans la soirée, les domestiques subalternes, y compris les Anglais, ont eu un grand souper, et on a dansé ensuite. Au grand étonnement des Français, aucun des Anglais ne s'enivra.

16. — Sir Hudson Lowe est venu; nous avons eu ensemble et avec le général Montholon, un long entretien sur la nécessité de réduire les dépenses de l'établissement, qu'il prétend n'être pas faites avec économie; entre autres exemples de ce qu'il regardait comme une prodigalité, il cita au général Montholon, qu'il avait observé, en parcourant les mémoires de Plantation-House et de Longwood, que l'on avait consommé plus de sel blanc à Longwood que chez lui; en conséquence, il demanda donc qu'à l'avenir

on se servirait, autant que possible, de sel gris pour la cuisine et pour la table des domestiques.

On a envoyé aujourd'hui à Longwood, une des machines pneumatiques de Leslie pour faire de la glace. Aussitôt qu'elle fut mise en place, j'allai en prévenir Napoléon, et lui dire que l'amiral était à Longwood. Il fit plusieurs questions sur cette machine, et il était évident qu'il connaissait parfaitement les principes sur lesquels sont imaginées les pompes à air. Il exprima une grande admiration pour la chimie, parla des grands progrès qu'on y avait faits depuis quelques années, et observa qu'il l'avait toujours encouragée et facilitée le plus possible. Alors je le quittai et me rendis dans la chambre où était la machine, pour commencer l'expérience en présence de l'amiral. Au bout de quelques minutes, Napoléon, accompagné du comte Montholon, entra et accosta gaiement l'amiral; il parut bien aise de le voir. Une tasse d'eau fut glacée en sa présence, en à peu près quinze minutes, et il attendit pendant une demi-heure, pour voir si la même quantité de limonade gèlerait, ce qui ne réussit pas. On essaya ensuite de faire geler du lait, mais inutilement. Napoléon prit dans sa main le morceau de glace obtenu avec de l'eau, et me rappela avec quel plaisir on l'aurait trouvé en Égypte. La première glace que l'on ait vu à Sainte-Hélène fut faite par cette machine, et les *Yam-Stocks* (1) la contemplèrent avec le plus grand

(1) Sobriquet donné aux naturels de l'île.

étonnement. Quelques-uns avaient peine à se persuader que la masse solide qu'ils tenaient dans leurs mains fut réellement composée d'eau, et ils n'en furent pleinement convaincus que lorsqu'ils l'eurent vu se liquéfier.

17. — Je suis allé à Hut's-Gate pour voir Bernard qui était très-mal. Le sergent de garde a consigné la sentinelle pour m'avoir laissé entrer. Je sortis pour demander ce que c'était, et j'appris du sergent qu'il avait ordre d'empêcher tout le monde d'entrer, excepté l'état-major. Sir Hudson Lowe avait, à ce qu'il paraît, donné des ordres lui-même, la veille, en allant chez Bertrand, à qui il avait montré une lettre de lord Bathurst, annonçant que les dépenses de l'établissement devaient être réduites en masse à 8000 livres sterlings par an. Les hommes qui apportaient les provisions n'avaient pas même la facilité d'entrer; il leur fallait faire passer ce qu'ils apportaient par-dessus la muraille. On refusa aussi de laisser entrer les domestiques de Longwood, ainsi que M. Brokes, secrétaire colonial. Sir Hudson Lowe a adressé une lettre au comte Montholon, dans laquelle il demande 12,000 livres sterlings par an, pour l'entretien, sur le même pied, de la maison de Napoléon et de sa suite.

18. Le gouverneur et l'amiral, accompagnés de sir Thomas Reade et du major Gorrequer sont arrivés à Longwood, tandis que Napoléon se promenait, dans le jardin, avec les comtes Bertrand et Montholon, Las-Cases et son fils. Son excellence envoya demander

une entrevue qui lui fut accordée. Elle eut lieu dans le jardin. Les trois principaux personnages, Napoléon, sir Hudson et sir Pultney, marchaient un peu en avant. Le capitaine Poppleton et moi, nous nous tenions à quelque distance derrière eux, mais assez près pour observer leurs gestes. Nous remarquâmes que la conversation était principalement soutenue par Napoléon, qui, par intervalle, paraissait s'animer beaucoup. Il s'arrêtait souvent, puis reprenait une marche pressée, et accompagnait ses paroles de gestes nombreux. Les manières de sir Hudson paraissaient aussi être fort agitées. L'amiral était le seul qui parut discuter avec calme. Une demi-heure après, environ, nous vîmes sir Hudson Lowe se retourner brusquement, et se retirer sans saluer Napoléon. L'amiral ôta son chapeau, s'inclina et partit. Sir Hudson Lowe s'avança vers l'endroit où je m'étais arrêté avec Poppleton. Il se promena de long en large d'une manière très-agitée, tandis que ses chevaux arrivaient; enfin il me dit : « Le général Bonaparte m'a traité d'une manière très-offensante. Je l'ai quitté assez brusquement en lui disant : *Monsieur, vous êtes malhonnête !* » Il monta alors à cheval et partit au galop. L'amiral paraissait troublé et pensif. Il était évident que la conversation n'avait rien eu que de désagréable.

19. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette; il était de très-bonne humeur. Il m'a demandé comment se portait Gourgaud; et sur ce que je lui dis que je lui avais ordonné une médecine, il se mit à rire, et répliqua : « Il aurait bien mieux fait de se mettre

à la diète pendant quelques jours : 'qu'il boive beaucoup d'eau et ne mange rien. Les médecines n'étaient bonnes que pour les gens de l'ancien régime. »

Il dit ensuite : « Ce gouverneur est venu m'en-nuyer hier. Il m'avait vu me promener dans le jardin, je n'ai pu, par conséquent, lui refuser de le recevoir. Il voulait entrer avec moi dans des détails, pour réduire nos dépenses. Il a eu l'audace de me dire que les choses étaient maintenant dans le même état qu'à son arrivée, et qu'il venait pour se justifier; qu'il était venu deux autres fois pour le faire, mais que j'étais dans le bain. Non, monsieur, lui répondis-je, je n'étais pas dans le bain; mais j'en avais un de commande pour ne pas vous voir. Vous empirez les choses en cherchant à vous justifier. Il me dit que je ne le connaissais pas; que, si je le connaissais, je changerais d'opinion. Vous connaître, monsieur, lui répondis-je; comment pourrais-je vous connaître? Les gens se font connaître par leurs actions, en commandant dans les batailles. Vous n'avez jamais commandé que des vagabonds et des déserteurs corses, des brigands napolitains et piémontais. Je sais le nom de tous les généraux anglais qui se sont distingués; mais je n'ai jamais entendu parler de vous que comme d'un *scrivano* de Blucher, ou comme d'un chef de brigands. Vous n'avez jamais commandé des gens d'honneur; vous n'avez jamais été accoutumé à vivre avec eux. Il me dit qu'il n'avait pas recherché son emploi. Je lui répondis que ces sortes de places ne se sollicitaient pas, qu'elles étaient données par les gouvernemens

aux gens qui s'étaient déshonorés eux-mêmes. Il ne faisait que son devoir, me dit-il, et je ne devais pas le blâmer, puisqu'il n'agissait que d'après ses ordres. Je répondis à cela : le bourreau en fait autant ; il exécute les ordres qu'il a reçus ; mais lorsqu'il me met la corde au col pour me détruire, est-ce pour moi un motif d'aimer le bourreau, que de savoir qu'il agit d'après des ordres ? D'ailleurs, je ne crois pas qu'aucun gouvernement soit assez vil pour donner des ordres semblables à ceux que vous faites exécuter. J'ajoutai que, s'il le voulait, il n'avait pas besoin de rien m'envoyer à manger ; que j'irais dîner à la table des braves officiers du 53<sup>e</sup> ; que j'étais sûr qu'il n'en était pas un qui ne se trouvât heureux de donner une place à un vieux soldat ; qu'il n'était pas un soldat dans tout le régiment qui n'eût plus de cœur que lui ; que dans le bill inique du parlement, on avait décrété que je serais traité en prisonnier, mais qu'il me traitait plus mal qu'un criminel condamné ou un galérien, parce qu'il leur était permis de recevoir les journaux et les livres imprimés, et qu'il m'en privait. Vous avez plein-pouvoir sur mon corps, lui dis-je, mais aucun sur mon ame ; cette ame est aussi fière, aussi courageuse que lorsqu'elle commandait à l'Europe. Vous êtes un *sbirro siciliano*, et non pas un Anglais. Enfin je le priai de ne plus revenir jusqu'à ce qu'il apportât l'ordre de me *dépêcher* ; qu'alors il trouverait toutes les portes ouvertes pour le recevoir.

» Je n'ai pas, continua Napoléon, l'habitude d'offenser personne, mais l'effronterie de cet homme m'a

donné de l'aigreur, et je n'ai pu m'empêcher de lui exprimer mon ressentiment. Lorsqu'il eut l'impudence de me dire, devant l'amiral, qu'il n'avait rien changé; que tout était dans le même état que lorsqu'il était arrivé, je répondis : Faites appeler le capitaine d'ordonnance, et demandez-le lui; je m'en rapporterai à sa décision. Il resta muet.

» Enfin il me dit qu'il avait trouvé sa place si difficile à remplir qu'il s'en était démis. Je répondis qu'on ne pourrait jamais envoyer un homme pire que lui, bien que l'emploi ne fût pas de nature à être accepté par un *galantuomo*. Si vous en trouvez l'occasion, ajoutai-je, ou si quelqu'un vous le demande, vous pouvez répéter ce que je vous ai dit. »

Je donnai à Napoléon l'ouvrage intitulé; Détails sur la campagne d'Espagne, par Sarrazin. « Sarrazin, dit-il, était un traître, un homme sans honneur, sans foi et sans probité. Lorsque je revins de l'île d'Elbe à Paris, il m'écrivit pour m'offrir ses services; il me proposait, si je voulais lui pardonner et l'employer, de me donner tous les plans et tous les secrets des Anglais. J'avais l'intention de le faire juger comme un traître, comme il le méritait, au lieu d'accepter ses offres; mais j'étais si occupé que cela m'est sorti de la mémoire. »

21. — Il est arrivé un vaisseau d'Angleterre. Je suis allé à la ville, où j'ai vu le capitaine Stanfell, à qui j'ai dit, dans le cours de la conversation, qu'un entretien très-désagréable avait eu lieu entre le gouverneur et Napoléon, et que sir Hudson Lowe avait

assuré à ce dernier qu'il avait donné sa démission. A mon retour, j'allai à Hut's-Gate, avec le capitaine Maunsell du 53<sup>e</sup>, et le capitaine Poppleton. Madame Bertrand me demanda s'il n'était arrivé aucune lettre. Le capitaine Maunsell dit qu'il en avait vues quelques-unes pour eux, au bureau des postes. A mon arrivée à Longwood, Napoléon me fit la même question, à quoi je répondis ce que le capitaine Maunsell avait dit à madame Bertrand. Je n'avais pas intention d'en parler avant de m'être assuré si on les enverrait à Longwood, ne voulant pas brouiller davantage Napoléon avec le gouverneur; mais comme j'étais certain qu'il l'apprendrait d'Hut's-Gate, je ne pouvais cacher que je savais qu'il y en eût.

22. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler à Plantation-House. Je le trouvai se promenant dans le chemin à gauche de sa maison. Il me dit qu'il avait quelques communications à faire au gouvernement, et qu'il désirait connaître l'état de la santé du général Bonaparte, et si je n'avais rien à dire. « J'ai appris, continua-t-il, que Bonaparte vous avait dit que j'avais donné ma démission de la place de gouverneur de cette île, est-ce vrai? Je répondis : « Il m'a dit que vous lui en aviez parlé. » Sir Hudson ajouta : « Jamais je n'ai dit une chose semblable, je n'en ai même jamais eu l'idée. Ou il l'a inventé, ou il a mal conçu mes expressions. J'ai dit simplement, que si le gouvernement n'approuvait pas ma conduite, je donnerais ma démission. Je vous prie donc de lui expliquer que jamais je n'ai dit cela et que je n'ai jamais

eu intention de le faire. » Il me demanda ensuite si j'avais eu connaissance du sujet de leur conversation. Je répondis que j'en connaissais une partie. Il me demanda ce que je savais. Je répondis que je pensais qu'il devait se le rappeler, et que je ne voulais pas lui répéter des choses qui ne pouvaient que lui être désagréables. « Il m'observa que j'en avais parlé ailleurs, et qu'il avait le droit de savoir de ma propre bouche ce que j'en avais dit. Bien que j'eusse la permission de le faire, il ne me convenait guère d'être obligé de répéter à la face d'un homme des opinions telles que celles qui avaient été exprimées sur son compte ; cependant, dans les circonstances présentes, je ne crus pas à propos de refuser. Je lui en répétais donc quelques parties. Sir Hudson dit, que bien qu'il n'eût pas commandé d'armées contre Napoléon, il lui avait fait peut-être plus de mal que s'il eût été à la tête de 100,000 hommes, par les renseignemens qu'il avait fournis avant et pendant les conférences de Châtillon, dont quelques-uns n'avaient pas été rendus publics. Que ce qu'il avait conseillé avait été plus tard mis en œuvre, et que c'était là la cause de sa chute. Je voudrais bien qu'il sût cela, ajouta-t-il, afin qu'il eût au moins quelques sujets de me haïr. Je publierai probablement les détails de cette affaire. »

Alors sir Hudson Lowe se promena pendant quelque temps, en se mordant les ongles, et me demanda si madame Bertrand avait répété à des étrangers quelque chose de la conversation qu'il avait eue avec le général Bonaparte ? Je répondis que je ne savais pas

que madame Bertrand en fût encore instruite. « Il vaudrait beaucoup mieux pour elle qu'elle ne la connût pas, dit-il, car elle pourrait rendre sa position et celle de son mari plus désagréable encore qu'elle ne l'est. » Il répéta ensuite quelques-unes des expressions de Napoléon, d'un ton de colère, et dit : « Le général Bonaparte vous a-t-il répété, monsieur, que je lui avais dit que son langage était grossier et indécent, et que je ne l'écouterais pas plus longtemps ? » Je lui dis que non. « Cela prouve une grande petitesse de la part du général Bonaparte, de ne pas vous avoir tout dit. Il aurait mieux fait de réfléchir sur sa situation ; car il dépend de moi de la rendre beaucoup plus désagréable qu'elle ne l'est. S'il continue ses injures, je lui ferai sentir sa position. Il est mon prisonnier de guerre, et j'ai le droit de le traiter selon sa conduite. Je le mettrai à la raison. » Il se promena encore quelques minutes en répétant les observations de Napoléon, qu'il caractérisait d'ignobles, etc., jusqu'à ce que, s'étant mis lui-même en colère, il s'écria : « Dites au général Bonaparte qu'il fera bien de faire attention à sa conduite, et que s'il continue, je serai forcé de prendre des mesures pour augmenter les restrictions déjà apportées à sa liberté. » Après avoir observé qu'il avait été cause de la perte de millions d'hommes, qu'il le serait encore, s'il était libre, il conclut en disant : « Je regarde Ali-Pacha comme un coquin plus estimable que Bonaparte. » ( M. Baxter venait de se joindre à nous lorsqu'il s'exprima de la sorte. )

23. J'ai dit à Napoléon, dans le cours de la conversation, que le gouverneur prétendait qu'il avait mal entendu ses expressions, puisqu'il n'avait jamais dit ni eu l'intention de dire qu'il eût donné sa démission; qu'il avait avancé seulement que si le gouvernement n'approuvait pas sa conduite, il abandonnerait sa place, etc. « Cela est bien extraordinaire, dit Napoléon, il m'a dit qu'il l'avait abandonnée, au moins je l'ai compris ainsi. *Tanto pegio.* » J'observai, ensuite, qu'en conséquence de ce qui s'était passé dans leur dernière entrevue, il était probable qu'il n'en solliciterait pas une autre. « *Tanto meglio*, dit Napoléon, alors je n'aurai plus l'embarras, *del suo bruto viso*, etc. »

26. Napoléon m'a demandé si j'avais vu la lettre écrite par le comte Montholon à sir Hudson Lowe, contenant les détails de leurs plaintes. Je répondis que je l'avais vue. « Croyez-vous, me dit-il, que le gouverneur l'envoie en Angleterre? » Je lui assurai que je n'en doutais nullement; que de plus, le gouverneur m'avait dit lui avoir offert, non-seulement de faire passer leurs lettres, mais encore de les faire publier dans les journaux. « C'est une fausseté, répondit Napoléon, il m'a dit qu'il enverrait nos lettres en Europe, et qu'il les ferait publier si toutefois il en approuvait le contenu. D'ailleurs, quand bien même il le voudrait, son gouvernement ne lui permettrait pas de le faire. Supposez, par exemple, que je lui envoie une adresse à la nation française? Au surplus, je ne pense pas qu'il permettrait qu'une lettre

qui le couvrirait d'infamie, fût publiée. Le peuple anglais veut savoir pourquoi je me qualifie d'empereur après avoir abdiqué : je l'ai expliqué dans une lettre. J'avais intention de vivre en Angleterre comme un simple particulier, *incognito* ; mais puisqu'ils m'ont envoyé ici, et qu'il veulent faire croire que je n'ai jamais été premier magistrat, ou empereur de France, j'en conserve le titre. M\*\*\* m'a rapporté qu'il avait entendu dire aux lords Liverpool et Castlereagh, qu'une des principales raisons pour lesquelles ils m'avaient envoyé ici, était la crainte que je ne me mêlasse de quelque cabale avec l'opposition. Il est assez probable qu'ils craignaient que je ne fisse connaître la vérité sur leur compte, et que je n'explicasse bien des choses qui ne leur plairaient pas, parce qu'ils savaient bien qu'en restant en Angleterre, ils ne pouvaient défendre aux personnes de distinction de me voir. »

Il se plaignit ensuite de la sévérité inutile avec laquelle on le privait de certains journaux, le restreignant à quelques numéros détachés de la sotte *Gazette de France*, ou bien de la ridicule *Quotidienne* et du *Times*.

Depuis quelques jours, de nouveaux piquets ont été établis, et l'on a placé plusieurs sentinelles nouvelles qui sont, la plupart, à la vue de Napoléon, lorsqu'il veut sortir après le soleil couché. Des fossés de huit ou dix pieds de profondeur entourent le jardin et sont presque terminés..

27. — Napoléon m'a demandé si le commissaire

français et madame Sturmer n'avaient pas eu une querelle ? J'ai répondu que M. de Montchenu avait dit que madame Sturmer ne savait pas entrer dans un salon. Il se mit à rire et me dit : « Je parierais bien que le vieux nigaud n'a dit cela, que parce qu'elle n'est pas sortie d'une souche de la vieille noblesse ; parce que son père est plébéien. Ces vieux émigrés ont le malheur de n'estimer que ceux qui peuvent étaler de gothiques armoiries. » Je lui demandai si F. G... était un homme à talents. Il se mit à rire aux éclats. « *Lui*, un homme à talents ! c'est le plus grand benêt de la terre, *un ignorantaccio che non ha ne tolento, ne informazione*, un don Quichotte en apparence. Je le connais bien. Il n'est pas capable de soutenir une conversation de cinq minutes. Il n'en était pas de même de son épouse, c'était une belle femme, très-spirituelle, mais bien malheureuse. *Era bella, graziosa, et piena d'intelligenza*. » Il parla ensuite pendant long-temps des Bourbons. « Ils désirent, continua-t-il, réintroduire dans l'armée l'ancien système de noblesse. Au lieu de laisser les fils de paysans et de laboureurs aspirer aux grades de généraux comme ils y arrivaient de mon temps, ils veulent absolument les réserver pour la vieille noblesse et pour les émigrés, tels que cet imbécille de Montchenu. Quand vous avez vu Montchenu, vous avez vu toute la vieille noblesse de France avant la révolution. Telle était toute cette race, et telle elle est revenue, ignorante, vaine, arrogante. *Ils n'ont rien appris, ils n'ont rien oublié*. Ils furent la cause de la révolution et de tout le sang

qui a été versé; et maintenant, après vingt-cinq années d'exil et de disgraces, ils sont revenus chargés des mêmes vices pour lesquels ils ont dû s'expatrier. Leur seul but aujourd'hui est de faire une révolution rétrograde. Croyez-moi, je connais le Français, il ne se passera pas dix ans que toute cette race ne soit exposée aux plus grands malheurs. Moi, j'ai tiré la plupart de mes généraux de la classe du peuple. Partout où j'ai trouvé le talent et le courage, je l'ai récompensé. Mon principe était de tenir la *carrière ouverte aux talens*, sans demander s'ils avaient quelques quartiers de noblesse à montrer. Il est vrai que j'ai élevé quelques individus de la vieille noblesse par esprit de politique et de justice, mais jamais je n'ai eu beaucoup de confiance en eux. La masse du peuple, continua-t-il, voit revivre les temps féodaux, elle voit que bientôt ses enfans seront dans l'impossibilité de s'élever dans l'armée. Tout vrai Français gémit qu'une famille, absente pendant tant d'années, et devenue indifférente à la France, lui a été de nouveau imposée par la force des baïonnettes étrangères. Ce que je vais vous dire vous donnera une idée de cette famille. Lorsque le comte d'Artois vint à Lyon, quoiqu'il se jetât aux pieds de ses troupes afin de les faire avancer contre moi, il ne se décora jamais du cordon de la légion-d'honneur; ne devait-il pas penser que cela porterait l'esprit du soldat en sa faveur, étant le signe que tant de braves portaient sur leur poitrine et qu'ils ne devaient qu'à leur bravoure? Mais non, il se montra avec l'ordre du Saint-Esprit, pour lequel il faut prouver cent cinquante ans

de noblesse; un ordre formé exprès pour exclure le mérite; ce qui ne pouvait manquer d'exciter l'indignation dans le cœur des vieux soldats. Nous ne voulons pas, dirent-ils, combattre pour de tels ordres, ni pour ces émigrés (il avait dix ou douze de ces imbécilles pour aides-de-camp); au lieu de montrer aux soldats quelques-uns de ces généraux qui les avaient si souvent menés à la gloire, il traînait à sa suite un tas de misérables qui ne servirent qu'à rappeler aux vétérans leurs souffrances sous la noblesse et les prêtres.

» Pour vous donner une idée du sentiment général de la France envers les Bourbons, je ne vous citerai qu'une anecdote. Lors de mon retour d'Italie, comme ma voiture montait la côte escarpée de Tarare, je descendis pour la monter à pied sans domestique, comme cela m'arrivait souvent. Mon épouse et ma suite étaient à quelque distance derrière moi. Je vis une vieille femme, estropiée et boitant, qui cherchait, à l'aide d'une béquille, à gravir la montagne. J'avais une redingotte, et elle ne me reconnut pas. Je marchai vers elle, et lui dis : Eh bien, ma bonne, où allez-vous avec un empressement si peu d'accord avec votre âge? qu'est-il donc arrivé? — Ma foi, répondit la vieille, on m'a dit que l'empereur était ici, et j'ai voulu le voir avant de mourir. — Bah, bah, lui répliquai-je, qu'avez-vous besoin de le voir? qu'avez-vous gagné avec lui. C'est un tyran tout comme les autres. Vous avez seulement changé l'un tyran pour l'autre, Louis pour Napoléon. — Monsieur, cela peut être; mais après tout, il est le roi du peuple, et les Bourbons sont les rois

des nobles. Nous l'avons choisi, et si nous devons avoir un tyran, c'est la moindre des choses qu'il soit de notre choix. — Vous voyez en cela l'expression des sentimens qui animaient alors la nation française, sortie de la bouche d'une vieille femme. »

Je lui demandai son opinion sur Soult, et lui dis que j'avais entendu quelques personnes lui donner le second rang après lui, comme général. Il répondit : « C'est un excellent ministre de la guerre, ou un major-général très-précieux : il connaît mieux les dispositions d'une armée, que la manière de la commander. »

Quelques officiers du 53<sup>e</sup> avaient dit à madame Bertrand que sir Thomas Reade avait assuré que Bonaparte n'aimait pas à les voir, ni aucun habit rouge, parce que cela lui rappelait Waterloo. Madame Bertrand leur assura que cette opinion était tout-à-fait contraire à celle qu'elle avait toujours entendu exprimer par Napoléon. La même chose m'a été dite hier par les lieutenans Fitzgerald et Mackay.

28. J'ai appris que la fameuse lettre avait été montrée à quelques officiers de l'armée et de la marine, et que, probablement, plusieurs copies en avaient été envoyées en Angleterre.

Le comte Montholon a remis, ce soir, au capitaine Poppleton, une lettre pour le gouverneur, dans laquelle il lui déclare que s'il ne juge pas convenable de rétablir les choses relativement aux *laissez passer*, dans le même état où elles étaient du temps de sir Georges Cockburn, état approuvé par le gouvernement, il n'accorderait plus de *laissez passer* à personne.

30. Napoléon s'est levé à trois heures. Il a écrit jusqu'à six, puis il s'est recouché. A cinq heures du soir, le comte Bertrand alla dire au capitaine Poppleton que Napoléon désirait le voir. Poppleton était encore en négligé du matin : il demanda la permission de se retirer pour changer de vêtemens, mais Bertrand voulut qu'il vînt sans cérémonie. Il fut donc introduit dans la salle de billard, dans laquelle Napoléon était debout, le chapeau sous le bras. « Monsieur Poppleton, lui dit-il, je crois que vous êtes le plus ancien des capitaines du 53<sup>e</sup>? — C'est vrai. — J'estime beaucoup les officiers et les soldats du 53<sup>e</sup>, ce sont de braves gens qui font bien leur devoir; on m'a appris que le bruit courait, dans le camp, que je ne voulais pas voir les officiers. Voulez-vous avoir la bonté de leur dire que ceux qui leur ont rapporté cela leur ont dit une fausseté. Je n'ai jamais dit ni pensé rien de semblable : je serai toujours bien aise de les voir. On a dit aussi que le gouverneur leur avait défendu de me visiter. » Le capitaine Poppleton répondit qu'il croyait que le renseignement qu'il avait reçu était dénué de fondement, et que les officiers du 53<sup>e</sup> connaissaient la bonne opinion qu'il avait toujours exprimé sur leur compte : qu'ils en étaient vivement flattés; qu'ils avaient pour lui le plus profond respect. Napoléon sourit et répondit : « *Je ne suis pas une vieille femme.* J'aime un brave soldat qui a subi le baptême du feu, à quelque nation qu'il appartienne. »

31. — Sir Georges Bingham et le major Fehr-

zen, du 53<sup>e</sup>, ont eu une longue conversation avec Napoléon.

1 septembre. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. Depuis deux ou trois jours, la lettre avait été montrée et lue, par le comte Las-Cases, au capitaine d'artillerie Grey, et à quelques officiers. Sir Hudson désirait beaucoup savoir si personne n'en avait pris copie. Je lui dis qu'aucune des personnes de Longwood, qui l'aurait voulu, n'eût pu le faire. Son excellence parut très-alarmée, et observa que c'était une infraction à l'acte du parlement, que des personnes, n'appartenant pas à Longwood, l'eussent reçue. Il me demanda si j'avais communiqué au général Bonaparte ce qu'il m'avait dit le 22. Je répondis qu'oui, que Napoléon avait répondu qu'il pourrait agir comme il voudrait; que tout ce qui lui restait à faire maintenant était de mettre des sentinelles aux portes et aux fenêtres pour l'empêcher de sortir; que tant qu'il aurait un livre, il s'en inquiétait fort peu. Le gouverneur dit qu'il avait fait passer ses plaintes au gouvernement britannique, et qu'il dépendait des ministres d'agir; qu'il leur avait fait connaître tout ce qui s'était passé, et qu'il me priait de le lui dire. Il ajouta qu'à la vérité, il ne pouvait être beaucoup plus mal.

4. — J'ai dit à Napoléon que le gouverneur m'avait chargé de lui dire que la lettre du comte Montholon avait été envoyée au gouvernement de S. M., et qu'il dépendait des ministres d'agir; qu'il les avait mis à même de tout. « Peut-être, répondit-il, sera-

t-elle publiée dans les journaux anglais avant que sa copie n'arrive. »

5. — Le major Gorrequer est venu à Longwood, pour prendre des arrangemens avec le général Montholon, relativement à la réduction proposée dans les dépenses ; il m'a prié d'y assister. Le motif de cette communication était , que lorsque le gouvernement britannique avait fixé à 8000 livres sterlings, le maximum de toutes les dépenses de la maison du général Bonaparte, il pensait qu'il s'opérerait une grande réduction dans le nombre des personnes qui la composaient , par le retour en Europe de quelques-uns des officiers-généraux et autres individus. Comme cela n'avait point eu lieu, le gouverneur, sur sa propre responsabilité, avait ordonné qu'il serait ajouté 4000 liv. sterl. aux 8000, ce qui faisait en tout 12,000 livres sterlings pour toutes les dépenses ; que le général Montholon devrait donc savoir que, sous aucun prétexte, les dépenses ne pourraient excéder 1000 livres par mois. Si le général Bonaparte ne voulait pas se conformer aux réductions nécessaires pour ne pas excéder cette somme, il devrait payer le surplus par des billets tirés sur quelque banquier d'Europe, ou par tels de ses amis qui voudraient payer pour lui. Le comte Montholon répondit que Napoléon était prêt à payer toutes les dépenses de l'établissement, si on voulait lui donner les moyens de le faire ; et que, si l'on permettait à une maison marchande ou à une maison de banque de Sainte-Hélène, Londres ou Paris, choisie par le gouverne-

ment anglais lui-même , de servir d'intermédiaire pour recevoir et envoyer des lettres cachetées, il s'engagerait à payer toutes les dépenses; que, d'un autre côté, il engagerait son honneur que les lettres ne traiteraient que d'affaires pécuniaires, pourvu qu'on regardât cette correspondance comme sacrée. Le major Gorrequer répondit que cela ne pouvait être accordé; qu'aucune lettre cachetée ne sortirait de Longwood.

Le major Gorrequer dit ensuite au comte Montholon que la réduction proposée commencerait à partir du 15 du présent mois, et le pria de s'arranger avec M. Balcombe, le pourvoyeur, sur l'emploi de 1000 livres sterlings, par mois, à moins qu'il ne préférât donner des traites pour le surplus. Le comte Montholon répondit qu'il ne s'en mêlerait pas; que le gouverneur pouvait agir comme bon lui semblerait, que dans le moment présent on ne leur fournissait rien de superflu, et qu'aussitôt que les réductions commenceraient, lui, pour sa part, abandonnerait toute charge pour ne plus s'en occuper; que c'était une infamie de la part du ministère anglais, de déclarer à l'Europe que Napoléon ne manquerait de rien, et de refuser les offres des puissances alliées de défrayer une partie de ses dépenses, pour le réduire maintenant presque à la ration, lui et sa suite. Le major Gorrequer nia que les puissances alliées eussent jamais fait une offre semblable. Montholon répondit qu'il l'avait lue dans quelques journaux. Le major Gorrequer observa alors qu'il était nécessaire d'apporter une grande réduction dans le vin, et qu'on se bornât à dix bouteilles de vin rouge

et une de Madère ; que la consommation de Plantation-House était réglée à raison d'une bouteille par chaque personne. Montholon répondit que les Français buvaient beaucoup moins que les Anglais ; et qu'il avait déjà fait à la table de Napoléon ce qu'il n'avait jamais fait chez lui , en France, qu'il avait rebouché les restes de vin pour les faire mettre sur table le lendemain ; que de plus, le soir, il ne restait jamais un morceau de viande dans le garde-manger. Gorrequer observa que 12,000 livres sterlings étaient un joli revenu. « C'est à peu près autant que 4000 livres en Angleterre », répondit Montholon. L'affaire fut alors renvoyée au samedi. Avant de quitter Longwood, le major Gorrequer convint avec moi que les dépenses de l'établissement ne pouvaient être couvertes avec 12,000 livres sterlings par année ; mais qu'il pensait que l'on pouvait bien faire une réduction de 2000 livres. J'observai que cela pourrait se faire, pourvu qu'on établît à Longwood un magasin de toutes les choses nécessaires, sous la direction d'une personne qui convint.

Le major Gorrequer est revenu, et il a eu en ma présence une longue conversation avec le comte Montholon. Celui-ci lui a dit, que des ordres avaient été donnés pour remercier sept domestiques, ce qui, avec l'économie nécessaire dans la nourriture et la consommation du vin, réduirait la dépense de l'établissement à peu près à 15,194 livres sterlings par an. Mais que cette somme était *le minimum des minimum*, et qu'il était impossible de supporter aucune autre réduction. Cependant, le capitaine persista tou-

jours à dire, qu'à dater du 15, il ne serait accordé que 1000 livres sterlings par mois. Alors, le comte Montholon, après avoir renouvelé l'offre faite dans la dernière conversation, dit, que comme le gouvernement britannique ne voulait pas permettre qu'il se servît de ses propriétés, il ne lui restait d'autres moyens que de disposer de ce qui lui appartenait; qu'en conséquence, une portion de son argenterie serait portée à la ville et vendue, afin de se procurer la somme nécessaire, chaque mois, pour ajouter à celle accordée par sir Hudson Lowe, pour leur subsistance. Le major Gorrequer dit qu'il en instruirait le gouverneur.

Sir Hudson Lowe, accompagné du général Meade, qui est arrivé depuis deux jours, est venu à Longwood, et tous deux en ont fait le tour. Le gouverneur paraissait indiquer au général les limites, et autres objets qui se rattachaient à la garde des prisonniers.

Vers le soir, Napoléon m'a envoyé chercher, il se plaignait d'un violent mal de tête. Il était dans sa chambre à coucher, assis devant un feu de bois, dont la flamme, brillant et s'éteignant tour-à-tour, donnait par instant à sa physionomie l'expression la plus singulière et la plus mélancolique. Ses mains étaient croisées sur ses genoux, il semblait réfléchir à sa malheureuse condition. Après un moment de silence, « *Dottore*, me dit-il, *potete dar qualcosa a far dormire un uomo che non puo* ? Cela est au-dessus de votre art. J'ai essayé en vain de prendre un peu de repos. Je ne puis, continua-t-il, je ne puis bien comprendre la conduite de vos ministres. Ils dépensent 60 ou

70,000 livres sterlings pour envoyer des meubles, du bois, et des matériaux de construction pour mon usage, et ils envoient en même temps l'ordre de me mettre presque à la ration. Ils m'obligent de renvoyer mes domestiques, et de faire des réductions incompatibles avec la décence et le bien-être de la maison. Nous avons ici des aides-de-camp qui stipulent pour une bouteille de vin et deux ou trois livres de viande, avec autant de gravité et d'importance que s'il s'agissait de traiter de la distribution de plusieurs royaumes. Je vois des contradictions que je ne puis concilier : d'un côté, des frais énormes et inutiles; d'un autre, une petitesse et une vilénie impossibles à décrire. Pourquoi ne me laissent-ils pas me fournir de tout ce qui m'est nécessaire, plutôt que d'avilir le caractère de la nation? Ils ne veulent pas fournir à mes serviteurs ce à quoi ils ont été accoutumés, et ne veulent pas non plus que j'y pourvoie pour eux, en envoyant des lettres cachetées au moyen d'une maison de commerce de leur propre choix. Aucun homme en France ne voudrait répondre à une de mes lettres, lorsqu'il saurait qu'elle pourrait être lue par les ministres anglais, qu'il serait, par conséquent, dénoncé aux Bourbons, et que ses propriétés et sa personne seraient exposées à une ruine certaine. D'ailleurs, vos ministres ne m'ont pas donné un échantillon de bonne foi, en s'emparant de la légère somme que j'avais sur le Bellérophon; ce qui laisse à penser qu'ils feraient de même, s'ils savaient où est placé ce que je possède. Ces envois ridicules qu'on fait, ont sans doute pour but d'éblouir

la nation anglaise. John Bull (1), en voyant partir cet ameublement et tant de luxe et de parade dans les préparatifs faits en Angleterre, en conclut que je suis bien traité ici. S'il savait la vérité et le déshonneur qui rejaillit sur lui, il ne le souffrirait pas. » Il me demanda alors, quel était ce singulier officier-général qu'il avait vu rôder avec sir Hudson Lowe. Je répondis, que c'était le général Meade, qui était arrivé depuis quelques jours avec son épouse ; que j'avais servi sous ses ordres en Égypte, où il avait été dangereusement blessé. « Quoi, avec Albercrombie ? » — « Non, pendant la malheureuse attaque de Rosetta. » — « Quelle espèce d'homme est-ce ? » Je répondis qu'il avait une très-bonne réputation. « On a vu, dit-il, le gouverneur l'arrêter plusieurs fois, et lui faire des observations. Je suppose qu'il lui aura rempli la tête de mensonges sur mon compte, et qu'il lui aura dit que j'abhorrais la vue même d'un Anglais, comme quelqu'une de ses *canailles* l'ont répété aux officiers du 53<sup>e</sup>. Je lui ferai écrire pour le prévenir que je veux le voir.

8. — Le comte Montholon a écrit au général Meade, pour l'inviter à venir à Longwood, en disant que Napoléon serait bien aise de le voir. Cette lettre fut remise au capitaine Poppleton, qui fut aussi chargé de dire à madame Meade, que Napoléon osait à peine se permettre d'engager une dame à venir le visiter, mais que si elle venait, il serait heureux de la voir

(1) Sobriquet du peuple anglais.

aussi. Le capitaine Poppleton remit cette lettre ouverte à sir Hudson Lowe. Son excellence la remit au général Meade. Sur la route de James-Town, le général Meade arrêta son cheval, et dit au capitaine Poppleton qu'il se serait estimé très-heureux de pouvoir profiter de l'invitation qui lui était faite, mais qu'il avait appris qu'il existait des restrictions, et qu'il fallait qu'il en demandât la permission au gouverneur; que d'ailleurs le vaisseau allait lever l'ancre, et qu'il ne voulait pas le retenir. Il le pria de faire connaître tous ces motifs à Longwood. Il écrivit ensuite une lettre au comte Montholon, en lui faisant ses remerciemens de l'honneur qu'on lui avait fait, et en s'excusant sur ce que le vaisseau allait lever l'ancre.

9. — Napoléon s'est plaint du mal de tête, de coliques, etc. — Je lui ordonnai de prendre un léger purgatif; il s'y est refusé, en disant qu'il se guérirait lui-même, en faisant diète et en buvant de l'eau de poulet. Il m'a dit que le général Meade avait écrit au comte Montholon pour lui faire connaître l'impossibilité dans laquelle il était d'accepter son invitation. « Mais je suis convaincu, continua-t-il, que le gouverneur l'en a réellement empêché. Dites-lui, la première fois que vous le verrez, ajouta-t-il, que je vous ai dit qu'il avait empêché le général Meade de venir me voir. »

Le général Gourgaud et Montholon se sont plaints du vin, qu'ils soupçonnaient contenir du plomb, parce qu'il leur avait donné la colique; ils m'ont prié de me procurer une coupelle pour le décomposer.

Le jeune Las-Cases et Piontowski sont allés aujourd'hui à la ville. Ils ont eu une longue conversation avec les commissaires russe et français. Piontowski dit qu'à leur arrivée, sir Thomas Reade a envoyé l'ordre au lieutenant qui les accompagnait de ne pas leur permettre de se séparer, de les suivre partout et d'écouter leur conversation. Tandis qu'ils parlaient à *Rose-bud* (*bouton de rose*, jeune fille que l'on nomme ainsi à cause de la fraîcheur et de la beauté de son teint), un des soldats d'ordonnance de sir Thomas Reade, emmena leurs chevaux, d'après les ordres de celui-ci. Il était en outre chargé de leur dire que leur domestique était ivre, et que s'ils ne quittaient la ville aussitôt, sir Thomas le consignerait, parce qu'étant soldat, il le punirait pour s'être enivré. Le jeune Las-Cases, plus calme, l'avait prié de demander, à cet effet, un ordre écrit; mais Piontowski, dans sa colère, n'avait pu s'empêcher de lui dire qu'il donnerait des coups de cravache à quiconque essaierait d'emmener les chevaux.

10. — Napoléon, après un moment de conversation sur sa santé, m'a dit que tandis que le jeune Las-Cases parlait au commissaire russe; le gouverneur allait et venait devant la maison où ils étaient pour les épier. « Je n'aurais jamais cru, continua-t-il, qu'il fût possible qu'un lieutenant-général, un gouverneur, s'abaissât à faire le vil métier de *gendarme*. Dites-le lui la première fois que vous le verrez. »

Napoléon fit ensuite quelques observations sur la mauvaise qualité du vin fourni à Longwood. Il ajouta

que lorsqu'il était sous-lieutenant d'artillerie, il avait une meilleure table, et buvait de meilleur vin qu'à présent.

J'ai vu ensuite sir Hudson Lowe, qui m'a demandé si le général Bonaparte avait fait quelques observations relativement au refus du général Meade, de se rendre à l'invitation qui lui avait été faite ? Je lui ai appris que Napoléon avait dit qu'il était persuadé que lui, sir Hudson Lowe, l'avait empêché de s'y rendre, et qu'il m'avait chargé de lui dire que telle était son opinion. A peine eus-je prononcé ces mots, que le gouverneur changea de visage ; il s'écria d'un ton de colère : « C'est un misérable menteur, un imposteur. J'ai voulu que le général Meade acceptât, je l'en ai même prié. » Il se promena alors pendant quelques minutes d'un air fort agité, en répétant qu'il n'y avait qu'un méchant homme qui pût avoir une semblable idée ; alors il monta à cheval et s'éloigna. A peine avait-il fait cent pas qu'il revint tout-à-coup, et me dit du ton de l'indignation : « Dites au général Bonaparte que ce qu'il a dit, que j'ai empêché le général Meade d'aller le voir, *è ma gugia infame, e che è un bugiardone chi l'ha detto* (1). Dites-lui cela exactement.

Sir Thomas Reade m'a dit que le récit de ce qui était arrivé à Piontowski dans la ville était faux ;

(1) Est un infame mensonge, et que la personne qui l'a dit est un grand menteur. — Il est presque inutile de dire que je ne m'acquittai pas exactement de la mission.

que les seuls ordres qu'il avait donnés au lieutenant Sweeny , étaient de ne les pas perdre de vue : que voyant que leur domestique était tellement ivre qu'il ne pouvait se tenir à cheval, il avait envoyé son soldat d'ordonnance , par pure politesse , pour l'aider à faire sortir les chevaux.

12. — Napoléon est toujours malade , il s'est plaint d'une légère colique. Je lui ai recommandé instamment de prendre une dose de sel d'Epsom. Il me donna un léger coup sur la joue en plaisantant , et dit que s'il n'allait pas mieux demain , il prendrait son purgatif ordinaire , du sel de tartre. Pendant la conversation , je lui appris que le gouverneur m'avait assuré que non-seulement il n'avait pas empêché le général Meade de le voir , mais qu'il lui avait recommandé d'accepter l'invitation. « Je ne le crois pas , dit Napoléon , ou s'il l'a fait , c'était de manière à dissuader l'autre d'y consentir. »

Je lui rapportai ensuite l'explication que m'avait donné sir Thomas Reade sur l'affaire de Piontowski. « Ce dont je me plains , dit-il , c'est de la manière peu franche dont ils agissent pour empêcher les Français d'aller à la ville. Pourquoi ne disent-ils pas une bonne fois avec fermeté : « Vous ne pouvez pas aller à la ville ; » et personne ne le demandera : et ils ne seront pas forcés de convertir des officiers en espions et en gendarmes , en faisant suivre les Français par-tout , et en leur ordonnant d'écouter leurs conversations.

Mais leur intention est de mettre tant d'entraves à nos sortics , et de nous les rendre si désagréables ,

que cela équivaille à une défense formelle , sans donner des ordres directs pour que ce gouverneur puisse dire que nous avons la liberté d'aller à la ville , mais que nous ne voulons pas nous en servir.

J'ai vu sir Hudson Lowe à la ville , et je lui ai raconté ce que j'avais dit à Napoléon sur Piontowski ; sa réponse , les plaintes faites par le général Gourgaud et le comte Montholon sur le vin , et la prière qu'ils m'avaient faite de me procurer une coupelle pour le décomposer. On a emprunté quelques bouteilles de vin rouge au capitaine Poppleton , pour l'usage de Napoléon.

13. — Napoléon va beaucoup mieux. Il s'est entretenu avec M. Balcombe, relativement aux affaires de l'établissement.

On a pesé une grande quantité de vaisselle plate pour la briser et la vendre. Le capitaine Poppleton est allé en instruire sir Hudson Lowe. Le comte Montholon et Cipriani se sont plaints du mauvais état des casseroles de cuisine de Longwood ; toutes avaient besoin d'être immédiatement étamées. Le major Gorrequer a été prié d'envoyer un ouvrier pour les réparer de suite. Il est arrivé une lettre de M. Balcombe, adressée au comte Montholon , contenant la quantité des provisions , etc. (1), qui avait été fixée pour leur usage journalier , d'après la réduction ordonnée par le gouverneur. Montholon a refusé de signer les reçus à l'avenir.

(1) Appendice , n° 3.

Cipriani est allé dans la soirée chez le capitaine Maunsell, pour le prier de lui faire avoir une douzaine ou deux de bouteilles du même vin qu'il avait emprunté au capitaine Poppleton pour l'empereur, et que l'on avait eu de la table du 53<sup>e</sup>, celui envoyé de James-Town ayant donné la colique à Napoléon; il a ajouté qu'il le paierait, ou que l'on en rendrait une quantité égale de bouteilles. J'interprétai cette demande au capitaine Maunsell, qui dit qu'il ferait son possible pour procurer ce qu'on demandait.

J'ai reçu une réponse du major Gorrequer qui m'informe qu'il a ordonné qu'une nouvelle batterie de cuisine fût envoyée à Longwood, etc., etc.

Sir Hudson Lowe et son état-major ont été au camp; il a paru très en colère de la demande faite au capitaine Maunsell d'envoyer du vin. Il paraissait que le capitaine en avait parlé à son frère, et au garde-magasin des vins du régiment, qui avait proposé d'en envoyer une caisse à Napoléon. Cette intention fut communiquée à sir Georges Bingham, et reportée par lui au gouverneur qui m'envoya chercher, et me dit que je n'avais pas besoin de servir d'interprète en pareille occasion. Le major Gorrequer observa que le général Bonaparte devait boire le vin qu'on lui envoyait, ou n'en pas boire du tout.

15. — J'ai écrit au major Gorrequer pour répondre à quelques passages de sa dernière lettre, et lui ai donné une explication sur l'affaire du vin d'hier.

Je lui ai dit que le général Gourgaud avait affirmé qu'il y avait du plomb dans le vin, et qu'il m'avait

prié de me procurer une coupelle pour m'assurer du fait. J'ajoutai que j'avais fait connaître cette demande à sir Hudson Lowe, la dernière fois que je l'avais vu dans la ville. Je lui donnai aussi à entendre qu'il était très-naturel que Napoléon s'en rapportât à l'assertion du général Gourgaud, qui passait pour un très-bon chimiste, jusqu'à ce que l'expérience eût prouvé le contraire. Je le priai de communiquer cette lettre au gouverneur.

17. — J'ai donné à sir Hudson Lowe, en personne, une explication très-détaillée de l'affaire du vin entre le capitaine Maunsell, Cipriani et moi : son excellence m'a dit qu'elle en était satisfaite.

Aujourd'hui, le major Gorrequer me dit, dans le cours de la conversation que nous avons eue relativement à l'approvisionnement de Longwood, que sir Hudson Lowe avait observé que tout soldat qui servait de domestique au général Bonaparte, à Longwood, était indigne de recevoir la ration. Sir Thomas Reade m'a prié de lui faire obtenir une partie de l'argenterie de Napoléon, entière, parce que, disait-il, elle se vendrait mieux dans cet état que si elle était brisée.

18. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. Sir Thomas Reade m'a dit que Bertrand l'avait injurié dans sa conversation avec le gouverneur, et que celui-ci avait cru de son devoir d'écrire une longue lettre à ce sujet à lord Bathurst.

19. — Une grande partie de la vaisselle plate de Napoléon a été brisée ; les armes impériales et les aigles en ont été retranchées et mises à part. Le comte

Montholon a été demander au capitaine Poppleton, un officier pour l'accompagner à James-Town, afin de disposer de son argenterie ; le capitaine en a fait prévenir de suite le gouverneur par une ordonnance, et sir Hudson lui a fait donner l'ordre de prévenir le comte Montholon que l'argent produit par la vente de l'argenterie ne lui serait pas remis, mais qu'il serait déposé entre les mains de M. Balcombe, le pourvoyeur, pour l'usage de Bonaparte.

21. — Sir Pultney Malcolm est venu à Longwood, pour prendre congé de Napoléon, avant son départ pour le cap de Bonne-Espérance, qui devait avoir lieu sous quelques jours. Il s'est long-temps entretenu avec Napoléon, qui l'a reçu très-gracieusement. La conversation a roulé principalement sur l'Escaut, Anvers, les guerres d'Allemagne, les Pôles, etc.

J'ai écrit hier au soir à sir Thomas Reade, à la requête de madame Bertrand, pour savoir si l'on permettrait qu'un phaéton qui avait été acheté avec l'argent de Napoléon et donné ensuite par lui, à madame Bertrand, fût envoyé au cap pour y être vendu, par le vaisseau de sir Pultney Malcolm. Je finis en le priant de me faire savoir, avant d'en parler au gouverneur, s'il n'y aurait pas d'inconvenance à faire cette demande, parce qu'alors elle s'en absten-drait.

23. — J'ai reçu une lettre de sir Thomas Reade, qui m'annonce que le gouverneur a consenti à la vente du phaéton, à condition que l'argent serait déposé entre les mains de M. Balcombe. Trois des domestiques de Bertrand sont dangereusement malades.

J'ai appris une anecdote curieuse sur le général Vandamme. Lorsqu'il fut fait prisonnier par les Russes, il fut conduit devant l'empereur Alexandre qui lui reprocha amèrement d'être un voleur, un pillard, un assassin ; ajoutant qu'on ne pouvait accorder aucune faveur à un être aussi exécrationnel. Ces reproches furent suivis de l'ordre d'envoyer Vandamme en Sibérie, tandis que les autres prisonniers étaient conduits beaucoup moins loin, vers le nord. Vandamme répondit avec un grand sang froid : « Il se peut bien, sire, que je sois un voleur, un pillard ; mais il est des crimes plus grands qui n'ont jamais souillé ma main..... »

J'ai rencontré sir Hudson Lowe comme il venait à Longwood. Il m'a dit que le général Bonaparte s'était fait beaucoup de mal par les lettres qu'il avait fait écrire par le comte Montholon, et qu'il désirait qu'il le sût. Que s'il se fût conduit convenablement pendant quelques années, les ministres auraient pu croire qu'il était sincère, et lui permettre de retourner en Angleterre. Il ajouta que lui, Hudson Lowe, avait aussi écrit en Angleterre, des lettres telles, qu'elles empêcheraient à jamais Las-Cases de recevoir la permission de retourner en France. En arrivant à Longwood, les volailles envoyées pour la consommation du jour furent montrées à son excellence, par le capitaine Poppleton. Le gouverneur eut la bonté de reconnaître qu'elles étaient mauvaises.

27. — Les commissaires des puissances du continent sont venus à la porte de Longwood ; ils ont voulu entrer, mais l'officier de garde les en a empêchés parce

que leur *laissez passer* ne spécifiait pas Longwood, mais « par-tout où un officier pouvait passer. »

28. — Napoléon s'est occupé à lire le grand ouvrage de Denon sur l'Égypte, dont il a fait des extraits de sa propre main.

1 octobre. — J'ai répété à Napoléon ce que sir Hudson Lowe m'avait chargé de lui dire le 23. Il a répondu : « Je n'attends rien du ministère actuel, que des mauvais traitemens. Plus ils voudront m'abaisser, plus je m'éleverai moi-même. J'avais l'intention de prendre le nom du colonel Meuron, tué à mes côtés à Arcole, en me couvrant de son corps, et de vivre comme un simple particulier en Angleterre, dans quelque partie de ce pays où j'eusse pu vivre retiré sans jamais désirer me mêler au grand monde. Je n'aurais jamais été à Londres, je n'aurais vu que peu de personnes. Peut-être seulement me serais-je lié avec quelques savans. Je me serais promené tous les jours à cheval, et serais revenu à mes livres. » Je lui fis l'observation que tant qu'il conserverait le titre de Majesté, les ministres anglais prendraient ce prétexte pour le tenir à Sainte-Hélène. Il répondit : « Ils m'y forcent. Je voulais arriver ici incognito; je l'avais proposé à l'amiral, mais ils n'ont pas voulu le permettre. Ils persistent à m'appeler général Bonaparte. Je n'ai point de raison pour être honteux de ce titre, mais je ne le recevrai point d'eux. Si la république n'a jamais existé légalement, elle n'avait pas plus le droit de me nommer général, que premier magistrat. Si l'amiral fût resté, continua-t-il, peut-être les choses se seraient-

elles arrangées. Il avait du cœur, et pour lui rendre justice, il était incapable d'une action vile. Croyez-vous, ajouta-t-il, qu'il nous fasse du tort en arrivant en Angleterre? » — Je répondis : « Je ne pense pas qu'il vous rende aucun service, sur-tout, d'après la manière dont il a été traité la dernière fois qu'il est venu vous voir ; mais il ne dira pas de mensonges ; il rapportera rigoureusement la vérité, et donnera sur vous son opinion, qui ne vous est pas très-favorable. » — « Pourquoi cela, répliqua-t-il, nous étions très-bien ensemble à bord du vaisseau. Que peut-il dire de moi ? que je voudrais m'échapper pour remonter sur le trône de France ? » — Je répondis qu'il était très-probable qu'il le pensait et qu'il le dirait. « Bah, répondit Napoléon, si j'étais maintenant en Angleterre, et qu'une députation de France vînt m'offrir le trône, je ne voudrais pas l'accepter, à moins que je susse que ce fût le vœu unanime de la nation. Autrement, je serais obligé de devenir un bourreau, et de couper des milliers de têtes pour m'y tenir. J'ai fait assez de bruit dans le monde, je deviens vieux, maintenant, et j'ai besoin de repos. Ce sont là les motifs qui m'ont fait abdiquer la dernière fois. Je lui observai que lorsqu'il était sur le trône, il avait fait arrêter le frère de sir Georges Cockburn qui était envoyé à Hambourg, et que l'ayant fait amener en France, il l'y avait détenu pendant plusieurs années. Il parut surpris de cela et chercha à recueillir ses souvenirs. Après un moment de silence, il me demanda si j'étais sûr que la personne arrêtée fût véritablement le frère de sir

Georges Cockburn. » Je lui répondis que ce fait était certain, et que l'amiral m'avait rapporté lui-même cette circonstance. — « C'est assez probable, dit-il, mais je ne me rappelle pas du nom. Je suppose, cependant, que c'est à l'époque où je fis arrêter tous les Anglais que je trouvai sur le continent, parce que votre gouvernement s'était emparé de tous les vaisseaux français, des matelots et des passagers qu'on avait rencontrés, dans les ports ou sur la mer, avant la déclaration de guerre. En revanche, je fis arrêter tous les Anglais que je trouvai à terre, pour leur montrer que s'ils étaient tout puissans sur la mer, et s'ils pouvaient y faire ce que bon leur semblait, je l'étais autant qu'eux sur terre, et que j'avais aussi bon droit de m'emparer des gens qui étaient sur mon élément, qu'eux d'en faire autant sur le leur. Maintenant, dit-il, je comprends la raison pour laquelle vos ministres l'ont choisi. Je suis surpris, cependant, qu'il ne m'en ait jamais parlé. Un homme délicat n'aurait pas consenti à se charger de me conduire ici, dans des circonstances semblables. Vous verrez, continua-t-il, que dans peu les Anglais cesseront de me haïr. Il y en a tant qui ont été en France, tant qui y sont encore maintenant, qu'ils entendront la vérité, et opéreront un changement d'opinion en Angleterre; je leur abandonnerai ma justification, et je ne doute pas de leur jugement. »

J'ai appris que les commissaires avaient obtenu de sir Hudson Lowe, la permission de venir jusqu'à la porte intérieure de Longwood.

Sir Hudson Lowe, accompagné de sir Thomas Reade, du major Gorrequer, de Mynyard, Prichard, de deux dragons et d'un domestique, est entré dans Longwood à cheval; il a mis pied à terre vis-à-vis la salle de billard, et a demandé à voir le général Bonaparte. Le général Montholon répondit qu'il était indisposé. Cette réponse ne satisfit pas son excellence, qui fit dire une seconde fois, d'un ton d'autorité, qu'il avait quelque chose à communiquer au général Bonaparte lui-même, et qu'il ne parlerait à personne autre qu'à lui. On lui fit la réponse qu'il serait prévenu quand il pourrait être reçu, parce que Napoléon souffrait beaucoup du mal de dent. A quatre heures, Napoléon m'envoya chercher, et me pria de regarder une de ses dents qui était portée, et qui remuait. Il me demanda ensuite si je savais ce que le gouverneur lui voulait, et pourquoi il demandait à le voir? Je répondis que peut-être il avait reçu quelque communication de lord Bathurst, et qu'il ne pouvait pas la faire connaître à d'autres. « Il vaudrait mieux pour tous deux que nous ne nous vissions pas, dit Napoléon. C'est probablement quelque bêtise de lord Bathurst, qu'il rendra pire encore par sa manière de me la faire connaître. Je suis sûr que ce n'est rien de bon, car il ne serait pas si pressé de me le faire connaître. Lord \*\*\* est un méchant homme, ses communications ne sont que des perfidies, et la vue de mon gardien est plus détestable encore. Nous n'obtiendrons rien de bon par cette entrevue.

» La dernière fois que je l'ai vu, il a porté deux ou

trois fois la main à son sabre, d'une manière violente ; allez donc le trouver demain, lui ou sir Thomas Reade, et dites-lui que s'il a quelque chose à me communiquer, il fera mieux d'en prévenir Bertrand, ou que Bertrand se rendra chez lui : assurez-lui qu'il peut compter que Bertrand me rapportera fidèlement ce qui lui aura été dit. Ou bien qu'il m'envoie le colonel Reade, pour m'expliquer ce qu'il a à me dire ; je le recevrai, et je l'écouterai, parce qu'il ne sera que le porteur d'ordres, et non celui de qui ces ordres émaneront. En conséquence, si sa mission est désagréable, je ne lui en voudrai pas, puisqu'il ne fera qu'obéir aux ordres d'un chef. » J'essayai de l'engager à recevoir le gouverneur, afin de terminer, s'il était possible, leurs différens ; mais il répondit que ce serait le plus mauvais moyen d'y parvenir, que de le recevoir, parce qu'il savait bien que c'était quelque bêtise de lord Bathurst, qu'il rendrait encore pire, et dont il ferait une véritable insulte par la manière brutale dont il la lui rapporterait. » Il ajouta : « Vous savez que je ne me suis jamais mis en colère contre l'amiral, parce que, lors même qu'il avait quelque chose de désagréable à me dire, il le faisait avec quelques égards ; mais cet homme nous traite comme si nous étions autant de déserteurs. »

Sachant que sir Thomas Reade était tout-à-fait incapable de lui rendre, soit en français, soit en italien, aucune communication qui excéderait quelques mots, je lui demandai si, dans le cas où sir Thomas Reade ne pouvait lui expliquer parfaitement toutes les par-

ticularités de ce que le gouverneur avait à lui dire, et qu'il le confiât au papier, il lirait ou voudrait permettre qu'on le lui lût ? Il répondit : « Certainement, qu'il s'y prenne comme cela, ou qu'il envoie chercher Bertrand. Quant à moi, peut-être ne le verrai-je pas de six mois. Qu'il enfonce les portes ou détruise la maison, je ne suis pas soumis aux lois anglaises, parce qu'elles ne me protègent pas. Je suis sûr, continua-t-il, qu'il n'a rien d'agréable à me communiquer, sans quoi il ne se serait pas pressé de venir lui-même. Il ne me vient jamais que des insultes ou de mauvaises nouvelles de la part de lord Bathurst. Je voudrais qu'on eût donné l'ordre de me faire *dépêcher*. Je n'aimerais pas commettre un suicide, car j'ai toujours blâmé cet acte. J'ai fait vœu d'avalier la coupe jusqu'à la lie ; mais je me réjouirais qu'on envoyât l'ordre de me faire mourir. »

2.—J'ai vu Napoléon dans la matinée. Le mal de dents l'avait, dit-il, empêché de dormir toute la nuit : sa joue était enflée. Après avoir examiné la dent, j'en ordonnai l'extraction. Il me pria d'aller chez le gouverneur, et de lui dire que, par suite d'une indisposition, des douleurs qu'il ressentait et de son manque de sommeil, il se trouvait dans l'impossibilité d'écouter aucune communication avec calme ; qu'en conséquence, il le priait de faire part au comte Bertrand de ce qu'il avait à lui dire. Que le comte Bertrand le lui rapporterait fidèlement. Mais que s'il ne voulait pas faire sa communication au comte Bertrand ou à tout autre habitant de Longwood, il ne s'op-

posait pas à la recevoir du colonel Reade. Le reste du message n'était que la répétition de ce qu'il avait dit à ce sujet, la veille. « Cet homme, disait-il, viendrait me dire qu'une frégate est arrivée pour me conduire en Angleterre, que je regarderais cette nouvelle comme fâcheuse, par cela seul qu'il en aurait été le porteur. Vous pouvez voir par là combien il serait peu convenable que cette entrevue ait lieu dans de pareilles dispositions. Il est venu hier entouré de son état-major, comme s'il allait en pompe assister à une exécution, au lieu de venir demander à me parler en particulier. Trois fois, il est parti en colère, il vaut donc mieux que nous n'ayons plus aucun relation ensemble, puisqu'il n'en peut résulter aucun bien; et comme il représente sa nation ici, je ne veux pas l'insulter, ni lui répéter des observations semblables à celles que j'ai été obligé de lui faire déjà. »

Je suis allé chez sir Hudson Lowe, à qui j'ai fait part du message dont j'avais été chargé, en en retranchant toutefois les parties offensantes, mais en lui communiquant tout ce qui était nécessaire pour éclairer son esprit. Son excellence me pria de lui donner ma demande par écrit, et me dit ensuite que le secrétaire d'état lui avait envoyé des ordres pour prendre des informations exactes au sujet d'une lettre concernant Bonaparte, qui avait paru dans un des journaux de Portsmouth, et qui avait beaucoup offensé les ministres de Sa Majesté; sur-tout parce que le capitaine Hamilton, de la frégate la Havanne, avait rapporté que j'en étais l'auteur, ou que je l'avais apportée à

bord. Alors son excellence me demanda à qui j'avais écrit, en ajoutant : « Il n'y a pas de mal dans cette lettre. Elle est assez vraie en général, mais les ministres n'aiment pas qu'on publie rien sur son compte. Tout doit venir d'eux. » Le capitaine Hamilton avait dit aussi que la lettre était anonyme et qu'elle avait été évidemment écrite pour être publiée. Je répondis à sir Hudson Lowe, que jamais de ma vie, je n'avais écrit de lettre anonyme, et qu'on avait écrit plusieurs lettres dans les journaux, dont on avait supposé que j'étais l'auteur, jusqu'à ce qu'un individu les eût avouées lui-même. Sir Hudson Lowe me pria de lui écrire une lettre d'explication à ce sujet ; après quoi il dicta à sir Thomas Reade, la réponse qu'il désirait que je portasse au général Bonaparte ; j'en ai obtenu une copie, que le gouverneur lut avant que je quittasse la maison. La voici.

« La visite du gouverneur au général Bonaparte, à  
» Longwood, était dictée, d'abord, par un sentiment  
» d'égards pour lui, et avait pour objet de lui com-  
» muniquez les instructions qu'il avait reçues con-  
» cernant ses officiers, lesquelles devaient être con-  
» nues de lui, avant qu'ils en fussent informés. Le  
» gouverneur aurait désiré que cette communication  
» fût faite au général Bonaparte de vive voix, en  
» présence de sir Thomas Reade, ou de quelqu'autre  
» officier de son état-major, et de l'un des généraux  
» français. Jamais il n'a eu l'intention d'insulter le  
» général Bonaparte ; au contraire, il veut concilier et  
» modifier la rigueur de ses instructions, avec toutes

» les attentions et le respect qu'il lui devait. Il ne  
» pouvait concevoir la cause de tant de ressentiment  
» manifesté par le général Bonaparte à son égard. S'il  
» ne voulait pas consentir à une entrevue avec le gou-  
» verneur, en présence d'autres personnes, le gou-  
» verneur consentait à envoyer sir Thomas Reade,  
» pour communiquer au général Bonaparte tout ce  
» qu'il avait à lui dire, laissant quelques points à dis-  
» cuter plus tard. Si le comte Bertrand était envoyé  
» au gouverneur, il exigeait au moins quelques ex-  
» cuses de sa part, pour les expressions dont il s'était  
» servi à son égard dans leur dernière entrevue, d'a-  
» près le vœu du général Bonaparte lui-même. Le  
» gouverneur pensait aussi que les mêmes excuses  
» faites par Bertrand, au nom du général Bonaparte  
» lui-même, sur le langage peu modéré dont celui-  
» ci s'était servi dans leur dernière entrevue, étaient  
» également nécessaires; et qu'alors, lui, sir Hudson  
» Lowe, exprimerait ses regrets des termes qu'il au-  
» rait employés en réplique, et qui auraient pu pa-  
» raitre désagréables, parce qu'il n'y avait eu de sa  
» part aucune intention de rien dire d'offensant;  
» qu'il n'avait fait que repousser l'attaque, et qu'en-  
» fin, il ne s'abaisserait pas à une semblable démarche  
» envers toute autre personne qui serait dans une  
» autre position que le général Bonaparte; mais que  
» si celui-ci était déterminé à se quereller avec le gou-  
» verneur sur la manière dont il exécutait les ordres  
» qu'il avait reçus, il ne voyait plus d'espoir de pou-  
» voir s'entendre. »

De retour à Longwood, j'expliquai minutieusement ce qu'on vient de lire à Napoléon, en présence du comte Bertrand. Napoléon sourit avec dédain à l'idée de faire ses excuses à sir Hudson Lowe.

3. — J'ai vu Napoléon dans la matinée. Après que je lui ai eu demandé quel était l'état de sa santé, il a entamé l'affaire d'hier. « Puisque ce gouverneur, dit-il, déclare qu'il ne fera pas sa communication entière à Reade, mais qu'il se propose d'en réserver quelques points pour les discuter plus tard avec moi, je ne verrai pas Reade, parce que je ne consentais à le voir que pour éviter l'autre; et d'après les discussions ultérieures qu'il se propose, il pourra revenir demain, ou après, demander une autre entrevue. S'il veut me communiquer quelque chose, qu'il envoie son adjudant-général à Bertrand ou à Montholon, à Las-Cases, à Gourgaud ou à vous; ou bien qu'il envoie chercher l'un de ces messieurs, et qu'il s'explique lui-même; ou bien qu'il explique tout ce qu'il veut dire à Reade ou à sir Georges Bingham, ou à tout autre, et je recevrai la personne qu'il aura choisie à cet effet. S'il persiste encore à me voir, je lui écrirai moi-même cette réponse. « Napoléon ne veut pas vous voir, parce » que les trois dernières fois qu'il vous a reçu, vous » l'avez insulté; il ne veut plus avoir de communi- » cation avec vous. » Je sais bien que si nous avions une autre entrevue, il s'éleverait des querelles, et que nous nous dirions des injures; un geste douteux pourrait amener je ne sais trop quoi. Pour lui-même, il ne doit pas désirer que nous nous voyions, d'après le lan-

gage dont je me suis servi avec lui la dernière fois qu'il est venu. Je lui ai dit devant l'amiral, lorsqu'il a prétendu qu'il ne faisait que son devoir, que le bourreau le faisait aussi, mais qu'on n'était pas obligé de le voir avant le moment de son exécution. *Ci sono state tre scene, scene vergognose!* Je ne veux pas renouveler ces scènes. Je sais que mon sang s'échauffera. Je lui dirai qu'aucun pouvoir sur terre ne peut obliger un prisonnier à voir son exécuteur et à discuter avec lui; car sa conduite l'a rendu tel pour moi.

Il prétend qu'il agit d'après ses instructions; un gouvernement éloigné de deux mille lieues ne peut rien faire de plus qu'indiquer la manière générale dont les choses doivent être conduites, et doit laisser un grand pouvoir discrétionnaire, que cet homme défigure et cherche à me rendre le plus à charge possible, pour me tourmenter. Une preuve qu'il est pire que son gouvernement, c'est que ce dernier a envoyé plusieurs choses pour ma commodité; mais lui, il ne fait que m'obséder, m'insulter et me rendre l'existence aussi malheureuse qu'il lui est possible. Pour compléter l'affaire, il m'écrivit des lettres pleines de complimens et de douceur, professant tous les égards pour moi; puis il envoie ensuite ces lettres chez lui, pour faire croire au monde qu'il est notre meilleur ami. Je veux éviter une nouvelle scène avec lui. Jamais, au faite même du pouvoir, je ne me suis servi envers personne d'un langage pareil à celui que j'ai employé avec lui. J'aurais été impardonnable aux Tuileries. J'aimerais mieux me faire arracher une dent que

d'avoir, avec cet homme, une nouvelle conversation. Il a une mauvaise mission à remplir, et il la remplit méchamment. Je ne sais s'il est bien informé combien nous le haïssons, et combien nous le méprisons; je voudrais bien qu'il le sût. Il soupçonne tout le monde; son état-major même n'en est pas à l'abri. Vous voyez qu'il n'a pu se fier à Reade. Pourquoi ne va-t-il pas voir Montholon ou Las-Cases, s'il n'aime pas Bertrand? » Je répondis que sir Hudson Lowe disait ne pouvoir se fier à la fidélité d'aucun d'eux pour rapporter sa conversation. « Oh, dit-il, il en veut à Montholon pour sa lettre du mois d'août, et à Las-Cases, parce que non-seulement il a écrit la vérité à une dame de Londres, mais qu'il la dit par-tout. » Je répondis : « Le gouverneur a accusé le comte Las-Cases d'avoir écrit un grand nombre de mensonges sur ce qui s'est passé ici. » — « Las-Cases, répondit-il, ne serait pas assez étourdi pour écrire des mensonges, lorsqu'il était obligé d'envoyer lui-même les lettres qui les contenaient. Il n'a écrit que la vérité, que ce geolier est fâché de voir mettre au jour. Je suis sûr qu'il veut me dire qu'il faut renvoyer quelqu'un de mes généraux, et en jeter l'odieux sur moi, en m'en laissant le choix. Il vous renverrait aussi, s'il ne craignait que vous ne lui fissiez du tort en Angleterre, en rapportant ce que vous avez vu. Son intention, je crois, est de renvoyer tous ceux qui seraient portés à rendre ma vie moins désagréable. En vérité, on a choisi un joli représentant de Bathurst. J'aimerais mieux avoir une entrevue avec le caporal de garde, qu'avec ce

*galeriano*. Quelle différence avec l'amiral! Nous avions coutume de parler amicalement ensemble sur différens sujets. Mais cet homme n'est propre qu'à opprimer et à insulter ceux que le malheur a mis en son pouvoir. »

Il conversa ensuite sur différens sujets, fit quelques observations sur le mariage de la princesse Charlotte avec le prince Léopold. Il parla avec éloge de ce dernier, qu'il avait vu à Paris pendant son règne.

D'après son désir, j'écrivis les détails de ce qu'il avait dit à sir Hudson Lowe, évitant néanmoins de répéter les expressions trop fortes.

4. Sir Thomas Reade est monté à ma chambre à Longwood, avec un papier écrit venant du gouverneur, et contenant les nouvelles instructions que celui-ci avait reçues d'Angleterre. J'ai été trouver Napoléon pour le lui annoncer. Il m'a demandé si ces communications étaient entières? Je répondis qu'il me l'avait dit. Il m'ordonna de l'introduire. Lorsque je revins, sir Thomas Reade me dit que sa mission n'était pas très-agréable, et qu'il espérait que Bonaparte ne se fâcherait pas contre lui pour cela : il me demanda comment il lui exprimerait sa pensée à cet égard. Je le lui dis en italien. Nous nous rendîmes donc ensemble dans le jardin où était Napoléon : Je lui présentai Reade et me retirai. Au bout de quelques minutes, Napoléon appela le comte Las-Cases, et lui dit de traduire, tout haut, en français, le contenu du papier, selon que Reade le répétait. Lorsque Reade revint à ma chambre, il me dit que Napoléon avait été très-honnête à son égard, et que bien

loin d'être offensé, il lui avait demandé les nouvelles, et qu'il avait ri ; il avait seulement observé, ( comme Reade le répéta dans son italien ). « *Più mi si perseguiterà , meglio andrà e mostrerà al mondo che rabbia di persecuzioni. Fra poco tempo mi si leveranno tutti gli altri , e qualche mattina m'ammazzeranno.* » Sir Thomas me laissa alors lire l'écrit qui était conçu en ces termes : Que les Français qui désireraient rester avec le général Bonaparte , devraient signer la simple formule qui leur serait présentée, qu'ils consentaient à se soumettre à quelque restriction que l'on pût imposer au général Bonaparte , sans faire aucune observation particulière. Ceux qui refuseraient , seraient immédiatement envoyés au cap de Bonne-Espérance. La maison devant être réduite à quatre personnes , ceux qui resteraient devaient se considérer comme assujettis aux lois et comme sujets britanniques , sur-tout envers ceux qui avaient été commis à la sûreté du général Bonaparte , déclarant crime de félonie toute complicité pour l'aider à s'évader. Quiconque , parmi eux , se permettrait des injures , des réflexions , ou qui traiterait mal le gouverneur ou le gouvernement sous lequel il était , serait de suite envoyé au cap de Bonne-Espérance , où il ne lui serait fourni aucun moyen de retourner en Europe. » Il était spécifié aussi que l'obligation ne devait pas être perpétuelle pour ceux qui signeraient. On demandait aussi le paiement de 1400 livres sterlings , avancées pour des livres qui avaient été envoyés. Le tout était écrit dans un style péremptoire.

Sir Thomas me dit ensuite que le comte Bertrand devait aller le lendemain à Plantation-House, et que je pouvais lui dire que s'il se conduisait bien, peut-être ne renverrait-on aucun des domestiques, mais que tout dépendait de sa *bonne conduite*.

5.—Comme je me promenais ce matin dans le parc, en réfléchissant à ce qui s'était passé la veille, j'entendis une voix qui m'appelait. Je fus surpris, en me retournant, de voir que c'était Napoléon. Il me fit signe de venir à lui. Après m'avoir demandé comment j'allais, il dit : « *Ebbene, bugiardo sempre questo governatore!* Il n'y avait rien dans ce qu'il disait vouloir me communiquer à moi-même, qu'il n'eût pu me faire savoir par Bertrand ou tout autre. Mais il espérait trouver occasion de m'insulter et de me faire de la peine, et il la saisissait avec empressement. Il est arrivé ici avec son état-major, comme s'il allait faire une invitation de noce; le plaisir et la joie se peignaient sur sa physionomie, à la seule idée de pouvoir m'affliger. Il pensait qu'il allait enfoncer le stilet dans mon cœur, et il n'a pu se refuser le plaisir d'en être témoin, et d'en jouir lui-même. Jamais il n'a donné une plus grande preuve de méchanceté qu'en voulant frapper lui-même l'homme que le malheur a mis en son pouvoir. » Napoléon me répéta ensuite plusieurs parties de la communication qu'on lui avait faite la veille, et observa qu'on aurait dû la leur envoyer par écrit, parce qu'il était impossible à un Français de se pénétrer d'une communication anglaise, après l'avoir seulement entendu

lire pendant quelques minutes. Je pris la liberté de lui recommander avec instance, de tâcher autant que possible que les affaires s'arrangeassent ; parce que j'avais des motifs de croire que le gouverneur consentirait à ce que l'on renvoyât des domestiques au lieu d'aucun des généraux, mais que si on l'irritait, il pourrait en agir autrement. Il répondit : « *Voi ragione come un uomo libero*, mais nous ne sommes pas libres, nous sommes au pouvoir d'un *boja*, *non ce remedio*. Ils renverront le reste peu à peu, et il vaut autant qu'ils partent maintenant que plus tard. Quel avantage retirerais-je de les avoir ici jusqu'à l'arrivée du prochain vaisseau venant d'Angleterre, ou jusqu'à ce que cet *animal* trouve quelque prétexte pour les renvoyer. J'aimerais mieux qu'ils fussent tous partis que d'avoir quatre ou cinq personnes autour de moi tremblant sans cesse de se voir forcées de s'embarquer sur le premier vaisseau ; car, d'après la communication d'hier, ils sont tous entièrement à sa discrétion. Qu'il renvoie tout le monde, qu'il place des sentinelles aux portes et aux fenêtres, qu'il ne m'envoie rien que du pain et de l'eau, cela m'est fort égal. Mon esprit est libre, je suis aussi indépendant que lorsque je commandais une armée de six cent mille hommes. Comme je le lui ai dit l'autre jour, ce cœur est aussi libre que lorsque je donnais des lois à l'Europe. Le gouverneur veut que mes gens s'assujettissent à des restrictions qu'il ne fait pas connaître. Nul honnête homme ne signera une obligation sans savoir d'abord en quoi elle consiste. Mais il

veut qu'ils signent tout ce qu'il lui plaira d'ordonner par la suite; alors, au moyen d'un mensonge, comme il en a toujours à sa disposition, il jurera qu'il n'a rien changé. Il en veut à Las-Cases, parce qu'il a écrit à ses amis qu'il était mal logé et mal traité. A-t-on jamais entendu parler d'une semblable tyrannie? Il traite les gens de la manière la plus barbare, accumule sur eux les insultes et les injures, et veut encore leur ôter la liberté de se plaindre. Je ne pense pas, continua-t-il, que lord Liverpool ou *même* lord Castlereagh, consentissent à ce que je fusse traité comme on me traite, s'ils le savaient. Je crois qu'il n'y a que le gouverneur qui écrive à lord Bathurst, et qu'il ne lui dit que ce qui lui plaît. »

Sir Hudson Lowe m'a signifié hier, qu'il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour prouver (après la communication que je lui ai faite) qu'il n'y avait point d'esprit de vengeance dans sa conduite envers le général Bonaparte; mais que n'ayant pas reçu satisfaction, il abandonnerait les choses à leur état naturel, et qu'il laissait le tout au jugement de l'autorité à laquelle elles avaient été soumises. Il me dit aussi que je pouvais contredire ce qu'avait avancé le général Bonaparte, qu'il avait porté la main à son sabre; que des témoins prouveraient le contraire, et qu'il n'y avait qu'un *misérable* qui pût penser et agir de la sorte avec un homme désarmé. Que quant aux instructions qu'il avait reçues, et à la manière dont il les avait fait connaître, n'ayant jamais, en aucun point, regardé l'opinion de Bonaparte,

soit en affaires ou en manières, comme un oracle d'après lequel il devrait régler ses jugemens, il ne penserait pas moins favorablement de ses instructions ou de son mode de les exécuter. Qu'il craignait, au contraire, que Bonaparte ne fût insensible à tous procédés délicats; qu'avec lui, il fallait être ou l'admirateur aveugle de ses faiblesses, ou un instrument passible, ou l'esclave de ses idées. Sans quoi celui dont les actions contrariaient ses vues, devait s'attendre à toute espèce de médisance. Il ajouta qu'il avait envoyé sir Thomas Reade avec sa communication; et finit par décider qu'avant que le général Bonaparte proposât une autre manière de l'appeler, il fallait d'abord qu'il abandonnât le titre d'empereur, et que si, d'ailleurs, il voulait prendre un nom supposé, il fallait qu'il le lui fit connaître.

Le comte Bertrand est allé à Plantation-House, où il a appris que Piontowski et trois domestiques allaient être renvoyés.

9. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, accompagné du colonel Mynyard. Ils sont entrés dans la chambre du capitaine Poppleton, où ils ont paru très-occupés pendant deux heures. Pendant ce temps, le gouverneur sortit plusieurs fois, et se promena de long en large devant la porte, tenant, selon sa coutume, lorsqu'il réfléchissait, un de ses doigts dans le coin de sa bouche. Lorsqu'ils eurent fini, on remit au capitaine Poppleton un paquet cacheté pour le comte Bertrand. Alors son excellence vint à moi, et me demanda, après un moment de conversation, si je pensais

qu'on eût distribué quelques copies de la lettre que Montholon lui avait adressée? Je répondis que cela était probable, parce qu'on n'avait pas fait mystère de ce que cette lettre contenait, et qu'il savait bien que les Français avouaient publiquement le désir et l'intention qu'ils avaient d'en faire circuler des copies. Il me demanda si je pensais que les commissaires l'eussent vue. Je répondis que c'était très-probable. Il parut d'abord très-mécontent; mais il dit ensuite qu'il la leur avait fait voir lui-même. Il me demanda ensuite si j'en avais pris moi-même copie. Je répondis qu'oui. Le gouverneur parut fort alarmé. Il demanda à voir cette copie, et dit que ce serait une félonie que de l'envoyer en Angleterre. Après une discussion sur ce sujet, pendant laquelle j'observai qu'en considérant ma situation et mon emploi entre Longwood et Plantation-House, je ne pouvais ignorer une partie de ce qui se passait, S. Exc. dit que cela était vrai, et qu'il était de mon devoir de lui dire tout ce qui se passait entre le général Bonaparte et moi. Je répondis que s'il existait quelque complot pour son évacion, ou quelque correspondance à cet effet, ou même si j'avais le moindre soupçon, je croirais de mon devoir de lui en faire part; que si Napoléon disait quelque chose d'une importance politique, quelque anecdote capable d'éclaircir une partie quelconque de son histoire, ou qui pût lui être utile, je le lui ferais connaître. Mais que je ne pouvais lui répéter tout ce qui se disait, et particulièrement des injures, ou rien de ce qui pourrait exciter et accroître l'aigreur qui malheureusement existait

entre eux, à moins qu'on ne me priât de le faire. Sir Hudson convint d'abord qu'il serait inconvenant de lui répéter rien qui pût être injurieux pour lui; mais il ajouta bientôt après, qu'il était essentiel que je lui répétasse tout; qu'un des moyens que le général Bonaparte avait de s'échapper, était de l'avilir; qu'il n'injurait et ne cherchait à diminuer la réputation des ministres, que pour tâcher de se sauver de l'île; et qu'en conséquence, je devais lui communiquer à l'instant toutes ces choses. Que pour lui, il s'inquiétait fort peu de ses injures, et qu'il ne se laisserait jamais guider par le ressentiment dans sa conduite envers lui; mais qu'il voulait tout savoir : que rien ne devait être communiqué en Angleterre que par lui; et que lui seul communiquait directement avec lord Bathurst. Ne m'accordant pas exactement avec le sophisme de son excellence, sur-tout lorsque je réfléchissais à la conversation que j'avais eue sous les arbres de Plantation-House, deux jours avant sa dernière entrevue avec Napoléon, je répondis qu'il ne paraissait pas que tous les membres du gouvernement de Sa Majesté fussent de la même opinion, parce que j'avais reçu des lettres de personnages marquans, qui me priaient de leur communiquer les circonstances relatives à Bonaparte, et me faisaient des remerciemens de mes premières lettres qui avaient été montrées à quelques ministres du cabinet. Le gouverneur fut excessivement troublé de cette réponse, et observa que ces gens-là n'avaient rien à faire avec Bonaparte; que le secrétaire d'état avec qui il correspondait, était

le seul qui dût connaître ce qui le concernait; qu'il ne communiquait pas même ce qui se passait au duc d'York : qu'aucun des ministres, excepté lord Bathurst, ne devait rien savoir, et qu'enfin toute communication, faite même à sa seigneurie, devait passer par ses mains seulement. S. Exc. observa alors que ma correspondance devait être assujettie aux mêmes restrictions que celle des autres personnes attachées à la maison du général Bonaparte. Je répondis que s'il n'était pas content de la manière dont les choses allaient, j'étais prêt à renoncer à la place que j'occupais, et à partir à bord du premier vaisseau qui mettrait à la voile, aussitôt qu'il le voudrait, parce que j'étais déterminé à ne renoncer à aucun de mes droits comme officier anglais. Sir Hudson dit qu'il n'y avait pas de nécessité à cela, qu'il serait très-facile d'arranger les choses. Il conclut en ajoutant que cette affaire méritait considération, et qu'il me parlerait de nouveau à ce sujet, une autre fois.

10. — J'ai eu un moment d'entretien avec Napoléon dans son cabinet de toilette. J'ai essayé de le convaincre que souvent sir Hudson Lowe s'était proposé de lui faire des politesses, lorsqu'il supposait que sa conduite n'avait rien que d'insultant; que ses gestes indiquaient souvent des intentions fort éloignées de sa pensée; je lui expliquai sur-tout, que le mouvement qu'avait fait sir Hudson Lowe, de porter sa main à son sabre, était l'effet de l'habitude involontaire qu'il avait de saisir son sabre, et de le lever entre son côté et son bras, ce que j'essayai de lui démontrer par des gestes; que le

gouverneur m'avait dit lui-même, qu'il n'y avait qu'un misérable consommé qui pût tirer le sabre contre un homme sans armes. *Per i raggazzi, dottore*, répondit Napoléon, *se non è boja, almeno ne ha l'aria*. Vous a-t-il fait part des nouvelles vexations qu'il veut ajouter à toutes celles que nous souffrons ? » Je répondis qu'il ne m'en avait pas dit un mot. « Ah ! répliqua Napoléon, *son certo abbia qualche cosa sinistra in vista*. »

Ce soir, le comte Bertrand est venu dans ma chambre pour que je l'aidasse à traduire quelques parties des nouvelles restrictions (1) qui étaient, disait-il, d'une nature si injurieuse pour Napoléon, qu'il se flattait encore de l'idée, qu'il ne les avait pas comprises. Elles disaient dans quelques parties, que Napoléon ne pourrait sortir de la grande route, qu'il ne pourrait aller dans le chemin conduisant chez miss Masson ; qu'il ne pourrait entrer dans aucune maison, ni parler à personne de ceux qu'il rencontrerait dans ses promenades, à pied ou à cheval. Préparé comme je l'étais d'après les manières du gouverneur, et parce que j'avais observé dans la journée à quelque mesure sévère, j'avoue que je restai pétrifié à la première lecture de cette pièce inique, et que même, après l'avoir lue trois ou quatre fois, je pouvais à peine me persuader que je l'avais bien comprise. Tandis que je m'occupais d'aider le comte Bertrand à la traduire, le colonel Mynyard entra dans ma chambre. Lorsque le comte fut parti, je demandai au colonel ce qu'il me

(1) Voyez l'appendice, n° 4.

voulait, et si je ne m'étais pas trompé dans la manière dont j'avais compris les restrictions imposées, et je les lui expliquai. Le colonel Mynyard répondit que c'était parfaitement cela.

11. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler à la ville. J'ai déjeuné avec lui chez sir Thomas Reade; après le déjeuné, il m'a dit qu'il avait quelque chose de particulier à me dire, mais que le lieu n'était pas convenable, et qu'il me le dirait une autre fois. Je lui montrai, ainsi qu'à sir Thomas, la traduction que j'avais faite du contenu de l'écrit en question, duquel le comte Bertrand avait paru douter. Sir Hudson observa que j'avais traduit, d'une manière trop forte, ce passage : « on devra se conformer exactement, etc. , mais que l'explication du sens était parfaitement correcte. Que les Français ne devaient pas descendre dans la vallée, ou quitter la grande route, parce qu'on ne leur avait accordé un certain espace pour prendre de l'exercice, que pour la conservation de leur santé, qu'ils ne devaient parler à personne, ni entrer dans aucune maison, et que cela n'avait pas besoin de plus longues explications, puisque toutes les restrictions imposées au général Bonaparte, s'appliquaient également aux gens de sa maison. Il finit par observer, que j'aurais dû saisir l'occasion de dire à Bonaparte, que j'avais entendu dire au gouverneur, que ces ordres étaient émanés du gouvernement anglais, qu'il était seulement chargé de les mettre à exécution, et qu'il n'en était pas l'auteur.

12. — Napoléon, après avoir fait plusieurs ques-

tions sur un jugement qui a eu lieu hier, et dans lequel j'ai figuré comme témoin, m'a parlé des restrictions nouvelles qu'on leur impose, et m'a dit que Bertrand ne pouvait se décider à croire qu'il les eût bien comprises; il me demanda mon opinion, que je lui exprimai aussi brièvement et avec autant de réserve qu'il me fut possible. « *Che rabbia di persecuzioni*, s'écria Napoléon. J'observai que j'avais entendu dire hier, au gouverneur, que les ordres étaient émanés du gouvernement britannique; qu'il n'était que chargé de les mettre à exécution, et qu'il n'en était pas l'auteur. Napoléon me regarda de l'air le plus incrédule, sourit, et me donna un léger coup sur la joue en plaisantant.

Une certaine quantité d'argenterie a été envoyée à la ville, et vendue en présence de sir Thomas Reade à M. Balcombe, qui a reçu l'ordre de Reade de payer de suite une certaine somme; et l'argent que la vente a produit, à peu près deux cent quarante livres sterlings, devait rester entre les mains de M. Balcombe, et en être tiré par petites sommes selon que leurs besoins l'exigeraient.

Le comte Bertrand a reçu deux lettres de sir Hudson Lowe. Je n'en connais pas le contenu, mais j'ai appris que l'une avait rapport aux nouvelles restrictions, et qu'elle contenait l'assertion qu'il y avait été apporté peu de changement, et que les limites prescrites étaient, à peu de chose près, les mêmes. L'autre était une réprimande au comte Las-Cases pour avoir osé donner à M. Balcombe une traite sur le ban-

quier du comte, à Londres, sans en avoir préalablement demandé la permission au gouverneur. Elle contenait aussi la demande du remboursement des livres envoyés par le gouvernement pour l'usage du général Bonaparte. Néanmoins, il paraissait que Las-Cases avait fait connaître ses motifs au gouverneur, et qu'il avait obtenu son consentement. Son excellence l'ayant oublié, a retenu la traite de Las-Cases lorsqu'elle lui a été présentée par M. Balcombe.

13. — J'ai vu Napoléon dans son bain. Il se plaignait de mal de tête et d'un malaise général; il avait une légère fièvre. Il s'emporta contre l'île et observa qu'il ne pouvait sortir pendant une demi-heure tant qu'on voyait le soleil, sans avoir mal à la tête, par suite du défaut d'ombre. « *Veramente*, dit-il, il faut une grande résolution et une grande force d'ame, pour supporter une existence comme la mienne, dans une aussi horrible demeure. Tous les jours de nouveaux *colpi di stilo al cuore da questo boja, che ha piacere a far di male*. Cela paraît être son seul plaisir. Chaque jour il imagine de nouveaux moyens de me tourmenter, de m'insulter, et de me faire souffrir de nouvelles privations. Il veut abréger ma vie en m'irritant tous les jours. D'après ses dernières restrictions, il ne m'est pas permis de parler à ceux que je rencontre. Cette permission n'est pas même refusée à des gens condamnés à mort. On peut tenir un homme enchaîné, enfermé dans un cachot, au pain et à l'eau; mais on ne lui refuse pas la liberté de parler. C'est une espèce de tyrannie dont on n'a pas encore

connu d'exemple , à l'exception du *Masque de fer*. Dans les tribunaux de l'inquisition, on entend un homme dans sa défense; mais j'ai été condamné sans qu'on m'ait entendu et sans jugement, au mépris des lois divines et humaines, détenu comme prisonnier de guerre en temps de paix, séparé de ma femme et de mon fils, transporté par la force ici, où l'on m'impose les restrictions les plus injustes et les plus arbitraires; on m'ôte jusqu'à la liberté de la parole. Je suis sûr, continua-t-il, qu'aucun des ministres, hors ce lord Bathurst, ne donnerait son consentement à un acte semblable de tyrannie. Son grand désir de tenir tout secret, montre qu'il a peur que sa conduite ne soit connue, même des ministres. Au lieu de tout ce mystère, de cet espionnage, il ferait mieux de me traiter de manière à ne pas craindre que je me plaigne de rien. Vous vous souvenez de ce que je vous ai dit quand ce gouverneur m'a répété en présence de l'amiral, qu'il enverrait toutes nos plaintes en Angleterre, et qu'il les ferait publier dans les journaux. Vous voyez qu'il craint maintenant, qu'il tremble que la lettre de Montholon ne soit parvenue jusqu'à Londres, ou qu'elle ne soit connue des habitans de l'île. Ils prétendent, en Angleterre, subvenir à tous mes besoins, et en effet ils m'ont envoyé bien des choses; mais cet homme arrive qui réduit tout, m'oblige à vendre ma vaisselle plate pour acheter les choses nécessaires à la vie, qu'il me refuse, ou qu'il me donne en si petite quantité qu'elles deviennent insuffisantes. Il m'impose chaque jour une nouvelle con-

trainte ; il m'insulte moi et ma suite, il finit par tâcher de m'ôter la liberté de parler, et encore il a l'impudence d'écrire qu'il n'a rien changé. Il dit que s'il vient des étrangers pour me voir, ils ne peuvent parler à personne de ma suite, et qu'ils désirent tous être présentés par lui. Si mon fils venait dans l'île et qu'on exigeât qu'il me fût présenté par lui, je refuserais de le voir. Vous savez, continua-t-il, que c'était pour moi une peine plutôt qu'un plaisir de recevoir tant d'étrangers, dont quelques-uns ne venaient que pour me regarder comme ils iraient voir une bête curieuse ; mais encore, c'était une consolation d'avoir le droit de les voir quand je voulais.

J'examinai ses gencives qui étaient spongieuses, décolorées, et qui saignaient au moindre toucher. Je lui recommandai de faire un plus grand usage de végétaux, de faire des gargarismes acidulés et de prendre de l'exercice.

14. — Le papier contenant le consentement des Français et leur soumission volontaire aux restrictions qui étaient ou seraient imposées à Napoléon Bonaparte, envoyé à Longwood par le gouverneur, a été signé par toute la suite de Napoléon, et renvoyé à sir Hudson Lowe. Le seul changement que les signataires y aient fait, a été de substituer l'*empereur Napoléon* à *Napoléon Bonaparte*.

15. — Le papier a été renvoyé par le gouverneur au comte Bertrand qui a demandé que *Napoléon Bonaparte* fût rétabli à la place de l'*empereur Napoléon*.

J'ai vu Napoléon qui m'a dit avoir conseillé à ses gens de ne pas signer, mais de quitter plutôt l'île, et d'aller au cap.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. Je lui ai dit que je croyais que les Français ne signeraient pas la déclaration écrite de la manière qu'il voulait. « Je suppose, répondit son excellence, qu'ils sont bien aises de cela, pour avoir le prétexte de quitter le général Bonaparte, ce que je leur ordonnerai de faire aussitôt. » Alors il envoya chercher le comte Bertrand, le comte Las-Cases et tous les autres officiers, à l'exception de Piontowski, et eut avec eux une longue conversation. A onze heures du soir, une lettre fut adressée par sir Hudson Lowe au comte Bertrand. Il l'informait qu'en conséquence du refus des officiers français, de signer la déclaration avec les mots *Napoléon Bonaparte*, eux et leurs domestiques partiraient *immédiatement* pour le cap de Bonne-Espérance, sur un vaisseau prêt à les recevoir, à l'exception d'un cuisinier, d'un maître d'hôtel, et d'un ou deux valets; qu'en considération de l'état de grossesse avancée de la comtesse Bertrand, son mari aurait la permission de rester jusqu'à ce qu'elle fût en état de supporter le voyage.

L'idée d'être séparés de Napoléon causa une grande douleur et une grande consternation parmi les habitans de Longwood, qui, à l'insu de Napoléon, se rendirent chez le capitaine Poppleton après minuit, et signèrent le papier exigé, à l'exception de *Santini* qui refusa de signer un écrit qui ne le qualifiait pas

du nom d'empereur : le papier a été transmis au gouverneur.

16. — Napoléon m'a fait appeler par Novarre à six heures et demie du matin. Quand j'arrivai, il me regarda avec empressement, et me dit en riant : » Vous avez la figure comme si vous vous étiez grisé hier au soir. » Je répondis que non ; mais que j'avais dîné au camp, et que je m'étais couché fort tard. « *Quante bottiglie, tre ?* » ajouta-t-il, en levant trois de ses doigts. Il me fit part alors que le comte Bertrand avait eu une conversation, la veille, sur son compte avec le gouverneur ; qu'il avait envoyé chercher Bertrand pour expliquer au gouverneur ses véritables sentimens à ce sujet. « Et voilà, continua-t-il, en prenant un morceau de papier sur lequel étaient tracés quelques mots de son écriture, et dans le sens de l'écrit qu'il m'avait déjà donné, voilà ce que j'ai écrit et ce que je me propose de lui envoyer. » Il le lut alors à haute voix, en me demandant par intervalle, si je le comprenais, et dit : « Vous porterez une copie de cela au gouverneur, et vous lui apprendrez que telles sont mes intentions. S'il vous demande pourquoi je n'ai pas signé, vous direz que cela était inutile, parce que je vous l'ai lu et que je vous l'ai expliqué sur l'original écrit de ma main. Après avoir observé que le nom de Napoléon était *troppo ben conosciuto*, et qu'il pourrait rappeler des souvenirs qu'il valait mieux oublier, il me chargea de proposer qu'on l'appelât le colonel Meuron, tué à côté de lui à Arcole, ou le baron Duroc ; que, comme le titre de colonel désignait un

rang militaire , cela donnerait peut-être de l'ombrage , qu'ainsi probablement , il vaudrait mieux adopter celui de baron Duroc , qui était le plus mince des titres féodaux. « Si le gouverneur consent , continua-t-il , qu'il signifie à Bertrand d'accepter l'un d'eux , je l'adopterai. Cela épargnera bien des difficultés , et applanira la route. Vos yeux , continua-t-il , ressemblent bien à ceux d'un homme qui aurait fait une débauche la veille. » Je lui expliquai que cela provenait beaucoup du vent et de la poussière. Il sonna alors et demanda Saint-Denis , prit le papier que j'avais copié d'après lui , me le fit lire tout haut , souligna quelques passages de sa propre main , me le donna , et me poussant doucement hors de la chambre , en souriant , il me dit d'aller chez le gouverneur , et de lui dire que telles étaient ses intentions.

Le papier contenait ce qui suit :

« Il me revient que dans la conversation qui a eu lieu » entre le général Lowe et plusieurs de ces messieurs , » il s'est dit des choses sur ma position , qui ne sont » pas conformes à mes pensées.

» J'ai abdiqué dans les mains des représentans de » la nation et au profit de mon fils ; je me suis rendu » avec confiance en Angleterre pour y vivre , là ou » en Amérique , dans la plus profonde retraite et » sous le nom d'un colonel tué à mes côtés , *résolu* » *de rester étranger à toute affaire politique de quel-* » *que nature qu'elle puisse être.*

» Arrivé à bord du *Northumberland* , on me dit que » j'étais prisonnier de guerre , qu'on me transportait

» au-delà de la ligne, et que je m'appelais le général  
» Bonaparte. Je dus porter ostensiblement mon titre  
» d'empereur en opposition au titre de général Bo-  
» naparte qu'on voulait m'imposer.

» Il y a sept ou huit mois que le comte Montho-  
» lon proposa de prévenir les petites difficultés qui  
» naissent à chaque instant, en adoptant un nom or-  
» dinaire. L'amiral crut devoir en écrire à Londres,  
» cela en resta là.

» On me donne aujourd'hui un nom qui a cet  
» avantage, qu'il ne rappelle pas le passé, mais qui  
» n'est pas dans les formes de la société. *Je suis tou-*  
» *jours disposé à prendre un nom qui entre dans*  
» *l'usage ordinaire*, et je réitère, que quand on ju-  
» gera à propos de me faire sortir de ce cruel séjour,  
» *je suis dans la volonté de rester étranger à la po-*  
» *litique, quelque chose qui se passe dans le monde.*  
» Voilà ma pensée; toute autre chose qui aurait été  
» dite sur cette matière, ne la ferait pas connaître.»

Je me rendis de suite à Plantation-House, où je remis la lettre au gouverneur en lui faisant part de la conversation que j'avais eue. Son excellence parut très-surprise, et me dit que cette communication était fort importante, et qu'elle méritait considération. Après que je lui eus remis cette lettre, le gouverneur écrivit ce qui suit, sur une feuille de papier : « Le gouverneur fera, sans perdre de temps, tenir au gouvernement britannique le papier qui lui a été remis aujourd'hui par le docteur O'Méara. Il pense néanmoins qu'il serait plus convenable qu'il fût signé

par la personne au nom de laquelle il lui a été présenté. Le gouverneur ne prétend pas, cependant, pour cela, jeter le moindre doute sur la validité ou l'authenticité de cet écrit, par rapport aux mots ou à l'esprit, il croit seulement qu'il aurait dû être envoyé sous une forme à laquelle il n'y eût aucune objection à faire. Le gouverneur examinera avec soin si la teneur de ses instructions lui permet d'adopter l'un ou l'autre des noms proposés. Il différera donc naturellement de s'en servir dans aucune communication publique, jusqu'à ce qu'il ait obtenu la sanction de son gouvernement à cet effet. Le gouverneur sera toujours disposé à s'entendre, quand il lui plaira, avec le général Bertrand. »

Il me chargea de montrer cet écrit à Napoléon, et ajouta : « Il n'est pas fort important que vous le lui laissiez ». Il me demanda ensuite, si je pensais que Napoléon consentît à signer sa lettre. Je répondis qu'il le ferait, peut-être, s'il voulait l'autoriser à prendre l'un des deux noms proposés. Sir Hudson m'observa qu'il ne pouvait encore rien décider. Son excellence me dit ensuite, que je ne devais avoir aucune communication quelconque relativement à Bonaparte, avec aucun des personnages officiels d'Angleterre. Il insista donc pour que je ne leur parlasse pas de la proposition que je venais de lui faire. Il me dit qu'il avait parlé de moi, dans ses lettres à lord Bathurst, et que je ferais bien de suivre ses avis ; que ma place était un poste de confiance, et qu'aucun des ministres, à l'exception de celui avec qui il communiquait,

ne devait rien savoir de ce qui se passait à Sainte-Hélène. Il me pria ensuite de retourner auprès de Napoléon et de tâcher de l'amener à signer le papier.

A mon retour, je fis connaître à Napoléon la réponse du gouverneur et ses désirs. Il m'observa que son intention n'avait jamais été que le papier restât entre les mains du gouverneur, qu'il avait voulu seulement qu'il lui fût lu et montré, et qu'ensuite on le lui rendît, comme on avait fait avant ; qu'il avait eu l'intention de lui communiquer ses intentions, afin de savoir s'il serait disposé à faire la moitié du chemin. Que lorsqu'il s'en serait entendu avec Bertrand, il ferait écrire une lettre convenable, et qu'alors il serait temps de signer. Il conclut en m'engageant à tâcher de ravoir le papier.

Je me rendis à Plantation-House, et informai sir Hudson Lowe que j'étais chargé de reprendre le papier ; il me le rendit en exprimant quelque surprise. Il dit que cette idée avait sans doute été suggérée par quelque manque de sincérité de la part de Bonaparte, ou par les mauvais conseils de quelqu'un de ses généraux. Il me demanda ensuite, si le comte Montholon se croyait bien sûr de rester dans l'île après avoir signé la déclaration ? Il me chargea ensuite de dire à Napoléon, que l'action de faire part au gouvernement britannique, de son intention de changer de nom, n'était pas lui demander la permission de le faire, mais simplement s'informer s'il reconnaîtrait ce changement. Je rendis le papier à Napoléon, et lui rendis compte des observations du gouverneur. Napoléon

me dit, que si sir Hudson Lowe voulait faire savoir à Bertrand ou même à moi, qu'il autorisait ce changement de nom, et qu'il lui parlât en conséquence, lui, Napoléon, écrirait une lettre, dans laquelle il déclarerait adopter celui des noms autorisé, et qu'il la signerait et l'enverrait au gouverneur. « *La metà de' digusti che ho provato qui* (1), dit-il, me vient de ce titre. » J'observai que beaucoup de personnes étaient étonnées qu'il conservât ce titre après son abdication. Il répondit : « J'ai abdiqué le trône de France, mais non le titre d'empereur. Je ne m'appelle pas Napoléon, empereur de France, mais l'empereur Napoléon. Les souverains conservent généralement leurs titres. C'est ainsi que Charles d'Espagne conserva le titre de roi et de majesté, après avoir abdiqué en faveur de son fils. Si j'étais en Angleterre, je ne m'appellerais pas empereur. Mais on veut faire croire que la nation française n'avait pas le droit de faire de moi son souverain. Si elle n'a pu me faire empereur, elle était également incapable de me faire général. Un homme qui est à la tête d'un faible parti, pendant les troubles d'un pays, est appelé chef de rebelles ; mais lorsqu'il réussit, qu'il fait de grandes actions et élève son pays et lui-même, au lieu d'être appelé chef de rebelles, on le nomme général, souverain, etc. C'est la réussite seule qui lui donne ce titre. S'il eût été malheureux, il eût continué d'être chef de rebelles, peut-être aurait-il péri sur un échafaud. Votre na-

(1) La moitié des vexations que j'ai essuyées ici.

tion, continua-t-il, a long-temps appelé Washington un chef de rebelles, et refusé de le reconnaître, lui ou la constitution de son pays; mais ses succès l'ont obligé à changer d'avis et à reconnaître l'un et l'autre. C'est le succès qui fait le grand homme. Il semblerait véritablement ridicule de ma part, ajouta-t-il, si ce n'était que vos ministres m'y obligent, de me qualifier d'empereur dans la position où je suis : cela rappellerait un de ces malheureux de Bedlam, à Londres, qui se figurent être rois au milieu de leurs chaînes et sur leur paille. »

Il parla ensuite avec les plus grands éloges des comtes Bertrand, Montholon, Las-Cases, et des autres personnes de sa suite, pour le dévouement héroïque qu'ils avaient manifesté et les preuves d'attachement à sa personne qu'ils lui avaient données, en restant avec lui contre son désir. « Ils avaient, continua-t-il, un excellent prétexte pour sortir de l'île, d'abord en refusant de signer l'écrit où j'étais appelé Napoléon Bonaparte, et ensuite, parce que je leur avais ordonné de ne pas signer. Mais, non : ils auraient signé *tiranno Bonaparte*, ou tout autre nom flétrissant, pour rester avec moi ici, dans la misère, plutôt que de retourner en Europe, où ils auraient pu vivre dans la splendeur. Plus votre gouvernement cherche à me dégrader, plus ils ont pour moi de respect. Ils se glorifient d'avoir maintenant pour moi plus de déférence, que lorsque j'étais au faite de la gloire. »

« *Pare*, dit-il ensuite, *che questo governatore* »

*stato sempre spione.* Il serait bon pour être commissaire de police d'une petite ville. » Je lui demandai lequel des deux il croyait avoir été le meilleur ministre de la police, de Savary ou de Fouché, ajoutant que l'un et l'autre avaient eu une mauvaise réputation en Angleterre. « Savary, dit-il, n'est pas un méchant homme; au contraire, Savary a un excellent cœur, et c'est un brave soldat. Vous l'avez vu pleurer. Il m'aime avec toute l'affection d'un père. Les Anglais qui ont été en France, désabuseront bientôt votre nation. Fouché est un mécréant de toutes les couleurs, un prêtre, un terroriste, un homme qui a plusieurs fois pris une part active aux scènes sanglantes de la révolution. C'est un homme qui vous arrachera tous vos secrets avec un air de calme et de désintéressement. Il est très-riche, mais ses richesses sont mal acquises. Il existait à Paris un impôt sur les maisons de jeu; mais comme c'était une manière infame d'obtenir de l'argent, je ne voulais pas en profiter, et j'ordonnai en conséquence que le montant de l'impôt serait affecté à un hôpital pour les pauvres. Il montait à quelques millions; mais Fouché, qui était chargé de le percevoir, en mit une bonne partie en poche, et il m'a toujours été impossible de découvrir le véritable montant annuel de cet impôt. »

Je lui observai qu'on était surpris que pendant sa plus grande gloire, il n'eût jamais donné un duché à personne en France, quoiqu'il eût créé tant de ducs et de princes ailleurs. Il répondit : « Parce que cela aurait produit un grand mécontentement parmi le

peuple. Si, par exemple, j'avais fait un de mes maréchaux duc de Bourgogne, au lieu de lui donner un titre emprunté à une de mes victoires, cela aurait excité l'alarme en Bourgogne, parce qu'on y aurait pensé que quelques droits féodaux et quelque territoire étaient attachés à ce titre, et que le duc les réclamerait. La nation haïssait tant la vieille noblesse, que la création d'un titre qui eût eu quelque chose d'elle, aurait excité le mécontentement général, auquel, tout puissant que j'étais, je n'ai jamais voulu m'exposer. J'instituai la nouvelle noblesse pour *écraser* l'ancienne, et pour satisfaire le peuple, parce que la plupart de ceux que j'en revêtis étaient sortis du peuple, et chaque soldat avait le droit d'aspirer au titre de duc. Je crois pourtant que j'ai encore eu tort en cela, parce que cela affaiblit ce système d'égalité qui plaisait tant à la nation; mais si j'eusse créé des ducs avec des titres français, on eût cru que je voulais faire revivre les anciens privilèges féodaux, par lesquels la France a été si long-temps accablée. »

Les gencives de Napoléon étaient dans le même état aujourd'hui qu'auparavant. Il s'est plaint de sa santé en général, ajoutant que quelque chose qui arrivât, il ne pouvait vivre long-temps. Il m'a fait observer qu'il avait mis en pratique la diète et tous les autres remèdes, mais que quant à l'exercice (le remède le plus essentiel), la contrainte qu'on lui imposait, était un obstacle insurmontable. Il m'a fait plusieurs questions anatomiques, particulièrement sur le cœur, en disant : « *Credo che il mio cuore non batte mai, non*

*l'ho sentito mai battere* (1). Il me pria alors de poser la main sur son cœur. J'essayai pendant quelque temps, mais je ne pus découvrir aucune pulsation, ce que j'attribuai à ce que Napoléon était très-gras. J'avais déjà observé que la circulation ne se faisait que lentement chez lui. Le nombre de ses pulsations excédait rarement cinquante-huit ou soixante par minute, et plus fréquemment cinquante-quatre.

18. — Le capitaine Piontowski, Rousseau, Santini cadet, ont été désignés par sir Hudson Lowe pour quitter Longwood. Le comte Montholon m'a prié d'informer le gouverneur que Napoléon désirait que les frères Archambaud ne fussent pas séparés, ce qui d'ailleurs désorganisait tout-à-fait le service de l'équipage, et le priverait par conséquent du peu de moyens qu'il avait de prendre de l'exercice, le gouverneur devant savoir que dans un endroit tel que celui de Sainte-Hélène, où les routes étaient si dangereuses, il était nécessaire d'avoir un cocher soigneux. Il ajouta que si Napoléon avait à choisir entre ceux qui devaient partir, il nommerait Rousseau, Santini et Bernard qui était un sujet inutile et adonné à la boisson, ou Gentilini, parce qu'il pensait que ce serait une cruauté de séparer deux frères.

J'ai fait cette communication à sir Hudson Lowe, qui a répondu que le choix ne dépendait pas du général Bonaparte, que les domestiques qui devaient quitter Longwood, resteraient auprès du comte Bertrand,

(1) Je crois que mon cœur ne bat pas ; jamais je ne l'ai senti.

et que de plus, on avait donné ordre de renvoyer les Français et non les étrangers. Que Bernard était flamand, Gentilini italien, et que par conséquent ils ne se trouvaient pas désignés pour partir ; que si Santini n'avait pas refusé de signer le papier, il ne l'aurait pas fait partir, parce qu'il était Corse, et non pas Français. Il n'avait cependant, disait-il, aucune objection à faire, à ce que tous les Français, au service du général Bonaparte, tirassent au sort. Il me pria de faire entendre tout cela au général Bonaparte. Il ajouta que comme d'après ses instructions le choix dépendait de lui, il allait écrire au capitaine Poppleton de renvoyer Piontowski et les deux Archambaud si Rousseau restait, ou l'un des deux si Rousseau partait. Il me chargea ensuite de demander s'il devait s'attendre à quelqu'autre communication relativement au changement de nom, le vaisseau qu'il chargeait de ses dépêches à ce sujet, devant mettre à la voile pour l'Angleterre dans la soirée (1).

A mon retour à Longwood, je communiquai cet avis à Napoléon, qui répondit : « Le gouverneur a-

(1) La seule réponse que les ministres de S. M. consentirent à faire à cette proposition, était contenue dans un article inséré dans le n° xxxii du *Quartely Review*, que sir Hudson Lowe prit soin d'envoyer à Longwood aussitôt que la copie en fut parvenue dans l'île. Je me crois fondé à attribuer cet article à quelque créature ministérielle, et je me fonde sur ce que cette transaction n'a été connue que des gens employés par les ministres, et de l'établissement de Longwood, et il est évident que les habitans de Sainte-Hélène n'en pouvaient être les auteurs.

t-il le droit d'autoriser ce changement ; la note qu'il envoie prouverait le contraire. » Je répondis que je ne savais rien de plus que ce que je lui avais déjà dit. « Alors, dit-il, avant de faire aucune autre démarche, qu'il réponde positivement, s'il y est autorisé ou non ; *si o no.* » Je lui fis connaître l'opinion de son excellence, et sa décision relative aux domestiques qui devaient quitter Sainte-Hélène. « Santini n'être pas Français ! » dit-il ; « docteur, vous ne pouvez pas être assez imbécille pour ne pas voir que c'est un prétexte pour me faire une insulte. Tous les Corses sont Français. Il veut m'empêcher de prendre un peu d'exercice en voiture, en embarquant mes cochers.

19.— Piontowski, Santini, Rousseau et Archambaud le jeune, ont été envoyés à la ville, d'après l'ordre de sir Hudson Lowe, pour s'embarquer. Santini a reçu une pension de cinquante livres sterlings par an, Archambaud et Rousseau, une de vingt-cinq, chacun ; Piontowski a reçu aussi une pension et une lettre de recommandation. Lors de l'embarcation, leurs personnes et leurs bagages ont été fouillés exactement par le capitaine Maunsell et le sergent Prévôt. Ils ont mis à la voile pour le Cap, dans la soirée. Piontowski a été mis nu par le capitaine Maunsell qui l'a fouillé. »

J'ai fait part à sir Hudson Lowe de ce que m'avait dit Napoléon relativement à son changement de nom, il a répondu : « Je crois qu'il dépend de moi de l'approuver. » Alors je lui recommandai de voir le comte Bertrand à ce sujet, et son excellence se rendit de suite à Hut's-Gate.

20. — Le comte, la comtesse Bertrand et leur famille sont venus d'Hut's-Gate à Longwood.

21. — J'ai dîné à Plantation-House avec les commissaires russe et autrichien, le botaniste et le capitaine Gor. Ils ont exprimé, en général, beaucoup de mécontentement de n'avoir pas encore vu Napoléon. Le comte Balmaine, sur-tout, observa qu'il paraissait qu'on se méfiait d'eux ; que s'il eût pu prévoir la manière dont ils seraient traités, il ne serait pas venu. Que l'empereur Alexandre avait beaucoup d'intérêt à empêcher Napoléon de s'évader, mais qu'il désirait qu'on le traitât bien, et avec le respect qui lui était dû. C'est pourquoi il avait demandé à le voir comme simple particulier, et non officiellement comme commissaire. Il disait aussi qu'ils deviendraient l'objet de la risée de l'Europe, si l'on savait qu'ils eussent passé tant de mois à Sainte-Hélène, sans jamais avoir vu celui de la présence duquel leur devoir les obligeait de s'assurer. Le gouverneur leur avait toujours répondu que Bonaparte avait refusé de recevoir qui que ce fût. Le botaniste tenait un semblable langage, et remarquait que Longwood était *le dernier séjour du monde*, et selon lui, la plus vilaine partie de l'île.

22. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler et m'a observé que les commissaires semblaient avoir eu pour moi beaucoup d'attention, qu'il ne penserait rien de les avoir vu parler aussi long-temps avec toute autre personne qu'ils l'avaient fait avec moi, mais qu'il paraissait qu'ils désiraient voir le général Bonaparte, et

il me conseilla d'être très-prudent dans ma conversation avec eux. Il m'apprit aussi que le comte Bertrand lui avait confirmé tout ce que je lui avais dit relativement au changement de nom.

23. — Napoléon est indisposé : une de ses joues est considérablement tuméfiée. Je lui ai recommandé des fomentations et des bains de vapeur sur la partie affectée, ce qu'il a mis en pratique. Je lui recommandai aussi l'extraction d'une dent cariée, et lui renouvelai les avis que je lui avais donnés en tant d'autres occasions, relativement sur-tout à l'exercice, aussitôt que la diminution de l'enflure le permettrait. J'ordonnai aussi la continuation de la diète, et qu'il ne mangeât que des végétaux et des fruits.

« Ou il fait un vent furieux, répliqua-t-il, mêlé d'un brouillard, qui me fait enfler le visage, lorsque je sors, ou bien un soleil qui me brûle le cerveau faute d'ombre. Ils me font habiter exprès la plus mauvaise partie de l'île. Lorsque j'étais à *the Briars*, j'avais au moins l'avantage d'une promenade ombragé, et d'un climat doux ; *mais ici on arrivera plus vite au but qu'on se propose. Avez-vous vu losbirro siciliano ?* » Je répondis que sir Hudson Lowe m'avait appris qu'il avait écrit en Angleterre relativement à sa proposition de prendre un autre nom. « *Non dice altro che buggie*, dit Napoléon, c'est son système. Le mensonge, ajouta-t-il, n'est pas un vice national en Angleterre, mais ce\*\*\*\* a tous les vices des petits états d'Italie. »

Il me pria de tâcher de lui procurer un fauteuil de malade. Je communiquai sa demande au gouverneur,

qui répondit qu'il en ferait faire un, parce qu'on n'en trouverait pas dans l'île.

26. — Napoléon est sorti en voiture pour la première fois depuis long-temps. Il m'a observé ensuite qu'ayant suivi mon ordonnance, son visage allait beaucoup mieux. Les *dentes sapientiæ* de la mâchoire supérieure étaient toutes cariées et dessolées.

Il m'a demandé s'il n'y avait pas de nouvelles? Je lui ai répondu que nous nous attendions chaque jour à apprendre le résultat de l'expédition de lord Exmouth; je lui demandai son avis sur la probabilité du succès. Napoléon répondit qu'il pensait qu'il réussirait, sur-tout si la flotte prenait et détruisait autant de vaisseaux barbaresques alors ancrés en face de la ville, qu'elle le pourrait, en ne permettant pas à un seul vaisseau, pas même un bateau pêcheur d'entrer ou de sortir.

«Persistez à cela pendant quelque temps, ajouta-t-il, et le Dey se soumettra, ou encore la canaille se révoltera et l'assassinera; après quoi, elle consentira à toutes vos propositions. Mais ils ne tiendront aucun traité. C'est une honte pour les puissances de l'Europe de laisser subsister tant de repaires de voleurs. Les Napolitains eux-mêmes pourraient y mettre un frein, au lieu de se laisser piller. Ils ont à peu près cinquante mille matelots dans les royaumes de Naples et de Sicile, et ils pourraient facilement, avec leur marine, empêcher un seul vaisseau de quitter les côtes de Barbarie.» J'observai que les Napolitains étaient si poltrons sur mer, que les Algériens avaient pour

eux le plus grand mépris. « Ils sont aussi poltrons sur terre que sur mer, répondit Napoléon, mais on peut y remédier par de bons officiers et une sage discipline. A Amiens, j'ai proposé à votre gouvernement de se joindre à moi, pour détruire entièrement ces nids de pirates, ou au moins pour détruire leurs vaisseaux et leurs forteresses, et les forcer à cultiver leurs terres et à renoncer au brigandage; mais vos ministres n'y ont pas voulu consentir, par une basse jalousie contre les Américains avec qui les Barbaresques étaient en guerre. Je voulais les anéantir, bien que cela m'importât peu, parce qu'ils respectaient généralement mon pavillon et qu'ils faisaient un commerce très-étendu avec Marseille. « Je demandai à Napoléon s'il croyait que lord Exmouth ferait bien de débarquer sa marine et ses matelots, et d'attaquer la ville d'Alger. « Oh non, répondit Napoléon; s'il n'avait que peu de forces, il ferait tuer la moitié de ses hommes par les *canaglie* des maisons et des batteries; et il est inutile d'y envoyer des forces considérables, à moins que vous ne soyez décidés à détruire tout-à-fait leur puissance. »

La conversation tourna sur la dette nationale et le poids énorme des taxes en Angleterre. Napoléon doutait que les Anglais pussent continuer à manufacturer les marchandises de manière à pouvoir les vendre au même prix que celles faites en France, par suite de la cherté des vivres en Angleterre, qui est exorbitante.

Il dit qu'il doutait que la nation pût supporter le poids énorme des taxes, le prix des denrées, et l'ex-

travagance d'une mauvaise administration. « Lorsque j'étais en France, continua-t-il, avec quatre fois autant de territoire, et quatre fois autant de population, jamais je n'aurais pu lever la moitié de vos taxes. Je ne sais comment la *popolazza* anglaise le souffre. Les Français n'en voudraient pas payer le quart. Malgré vos grands succès, continua-t-il, qui sont vraiment presque incroyables, et auxquels un accident, et peut-être la destinée ont tant contribué, je ne crois pas que vous soyez encore hors de danger : bien que vous ayez le monde à vos ordres, je ne pense pas que vous puissiez jamais payer vos dettes. Votre grand commerce vous a maintenus ; mais cet appui vous manquera lorsque vous ne pourrez plus vendre au-dessous du prix des manufactures des autres nations qui s'améliorent chaque jour. Peu d'années suffiront pour prouver si j'ai raison. La chose la moins raisonnable que l'Angleterre ait jamais faite, continua-t-il, est d'avoir voulu devenir une grande nation militaire. Par cela même, l'Angleterre doit toujours être dépendante de la Russie, de l'Allemagne ou de la Prusse, ou du moins être redevable à quelqu'une d'elles ; vous n'avez pas une population assez nombreuse pour combattre sur le continent avec la France, ou avec aucune des puissances que j'ai nommée, et il vous faudra par conséquent louer des hommes ; sur mer au contraire, vous avez tant de supériorité, vos marins sont tellement au-dessus des nôtres, que vous pouvez toujours commander aux autres, avec sûreté pour vous-même, et sans beaucoup de dépenses. Vos soldats n'ont pas

les qualités requises pour une nation militaire. Ils n'égalent pas les Français en adresse, en activité, ni en intelligence. Une fois qu'ils ne craignent plus la sangle, ils n'obéissent à personne. On ne peut en venir à bout dans une retraite; s'ils trouvent du vin, ce sont autant de diables, et adieu la subordination. J'ai été témoin de la retraite de Moore; je n'ai jamais rien vu de semblable. Il était impossible de les réunir, ni d'en rien faire; presque tous étaient ivres. Vos officiers comptent sur l'argent pour obtenir des grades. Vos soldats sont braves, personne ne peut le nier; mais c'était une mauvaise politique d'encourager la manie militaire, au lieu de s'attacher à votre marine, qui est la véritable force de votre nation, force qui vous rendra toujours puissans, tant que vous la posséderez. Pour avoir de bons soldats, il faut qu'une nation soit toujours en guerre. »

« Si vous aviez perdu la bataille de Waterloo, continua-t-il, dans quel état aurait été l'Angleterre! la fleur de votre jeunesse aurait été détruite; car pas un homme, pas même Wellington, ne s'en serait échappé. » J'observai que lord Wellington avait résolu, dans cette affaire, de n'abandonner le champ de bataille que mort. Napoléon répondit : « Il ne pouvait se retirer. Il aurait été détruit avec son armée, si, au lieu des Prussiens, Grouchi fût venu. » Je lui demandai alors s'il n'avait pas cru, pendant quelque temps, que les Prussiens, qui s'étaient montrés, étaient des Français faisant partie du corps de Grouchy. Il répondit : « Certainement, et je comprends difficilement

encore comment c'était une division prussienne, et non celle de Grouchy. » Je pris alors la liberté de lui demander si, dans le cas où ni Grouchy, ni les Prussiens ne seraient venus, la bataille n'aurait pas été indécise. Napoléon répondit : « L'armée anglaise eût été détruite : elle était défaite dès le milieu du jour ; mais le hasard, ou plutôt la destinée, avait décidé que Wellington la gagnerait. J'avais peine à croire qu'il nous attaquerait, parce que s'il s'était retiré à Anvers, comme il aurait dû le faire, j'aurais été accablé par une armée de trois ou quatre cent mille hommes, qui marchait contre moi. En donnant bataille, la chance était pour moi. C'était la plus grande folie que de séparer les armées anglaise et prussienne. Elles auraient dû être réunies ; et je ne puis concevoir la raison de leur séparation. C'était folie à Wellington de me livrer bataille dans un endroit où, s'il eût été défait, tout son monde aurait été perdu, car il n'avait pas d'espoir de retraite. Un bois se trouvait sur ses derrières, et une seule route pour y parvenir. Il aurait été taillé en pièces. D'ailleurs il s'était laissé surprendre par moi. C'était une grande faute. Il aurait dû être campé depuis le commencement de juin, parce qu'il devait savoir que je me proposais de l'attaquer. Il pouvait tout perdre, mais il a eu du bonheur ; sa destinée l'a emporté, et tout ce qu'il a fait sera prôné. Mon intention était d'attaquer et de détruire les Anglais. Je savais que cela produirait un changement de ministres. L'indignation de voir qu'ils avaient causé la perte de quarante milliers d'hommes,

la fleur de l'armée anglaise, aurait excité une telle commotion populaire, qu'ils auraient été chassés. Le peuple anglais aurait dit : « Que nous importe qui soit sur le trône de France, Louis ou Napoléon; devons-nous verser tout notre sang, pour replacer sur le trône la famille des Bourbons? Non, nous avons assez souffert. Cette affaire ne nous est pas personnelle, qu'ils s'arrangent entre eux. » Il aurait fait la paix. Les Saxons, les Bavares, les Belges, les Wurtembergeois se seraient joints à moi. La coalition n'était rien sans l'Angleterre. Les Russes auraient fait la paix, et je fusse resté paisiblement sur le trône. La paix aurait été durable; car, que pouvait faire la France après le traité de Paris? Qu'y avait-il à craindre d'elle?

» Tels étaient mes motifs, continua-t-il, pour attaquer les Anglais. J'avais battu les Prussiens. Avant midi, j'avais réussi. Je puis dire que tout m'appartenait, mais le hasard et la destinée en ont décidé autrement. Sans doute les Anglais se sont battus vaillamment, personne ne peut le nier; mais ils auraient été vaincus.

» Pitt et sa politique, continua-t-il, ruinèrent presque l'Angleterre, en entretenant la guerre avec le continent. » Je lui fis remarquer que de grands politiques affirmaient, en Angleterre, que si nous n'eussions pas continué la guerre, nous eussions été ruinés, et que l'Angleterre fût devenue une province de la France. « Ce n'est pas vrai, dit Napoléon; l'Angleterre étant en guerre avec la France, a donné à cette dernière le prétexte et l'occasion d'étendre aussi

loin ses conquêtes sous moi, au point que je devins empereur de presque le monde entier, ce qui ne serait pas arrivé s'il n'y eût pas eu de guerre.» La conversation tomba ensuite sur l'occupation de Malthe. « Deux jours, dit-il, avant que lord Whitworth quittât Paris, on offrit au ministère et à d'autres personnes qui m'entouraient, trente millions de francs, et de me reconnaître comme roi de France, pourvu que je vous cédasse Malthe.» Il ajouta cependant que la guerre aurait éclaté quand même il n'aurait plus été question de Malthe. Nous parlâmes ensuite des marins anglais. Napoléon observa qu'ils étaient aussi supérieurs aux marins français, que ceux-ci l'étaient aux Espagnols. Je hasardai de dire que je pensais que les Français ne feraient jamais de bons matelots, à cause de leur impétuosité et de leur légèreté; que surtout, ils ne voudraient jamais se soumettre, sans se plaindre, à bloquer des ports pendant des années, comme nous l'avons fait à Toulon, souffrant du mauvais temps et des privations de toute espèce. « Je ne suis pas de votre avis en cela, *signor dottore*, dit-il, mais je ne pense pas qu'ils fassent jamais d'aussi bons matelots que les vôtres. La mer vous appartient, vos matelots sont aussi supérieurs aux nôtres, que les Hollandais l'étaient autrefois aux vôtres. Je crois cependant que les Américains sont meilleurs matelots que vous, parce qu'ils sont moins nombreux.» J'observai que les Américains avaient un grand nombre de matelots anglais à leur service, et qu'indépendamment d'autres circonstances, la discipline américaine

à bord des vaisseaux de guerre, était beaucoup plus sévère que la nôtre; et que si les Américains avaient une marine considérable, il leur serait impossible d'avoir sur chaque vaisseau autant de marins expérimentés. Lorsque j'observai que la discipline américaine était plus sévère que la nôtre, il sourit et dit : « *Sarebbe difficile a credere.* »

A cinq heures de l'après-midi, Napoléon m'envoya chercher. Je le trouvai assis dans un fauteuil auprès du feu. Il était sorti pour se promener, mais il avait été saisi de douleur, de maux de dents et d'une toux violente. J'examinai ses amygdales, elles étaient enflées, sa joue était enflammée. Pendant que j'étais près de lui, les douleurs augmentèrent. « *Je tremble,* dit-il au comte Las-Cases qui était là, *comme si j'avais eu peur.* » Son pouls était agité. Je lui recommandai des fomentations chaudes sur la joue, un liniment pour sa gorge, des fondans chauds, un gargarisme, des bains de pieds et une abstinence totale; il approuva mon ordonnance, à l'exception du liniment. Il me fit beaucoup de questions sur la fièvre.

Je l'ai vu encore à neuf heures, il était couché. Mes avis avaient été strictement suivis; j'aurais désiré qu'il prît un laxatif. Il attribuait son indisposition au *ventaccio* (1) qui soufflait continuellement sur le sol aride et découvert de Longwood. « Il faudrait que je fusse à *the Briars*, disait-il, ou de l'autre côté de

(1) *Ventaccio*, mot provincial qui signifie un vent violent et âpre.

l'île , au lieu d'habiter cet endroit épouvantable. Quand j'y étais dans cette saison , l'année dernière , je me portais très-bien. Il me demanda quel était , selon moi , le moyen le plus facile de mourir ; et observa que la mort par le froid était la plus commode de toutes , parce que *si muor dormento* ( on meurt en dormant ).

J'ai adressé une lettre à sir Hudson Lowe , pour le prévenir de la maladie de Napoléon.

27. — Napoléon a eu une transpiration abondante pendant la nuit ; il se trouve beaucoup mieux. Je lui ai recommandé de continuer le même traitement , et de ne pas s'exposer au vent. Il m'a fait presque les mêmes observations qu'il avait faites la veille sur l'exposition malsaine et découverte de Longwood , ajoutant que l'endroit était si stérile , qu'il y croissait à peine une plante.

J'ai eu quelques momens d'entretien avec lui sur l'impératrice Joséphine : il en a parlé dans les termes les plus affectueux. Il a fait , dit-il , la première connaissance de cette femme aimable , lors du désarmement des sections de Paris , après le 13 vendémiaire 1795. « Un jeune garçon de douze à treize ans se présenta à moi , continua-t-il , en me suppliant de lui faire rendre l'épée de son père , qui avait été général de la république. Je fus si touché de cette prière affectueuse , que j'ordonnai que l'épée lui fût remise. Ce jeune enfant était Eugène Beauharnais. En voyant l'épée , il fondit en larmes. Je fus tellement ému par son action , que je lui en fis mes éloges. Quelques

jours après, sa mère vint me faire une visite de remerciemens. Son extérieur me frappa, mais encore plus son esprit. Cette première impression prit chaque jour une nouvelle force, et le mariage ne tarda pas à s'en suivre. »

J'ai vu sir Hudson Lowe. Je lui ai fait connaître l'état de la santé de Napoléon, et lui ai dit qu'il attribuait sa maladie à la violence du vent, à l'exposition de Longwood; j'ajoutai qu'il avait exprimé le désir d'être transporté à *the Briars*, ou de tout autre côté de l'île. Son excellence a répondu : « Le fait est que le général Bonaparte veut parvenir à Plantation-House; mais la compagnie des Indes-Orientales ne consentira pas à voir donner une si belle plantation à une troupe de Français pour en détruire les arbres, et ravager les jardins. »

*Huit heures du soir.* Napoléon n'est pas aussi bien; la partie droite des mâchoires est considérablement tuméfiée. Il éprouva de la difficulté à avaler, à cause de l'inflammation des amygdales, etc. Il n'a voulu consentir à rien employer autre chose que des fondans et des fomentations. Je lui ai recommandé de prendre un purgatif dans la matinée, et quelques autres remèdes actifs, ce qu'il a refusé de faire, en observant qu'il n'avait jamais pris aucune médecine depuis son enfance; qu'il connaissait son tempérament, et qu'il était persuadé que le moindre purgatif produirait sur lui les plus violens effets : que d'ailleurs un purgatif pourrait contrarier les efforts de la nature. Qu'il avait confiance à la diète, aux délayans, etc.

29. — Napoléon éprouve un peu de mieux. Je lui ait dit que s'il était attaqué de quelque maladie du climat, ce serait probablement un homme mort en peu de jours, parce que les moyens qu'il voulait employer étaient totalement impuissans pour vaincre une maladie violente, bien qu'ils eussent pu suffire pour le débarrasser des légers accidens qu'il avait supportés.

Malgré tous les raisonnemens et toutes les représentations que je lui fis, il paraissait croire qu'il valait mieux ne rien faire que de prendre médecine, parce qu'il les regardait comme dangereuses, ou qu'au moins on devait s'en méfier, en ce qu'elles pouvaient troubler les opérations de la nature.

30. — Napoléon a consenti à faire usage d'un gargarisme d'infusion de roses et d'acide sulphurique. Plusieurs vésicules s'étaient formées en dedans de la joue et sur les gencives. Il s'est emporté contre le *clima barbaro* de Longwood, et a reparlé de *the Briars* (1).

J'ai informé sir Hudson Lowe de l'état de sa santé, et du désir qu'il avait d'être transporté à *the Briars*. Son excellence a répondu que si le général Bonaparte voulait se mettre à l'aise et se réconcilier avec l'île, il fallait qu'il tirât quelques-unes des sommes immenses qu'il possédait, et qu'il en achetât une maison et des terres. Je lui répondis que Napoléon m'a-

(1) *The Briars* est à peu près à deux milles du bord de la mer.

vait dit qu'il ne savait pas où son argent était placé. Sir Hudson répliqua : Je suis sûr qu'il vous a dit cela afin que vous me le répétiez.

1 novembre. — Napoléon va mieux. Ses jambes sont un peu gonflées ; les glandes de la cuisse ont éprouvé de l'accroissement. Je lui ai recommandé de prendre du sulphate de magnésie, ou du sel de glau-ber. Un second lot de vaisselle plate a été brisé pour vendre, à la ville.

2.—L'état de Napoléon est à peu près le même. Je lui ai recommandé, dans les termes les plus pressans, de prendre de l'exercice aussitôt que l'état de sa santé et le temps le lui permettraient ; je l'ai sérieusement prévenu que s'il ne faisait exactement ce que je lui prescrivais, il serait bientôt infailliblement attaqué de quelque maladie sérieuse.

Pendant la conversation, je pris la liberté de demander à Napoléon quelles avaient été ses raisons pour encourager autant les Juifs. Il répondit : « Je voulais qu'il renonçassent à l'usure, et qu'ils devinssent comme les autres hommes. Il y avait beaucoup de Juifs dans les pays sur lesquels je régnaï ; j'espérais, en les rendant libres et en leur donnant des droits égaux à ceux des catholiques et des protestans, les rendre bons citoyens, et les forcer à se conduire comme le reste de la communauté. Je crois que j'aurais fini par réussir. Mon raisonnement était que, puisque leurs rabbins leur expliquaient qu'ils ne devaient pas pratiquer l'usure contre leur propre tribu, mais qu'elle leur était permise envers les chrétiens et autres ; que, d'un

autre côté, en leur rendant tous leurs privilèges, je les avais rendus égaux à mes autres sujets; ils devaient me regarder comme Salomon ou Hérode, comme le chef de leur nation, et mes sujets comme les frères d'une tribu semblable à la leur. Qu'en conséquence, il ne leur était pas permis d'agir usurairement avec eux ou avec moi, mais qu'ils devaient nous traiter comme si nous étions de la tribu de Juda. Que jouissant des mêmes droits que tous mes autres sujets, ils devaient de la même manière payer les taxes, et se soumettre aux lois de la conscription et à toutes les autres. J'obtins par ce moyen beaucoup de soldats. Outre cela, j'aurais attiré une grande richesse en France, parce que les Juifs sont très-nombreux, et qu'ils se seraient pressés en foule dans un pays où ils auraient joui de privilèges tellement supérieurs à ceux que leur accordent les autres gouvernemens. Je voulais d'ailleurs établir une liberté de conscience universelle. Mon système était de n'avoir point de religion prédominante, mais de les tolérer toutes; que chacun crût et pensât à sa manière, et que tous les hommes fussent égaux, qu'ils fussent protestans, catholiques, mahométans, déistes, etc., de sorte que la religion ne pût avoir aucune influence dans l'occupation des emplois du gouvernement; qu'elle ne pût contribuer à les faire accueillir ou repousser; et que pour donner un emploi à un homme, on ne pût faire aucune objection fondée sur sa croyance, pourvu qu'il fût capable. Je rendis tout indépendant de la religion. Tous les tribunaux le furent de même. Les mariages

étaient indépendans des prêtres; les cimetières mêmes ne furent plus à leur disposition, parce qu'ils ne pouvaient plus refuser d'enterrer le corps de personne, de quelque religion qu'il fût. Mon intention était de rendre purement civil, tout ce qui appartenait à l'état et à la constitution, sans égard pour aucune religion. Je voulais priver les prêtres de toute influence et de tout pouvoir dans les affaires civiles, sans se mêler d'autre chose. » Je lui demandai si les oncles et les nièces avaient le droit de se marier en France. Il répondit : « Oui, mais il faut qu'ils obtiennent une permission spéciale. » Je lui demandai si la permission devait être accordée par le pape. « Par le pape ? dit-il, non ; » Puis me prenant le bout de l'oreille en souriant, il ajouta : « Je vous dis que ni le pape, ni aucun de ses prêtres, n'ont le pouvoir de rien accorder. Par le souverain. »

Je lui fis ensuite quelques questions sur les francs-maçons, et lui demandai son opinion sur leur compte. « C'est un tas d'imbécilles qui s'assemblent pour faire bonne chère, et exécuter quelques folies ridicules. Néanmoins, dit-il, ils font quelques bonnes actions. Ils ont aidé dans la révolution et récemment encore à diminuer la puissance du pape et l'influence du clergé. Lorsque les sentimens d'un peuple sont contre le gouvernement, toutes les sociétés tendent à lui nuire. » Je lui demandai si les francs-maçons du continent avaient quelque liaison avec les *illuminati*. Il répondit : « Non, c'est une société tout-à-fait différente : en Allemagne, elle est d'une nature bien dan-

gereuse. » Je lui demandai s'il n'avait pas encouragé les francs-maçons? Il répondit qu'il l'avait fait, plutôt parce qu'ils étaient contre le pape, que pour tout autre motifs. — S'il aurait jamais permis le rétablissement des jésuites en France. « Jamais, dit-il, c'est la plus dangereuse de toutes les sociétés; elle a fait plus de mal que toutes les autres. Leur doctrine est que leur général est le souverain des souverains et le maître du monde; que tous les ordres qui en émanent doivent être écoutés, quelque contraires aux lois, quelque coupables qu'ils soient. Toute action, quelque atroce qu'elle soit, commise par eux, dans l'exécution des ordres de leur général, à Rome, devient méritoire à leurs yeux. Non, non, je n'aurais jamais consenti qu'il existât dans mes états une société sous les ordres d'un général étranger, siégeant à Rome. Je n'aurais jamais voulu de *frati*. Il y avait assez de prêtres pour ceux qui en avaient besoin, sans voir encore des monastères remplis de *canaglie*, qui ne faisaient que manger, prier et commettre des crimes.» J'observai qu'il était à craindre que les prêtres et les jésuites prissent bientôt une grande influence en France. Napoléon répondit : « Cela est très-probable. Les Bourbons sont des fanatiques et voudraient rappeler les jésuites et l'inquisition. Dans les règnes qui ont précédé le mien, les protestans étaient aussi maltraités que les Juifs; ils ne pouvaient acheter de terres : je les ai mis sur le même pied que les catholiques. Ils seront maintenant foulés aux pieds par les Bourbons, pour qui toute idée libérale sera toujours suspecte. L'empereur

Alexandre a pu sans inconvénient permettre l'entrée de son empire aux jésuites, parce qu'il est de sa politique d'attirer des hommes éclairés dans son pays barbare, quelle que soit leur secte; et d'ailleurs ils ne sont pas très à craindre en Russie, parce que la religion est différente. Cependant ils feront tant, qu'il sera forcé de les renvoyer. »

Voici le portrait qu'il faisait de Carnot : « C'était un homme laborieux et sincère, mais sujet à l'influence des intrigues et facile à se laisser tromper. Il a dirigé les opérations de la guerre sans avoir mérité les éloges qu'on lui a donnés, parce qu'il n'avait ni l'expérience, ni l'habitude de la guerre. Il n'a montré que peu de talent pendant son premier ministère, et a eu plusieurs querelles avec le ministre des finances et la trésorerie : dans toutes ces discussions il avait tort. Il quitta le ministère, convaincu qu'il ne pouvait remplir sa place, faute d'argent. Il vota ensuite contre l'établissement de l'empire, mais comme sa conduite avait toujours été franche, jamais il ne donna d'ombrage au gouvernement. Jamais il ne demanda rien pendant la prospérité de l'empire ; mais après les malheurs de la Russie, il demanda de l'emploi, et reçut le commandement d'Anvers, dont il s'acquitta fort bien. Après mon retour de l'île d'Elbe, il fut nommé ministre de l'intérieur ; et j'eus tout lieu d'être satisfait de sa conduite. Lors de l'abdication, il avait été nommé membre du gouvernement provisoire, mais il fut joué par les intrigans dont il était entouré ; dans sa jeunesse, il passait pour un original

parmi ses camarades. Il détestait les nobles, et eut plusieurs querelles, à ce sujet, avec Robespierre qui en avait protégé plusieurs sur la fin. Il était membre du comité de salut public avec Robespierre, Couthon, S.-Just et autres bouchers, et ce fut le seul qui ne fut pas dénoncé. Il demanda ensuite à être compris dans la dénonciation et à être jugé pour sa conduite aussi bien que ceux qu'il voulait bien appeler ses collègues, ce qui lui fut refusé ; mais sa demande de partager le sort des autres, lui fit un grand honneur.

» Barras, dit ensuite Napoléon, était un homme violent, de peu de science et de résolution ; léger et loin de mériter la réputation dont il jouissait ; la violence de ses manières et l'éclat de sa voix, lorsqu'il commençait un discours, semblaient donner une toute autre idée de lui que celle qui est généralement reçue.»

5. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. Je lui ai dit que bien que Napoléon allât mieux, je pensais que s'il persistait à ne pas vouloir sortir de sa chambre, et à ne pas prendre d'exercice, il serait bientôt atteint de quelque maladie sérieuse, et que, selon toutes probabilités, son existence à Sainte-Hélène ne se prolongerait pas au-delà d'une ou deux années. Sir Hudson demanda avec quelque âpreté : « Pourquoi ne prend-il pas d'exercice ? » Je lui fis une courte recapitulation de plusieurs des entraves qu'il mettait à la liberté de Napoléon : je citai entre autres la mesure de faire placer des sentinelles aux portes du jardin où il avait coutume de se promener à six heures du soir, avec l'ordre de ne laisser sortir personne, quoique ce

fût précisément l'instant où la fraîcheur du temps rendait la promenade plus agréable.

Sir Hudson dit que les sentinelles n'étaient pas placées à six heures, mais seulement au coucher du soleil. J'observai à S. Exc. que le soleil se couchait immédiatement après six heures, et que, sous les tropiques, le crépuscule durait fort peu. Le gouverneur envoya chercher alors le capitaine Poppleton, et lui fit quelques questions relativement à la pose des sentinelles et à leurs ordres. Le capitaine Poppleton lui dit que les ordres donnés aux sentinelles étaient verbaux, qu'ils pouvaient donc continuellement être mal entendus. Après s'être entretenu pendant quelque temps avec le capitaine Poppleton, sir Hudson Lowe dit qu'il trouvait bien extraordinaire que le général Bonaparte ne voulût pas sortir à cheval avec un officier anglais. Je remarquai qu'il le ferait probablement si les choses étaient mieux ménagées. Si par exemple, lorsqu'il monte à cheval, on envoyait, à quelque distance après lui, un officier pour surveiller ses mouvemens. Je répondis à son excellence, que Napoléon, malgré qu'il connaîtrait la destination de cet officier, ne paraîtrait jamais s'en apercevoir, et qu'il serait aussi bien gardé que si l'officier galoppait à ses côtés. J'allai même jusqu'à lui dire que Napoléon m'avait insinué à moi-même, qu'il ne ferait pas attention à celui qui le suivrait, pourvu qu'on ne sût pas officiellement qu'il avait une garde près de lui. Sir Hudson répondit qu'il y réfléchirait, et me pria de lui écrire mon opinion sur la santé du général Bonaparte; en

me prévenant que je devais me rappeler que la vie d'un homme ne devait pas entrer en balance avec le mal qu'il pouvait causer s'il parvenait à s'échapper, et que je ne devais pas oublier que le général Bonaparte avait déjà été le fléau du monde, et la cause de la mort de plusieurs millions d'individus. Que ma position était toute particulière, et d'une grande importance politique.

Une certaine quantité de vaisselle plate a encore été brisée, portée à la ville par Cipriani, et déposée entre les mains de MM. Balcombe, Cole et compagnie, en présence de sir Thomas Reade, à qui la clef du coffre qui la renfermait a été remise.

7. — Napoléon se trouve beaucoup mieux, il ne sent presque plus aucun mal.

8. — Napoléon m'a fait plusieurs questions anatomiques et physiologiques; il m'a dit qu'il avait étudié l'anatomie pendant quelques jours, mais que la vue des cadavres ouverts l'avait rendu malade, et qu'il avait abandonné totalement cette science. Après quelques développemens sur ses idées relativement à l'ame, je fis quelques remarques sur les Polonais qui avaient servi dans son armée, et qui étaient si fort attachés à sa personne. « Ah! s'écria Napoléon, certes ils m'étaient attachés! le vice-roi actuel de Pologne était avec moi dans mes campagnes d'Égypte. Je le fis général. La plus grande partie de ma vieille garde polonaise est maintenant, par politique, employée par Alexandre. C'est une brave nation, et qui fait de bons soldats. Il valent mieux que les Français pour résis-

» ter au froid des pays du nord. Je lui demandai si dans les climats moins rigoureux, les Polonais étaient aussi bons soldats que les Français. « Oh, non, non, le Français leur est de beaucoup supérieur. Le commandant de Dantzick m'a rendu compte que pendant la rigueur de l'hiver, lorsque le thermomètre était descendu à dix-huit degrés, il était impossible de faire rester les soldats français en sentinelle à leur poste, tandis que les Polonais ne souffraient point. « Poniatowski, continua-t-il, était un homme d'un noble caractère, rempli d'honneur et de bravoure. Je me proposais de le faire roi de Pologne, si j'avais réussi en Russie. » Je lui demandai à quoi il attribuait principalement le peu de succès de cette expédition. « Au froid, au froid prématuré et à l'incendie de Moscow, » répondit Napoléon. « J'étais de quelques jours en arrière, j'avais calculé le froid qu'il avait fait depuis cinquante années, et l'extrême froid n'avait jamais commencé avant le 20 décembre, vingt jours plus tard qu'il ne commença. Quand j'étais à Moscow, le froid était à trois degrés, et le Français le supportait avec plaisir; mais pendant la marche le thermomètre descendit à dix-huit degrés, et presque tous les chevaux périrent. J'en perdis trente mille en une nuit. On fut obligé d'abandonner presque toute l'artillerie, forte alors de cinq cents pièces; on ne pouvait emporter ni munitions ni provisions. Nous ne pouvions, faute de chevaux, faire une reconnaissance, ou envoyer une avant-garde de cavalerie pour reconnaître la route. Les soldats perdaient le

courage et la raison, et tombaient dans la confusion. La circonstance la plus légère les alarmait. Quatre ou cinq hommes suffisaient pour effrayer tout un bataillon. Au lieu de se tenir réunis, ils erraient séparés pour chercher du feu. Ceux que l'on envoyait en éclaireurs couraient chercher les moyens de se réchauffer dans les maisons. Ils se répandaient de tous côtés, se débandaient et devenaient facilement la proie de l'ennemi. D'autres se couchaient par terre, s'endormaient; un peu de sang sortait de leurs narines, et ils mouraient en dormant. Des milliers de soldats périrent de cette manière. Les Polonais sauvèrent quelques-uns de leurs chevaux, et un peu de leur artillerie, mais les Français et les soldats des autres nations n'étaient plus les mêmes hommes. La cavalerie a sur-tout souffert; sur quarante mille hommes, trois mille à peine ont été sauvés. Sans l'incendie de Moscow j'aurais réussi. J'y aurais passé l'hiver.

Il y avait dans cette ville à peu près quarante mille habitans qui étaient pour ainsi dire esclaves. J'aurais proclamé la liberté de tous les esclaves en Russie, et aboli le vasselage et la noblesse. Cela m'aurait procuré l'union d'un parti immense et puissant. J'aurais fait la paix à Moscow, ou bien j'aurais marché sur Pétersbourg l'année suivante. Alexandre le savait bien, aussi avait-il envoyé ses diamans, ses objets précieux et ses vaisseaux en Angleterre. Sans cet incendie, j'aurais complètement réussi. Je les avais battus dans une grande action à la Moskowa; j'attaquai, avec quatre-vingt-dix mille hommes, l'armée russe forte de deux

cent cinquante mille, et fortifiée jusqu'aux dents, et la défis complètement. Soixante-dix mille Russes restèrent sur le champ de bataille. Ils eurent l'imprudence de dire qu'ils avaient gagné la bataille, bien que je marchasse sur Moscow. Deux jours après, j'étais au milieu d'une belle ville approvisionnée pour un an; car, en Russie, il y avait toujours des provisions pour plusieurs mois avant que la gelée ne vînt. Les magasins de toute espèce étaient encombrés. Les maisons des habitans étaient bien pourvues, et la plupart avaient laissé leurs domestiques qui nous auraient servi. Beaucoup de propriétaires avaient laissé des billets par lesquels ils priaient les officiers français, qui prendraient possession de leurs maisons, d'épargner les meubles et autres effets; qu'ils avaient laissé tout ce qui pouvait être utile à nos besoins, et qu'ils espéraient revenir dans peu de jours lorsque l'empereur Alexandre aurait arrangé les affaires, et qu'alors ils seraient bien aises de nous voir. Plusieurs dames étaient restées. Elles savaient que j'avais été à Berlin et à Vienne avec mes armées, et qu'il n'avait été fait aucune offense aux habitans : d'ailleurs ils comptaient sur une prompte paix. Nous espérions jouir de nous-mêmes dans des quartiers d'hiver, avec tout espoir de succès au printemps. Deux jours après notre arrivée, l'incendie fut découvert. Il ne paraissait pas d'abord être alarmant, et l'on pensait qu'il aurait pu être causé par des soldats en allumant leurs feux trop près des maisons qui étaient presque toutes en bois. Cette circonstance m'affligea, et je donnai des ordres extrêmement sévères à

ce sujet aux commandans des régimens et autres. Le lendemain le feu s'était accru, mais pas encore de manière à donner des craintes sérieuses. Cependant, craignant qu'il ne vînt jusqu'à nous, je sortis à cheval et donnai tous les ordres possibles pour l'éteindre. Le jour suivant, un vent violent s'étant élevé, l'incendie se propagea avec la plus grande rapidité. Des centaines de misérables, payés à cet effet, se dispersèrent dans différens quartiers de la ville, et au moyen de mèches qu'ils cachaient sous leurs manteaux, ils mirent le feu aux maisons qui se trouvaient sous le vent, ce qui était facile à cause des matières combustibles qui formaient leur bâtisse. Cette circonstance, jointe à la violence du vent, rendit inutiles tous les efforts pour éteindre le feu. Moi-même j'eus peine à en sortir en vie. Afin de donner l'exemple, je m'exposai au milieu des flammes et j'eus les cheveux et les sourcils brûlés; mes habits furent brûlés sur mon dos. Mais tous les efforts furent vains, parce qu'ils avaient détruit la plupart des pompes, qui étaient au nombre de mille à peu près, et dont je crois que nous ne trouvâmes plus une seule en état de servir. En outre, les misérables qui avaient été payés par Rostopchin couraient de tous côtés, rallumant par-tout le feu avec leurs torches; ce en quoi ils n'étaient que trop secondés par le vent. Ce terrible incendie ruina tout. J'étais préparé à tout, excepté à cet événement. Le coup était imprévu : qui aurait pu croire qu'une nation aurait mis le feu à sa capitale ? Cependant les habitans eux-mêmes firent tous leurs efforts pour l'éteindre, et plu-

sieurs périrent dans la tentative. Ils amenèrent devant nous un grand nombre de ces incendiaires avec leurs torches, car nous n'aurions jamais pu les reconnaître au milieu d'une telle populace. Je fis fusiller à peu près deux cents de ces misérables. Sans ce feu fatal, j'avais tout ce qui était nécessaire à mon armée, d'excellens quartiers d'hiver, des approvisionnemens de toute espèce; et l'année suivante aurait décidé de tout. Alexandre aurait fait la paix, ou j'aurais été à Pétersbourg. » Je lui demandai s'il pensait qu'il aurait pu soumettre entièrement la Russie. « Non, répondit Napoléon, mais j'aurais obligé la Russie à faire une paix convenable aux intérêts de la France. Je quittai Moscow cinq jours trop tard. Plusieurs des généraux, continua-t-il, ont été arrachés de leurs lits par le feu. Je restai moi-même dans le Kremlin (1) jusqu'à ce que je fusse environné de flammes. Le feu gagna les magasins chinois et indiens et plusieurs entrepôts d'huile et d'esprit qui s'enflammèrent et envahirent tout. Je me retirai alors dans une maison de campagne de l'empereur Alexandre, à peu près à une lieue de Moscow, et vous pouvez juger vous-même

(1) Le général Gourgaud m'a dit que, pendant cette confusion, un grand nombre de corbeaux, dont on voit des milliers à Moscow, se perchèrent en masse sur les tours du Kremlin, d'où ils descendaient fréquemment, et voltigeaient autour des soldats français en battant des ailes et croassant, comme s'ils les eussent menacés de la destruction qui suivit en effet. Il ajouta que les troupes avaient été découragées à cette vue, que les soldats regardaient comme d'un funeste présage.

de l'intensité du feu, lorsque vous saurez qu'on pouvait à peine tenir les mains sur les murs ou les fenêtres du côté de Moscow tant elles étaient échauffées par le feu. C'était le spectacle d'une mer de feu ; des montagnes de flammes rouges et tournoyantes comme les vagues, s'élançaient tout-à-coup vers un ciel embrasé et retombaient ensuite dans un océan de feu. C'était le spectacle le plus grand, le plus sublime et le plus terrifiant que j'aie vu de ma vie. — *Allons, docteur* (1). »

9. — Je me suis entretenu pendant quelque temps avec Napoléon relativement à la religion. Je lui observai qu'on avait différentes opinions sur sa croyance, en Angleterre, et qu'on l'avait supposé, depuis peu, catholique romain. « *Ebbene*, répliqua-t-il, *credo tutto quel che crede la chiesa* ( Je crois tout ce que l'église croit). J'avais coutume, continua-t-il, de mettre aux prises le pape et l'évêque de Nantes, quand ils étaient devant moi. Le pape voulait rétablir les moines. Mon évêque avait coutume de lui dire que je ne trouvais pas mauvais qu'on fût moine dans le cœur, mais que je ne voulais pas permettre qu'il en existât publiquement aucune société. Le pape voulait me faire confesser, ce que j'évitai toujours en disant : *santo padre*, je suis occupé à présent, quand je serai plus vieux. Je prenais plaisir à converser avec le pape, continua-t-il, c'était un bon vieillard, *ma testardo* (mais tenace). »

(1) C'était l'expression accoutumée de Napoléon lorsqu'il voulait que je me retirasse.

« Il y a tant de religions différentes, continua-t-il, ou de modifications dans la religion, qu'il est difficile de savoir laquelle choisir. Si une religion avait existé dès le commencement du monde, je penserais qu'elle serait la véritable. Mais dans l'état où sont les choses, je pense que chacun doit conserver la religion dans laquelle il a été élevé ; celle de ses pères. Qu'êtes-vous ? — « Protestant, répondis-je. » — Votre père l'était-il aussi ? — « Je dis qu'oui. » — Eh bien, continuez dans cette croyance.

» En France, continua-t-il, je recevais également les catholiques et les protestans à mon lever. Je payais leurs ministres de même.

Je donnai aux protestans une belle église à Paris, laquelle avait autrefois appartenu aux jésuites. Pour prévenir toutes querelles de religion, dans les lieux où se trouvaient des temples protestans et catholiques, je leur défendis également de sonner les cloches pour appeler le peuple au service dans leurs églises respectives, à moins que les ministres de l'une et de l'autre ne fissent une demande particulière à cet effet, en établissant que c'était d'après le désir, et sur la demande des membres de chaque religion. On donnait alors une permission pour un an ; et si, à l'expiration de cette année, la demande n'était pas renouvelée par les deux parties, la permission cessait. Par ces moyens, j'empêchai les discussions qui avaient existé auparavant, parce que les prêtres catholiques ne pouvaient sonner leurs cloches, à moins que les protestans n'eussent un semblable privilège. »

« Il existe un lien entre l'animal et la Divinité. L'homme, ajouta-t-il, est seulement un animal plus parfait que le reste. Il raisonne mieux. Mais que savons-nous si les animaux n'ont pas un langage particulier ? Mon opinion est, qu'il y a de notre part présomption, à assurer que non, parce que nous ne les entendons pas. Un cheval a de la mémoire, de la connaissance et de l'amour. Il distingue son maître d'entre les domestiques, bien que ceux-ci soient plus constamment avec lui. J'avais un cheval qui me reconnaissait parmi tout le monde et qui manifestait par ses sauts et sa marche hardie, lorsque j'étais sur son dos, qu'il savait porter un personnage supérieur à tous ceux dont il était entouré. Il ne voulait permettre à personne autre que moi, de le monter, excepté à un palefrenier qui en prenait constamment soin, et lorsqu'il était monté par cet homme, ses mouvemens étaient si différens, qu'il semblait reconnaître qu'il portait un valet. Lorsque je perdais ma route, je lui jetais la bride sur le col, et il la retrouvait toujours dans des endroits où, avec toute mon observation et ma connaissance particulière des lieux, je n'aurais pu le faire. Qui peut nier l'intelligence des chiens ? Il existe une chaîne entre les animaux. Les plantes sont autant d'animaux qui mangent et boivent, et il y existe des degrés jusqu'à l'homme, qui est seulement le plus parfait de tous. Le même esprit les anime plus ou moins. Votre gouverneur, dit-il, après un moment de silence, a fermé le sentier qui conduit aux jardins de la compagnie, où j'avais coutume de

me promener quelquefois , parce que c'est le seul endroit à l'abri du *vento agro* , ce qu'il a regardé , comme une trop grande faveur , *son certo che a qualche cattivo o ggetto in viste*. Mais tout cela ne me chagrine pas beaucoup , car , lorsque l'heure d'un homme est venue , il doit partir. » Je pris la liberté de lui demander s'il n'était pas fataliste. « *Sicuro* , répondit Napoléon , autant que les Turcs. J'ai toujours été de même. Il faut obéir à l'ordre du destin. (*Quando lo vuole il destino , bisogna , ubbidire.*) »

Je lui fis quelques questions relativement à Blucher. « Blucher , dit-il , est un très-brave soldat , *un bon sabreur*. Il est comme un taureau qui ferme les yeux , et se précipite en avant , sans voir aucun danger. Il a commis mille fautes , et sans les circonstances , j'aurais pu , différentes fois , le faire prisonnier , lui et la plus grande partie de son armée. Il est obstiné et infatigable , ne craignant rien , et très-attaché à son pays ; mais comme général , il est sans talent. Je me souviens que lorsque j'étais en Prusse , il dînait à ma table , après s'être rendu , et qu'on le considérait comme un homme très-ordinaire. »

En parlant des soldats anglais , il observait : « Le soldat anglais est brave , et les officiers sont généralement gens d'honneur , cependant je ne les crois pas en état d'exécuter de grandes manœuvres. Je pense que si j'étais à leur tête , je pourrais les rendre capables de tout. Pourtant je ne les connais pas encore assez bien pour en parler décidément. J'ai eu une conversation avec Bingham à ce sujet , et , bien qu'il ne soit pas de

mon avis, je voudrais changer votre système. Au lieu du fouet, je voudrais les conduire par le point d'honneur. Je voudrais exciter en eux une certaine émulation. J'avancerais tout soldat qui se serait distingué, comme je le faisais en France. Après une action, j'assemblais les officiers et les soldats, et je demandais : *Quels sont ceux qui se sont distingués ? Quels sont les braves ?* Et j'avancais tous ceux qui savaient lire et écrire. J'ordonnais à ceux qui ne le savaient pas, d'étudier jusqu'à ce qu'ils en sussent assez, et alors je les avançais. Que ne pourrait-on pas attendre de l'armée anglaise, si chaque soldat espérait devenir général, en se comportant bien ? Bingham dit cependant que la plus grande partie de vos soldats sont des brutes, et qu'il faut les conduire à coups de bâton. Mais certes, continua-t-il, les soldats anglais doivent avoir assez de sentimens pour les mettre au moins au niveau des soldats des autres nations chez qui le système dégradant du fouet n'est pas en usage. Tout ce qui avilit l'homme ne peut être utile. Bingham dit qu'il n'y a que la *canaille* qui s'enrôle volontairement. Cette punition avilissante en est cause. Je voudrais l'abolir, et que l'état même de simple soldat fût un honneur pour celui qui porterait ce titre. Je voudrais faire ce que j'ai fait en France. J'encouragerais les jeunes gens instruits, les fils de marchands, les nobles et les autres, à devenir simples soldats, et je les avancerais selon leur mérite. Je remplacerais le fouet par la prison, le pain et l'eau, et le mépris de leurs camarades. *Quando il soldato è avvilito e diso-*

*norato colle fruste , poco gli preme la gloria e l'onore della sua patria* (1). Quel honneur peut avoir un homme qui a été fustigé devant ses camarades ? Il perd tout sentiment , et se battrait aussi bien contre son pays , que pour lui , s'il était mieux payé par le parti opposé. Lorsque les Autrichiens possédaient l'Italie , ils cherchèrent en vain à faire des soldats des Italiens. Ceux-ci désertaient aussi vite qu'on les avait réunis ; ou bien s'ils étaient obligés de marcher à l'ennemi , ils se sauvaient au premier coup de feu. Il était impossible de maintenir un seul régiment. Lorsque j'eus acquis l'Italie , et que je commençai à lever des soldats , les Autrichiens se moquèrent de moi , et disaient que cela ne servirait à rien ; qu'ils avaient essayé bien des fois à le faire , et qu'il n'était pas dans le caractère des Italiens de se battre ou de faire de bons soldats. Malgré cela , je levai plusieurs milliers d'Italiens qui se battirent avec autant de bravoure que les Français , et qui ne m'abandonnèrent pas , même dans mon adversité. Quelle en était la cause ? J'avais aboli le fouet et le bâton que les Autrichiens avaient adoptés. J'avancai ceux des soldats qui avaient des talens , et fis de plusieurs des généraux. Je substituai l'honneur et l'émulation à la terreur et au fouet. »

Je lui demandai son opinion relativement au mérite comparatif des Russes , des Prussiens et des Allemands. Napoléon répondit : « Les soldats changent quelque-

(1) Quand un soldat a été avili et déshonoré par le fouet , il se soucie fort peu de la gloire ou de l'honneur de son pays.

fois, ils sont braves un jour, et lâches l'autre. J'ai vu les Russes faire des prodiges de valeur à Eylau : c'était autant de héros. A la Moscowa, retranchés d'une manière inexpugnable, ils me laissèrent battre deux cent cinquante mille hommes avec quatre-vingt-dix mille. A Jéna, et dans d'autres batailles de cette campagne, les Prussiens s'enfuirent comme des moutons ; depuis ce temps, ils se sont battus bravement. Mon opinion est que maintenant, le soldat prussien est supérieur au soldat allemand. Les cuirassiers français étaient la meilleure cavalerie du monde pour enfoncer l'infanterie. Individuellement, il n'est pas de cavalier supérieur ou même égal au Mameluck ; mais ils ne peuvent agir en corps. Les cosaques sont excellens comme partisans, et les Polonais comme lanciers. »

Je lui demandai quel était à son avis le meilleur général autrichien. « Le prince Charles, répondit-il, bien qu'il ait commis un millier de fautes. Quant à Schwartzberg, il n'est pas capable de commander six mille hommes. »

Napoléon parla ensuite du siège de Toulon, et dit qu'il avait fait prisonnier le général O'Hara. « Je puis dire, continua-t-il, que je l'ai fait prisonnier de ma propre main. J'avais établi une batterie masquée, de huit pièces de vingt-quatre, et de quatre mortiers pour attaquer le fort Malbosquet qui était entre les mains des Anglais. Cette batterie fut achevée dans la soirée, et j'avais intention d'attaquer le lendemain matin. Tandis que je donnais des ordres sur un autre point de l'armée, quelques députés de la Convention

arrivèrent. Dans ce temps-là , ils prenaient quelquefois sur eux de diriger les opérations militaires, et ces imbécilles ordonnèrent à la batterie de commencer son feu ; ce à quoi on obéit. Aussitôt que je vis ce feu prématuré , je pensai que le général anglais attaquerait la batterie, et qu'il l'enlèverait probablement, parce que toutes mes dispositions n'avaient pas encore été faites pour la soutenir. En effet , O'Hara voyant que le feu de la batterie chasserait ses troupes de Malbosquet , et que je pouvais finir par m'emparer du fort qui commandait la rade , se décida à m'attaquer. En conséquence , il se mit à la tête de ses troupes , fit une sortie , et emporta effectivement la batterie et les lignes que j'avais formées à gauche (*ici Napoléon traça sur un morceau de papier le plan de la position des batteries*), et celles de droite furent prises par les Napolitains. Tandis qu'il s'occupait à enclouer les canons, j'avancai sans être aperçu, avec trois ou quatre cents grenadiers, par un *boyau* couvert d'oliviers, lequel communiquait à la batterie, et je commençai un feu terrible sur ses troupes. Les Anglais, étonnés, crurent d'abord que les Napolitains qui occupaient les lignes sur la droite, les avaient pris pour des Français, et tous criaient : c'est cette *canaglia* de Napolitains qui fait feu sur nous ( car à cette même époque vos troupes méprisaient les Napolitains ). O'Hara sortit de la batterie, et s'avança vers nous. Il fut blessé au bras par le feu d'un sergent, et comme j'étais à l'entrée du boyau, je le saisis par son habit, et le poussai au milieu de mes

soldats , en pensant que c'était un colonel , parce qu'il avait deux épaulettes. Tandis qu'on l'emmenait sur les derrières , il s'écria qu'il était le commandant en chef des Anglais. Il pensait qu'il allait être massacré , parce qu'il existait un ordre de la Convention , de ne point faire de quartier aux Anglais. Je courus à lui , et empêchai les soldats de le maltraiter. Il parlait très-mauvais français ; et comme je voyais qu'il s'imaginait qu'on avait l'intention de le massacrer , je fis tout ce qui dépendit de moi pour le rassurer , et donnai ordre qu'on pansât immédiatement sa blessure , et qu'on eût pour lui les plus grands égards. Il me pria ensuite de lui donner les détails de la manière dont il avait été pris , pour en rendre compte à son gouvernement dans sa justification.

» Ces imbécilles députés de la Convention , continuait-il , voulaient d'abord attaquer et incendier la ville ; mais je leur expliquai qu'elle était très-forte , et que nous perdriens beaucoup de monde ; que le meilleur moyen serait de nous rendre maîtres des forts qui commandaient la rade , et que les Anglais seraient pris , ou obligés de brûler la plus grande partie de la flotte , et de se sauver. On suivit mes avis ; et les Anglais devenant quel en serait le résultat , mirent le feu aux vaisseaux , et abandonnèrent la ville. S'il était venu un *libeccio* (1), ils auraient été tous pris. Ce fut Sidney Smith qui incendia la flotte , et elle eût été complètement brûlée , si les Espagnols eussent fait

(1) Vent du sud.

leur devoir. C'était le plus beau feu d'artifice possible. »

« Les Napolitains, continua-t-il, sont la plus vile *canaglia* du monde. Murat a causé ma ruine en avançant contre les Autrichiens avec eux. Lorsque le vieux Ferdinand apprit cela, il se mit à rire, et dit dans son jargon, qu'ils serviraient Murat comme ils l'avaient servi, lorsque Championet en avait dispersé cent mille, comme des moutons, avec dix mille Français. J'avais défendu à Murat d'agir, parce qu'à mon retour de l'île d'Elbe, il était convenu entre l'empereur d'Autriche et moi, que si je lui cétais l'Italie, *il ne se joindrait pas à la coalition contre moi*. J'en avais fait la promesse, et je l'aurais remplie. Mais cet imbécille, malgré les ordres que je lui avais donnés, de se tenir tranquille, marcha en Italie avec sa canaille où il fut soufflé comme une balle. L'empereur d'Autriche le voyant, conclut que cela s'était fait par mes ordres; il avait sur le cœur de m'avoir trahi auparavant, il supposa que mon intention n'était pas d'être fidèle à ma promesse, et se détermina à s'opposer à moi avec toutes ses forces. Deux fois Murat m'a trahi et ruiné. La première, lorsqu'il m'abandonna pour se joindre aux alliés avec soixante mille hommes, me forçant par là, de tenir en Italie trente mille hommes, dont j'avais tant besoin ailleurs. A cette époque, son armée était bien commandée par des Français; sans cette marche hasardée de Murat, les Russes se fussent retirés, leur intention n'était pas d'avancer, si l'Autriche ne se joignait pas à la coalition; vous fussiez

restés seuls, et eussiez accepté la paix de grand cœur. Napoléon observa ensuite, qu'il avait toujours été disposé à conclure la paix avec l'Angleterre. « Que vos ministres disent ce qu'ils voudront, disait-il, j'ai toujours été prêt à faire la paix. A l'époque où Fox mourut, tout devait la faire présager. Si lord Lauderdale eût été sincère, d'abord elle aurait également été conclue. Avant la campagne de Prusse, je lui fis signifier qu'il ferait mieux de persuader à ses concitoyens de faire la paix, parce que je serais maître de la Prusse dans deux mois; par la raison même, que bien que la Russie et la Prusse réunies pussent s'opposer à moi, la Prusse seule ne le pouvait pas. Que les Russes étaient à trois mois de marche de distance, et que, comme je savais que leur plan de campagne était de défendre Berlin, au lieu de se retirer pour obtenir le renfort des Russes, je détruirais leur armée et prendrais Berlin, avant que les Russes n'arrivassent, et qu'ensuite je déferais facilement ces derniers. Je conseillai donc à lord Lauderdale de profiter de mes offres de paix, avant que les Prussiens, qui étaient vos meilleurs amis sur le continent, ne fussent battus. Je crois qu'il fut sincère après cette communication, et qu'il écrivit à vos ministres pour les engager à cette paix : mais ils ne voulurent pas y consentir, pensant que le roi de Prusse était à la tête de cent mille hommes; que je pouvais être battu, et qu'une défaite causerait ma ruine. Cela était possible. Quelquefois une bataille décide de tout : et quelquefois aussi les circonstances les plus légères décident du sort d'une

bataille. L'événement prouvera que j'avais raison ; après Jéna, la Prusse fut à moi. Après Tilsit, et à Erfurt, continua-t-il, une lettre signée de moi et de l'empereur Alexandre, et contenant des propositions de paix avec l'Angleterre, fut envoyée à vos ministres ; mais ils ne voulurent pas accepter ces propositions. »

Napoléon parla ensuite de sir Sydney Smith. Sydney Smith, dit-il, est un brave officier. Il a montré beaucoup d'habileté dans le traité relatif à l'évacuation de l'Égypte par les Français. Il a su prendre avantage du mécontentement qui existait parmi les troupes françaises, de se voir si long-temps éloignées de la France. Il prouva aussi beaucoup d'honneur en envoyant immédiatement à Kléber, le refus de lord Keith, de ratifier le traité, ce qui sauva l'armée française ; s'il l'eût tenu secret pendant sept ou huit jours de plus, le Caire aurait été cédé aux Turcs, et l'armée française nécessairement obligée de se rendre aux Anglais. Il montra aussi beaucoup de noblesse et d'humanité, dans tous ses procédés, envers les Français qui tombèrent entre ses mains. Il débarqua au Hâvre, pour une sottise gageure qu'il avait faite, selon quelques-uns, d'aller au théâtre ; d'autres disent pour examiner la place. Quoi qu'il en fût, il fut arrêté et renfermé dans le Temple, comme espion ; il fut même question pendant un temps de le juger et de l'exécuter. Peu de temps après, je revins d'Italie. Sydney Smith m'écrivit de sa prison, pour me prier d'intercéder en sa faveur. Il est actif, intelligent, remuant et infatigable, mais je crois qu'il est *mezzo pazzo*. »

Je lui demandai si sir Sydney n'avait pas déployé beaucoup de talent et de bravoure à Acre? Napoléon répondit : « Oui, la principale cause de la non réussite, c'est qu'il prit tout mon train d'artillerie qui était à bord de plusieurs petits vaisseaux. Sans cela, j'aurais pris Acre malgré lui. Il se conduisit bravement, et fut bien secondé par Philippeaux, un Français de beaucoup de talent, qui avait étudié avec moi comme ingénieur. Il y avait aussi un major Douglas qui se comporta vaillamment. L'acquisition de cinq ou six cents matelots comme canonniers, fut un grand avantage pour les Turcs, dont le courage se releva, et à qui ils apprirent à défendre leur forteresse. Mais Sydney commit une grande faute en faisant des sorties qui firent perdre la vie à deux ou trois cents braves, sans aucune chance de succès. Il était impossible qu'il réussît contre le nombre de Français qui étaient devant Acre. Je parierais qu'il y a perdu la moitié de son équipage. Il répandit des proclamations parmi mes troupes, ce qui en ébranla quelques-unes; en conséquence je publiai un ordre par lequel je le déclarais fou, et défendais toute communication avec lui. Quelques jours après, il envoya, au moyen d'un pavillon de paix, un lieutenant ou un garde-marine, porteur d'un cartel pour moi. Je vis ce message, et lui fis dire que je me rendrais à son invitation, quand il amènerait Malborough pour me battre. Malgré cela, j'aime le caractère de cet homme. »

En réponse à la remarque que je lui fis que l'invasion d'Espagne avait été pour lui un plan destructif,

il répondit : « Si le gouvernement que j'avais établi fût resté, c'eût été la meilleure chose qui eût jamais pu arriver à l'Espagne. J'aurais régénéré les Espagnols, j'en aurais fait une grande nation. A la place de la race faible, superstitieuse et imbécille des Bourbons, je leur aurais donné une nouvelle dynastie qui n'aurait eu aucun droit sur la nation, que par le bien qu'elle lui aurait fait. Ils auraient eu un monarque capable de ranimer la nation, courbée sous le joug de la superstition et de l'ignorance. Peut-être a-t-il mieux valu pour la France, que cela n'ait pas réussi, car l'Espagne aurait été une rivale dangereuse. J'aurais détruit la superstition et aboli l'inquisition et les monastères de ces paresseux *bestie di frati*. J'aurais au moins détruit l'influence dangereuse des prêtres. Les *guérillas* qui se sont battues contre moi avec tant de bravoure, déplorent maintenant leurs succès. Dans les derniers temps que j'étais à Paris, je reçus des lettres de Mina et de plusieurs autres chefs de *guérillas*, qui me priaient de les aider à chasser *leur moine* du trône.

Napoléon fit ensuite quelques observations relatives au gouverneur, dont il opposait les manières soupçonneuses et mystérieuses à la conduite franche et ouverte de sir Georges Cockburn lui-même. « Bien que l'amiral fût brusque et sévère, dit-il, il était cependant incapable d'une action vile. Il ne se proposait aucune atrocité, et ne faisait, par conséquent, pas de mystère de sa conduite. Jamais je ne l'ai soupçonné d'aucun dessein sinistre. Quoique je ne pusse

pas l'aimer, je ne pouvais non plus le mépriser. Je méprise l'autre. Comme geolier, l'amiral était bon et humain, et nous lui devions de la reconnaissance; comme notre hôte, nous avions sujet d'être mécontents et de nous plaindre de lui. Ce geolier prive pour moi la vie de tout ce qui pourrait la faire supporter.

» Si ce n'était un acte de poltronerie, et que d'ailleurs cela plairait à vos ministres, je m'en débarrasserais. *Tengo la vita per la gloria*. Il y a plus de courage à supporter une existence comme la mienne qu'à l'abandonner. Ce gouverneur a une double correspondance avec vos ministres, semblable à celle que tous vos ambassadeurs entretiennent; les uns écrivent comme pour tromper le monde, si on les obligeait jamais à publier leurs lettres, et l'autre leur fait un récit sincère, mais pour eux seuls. » Je lui remarquai que je croyais que tous les ambassadeurs et autres personnages officiels, de tous les pays, faisaient deux récits différens, l'un pour le public, et l'autre contenant des choses qu'on aurait tort de divulguer. « C'est vrai, *signor medico*, répondit Napoléon, en me prenant par l'oreille avec un sourire. Mais il n'y a pas dans le monde un ministère aussi machiavélique que le vôtre. Cela tient à votre système. Ce système et la liberté de la presse obligent vos ministres à donner quelques détails à la nation, et par cela même, les forcent à tromper le public dans plus d'une circonstance; mais comme il leur est aussi nécessaire de connaître eux-mêmes la vérité, ils ont une double correspondance, une officielle et une fausse pour

tromper la nation, lorsqu'on la publie ou que le parlement veut en prendre connaissance; l'autre particulière et véritable, pour la tenir enfermée, et ne pas la déposer dans les archives. De cette manière, ils s'arrangent à faire voir à John Bull les choses comme il leur plaît.

» Ce système de fourberie n'est pas nécessaire dans un pays où rien n'oblige à publier ou à rendre des comptes; si le souverain ne veut pas faire connaître officiellement ses transactions, il les garde pour lui, et ne donne aucune explication; il n'est donc pas nécessaire de faire écrire des rapports mensongers pour tromper le peuple. Ces motifs font qu'il y a plus de falsification dans vos documens officiels que dans aucun de ceux des autres nations. »

10. — J'ai écrit à sir Hudson Lowe pour lui faire part de mon opinion, qu'une plus longue retraite et le manque d'exercice produiraient quelque maladie sérieuse qui, selon toutes probabilités, serait fatale à Napoléon.

12. — Je me suis entretenu pendant long-temps avec Napoléon, qui était dans son bain. Lui ayant demandé son opinion sur Tayllerand. « Tayllerand, me dit-il, est le plus vil des agioteurs; c'est un bas flatteur, un homme corrompu qui a trahi tous les partis, tous les individus. Prudent et circonspect, toujours traître, mais toujours en conspiration avec la fortune, Tayllerand traite ses ennemis comme s'ils devaient être un jour ses amis, et ses amis comme s'ils devaient devenir ses ennemis. C'est un homme à talent, mais vénal

en toutes choses. On ne peut rien faire avec lui qu'en le payant. Les rois de Bavière et de Wurtemberg m'ont fait tant de plaintes sur ses extorsions, et sa rapacité, que je lui retirerai le porte-feuille. J'appris en outre qu'il avait divulgué à quelques intrigans un secret des plus importans que j'avais confié à lui seul. Il hait les Bourbons au fond du cœur. Lorsque je revins de l'île d'Elbe, Tayllerand m'écrivit de Vienne, m'offrant de trahir les Bourbons, pourvu que je lui pardonnasse et que je lui rendisse ma faveur. Il argumentait, d'après une proclamation qu'il citait, et dans laquelle je disais qu'il était des circonstances auxquelles il était impossible de résister. Mais je réfléchis que je devais faire quelques exceptions, et je le refusai, parce que si je n'avais puni personne, cela aurait excité l'indignation. »

Je lui demandai s'il était vrai que Tayllerand lui eût conseillé de détrôner le roi d'Espagne, ajoutant que je tenais du duc de Rovigo que Tayllerand avait dit en sa présence : « Votre Majesté ne sera jamais en sûreté sur son trône tant qu'un Bourbon en occupera un autre. » Napoléon répondit : « C'est vrai, il m'a conseillé de faire tout ce qui pourrait nuire aux Bourbons, qu'il déteste.

Napoléon m'a fait voir les marques de deux blessures, dont l'une a laissé une profonde cicatrice au-dessous du genou gauche, et m'a dit l'avoir reçue dans sa première campagne d'Italie. Les chirurgiens l'avaient jugée d'une nature si sérieuse, qu'ils doutaient alors s'il ne serait pas prudent de faire avant tout

l'amputation. Il observa, en outre, que lorsqu'il était blessé, il le tenait toujours secret, pour ne pas décourager les soldats. L'autre blessure était sur l'orteil; il l'avait reçue à Eckmül. « Au siège d'Acre, continua-t-il, une bombe lancée par Sydney Smith, vint tomber à mes pieds. Deux soldats, qui étaient près de moi, me saisirent et m'embrassèrent étroitement, l'un par-devant et l'autre de côté, et me firent un rempart de leurs corps contre les effets de la bombe qui fit explosion et les couvrit de poussière. Nous tombâmes dans le trou formé par son éclat : un des deux soldats fut blessé. Je les fis tous deux officiers. L'un a depuis perdu une jambe à Moscow, et commandait à Vincennes lorsque je quittai Paris. Quand les Russes le sommèrent de se rendre, il répondit qu'aussitôt qu'ils lui auraient rapporté la jambe qu'il avait perdue à Moscow, il leur rendrait la forteresse. Plusieurs fois dans ma vie, continua-t-il, j'ai été sauvé par des soldats et des officiers qui se jetaient devant moi au milieu du danger le plus imminent. Comme j'avais sur Arcole, le colonel Meuron, mon aide-de-camp, se jeta devant moi, me couvrit de son corps, et reçut la blessure qui m'était destinée. Il tomba à mes pieds, et son sang me jaillit au visage. Il avait donné sa vie pour sauver la mienne. Jamais, je crois, on n'a vu tant de dévouement de la part des soldats, que les miens m'en ont témoigné. Dans tous mes malheurs, jamais le soldat, même expirant, ne s'est plaint de moi; jamais un homme n'a été servi plus fidèlement par ses troupes. La dernière goutte

de sang sortait de leurs veines avec le cri de *vive l'empereur!*

Je lui demandai, s'il eût gagné la bataille de Waterloo, s'il eût consenti au traité de Paris. Napoléon répondit : « Certes, je l'aurais ratifié. Il n'entraît pas dans mon système de faire une semblable paix moi-même. J'avais abdiqué déjà, plutôt que de consentir à des conditions bien meilleures ; mais trouvant le traité tout fait, je l'aurais accepté, parce que la France avait besoin de repos. »

13. — Sir Hudson Lowe a fait passer des ordres au comte Las-Cases pour qu'il eût à renvoyer son domestique, et le remplacer par un soldat qu'il lui envoyait à cet effet. Le comte répondit que sir Hudson Lowe avait le pouvoir de lui ôter son domestique, mais qu'il ne pouvait l'obliger à en prendre un autre. Qu'il lui serait sans doute très-incommode de perdre son domestique, vu le mauvais état de la santé de son fils ; mais que, si on le renvoyait, il n'en accepterait pas un du choix de sir Hudson Lowe. Le capitaine Poppleton a écrit au gouverneur pour lui faire connaître la réponse du comte et lui dire, en outre, que l'homme qu'il proposait pour remplacer le domestique du comte, avait déjà été employé à Longwood, et qu'on l'en avait renvoyé à cause de son ivrognerie. Sir Hudson me chargea alors de dire au capitaine Poppleton, que le premier domestique pourrait rester jusqu'à ce qu'on en eût trouvé un qui pût convenir, ajoutant qu'il s'en occuperait lui-même, et qu'il me pria de le dire au comte. Je lui appris

que j'avais intention d'appeler M. Baxter, pour lui demander son avis sur la maladie du jeune Las-Cases, qui présentait quelques symptômes alarmans.

Je communiquai au comte Las-Cases le message dont j'avais été chargé, pour lui, par sir Hudson Lowe. Le comte répondit : « Si le gouverneur m'avait dit qu'il ne voulait pas que mon domestique restât avec moi, ou qu'il serait bien aise que je le renvoyasse, et qu'il me donnait quinze jours pour en chercher un autre, je l'aurais aussitôt renvoyé et j'aurais probablement prié le gouverneur de m'en envoyer un; mais d'après la manière dont il agit avec moi, sans me dire un seul mot, je ne prendrai aucun domestique de sa part; il me traite comme le ferait un caporal. Quand bien même l'amiral aurait eu sujet de se plaindre de moi, il ne m'eût jamais ôté mon domestique par vengeance. »

J'ai dîné, à Plantation-House, avec le marquis de Montchenu, qui égaya la compagnie par l'importance qu'il attachait à sa *grande naissance*, sur laquelle il raconta plusieurs anecdotes.

16. — Le vaisseau de transport *the Adamant* est arrivé du cap. Il était porteur de la nouvelle de l'arrivée de sir Georges Cockburn en Angleterre, lequel avait eu une audience du prince-régent, le 2 août.

Un inspecteur de police, nommé Rainsfort, est arrivé d'Angleterre après avoir été au cap.

17. — L'approvisionnement de Longwood a été diminué, par ordre de sir Hudson Lowe, de deux livres de viande par jour, à cause du départ d'un domestique

qui n'en recevait qu'une. On diminua aussi la dépense d'une bouteille de vin.

Les charretiers qui apportent les provisions disent que le linge sale de Longwood est souvent inspecté par sir Thomas Reade, lorsqu'il arrive à la ville. La comtesse Bertrand avait fait passer dans le coffre contenant son linge sale, des nouvelles qu'elle tenait de miss Chesborough, avant l'arrivée de sir Hudson Lowe dans l'île. Le papier avait été placé sur le linge et le coffre n'était pas fermé. Sir Thomas Reade dit que c'était une violation aux règles établies, et que miss Chesborough devrait être renvoyée de l'île. Il examina ensuite le linge de la comtesse, sur lequel il fit des observations tout-à-fait contraires à la délicatesse et au respect qu'on doit au sexe.

J'ai dit à Napoléon que j'avais appris qu'il avait sauvé la vie au maréchal Duroc dans ses premières campagnes d'Italie, lorsque celui-ci avait été pris et condamné comme émigré, et que l'on prétendait que c'était là la cause du grand attachement que Duroc lui avait conservé jusqu'à l'heure de sa mort. Napoléon parut surpris, et répondit : « Il n'en est rien. Qui vous a fait ce conte ? » Je dis que je l'avais entendu répéter dans un dîner, par le marquis de Montchenu. « Il n'y a pas un mot de vrai dans tout cela, répondit Napoléon : j'ai tiré Duroc de l'artillerie qu'il n'était encore qu'un enfant, et je l'ai protégé jusqu'à sa mort. Mais je suppose que Montchenu a dit cela, parce que Duroc était d'une ancienne famille, ce qui, aux yeux de cet homme est la seule source du mérite. Il estime

d'une manière toute particulière ceux qui peuvent mettre en avant autant de quartiers de noblesse que lui. Ce sont des gens de cette opinion qui ont hâté la révolution. Avant elle, un homme comme Bertrand, qui vaut à lui seul une armée de féodaux ignorans, n'aurait pas même été sous-lieutenant, tandis que de gothiques parchemins, d'un enfant auraient fait un général. Dieu ait pitié de toute nation qui, à l'avenir, serait gouvernée avec de tels principes, continua-t-il. La plupart des généraux de mon temps, des belles actions desquels la France s'enorgueillit, sont sortis de la classe plébéienne. Je suis étonné, ajouta-t-il, qu'on ait permis à la duchesse de Reggio d'être *première dame* d'honneur de la duchesse de Berri, car son mari n'était jadis qu'un simple soldat, et qui n'est pas sorti d'une *grande naissance*. » Je lui demandai son opinion sur le duc de Reggio. « C'était un brave homme, dit Napoléon, *ma di poca testa*. Il s'est laissé depuis peu influencer par sa jeune épouse qui est d'une ancienne famille. Cependant, continua-t-il, il m'a offert ses services après mon retour de l'île d'Elbe, et m'a prêté serment de fidélité. » Je lui demandai s'il pensait qu'il eût été sincère. « Il aurait pu l'être, *signor medico*. J'ose affirmer même, qu'il l'eût été, si j'eusse réussi. »

Napoléon est très-occupé à dicter ses mémoires aux comtes Bertrand et Montholon.

Sir Hudson a fait quelques difficultés pour permettre que le produit de la dernière vente d'argenterie fût mis à la disposition des Français, en alléguant que la

somme était trop forte ( elle s'élevait à 295 livres sterlings). Il a demandé une explication sur la manière dont elle serait employée. Il paraît, d'après l'examen fait, qu'au lieu de 295 livres sterlings, il ne resterait en réalité que peu de chose de disponible, parce qu'il était dû 85 livres sterlings à Marchand, 45 livres à Cipriani, 76 livres à Gentilini, pour argent avancé par eux pour achat de choses extraordinaires pour la nourriture, avant la dernière vente de l'argenterie. Il était dû aussi 70 livres sterlings à M. Balcombe, 10 livres à Le Sage, et 20 livres à Archambaud pour achat de volailles.

22.— Sir Hudson Lowe a ordonné une nouvelle réduction dans la dépense du vin et de la viande.

J'ai vu le baron Sturmer dans la ville, et je me suis entretenu quelque temps avec lui. Il désirait beaucoup voir Napoléon, et m'a appris que sir Hudson Lowe, en permettant aux commissaires d'entrer jusqu'à la porte extérieure de Longwood, avait exigé leur parole d'honneur qu'ils ne parleraient pas à Napoléon sans en avoir d'abord obtenu sa permission.

23. — Sir Pultney Malcolm est arrivé du cap. Napoléon désirait beaucoup voir les journaux. J'ai essayé de lui en procurer, mais j'ai appris que le gouverneur s'était emparé de tous ceux qu'on avait pu trouver.

25. — En revenant de la ville, à Longwood, je rencontrai sir Hudson Lowe qui allait et venait à cheval sur la route. Lorsque j'approchai de son excellence, elle me dit d'un air de triomphe : « Vous trouverez

vosre ami Las-Cases en sûreté. » Quelques minutes après, je vis le comte sous la surveillance de l'aide-camp Prichard, et se rendant à Hut's-Gate. Voici comment les choses s'étaient passées. A peu près vers les trois heures, sir Hudson Lowe, accompagné de sir Thomas Reade, du major Gorrequer et de trois dragons, entrèrent à Longwood. Ils furent bientôt suivis du capitaine Blakeney et du ministre de la police. Sir Hudson Lowe et le major Gorrequer s'éloignèrent un peu vers la gauche, tandis que les autres se rendirent à la chambre du capitaine Poppleton, après avoir préalablement ordonné à un détachement, commandé par un caporal, de les suivre dans l'intérieur de la maison. Sir Thomas enjoignit au capitaine Poppleton d'envoyer chercher Las-Cases qui était avec Napoléon. Après avoir attendu quelque temps, Las-Cases sortit, et fut arrêté comme il se rendait à sa chambre, par Reade et le commissaire de police, qui s'emparèrent ensuite de ses hardes et de ses effets. Ses papiers furent cachetés par son fils, qui se rendit aussitôt après à Hut's-Gate sous la surveillance d'un officier du 66<sup>e</sup> régiment, chargé de l'empêcher de voir qui que ce fût, à l'exception du gouverneur et de son état-major. Il paraissait que le comte avait donné à Scott, son domestique, une lettre écrite sur de la soie, que celui-ci devait porter en Angleterre. Scott fit part de cette circonstance à son père, qui le conduisit chez un M. Baker, et de-là chez le gouverneur qui, après l'avoir examiné, le fit mettre en prison.

Je vis Napoléon dans la soirée ; il paraissait ignorer

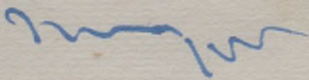
entièrement les intentions de Las-Cases. « Je suis convaincu cependant, dit-il, qu'il n'y a rien d'important dans la lettre saisie, parce que Las-Cases est un honnête homme et qu'il m'est trop attaché pour former aucune entreprise qui pût le compromettre, ou qui me soit relative, sans m'instruire d'abord de ses projets. Vous pouvez compter que c'était quelque plainte qu'il adressait à son épouse, sur la conduite du gouverneur, et les vexations qu'il nous fait éprouver; ou peut-être écrivait-il à son banquier à Londres, car il a quatre ou cinq mille livres sterlings de placées, qu'il se proposait de retirer pour venir à mon secours; et il ne se souciait pas, sans doute, que sa lettre passât par les mains de sir Hudson Lowe, auquel aucun de nous ne se fierait. Si Las-Cases m'eût consulté, je l'aurais détourné de son dessein, non que je désapprouve ses efforts pour faire connaître notre situation, au contraire; mais je le blâme d'avoir agi avec autant d'irréflexion. Comment un homme qui a autant d'esprit que Las-Cases, a-t-il pu choisir pour agent secret un simple valet, qui ne sait ni lire ni écrire, pour l'envoyer passer six mois en Angleterre, où il n'a jamais été, où il ne connaît personne, et où très-certainement il aurait mal rempli les fonctions qui lui étaient confiées? D'ailleurs, à moins que le gouverneur ne soit un *scioccone*, il ne lui aurait pas accordé la permission de quitter l'île. Je ne sais comment expliquer sa conduite, qu'en admettant que le poids de nos afflictions et la triste situation de son fils, condamné à mourir d'une maladie misérable, ont

égaré son jugement. Je voudrais que la vérité fût connue. Je suis fâché de cet incident, parce qu'on m'accusera d'avoir eu connaissance de ce projet, et que cela donnera une mince opinion de mon intelligence. En supposant que j'eusse consenti à un complot aussi absurde, je lui aurais recommandé de prier un homme d'honneur de se charger de cette importante commission, et de porter nos réclamations directement au prince-régent, en exigeant, au préalable, sa parole d'honneur, qu'il garderait religieusement le secret, s'il ne voulait pas s'acquitter de cette mission. S'il nous avait trahis, tant pis pour lui. Las-Cases a, en son pouvoir, mes campagnes en Italie, et toute la correspondance officielle entre l'amiral, le gouverneur, et Longwood, et l'on m'a dit qu'il avait fait un journal contenant les détails de tout ce qui s'est passé ici, avec un grand nombre d'anecdotes qui me concernent. J'ai prié Bertrand d'aller à Plantation-House, et de réclamer tous ces objets. C'est la partie la moins intéressante de ma vie, parce qu'elle n'a rapport qu'au commencement de ma carrière ; mais je ne voudrais pas que ce gouverneur l'eût à sa disposition. »

« Je suis sûr, répéta-t-il encore, qu'il n'y a rien d'important dans la lettre de Las-Cases, parce qu'il me l'aurait fait connaître. Mais j'ose dire que ce \*\*\* écrira cent faussetés sur cela en Angleterre. Lorsque j'étais à Paris, après mon retour de l'île d'Elbe, je trouvai dans les papiers particuliers de M. de Blacas, une lettre qui avait été écrite de l'île d'Elbe, par une

des femmes de chambres de ma sœur Pauline , et qui paraissait avoir été dictée dans un moment d'aigreur. Pauline est très-belle et très-gracieuse. Il y avait une description de ses habitudes , de son vêtement, de sa garde-robe et de tout ce qu'elle aimait ; combien j'étais soigneux de contribuer à son bonheur ; et que j'avais présidé moi-même à l'ameublement de son boudoir ; puis venant à ce qui me concernait personnellement , on y disait que j'étais l'homme extraordinaire ; qu'une nuit je m'étais horriblement brûlé le doigt , et que j'avais versé une bouteille d'encre presque entière dessus , sans paraître faire attention à la douleur, et tant d'autres petites *bêtises*, assez vraies, peut-être , mais qui ne méritaient pas d'être écrites. M. de Blacas avait fait falsifier cette lettre en y ajoutant des histoires abominables , jusqu'à dire que j'avais couché avec ma sœur , et dans la marge , était écrit de la main du faussaire : *A imprimer.* »

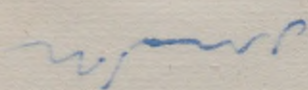
26. — Napoléon était dans son bain. Il m'a demandé si j'avais appris quelque chose de relatif à Las-Cases, en témoignant le chagrin qu'il ressentait de le perdre. « Las-Cases, dit-il , est le seul parmi les Français qui sache bien parler anglais, ou du moins qui l'explique à ma satisfaction. Je ne puis maintenant lire un journal anglais. Madame Bertrand comprend parfaitement cette langue ; mais vous savez qu'on ne peut pas toujours importuner une dame. Las-Cases m'était nécessaire. Priez l'amiral de s'intéresser à ce pauvre homme qui, j'en suis convaincu, n'en a pas dit autant qu'il y en avait dans la lettre



de Montholon. Il succombera sous le poids de toutes ses afflictions , car il est d'une constitution assez faible , et son malheureux fils terminera son existence un peu plus tôt. »

Il demanda si madame Bertrand n'avait pas été indisposée , et dit qu'il craignait qu'elle ne soupçonnât que sa mère était morte ou dangereusement malade. « Les impressions du plaisir et de la douleur , disait-il , sont extrêmement fortes sur l'ame de ces créoles susceptibles. Joséphine était sujette aux attaques de nerfs toutes les fois qu'elle éprouvait quelque chagrin. C'était véritablement une aimable femme , spirituelle , affable , et vraiment charmante. *Era la dama la più graziosa di Francia.* C'était la déesse de la toilette ; toutes les modes tiraient d'elle leur origine ; tout ce qu'elle mettait paraissait élégant , et puis , elle était si bonne , si humaine , c'était bien la meilleure femme de France. »

Il parla ensuite de la détresse qui se faisait sentir en Angleterre , et prétendit qu'elle était causée par les abus du ministère. « Vous avez fait des merveilles , dit-il ; vous avez fait des choses qui pourraient paraître impossibles ; mais je pense que l'Angleterre , écrasée sous le fardeau d'une dette nationale , pour le paiement de laquelle il faudrait quarante années de paix et de commerce , peut être comparée à un homme qui a bu beaucoup d'eau-de-vie , pour augmenter son courage et ses forces , mais qui , bientôt , affaibli par le stimulant qui lui a donné un moment d'énergie , chancelle et finit par tomber ; il est épuisé



par les moyens extraordinaires qu'il a employés pour se soutenir. »

La conversation tourna alors sur la bataille d'Austerlitz. Napoléon m'apprit qu'avant la bataille, le roi de Prusse avait signé la coalition contre lui. « Haugwitz, dit-il, vint me l'apprendre, et me conseiller de faire la paix. Je répondis : L'issue de la bataille qui se prépare décidera de tout. Je crois la gagner, et dans ce cas, je dicterai une paix convenable à mes vues. Maintenant, je n'écouterai rien. — L'événement répondit à mon attente : je remportai une victoire si décisive, qu'elle me mit à même d'imposer les conditions que je voulus. » Je lui demandai si cet Haugwitz était un de ses affidés. « Non, répondit-il, mais c'était un homme qui pensait que la Prusse ne faisait jamais le premier rôle (*giocare il primo ruolo*) dans les affaires du continent ; que ce n'était qu'une puissance du second ordre, et qu'elle devait agir comme telle. Quand même j'aurais été vaincu, j'espérais encore que la Prusse ne se joindrait pas franchement aux alliés, parce qu'il aurait été naturellement de son intérêt, de conserver un équilibre en Europe, ce qui ne pourrait exister, si elle se fût réunie à ceux qui, par ma défaite, seraient devenus les plus forts. D'ailleurs, les jalousies et les soupçons se seraient élevés, et les alliés n'auraient point eu confiance au roi de Prusse, qui les avait déjà trahis. Je donnai le Hanôvre aux Prussiens, continua-t-il, afin de les brouiller avec vous, pour exciter la guerre, et vous fermer le continent. Le roi de Prusse fut assez simple pour croire qu'il pourrait

conserver cette province et rester en paix avec vous. Il me fit ensuite la guerre comme un fou, poussé par la reine, le prince Louis, et une foule d'autres jeunes gens qui lui persuadèrent que la Prusse était assez forte, même sans le secours de la Russie. Quelques semaines lui persuadèrent le contraire.» Je lui demandai ce qu'il aurait fait si le roi de Prusse avait joint les alliés avec son armée, avant la bataille d'Austerlitz? « Ah! M. le docteur, cela aurait changé complètement la face des choses. »

Il fit l'éloge du roi de Saxe, qu'il disait être un très-brave homme, du roi de Bavière qui était un homme bon et franc, et du roi de Wurtemberg, qui était un homme de beaucoup de moyens, mais sans principes et méchant. « Alexandre et le roi de Wurtemberg, disait-il, sont les seuls souverains de l'Europe qui ont des talens. Lord \*\*\* est un mauvais sujet et un agioteur. Tandis qu'il négociait à Paris, il faisait partir chaque jour des courriers de Londres pour savoir la hausse et la baisse, ce qui l'intéressait plus que tout le reste. Si c'eût été un honnête homme, au lieu d'un agioteur, il est très-probable que la négociation aurait réussi. Je fus bien fâché, par la suite, d'avoir eu aucune affaire avec un homme d'un caractère aussi méprisable. » Il prononça ces mots avec un air de dédain.

27. — Napoléon est très-affligé de la manière dont on a traité Las-Cases, et de ce qu'on retient ses propres papiers. Il faisait observer que s'il y avait eu le plan de quelque complot dans la lettre de Las-Cases,

le gouverneur s'en serait aperçu en dix minutes; qu'il avait pu reconnaître aussi en quelques instans que les campagnes d'Italie ne contenaient aucune trahison, et qu'il était contraire à toutes les lois de lui retenir ses papiers. « Peut-être, continua-t-il, viendra-t-il dans quelques jours dire qu'il a reçu l'avis qu'il se tramait une conspiration pour effectuer mon évasion. Quelle certitude ai-je que lorsque j'aurai presque fini d'écrire mon histoire, il ne s'en emparera pas? Il est vrai que je puis garder mes manuscrits dans ma chambre, et en disputer la propriété le pistolet à la main, par conséquent faire sauter la cervelle à celui qui entrera le premier, et qui voudrait y toucher; belle ressource! Il faudra que je brûle tout ce que j'ai fait; cela m'a servi d'amusement dans cette affreuse demeure; peut-être mes écrits auraient-ils intéressé le monde; mais avec ce *sbirro siciliano*, il n'y a ni garantie ni sécurité. Il viole toutes les lois, et foule aux pieds la décence, la politesse et les égards que les hommes se doivent réciproquement dans notre état social; une joie sauvage rayonnait dans ses yeux lorsqu'il est venu, parce qu'il avait trouvé l'occasion de nous insulter et de nous tourmenter. Tandis qu'avec son état-major, il faisait entourer la maison, il me rappelait les sauvages des îles de la mer du sud, dansant autour des prisonniers qu'ils vont dévorer. Dites-lui, continua-t-il, ce que j'ai dit de sa conduite. » Et de peur que je n'oublie ses expressions relativement aux sauvages, il me les répéta une seconde fois et me les fit redire après lui.

Je suis allé à Hut's-Gate pour voir sir Hudson Lowe, qui m'avait envoyé appeler par un dragon. A mon arrivée, le gouverneur me dit que les campagnes d'Italie, et les papiers officiels seraient renvoyés à Longwood le lendemain. Il me pria de dire au général Bonaparte que tous ses papiers avaient été tenus sacrés, et que tout ce qui le concernait lui serait rendu. Quant au journal de Las-Cases, il dit qu'il s'en entretiendrait avec le comte Bertrand.

J'appris à son excellence que Napoléon avait nié qu'il eût eu aucune connaissance du projet que le comte Las-Cases avait formé, et j'ajoutai que j'étais convaincu qu'il avait ignoré ses intentions jusqu'à ce que ses lettres eussent été arrêtées. Sir Hudson répondit qu'il le tenait quitte de toute connaissance sur cette affaire, et qu'il me priait de le lui dire. Il se félicita beaucoup de son discernement dans l'opinion qu'il s'était formée du domestique du comte Las-Cases.

J'ai vu ensuite le jeune Las-Cases qui était très-malade. Sir Thomas Reade resta dans la chambre tandis que je le visitais. En sortant, sir Thomas me dit que « le père Las-Cases avait été si impertinent avec le gouverneur, que celui-ci avait ordonné qu'il ne lui serait permis de voir personne à moins que ce ne fût en présence de quelqu'un de son état-major. »

A mon retour, j'expliquai à Napoléon le message du gouverneur, et lui dis que j'avais vu une partie de ses papiers cachetés. Lorsque je lui appris que le gouverneur l'acquittait de toute participation dans cette affaire, « Si j'en eusse été instruit, me répondit-il,

et que je ne l'eusse point empêché, j'aurais été pis qu'un *pazzo da caiena*. Il suppose, je pense, qu'il s'agissait d'un complot pour faciliter mon évasion. Je puis dire en toute sûreté que j'ai quitté l'île d'Elbe avec huit cents hommes et que je suis arrivé à Paris, en traversant toute la France, sans aucun complot ni machination. »

Alors il envoya chercher Saint-Denis, qui avait copié le journal de Las-Cases, et lui dit de lui en donner une idée. Saint-Denis répondit que ce journal contenait ce qui était arrivé de remarquable depuis l'embarquement à bord du Bellérophon, et qu'il renfermait diverses anecdotes sur différentes personnes, sur sir Georges Cockburn, etc. « Comment y est-il traité? demanda Napoléon. » — « Comme ça, sire. » — « Est-il vrai que je l'avais appelé *requin*? » — « Oui, sire. » — « Et sir Georges Bingham? » — « Il en parle très-bien, ainsi que du colonel Wilks. » — « N'y a-t-il rien qui puisse compromettre quelqu'un (et il en nomma trois ou quatre)? » — « Non, sire. » — « Parle-t-il de l'amiral Malcolm? » — « Oui, sire. » — « Dit-il que j'ai observé qu'il avait la physionomie d'un véritable Anglais? » — « Oui sire, et il le traite fort bien. » — « Il ne dit rien du gouverneur? » — « Il en parle beaucoup, sire, répondit Saint-Denis, qui ne pouvait s'empêcher de sourire. » — « Répète-t-il que j'ai dit : *c'est un homme ignoble* et que sa figure était la plus basse que j'aie jamais vue? » Saint-Denis répondit affirmativement; mais il ajouta que ses expressions étaient fréquem-

ment modérées. Napoléon demanda s'il avait conservé l'anecdote de la tasse de café? Saint-Denis répondit qu'il ne se le rappelait pas. « Dit-il que je l'ai appelé *sbire sicilien*? » — « Oui, sire. » — « *C'est son nom*, dit Napoléon. »

Napoléon parla de son frère Joseph, qu'il dit avoir un excellent caractère. « Ses vertus et ses talens étaient faits pour la vie privée : la nature l'y avait destiné. Il est trop bon pour être un grand homme. Il n'a pas d'ambition; il me ressemble beaucoup au physique, mais il est mieux que moi. Il est très-instruit; mais sa science n'est pas celle qui convient à un monarque; il n'est pas capable non plus de commander une armée. »

29. — Me trouvant incommodé depuis quelques jours d'une attaque au foie, maladie dominante et souvent fatale dans cette île, et sentant les symptômes s'aggraver considérablement par les fréquens voyages que j'étais obligé de faire de la ville à Plantation-House, *et vice versâ*, j'eus recours au docteur M. Léan, du 53<sup>e</sup> régiment, pour me faire une saignée abondante. Sir Hudson Lowe entra dans mon appartement avant que cette opération ne fût achevée. Je lui appris que Napoléon avait dit : « Quelle garantie puis-je avoir que le gouverneur ne viendra pas quelque jour s'emparer du manuscrit de mon histoire, lorsqu'elle sera terminée, sous un prétexte quelconque, et qu'il m'avait prié de le lui répéter? Sir Hudson répondit : « La garantie de sa bonne conduite! »

Peu de temps après, je vis Napoléon dans son ca-

binet de toilette. Il était fort content d'avoir reçu les campagnes d'Italie, et il dit qu'il réclamerait les autres papiers. « Ce gouverneur, ajouta-t-il, s'il avait quelque délicatesse, ne continuerait pas de lire un ouvrage dans lequel sa conduite est présentée sous son véritable jour. Il aurait dû être peu satisfait des comparaisons faites entre Cockburn et lui, sur-tout lorsque je disais que l'amiral était grossier, mais incapable d'une action vile; mais que son successeur était capable de tout ce qui était \*\*\* et \*\*\*. Je suis bien aise cependant qu'il ait lu ce journal; il y aura vu la véritable opinion que nous avons de lui.... »

Tandis qu'il parlait, ma vue s'obscurcit; tout ce qui m'entourait parut s'agiter devant mes yeux, et je tombai enfin sans connaissance sur le plancher. Je n'oublierai jamais le premier objet qui s'offrit à ma vue lorsque je repris mes sens. C'était Napoléon penché sur mon visage, et me regardant avec l'expression du plus grand intérêt et de l'anxiété. D'une main il ouvrait mon col de chemise, et de l'autre il tenait un flacon de vinaigre des quatre voleurs sous mes narines. Il m'avait ôté ma cravate, et versé le contenu d'une bouteille d'eau de Cologne sur mon visage. « Lorsque je vous ai vu tomber, me dit-il, j'ai cru que votre pied avait glissé; mais vous voyant rester sans mouvement, je craignais que ce ne fût une attaque d'apoplexie. Cependant, votre visage était de la pâleur de la mort, vos lèvres blanches et sans mouvement, et rien n'annonçait la respiration; je finissais par croire que c'était un accès de syncope, et que votre

ame s'était évanouie. » Marchand vint alors dans la chambre, et Napoléon lui ordonna de m'apporter de l'eau de fleur d'orange, ce qui était son remède favori. Dans son empressement en me voyant tomber, il avait cassé le cordon de la sonnette. Il me dit qu'il m'avait relevé et placé sur un fauteuil, qu'il avait arraché ma cravate, et jeté de l'eau de Cologne et de l'eau sur ma figure : il me demanda s'il avait bien fait. Je lui dis que c'était tout ce qu'il fallait faire, et qu'un chirurgien ne s'en serait pas mieux acquitté ; excepté qu'au lieu de me laisser coucher, il m'avait mis sur un fauteuil. Lorsque je quittai la chambre, je l'entendis dire à voix basse à Marchand de me suivre, dans la crainte qu'il ne me prît un autre accès.

*1 décembre.* — Napoléon, après m'avoir fait quelques questions sur ma santé, et s'être informé quels effets le mercure avait produit sur moi, me fit l'observation qu'il désirait que Las-Cases s'en allât, « parce que, dit-il, trois ou quatre mois de séjour de plus à Sainte-Hélène ne seraient d'aucune utilité, ni pour lui ni pour moi. Celui qu'on éloignera de moi ensuite, sous quelque prétexte, c'est Montholon, parce qu'ils voient qu'il m'est nécessaire, que sa présence m'est agréable, et qu'il cherche toujours à prévenir mes besoins. Je suis moins malheureux que ceux qui sont attachés à mon sort ; car moi, je ne vois personne, et eux, ils sont chaque jour assujettis à des insultes et à des vexations. Ils ne peuvent ni parler, ni écrire, et s'ils veulent sortir, il faut qu'ils se soumettent à des restrictions avilissantes. Je suis fâché qu'ils ne m'aient

pas tous quitté depuis deux mois. Après qu'on les aura éloignés de moi, vous le serez aussi, *et alors le crime sera consommé*. Ils sont assujettis à tous les actes arbitraires que le pouvoir veut leur faire essuyer, et ne sont protégés par aucune loi. Sir Hudson Lowe est à la fois *le geolier*, le gouverneur, l'accusateur, le juge, et quelquefois l'exécuteur ; comme, par exemple, lorsqu'il s'empara de cet Indien, recommandé par ce *brave homme*, le colonel Skelton, au général Montholon, comme un bon domestique. Il est venu ici, et l'a arrêté lui-même sous mes fenêtres. Il se rendait justice sans doute en se mettant à la place qui lui convenait. *Le métier d'un sbire est bien mieux son affaire que celui de représentant d'une grande nation*. Un soldat est mieux traité qu'eux, car s'il est accusé, c'est à la loi seule à prononcer sur son sort. En Angleterre, on ne refuse ni livres, ni papier à un prisonnier enfermé dans un cachot. Excepté de m'avoir forcé à le voir, ce gouverneur a fait tout ce qu'il a pu pour me tourmenter.

» Au lieu de nous laisser en proie au caprice d'un individu, ajouta-t-il, il devrait y avoir un comité composé de l'amiral, de sir Georges Bingham et de deux membres du conseil, pour débattre et décider sur les mesures qu'il serait nécessaire d'adopter envers nous. »

3. — Napoléon m'envoya chercher à une heure après midi. Je le trouvai au lit, souffrant d'un mal de tête et d'un malaise général qui avait été précédé de frisson. Il avait eu un peu de fièvre pendant la nuit. Je lui ordonnai quelques remèdes et lui démontrai

dans les termes les plus forts, la nécessité de suivre mon avis, et sur-tout de prendre de l'exercice, et que j'étais persuadé que dans le cas contraire, il serait bientôt attaqué d'une maladie sérieuse. « *Tanto meglio*, répondit Napoléon, *più presto si finira.* »

4. — J'ai adressé à sir Hudson Lowe le bulletin de la santé de Napoléon et les avis que je lui avais donnés. Napoléon allait un peu mieux. Il m'objecta qu'il lui était impossible de suivre la recommandation que je lui avais faite de prendre de l'exercice ; d'abord par rapport aux restrictions qui lui étaient imposées dans sa promenade, ensuite parce qu'il faisait un vent terrible, et enfin que si le vent se calmait, la chaleur devenait épouvantable, et qu'il n'y avait pas d'ombre dans les environs de Longwood. Il me donna ensuite son opinion sur Moreau et autres. « Moreau, dit-il, était un excellent général de division, mais incapable de commander une grande armée. Avec cent mille hommes, Moreau aurait divisé son armée sur différentes positions, couvert des routes, et n'aurait pas fait plus que s'il n'eût eu que trente mille hommes. Il ne savait ni profiter du nombre de ses troupes, ni de leur position. Très-calme et très-froid dans le combat, il était plus en état de commander, dans la chaleur d'une action, qu'à faire des dispositions préliminaires. On le voyait souvent fumer sa pipe sur le champ de bataille. Moreau n'avait pas naturellement un mauvais cœur ; *c'était un bon vivant, mais il avait peu de caractère.* Il se laissait conduire par sa femme et une autre créole, sa belle-sœur. La part

qu'il prit avec Pichegru et Georges, dans la conspiration, et la manière dont il finit sa carrière, en combattant contre son pays, déshonoreront à jamais sa mémoire. Comme général, Moreau était infiniment au-dessous de Desaix, Kléber, ou même Soult. De tous les généraux que j'ai eus sous moi, Desaix et Kléber ont été ceux qui avaient le plus de talent; sur-tout Desaix, parce que Kléber n'aimait la gloire, qu'autant qu'elle lui procurait des richesses et des plaisirs. Desaix, au contraire, aimait la gloire pour elle-même, et méprisait toute autre chose. Desaix ne rêvait que la guerre et la gloire. Les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui; il ne leur accordait pas même une seule pensée. C'était un petit homme d'un air sombre, à peu près d'un pouce moins grand que moi, toujours vêtu avec négligence, quelquefois même déchiré, méprisant les jouissances et même les commodités de la vie. Plusieurs fois, lorsqu'il était en Égypte, je lui fis présent d'un équipage de campagne complet, mais il le perdait aussitôt. Enveloppé dans son manteau, Desaix se jetait sur un canon, et dormait aussi à son aise que s'il eût couché sur l'édredon. La mollesse n'avait pour lui aucun charme. Droit et honnête dans tous ses procédés, les Arabes l'avaient appelé *le juste sultan*. La nature l'avait formé pour faire un grand général. Kléber et Desaix furent des pertes irréparables pour la France. Si Kléber eût vécu, votre armée eût péri en Égypte. Si cet imbécille de Menou vous eût attaqué lors de votre débarquement, avec ses vingt mille hommes, au lieu de la division

Lanusse , vous étiez perdus sans ressource. Vous n'aviez que dix-sept ou dix-huit mille hommes, sans cavalerie. »

« Lasnes, lorsque je le pris pour la première fois par la main, n'était qu'un *ignorantaccio*. Son éducation avait été très-négligée. Néanmoins il fit beaucoup de progrès, et pour en juger, il suffit de dire qu'il aurait fait un général de première classe. Il avait une grande expérience dans la guerre. Il s'était trouvé dans cinquante combats isolés, et à cent batailles plus ou moins importantes. C'était un homme d'une bravoure extraordinaire, calme au milieu du feu. Il possédait un coup-d'œil sûr et pénétrant, prompt à profiter de toutes les occasions qui se présentaient. Violent et emporté dans ses expressions, quelquefois même en ma présence; il m'était très-attaché. Dans ses accès de colère, il ne voulait permettre à personne de lui faire des observations; et même il n'était pas toujours prudent de lui parler lorsqu'il était dans cet état de violence. Alors il avait l'habitude de venir à moi et de me dire qu'on ne pouvait se fier à telle et telle personne. Comme général, il était infiniment au-dessus de Moreau et de Soult. »

« Masséna, dit-il, était un homme d'un talent supérieur. Néanmoins, il faisait généralement de mauvaises dispositions avant une bataille; et ce n'était que lorsque les hommes tombaient de tous côtés, qu'il commençait à agir avec ce jugement qu'il aurait dû montrer auparavant. Au milieu des morts et des mourans, de la grêle de balles qui moissonnait tout autour

de lui, Masséna était toujours lui-même. Il donnait ses ordres, et faisait ses dispositions avec le plus grand sang-froid et le plus grand jugement. Voilà *la vera nobilita di sangue*. On disait avec vérité de Masséna, qu'il ne commençait jamais à agir avec discernement que lorsque la chance d'une bataille se déclarait contre lui. C'était néanmoins un grand pillard. Il était toujours de moitié avec les fournisseurs et les commissaires de l'armée. Je lui dis plusieurs fois que s'il voulait cesser ses spéculations, je lui ferais présent de huit cent mille francs ou un million; mais il en avait pris tellement l'habitude, qu'il ne pouvait s'empêcher de se mêler de ces sales intrigues pécuniaires. Il était haï pour cela, par les soldats, qui se révoltèrent trois ou quatre fois contre lui. Cependant, eu égard aux circonstances, c'était un homme précieux; et il eût été un grand homme, si ses qualités brillantes n'eussent été obscurcies par le vice honteux de l'avarice.»

«Pichegru, continua Napoléon, était répétiteur à Brienne et m'apprit les mathématiques lorsque je n'avais que dix ans. Il possédait cette science au plus haut degré. Comme général, Pichegru était un homme d'un talent peu ordinaire, infiniment supérieur à Moreau, bien qu'il n'eût fait rien de véritablement remarquable; le succès des campagnes de Hollande étant, en grande partie, la conséquence de la bataille de Fleurus. Pichegru, après s'être vendu aux Bourbons, sacrifia la vie de près de vingt mille de ses soldats, en les jetant à dessein, entre les mains de l'ennemi qu'il avait instruit de ses intentions. Il eut

une fois une discussion fort vive avec Kléber, parce qu'au lieu de faire marcher son armée sur Mayence, comme il aurait dû le faire, il en avait dirigé la plus grande partie sur un autre point où Kléber fit observer qu'il aurait fallu seulement envoyer les ambulances, avec quelques hommes, pour faire parade. Alors, on attribua ce mouvement à l'impéritie, mais ensuite on découvrit que c'était une véritable trahison. Un des projets de Pichegru était que Louis serait venu joindre l'armée qu'il commandait et qu'il se serait fait proclamer roi; pour en assurer le succès, il fit dire à Louis qu'il était nécessaire d'apporter une forte somme d'argent, disant que le cri de *vive le roi* était dans le gosier, et qu'il faudrait une bonne quantité de vin pour le faire sortir de la bouche. Si Louis était venu, continua-t-il, il eût été fusillé.»

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood et m'a fait observer que le général Bonaparte avait adopté un très-mauvais système, en lui déclarant en quelque sorte la guerre, puisqu'il était la seule personne qui pût lui être de quelque utilité et lui rendre sa situation plus agréable. Le comte Las-Cases avait, disait-il, bien changé d'avis à son égard depuis l'instant où il avait eu avec lui des communications plus fréquentes. Il ne le regardait plus comme un despote capricieux, faisant tout ce qu'il pouvait pour les tourmenter.

C'était du comte lui-même qu'il avait appris qu'il était revenu à d'autres idées sur le compte du général Bonaparte, auquel, disait-il, on avait fait voir tous

les objets à *travers un voile de sang* (1). Qu'en mon particulier, j'aurais mieux fait de détruire les fâcheuses impressions que Napoléon pouvait avoir reçues de sa personne et de son caractère. Il me demanda alors si j'avais jamais appris au général Bonaparte que les Français qui étaient avec lui voulaient s'en servir comme d'un instrument pour s'agrandir eux-mêmes, sans s'inquiéter quels moyens ils employaient? Je lui répondis que certes je n'avais jamais rien dit de semblable, mais que je m'étais au contraire toujours efforcé de le détromper toutes les fois que je reconnaisais qu'il avait été mal informé. Sir Hudson Lowe me dit que les ministres me considéraient en quelque sorte comme responsable, et qu'on s'en prendrait à moi si le général Bonaparte n'était pas exactement instruit de ce qui se passait, de manière à ce qu'on ne pût donner une fausse interprétation à tout ce qui se faisait. Son excellence fit alors quelques remarques sur ce que le général Bonaparte se tenait constamment renfermé dans sa chambre, et me demanda mon opinion sur ce qu'il serait convenable de faire pour l'engager à sortir? Je répondis qu'il faudrait étendre ses limites, supprimer quelques-unes des restrictions, et lui donner une maison de l'autre côté de l'île; que Napoléon s'était souvent plaint de ne pouvoir sortir à Longwood sans avoir une migraine affreuse, occasionnée par l'ardeur du soleil, parce qu'il n'y avait pas d'ombre; ou que si par fois les rayons du soleil étaient

(1) Ce sont les propres paroles de Hudson Lowe.

obscurcis, c'est qu'alors il s'élevait un vent aigu qui, soufflant sur un terrain élevé et sans abri, faisait enfler ses joues, et qu'il lui survenait un catharre. Je lui fis observer aussi que l'approvisionnement de la maison était tout-à-fait insuffisant, et que les Français dépensaient chaque jour sept ou huit livres sterlings en achat d'articles indispensables dont je fis l'énumération. Sir Hudson Lowe répondit que, quant à cela, il avait déjà outrepassé de moitié les sommes accordées par les ministres qui étaient responsables au parlement des dépenses de Longwood, qui excédaient huit mille livres sterlings par an; et que peut-être serait-il obligé plus tard de payer le surplus de ses propres deniers. Que ses instructions étaient beaucoup plus rigoureuses que celles de son prédécesseur; mais que malheureusement le général Bonaparte avait cru qu'elles étaient plus douces que celles de l'amiral; ce qui faisait une bien grande différence; que toutes ses actions avaient été mal interprétées, et que la malignité les avait présentées sous l'aspect le plus défavorable : que le gouvernement britannique ne voulait pas rendre l'existence du général Bonaparte pénible, ni le tourmenter; que ce n'était pas tant lui que l'on craignait; mais que des gens turbulens et méchans feraient usage de son nom et de son influence, en Europe, pour exciter les troubles et la rébellion en France et par-tout, pour s'agrandir et parvenir à leurs propres fins. Il dit aussi que Las-Cases était fort bien traité, et qu'il ne manquait de rien. Il me pria de faire part de tout cela au général Bonaparte.

Je communiquai quelques-unes de ces remarques du gouverneur à Napoléon, qui répondit : « Je ne crois pas qu'il agisse d'après ses instructions ; ou, s'il le fait, il s'est deshonoré en acceptant un emploi avilissant. Un gouvernement éloigné de deux mille lieues, et ignorant les localités de l'île, ne peut jamais entrer dans les détails ; il ne peut donner que des ordres généraux et un pouvoir discrétionnaire. On lui a seulement ordonné de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir mon évasion ; tandis que je suis traité d'une manière qui dégrade l'humanité. Il est facile de concevoir qu'on tue un homme et qu'on l'enterre ensuite ; mais cette torture, cette manière de me faire mourir en détail, est plus cruelle que s'ils eussent ordonné de me fusiller d'abord. J'ai souvent entendu parler, continua-t-il, du système tyrannique et oppressif que l'on suit dans vos colonies ; mais je n'aurais jamais pensé qu'il pût exister une violation de la loi et de la justice comme celle que l'on pratique ici. D'après ce que je vois, je pense qu'il n'y a pas sur terre une nation plus esclave que vos Anglais ; c'est ce que j'ai dit au colonel Wilks, le premier gouverneur de cette île. » Je lui observai qu'il ne devait pas se former une idée de la nation anglaise par une colonie placée sous des circonstances particulières et sujette à des lois militaires ; que pour juger sainement de l'Angleterre, il fallait y être, et qu'il verrait combien un individu avec un habit brun ou un habit rouge s'inquiétait peu des ministres. « C'est ce que disait le vieux colonel, répondit Napoléon, mais je

parle de vous d'après ce que j'en ai vu, et je dis que vous êtes les plus grands esclaves de la terre. Tout tremble à la vue de ce gouverneur. Sir Georges Bingham, qui est si bon, a cependant tellement peur de lui, qu'il ne viendrait pas me voir dans la crainte de donner de l'ombrage au gouverneur : tous les autres officiers s'éloignent à notre approche. » J'observai que ce n'était pas la peur, mais la délicatesse qui empêchait sir Georges Bingham de venir, et que quant aux autres officiers, ils devaient obéir aux ordres qu'ils avaient reçus. Napoléon répondit : « Si c'était des Français, ils ne craindraient pas de dire leur façon de penser sur la barbarie du traitement qu'on exerce ici; et un général français, chargé d'un commandement subalterne, et qui verrait dégrader son pays comme on dégrade le vôtre, en porterait ses plaintes à son gouvernement. Quant à moi, continuait-il, je ne me plaindrais pas pour ce qui m'est personnel, mais comme la nation pourrait demander une enquête sur la manière dont j'ai été traité ici, les ministres diraient alors : jamais il ne s'est plaint, par conséquent il se trouve donc bien traité, et l'enquête est donc sans fondement. Sans cela je croirais me dégrader en prononçant un seul mot de plainte, quoique je sois tellement dégoûté de la conduite de ce *sbirro*, que j'apprendrais avec le plus grand plaisir que l'ordre de me faire fusiller fût arrivé. Je regarderais cela comme une faveur. »

Je lui observai que sir Hudson Lowe avait témoigné le désir de tout concilier de la manière la plus

satisfaisante. Napoléon répondit : « S'il veut nous arranger , qu'il remette les choses sur le même pied où elles étaient du temps de l'amiral Cockburn. Que personne ne vienne ici pour me voir , sans une lettre de Bertrand. S'il ne veut pas donner à Bertrand la liberté de laisser entrer chez moi , qu'il fasse lui-même une liste des personnes de l'île , dont il permettra la visite , qu'il la lui envoie , que celui-ci ait le pouvoir de leur accorder la faculté d'entrer et de leur écrire. Lorsqu'il arrive des étrangers , qu'il fasse de même une liste de ceux à qui il permettra de nous voir , et que , pendant leur séjour , il les laisse nous visiter avec le *laissez passer* de Bertrand. Peut-être n'en verrais-je que fort peu , parce qu'il est difficile de distinguer ceux qui viennent me voir comme ils iraient voir une bête curieuse , de ceux qui sont poussés par des motifs de considération et de respect ; au moins j'en aurai le privilège. C'est à lui de s'arranger s'il le veut ; il a le pouvoir , je n'en ai aucun ; je ne suis pas gouverneur , je n'ai pas de places à donner. Qu'il change l'ordre qu'il a donné , d'après lequel je ne puis ni quitter la grande route , ni parler à une dame si je la rencontre.

» En peu de mots , *che si comporti bene verso di me* ( qu'il se comporte bien avec moi ). S'il ne veut pas me traiter comme un homme , *che ha ginocato un molo nel mondo come quel che ho ginocato io* , qu'il ne me traite pas plus mal qu'un galérien ou un criminel condamné , puisqu'on ne les empêche pas de parler. Qu'il fasse tout cela , et alors je dirai qu'il

avait d'abord agi par surcroît de précaution, crainte que je ne m'évadasse; mais que lorsqu'il avait reconnu son erreur, il n'avait pas craint de revenir sur ses pas. Alors je dirai que je m'étais trompé sur la mauvaise opinion que j'avais eue de lui : *ma siete un bambino, dottore* (vous êtes un enfant, docteur); vous avez trop bonne idée du genre humain; cet homme n'est pas sincère. Je crois que l'opinion que je m'étais formée de lui, d'abord, est juste, que c'est un homme dont la méchanceté naturelle est encore accrue par le soupçon et la crainte de la responsabilité de la place qu'il occupe. *C'est un homme retors, abject et tout-à-fait au-dessous de son emploi.* Je parierais ma vie, continua-t-il, que si j'envoyais prier sir Georges Bingham ou l'amiral de sortir à cheval avec moi, avant que je me fusse promené trois fois, soit avec l'un, soit avec l'autre, ce gouverneur leur ferait quelques insinuations qui m'exposeraient à recevoir l'affront de les voir refuser de m'accompagner davantage. Il dit que Las-Cases est bien traité, et qu'il ne manque de rien, parce qu'il ne le laisse pas mourir de faim; *c'est un homme vraiment ignoble.* Il dégrade son espèce; il ne fait aucune attention aux besoins moraux qui distinguent l'homme de la brute; il ne considère que les besoins physiques les plus grossiers. Comme si Las-Cases était une bête de somme, et qu'il suffise d'une botte de foin pour dire de lui, il est heureux; son ventre est plein, tous ses besoins sont satisfaits. »

5. — J'ai eu une longue conversation avec Napoléon, dans son bain. Je lui ai demandé son opinion

sur l'empereur Alexandre. « Il a plus de talens que ses deux autres alliés ( 1 ). C'est un homme adroit, très-ambitieux, et qui cherche à se rendre populaire. C'est son faible de se croire savant dans l'art de la guerre, et il n'aime rien tant qu'à s'entendre complimenter là-dessus; bien que toutes les opérations militaires qu'il a dirigées lui-même, aient été jugées fausses et funestes. A Tilsit, Alexandre et le roi de Prusse s'occupaient beaucoup à inventer des uniformes pour des hussards et des dragons, et de discuter si la croix des ordres devait être suspendue à tel ou tel bouton, et telles autres folies. Ils s'imaginaient être les meilleurs généraux de l'Europe, parce qu'ils savaient combien de rangées de boutons il y avait sur l'habit d'un dragon. Je ne pouvais m'empêcher de rire quand j'entendais discuter ces *coglionerie* avec autant de gravité et de chaleur que s'il avait été question d'un plan de bataille entre deux cent mille hommes; quoi qu'il en soit, je les encourageais dans ces discussions, voyant que c'était leur faible. Tous les jours, nous sortions tous les trois ensemble à cheval; le roi de Prusse nous ennuyait par fois tellement, que l'empereur Alexandre et moi, nous prenions le galop pour nous en débarrasser un instant. »

Napoléon me raconta ensuite quelques événemens de sa jeunesse. Il me dit, qu'en sortant de l'école de Brienne, il avait été envoyé à Paris, à l'âge de quinze ou seize ans, où, dit-il, après avoir subi un examen

(1) L'empereur François et le roi de Prusse.

général, et répondit d'une manière satisfaisante sur les mathématiques, il fut placé dans l'artillerie. « Quand la révolution éclata, à peu près un tiers des officiers de l'artillerie émigrèrent, et je devins *chef de bataillon* au siège de Toulon, après avoir été proposé par les officiers de l'artillerie eux-mêmes, comme celui qui, parmi eux, possédait le plus de connaissance dans cette partie. Pendant le siège, je commandais l'artillerie; je dirigeais les opérations contre la ville, et je fis O'Hara prisonnier, comme je vous l'ai dit déjà. Lorsque la place eut capitulé, je fus fait commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie; un grand nombre de forteresses furent prises d'après les plans que j'avais faits: plans qui furent suivis en Suisse et au-delà des Alpes. De retour à Paris, je fus fait général, et le commandement de l'armée de la Vendée me fut offert. Je le refusai, en disant qu'un tel commandement n'était bon que pour un général de gendarmerie. Le 13 vendémiaire, je commandais l'armée de la Convention, dans Paris, contre les sections, que je défis après une action de quelques minutes. J'obtins ensuite le commandement de l'armée d'Italie, où j'établis ma réputation. Rien n'a été plus simple que mon élévation. Elle ne fut pas le résultat de l'intrigue ou du crime. Je la dus aux circonstances particulières du temps, et à ce que je m'étais battu avec succès contre les ennemis de mon pays. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, et je crois, sans exemple dans l'histoire, c'est que, de simple particulier, je m'élevai à la hauteur étonnante de la puis-

sance suprême, sans avoir commis un seul crime pour y parvenir. Je serais à mon lit de mort, que je ferais la même déclaration.»

Je lui demandai, s'il était vrai, qu'il dût à Barras le grade qu'il occupait à Toulon, et s'il avait jamais offert ses services aux Anglais. « L'un est aussi faux que l'autre, répondit Napoléon. Je n'ai eu de relation avec Barras, qu'après l'affaire de Toulon. Ce fut à Gasparin, député d'Orange, et homme à talent, que je dus sur-tout la protection que j'obtins alors, et son appui contre une race *d'ignorantacci*, envoyés par la Convention. Jamais je n'ai offert mes services à l'Angleterre, jamais je n'en ai même eu l'idée, pas plus que d'aller me faire Turc à Constantinople. Tous ces récits *sont des romans*. Je passai quelque temps en Corse avec Paoli, en l'an.... Paoli m'aimait beaucoup, et je lui étais extrêmement attaché; mais Paoli épousa la cause de la faction anglaise, et moi celle des Français, et, en conséquence, presque toute ma famille fut chassée de la Corse. Paoli me frappait souvent avec amitié sur la tête, en disant : *Vous êtes un des hommes de Plutarque*. Il avait deviné que je serais un jour un homme extraordinaire. »

Napoléon parla ensuite de l'opération de Copenhague. « Cette expédition, dit-il, prouvait une grande énergie de la part de vos ministres : mais en mettant de côté la violation du droit des nations que vous méconnûtes, car en effet, c'en était une manifeste, je crois que cela nuisit à vos intérêts en vous faisant des ennemis irréconciliables de la brave nation da-

noise, et en vous fermant le nord pour trois ans. Lorsque j'en reçus la nouvelle, je dis, j'en suis bien aise, parce que cela brouillera l'Angleterre d'une manière irrécyclable avec les puissances du nord. Les Danois ne pouvaient me donner que soixante bâtimens de guerre, et cela était peu important. J'avais des vaisseaux en abondance, je n'avais besoin que de matelots que vous ne prêtés pas, et que j'obtins ensuite, tandis que, par leur expédition, vos ministres établirent leur réputation d'hommes sans foi et n'étant liés par aucun engagement. »

« Pendant la guerre avec vous, dit-il, toutes les nouvelles que je recevais d'Angleterre me parvenaient par les contrebandiers. Ce sont des gens redoutables qui ont le courage et l'adresse de tout faire pour de l'argent. Une partie de Dunkerque leur était consacrée et ils y étaient en quelque sorte renfermés ; mais comme ensuite ils y étaient sortis de leurs limites, s'étaient livrés à la débauche et qu'ils insultaient tout le monde, j'ordonnai que l'on préparât Gravelines pour les recevoir. Ils avaient un petit camp pour leur utilité, hors duquel il leur était défendu de sortir. Il fut un temps où près de cinq cents contrebandiers étaient réunis à Dunkerque. J'avais par eux tous les renseignemens que je pouvais désirer. Ils apportaient les journaux et les dépêches des émissaires que nous avions à Londres. Ils emmenaient des espions de France, les débarquaient et les tenaient dans leurs maisons pendant quelques jours, ensuite ils les dispersaient dans le pays, et les ramenaient lorsque cela

était nécessaire. La police avait à sa solde un certain nombre d'émigrés français qui lui donnaient constamment des renseignemens sur les actions du parti vendéen, de Georges et autres, lorsqu'ils se préparaient à m'assassiner. Tous leurs mouvemens m'étaient connus. En outre, la police avait aussi à sa disposition plusieurs espions anglais, dont quelques-uns étaient de haute qualité, et sur-tout beaucoup de dames. Parmi ces dernières, il s'en trouvait une d'un rang très-élevé, qui fournissait des renseignemens précieux, et qui recevait quelquefois, par mois, la somme énorme de trois mille livres sterlings. Ces contrebandiers traversaient le canal dans des bateaux qui n'étaient pas plus larges que cette baignoire. Il était réellement étonnant de les voir défier en passant vos vaisseaux de soixante-quatorze. » Je lui dis qu'ils étaient doublement espions, et qu'ils apportaient des nouvelles de France au gouvernement britannique. « Cela est très-probable, répondit Napoléon; ils vous portaient les journaux; mais je crois que comme espions, ils ne vous donnaient pas beaucoup de nouvelles. Ce sont des *genti terribili* qui faisaient beaucoup de mal à votre gouvernement. Ils emportaient annuellement de France pour quarante ou cinquante millions de soieries et d'eau-de-vie. Ils aidaient les prisonniers français à se sauver d'Angleterre.

» Les parens des Français détenus dans votre pays, avaient coutume d'aller à Dunkerque, de faire marché avec eux pour ramener tel ou tel prisonnier. Il ne leur fallait que le nom, l'âge, et un signe particu-

lier au moyen duquel le prisonnier pût avoir confiance en eux. Généralement , ils effectuaient sa délivrance en peu de temps ; car pour des hommes de cette espèce , ils remplissaient leurs engagements avec honneur et loyauté. Plusieurs fois , ils offrirent d'enlever Louis et les autres membres de la famille des Bourbons , et de les amener en France , pour une somme d'argent ; mais il eût fallu stipuler , que s'ils rencontraient quelque obstacle , ou qu'ils fussent interrompus , contrariés dans leur entreprise , il leur serait permis de les massacrer , et je ne voulus jamais y consentir. D'ailleurs , je méprisais beaucoup trop les Bourbons dont la famille était aussi généralement oubliée en France , que celle des Stuarts en Angleterre. Ils m'offrirent aussi de m'amener Dumourier , Sarrazin et autres , qu'ils savaient que je haïssais ; mais je les méprisais trop pour m'occuper d'eux sérieusement. »

Cette conversation avait été la suite de la nouvelle que je lui avais donnée de l'arrivée de Lefebvre-Desnouettes , et de son frère Joseph à New-Yorck. Alors je lui demandai si Lefebvre n'avait pas manqué à sa parole en Angleterre. Napoléon répondit qu'oui , et observa : « On a beaucoup parlé des officiers français qui avaient été employés après avoir rompu leur parole en Angleterre. Le fait est que les Anglais eux-mêmes étaient les premiers à donner cet exemple , et que douze de ces messieurs s'étaient récemment sauvés. Je proposai à vos ministres que les deux gouvernemens renvoyassent réciproquement tout prison-

nier, de quelque rang qu'il fût, qui aurait manqué à sa parole, et se serait échappé. Ils refusèrent, et je ne m'en inquiétai plus. Je ne recevais pas à la cour ceux qui s'étaient évadés; je ne les encourageais, ni ne les décourageais. Après ce refus, vos ministres firent beaucoup de bruit (*chiasso*) sur ce que des officiers, qui avaient manqué à leur parole, avaient été employés dans mes armées, quoiqu'ils eussent refusé de consentir à prendre avec moi les seules mesures qui pouvaient y mettre fin, c'est-à-dire, que les deux partis les renvoyassent aussitôt; et ensuite ils ont eu l'impudence d'en jeter tout l'odieux sur moi. Mais vous autres, Anglais, vous n'avez jamais tort. »

Je lui demandai s'il pensait que l'expédition de Walcheren, si elle eût été bien conduite, aurait pu prendre Anvers? Napoléon répondit : « Je pense que si vous eussiez débarqué d'abord quelques milliers d'hommes à Williamstadt, et que vous eussiez marché directement sur cette place, la consternation, le manque de préparatifs, et l'incertitude du nombre des assaillans, auraient pu faire que vous l'eussiez emportée par un coup de main; mais cela était impossible lorsque la flotte se fut rassemblée; les équipages des vaisseaux, réunis à la garde nationale, aux ouvriers et autres, faisaient à peu près un total de quinze mille hommes. Les vaisseaux eussent été coulés bas, ou renfermés dans les chantiers, et les équipages employés sur les batteries. D'ailleurs la ville d'Anvers, quoique vieille, est bien fortifiée. Il est vrai que lord Chatam fit tout ce qu'il put pour faire

manquer l'objet de l'expédition; car après avoir laissé passer les premiers jours, l'affaire devenait impraticable. Vous aviez trop et trop peu d'hommes; trop pour un coup de main, et trop peu pour un siège régulier. Les habitans étaient tous contre vous, parce qu'ils voyaient clairement que vous vous proposiez de prendre possession de la ville, de brûler et de détruire tout, de remonter ensuite sur vos vaisseaux, et de vous éloigner. Cette expédition fut très-mauvaise pour vous. Vos ministres étaient mal informés de la situation du pays. Vous eûtes ensuite la bêtise de rester dans cet endroit pestilentiel, jusqu'à ce que vous y eussiez perdu plusieurs milliers d'hommes. C'était le comble de l'imprévoyance ou de l'inhumanité. J'en étais bien aise, parce que je savais que les progrès des maladies vous forceraient à évacuer le pays sans que je fisse aucun effort. Je n'avais envoyé que des déserteurs et des mauvais sujets pour former la garnison, et j'avais donné ordre qu'on les fit coucher dans deux frégates que j'avais fait expédier à cet effet. Je leur faisais aussi porter de l'eau à grands frais; mais toutes les précautions que je prenais n'empêchaient pas que ce lieu ne fût malsain. Le général qui défendait Flessingue, ajouta-t-il, ne tint pas aussi long-temps qu'il l'aurait dû. Il avait fait une immense fortune avec les contrebandiers (car il y en avait un autre dépôt en cet endroit), et il s'était rendu coupable d'intrigues pour lesquelles il craignait d'être conduit devant une cour martiale, et je crois qu'il était bien aise de se débarrasser. »

Je demandai à Napoléon s'il était vrai qu'un Corse, nommé Masséria, lui eût été envoyé autrefois, avec des propositions de la part de notre gouvernement? « Masséria? Oui, répondit-il, je me rappelle fort bien qu'il me fut amené lorsque j'étais premier consul. On l'introduisit dans ma chambre, avec beaucoup de mystère et de discrétion, tandis que j'étais, comme à présent, dans le bain. Je crois qu'il commença par me parler d'affaires politiques, et par me faire des insinuations sur la paix; mais je l'arrêtai, parce qu'il avait été publié dans les journaux anglais qu'il venait relativement à une mission que je n'aimais pas. D'ailleurs, Masséria, bien qu'il fût *un bravissimo uomo*, était un grand *bavard*. Je crois qu'il était envoyé par le roi Georges lui-même. C'était un républicain, et il soutenait que la mort de Charles I<sup>er</sup> était juste et nécessaire. »

Lady Lowe est venue à Longwood, et pour la première fois elle a rendu visite aux comtesses Bertrand et Montholon.

6. — Napoléon me dit que la visite d'hier de lady Lowe lui paraissait être un artifice de la part de son mari, *per gattar la polvere negli occhi* (pour jeter de la poudre aux yeux); et pour faire croire que malgré l'arrestation de Las-Cases, le gouverneur était très-bien à Longwood; qu'il n'avait fait que son devoir, et que les bruits qui avaient couru du mauvais traitement qu'il faisait éprouver aux habitans de Longwood étaient sans fondement. Je lui répondis que lady Lowe avait toujours désiré voir les comtesses Bertrand

et Montholon, et qu'elle avait saisi la première occasion qui s'était présentée depuis qu'elle était relevée de couche. Napoléon répliqua : « Je suis loin de penser qu'elle prenne part aux desseins de son mari, mais elle a mal choisi son temps. Il l'envoie au moment où il traite Las-Cases avec tant de barbarie et d'illégalité. C'est un artifice de son époux pour aveugler le monde, ou bien il se moque de nos malheurs. Rien de plus insultant que d'ajouter l'ironie à l'injustice. » Je lui fis observer qu'il était peut-être plus équitable de considérer cette démarche de la part du gouverneur comme les préliminaires d'un arrangement. « Non, répondit Napoléon, cela ne peut pas être. S'il voulait se raccommoier avec moi, la première démarche serait de nous affranchir de quelques-unes de ses restrictions oppressives et inutiles. Hier, après que son épouse fut venue, madame Bertrand et sa famille allèrent se promener. A leur retour, elles furent arrêtées par les sentinelles, qui refusèrent de les laisser entrer, parce qu'il était six heures. Au nom de Dieu, s'il voulait se réconcilier avec nous, continuerait-il de nous empêcher de sortir à la seule heure du jour à laquelle, dans cette saison, la promenade soit agréable. S'il vous demande ce que je pense de la visite de son épouse, continua Napoléon, dites-lui franchement les observations que j'ai faites. »

7. — J'ai écrit à sir Hudson Lowe pour lui expliquer ce que Napoléon croyait être le meilleur moyen d'effectuer un accommodement.

J'ai eu une longue conversation avec Napoléon sur

l'anatomie du corps humain. Il désira voir quelques estampes anatomiques sur les sujets dont je l'entretenais. Il me dit qu'autrefois il avait essayé d'étudier l'anatomie, mais qu'il avait été dégoûté par la vue et l'odeur des cadavres. Je lui observai que les gravures servaient seulement à rappeler ce qu'on avait déjà appris par la dissection, et qu'elles ne pouvaient jamais la remplacer. Napoléon convint parfaitement de cela avec moi, et entra dans plusieurs détails relativement aux encouragemens qu'il avait donnés aux écoles d'anatomie et de chirurgie, et de la facilité qu'il avait procurée aux étudiants en médecine d'apprendre leur profession à peu de frais à Paris.

Je l'entendis ensuite émettre quelques opinions relatives aux individus qui avaient figuré dans la révolution. « Robespierre, dit-il, bien que ce fût un monstre altéré de sang, n'était pas aussi méchant que Collot d'Herbois, Billaud de Varennes, Hébert, Fouquier Tainville et tant d'autres. Sur la fin, Robespierre avait voulu être plus modéré; et quelque temps avant sa mort, il avait effectivement dit qu'il était las des exécutions, et qu'il conseillait de revenir à un autre système. Lorsque l'exécrable Hébert accusa la reine de *contrarier la nature*, Robespierre proposa de le dénoncer comme ayant fait une accusation aussi calomnieuse et aussi peu fondée, et qui n'avait pour objet que de provoquer le peuple à un soulèvement en faveur de cette princesse, en excitant son intérêt. Dès le commencement de la révolution, Louis XVI paraît avoir eu constamment devant les yeux la vie de Charles I<sup>er</sup>.

» L'exemple de Charles qui , après en être venu à des extrémités fâcheuses avec le parlement , avait fini par y perdre la tête , empêcha Louis , en plusieurs occasions , de s'opposer aux efforts des révolutionnaires. Lorsqu'on le mit en jugement , il devait dire simplement que , d'après les lois , il ne pouvait rien faire de mal , et que sa personne était sacrée. La reine aurait dû faire de même. Cela ne leur aurait pas sauvé la vie , mais ils seraient morts avec encore plus de dignité. Robespierre était d'avis qu'on fit mourir le roi secrètement. « A quoi servent ces vaines formalités , disait-il , lorsque vous allez le juger , préparés à le condamner à la mort , qu'il la mérite ou non. » La reine , ajouta Napoléon , marcha à l'échafaud avec une espèce de sensation de joie ; et ce devait être pour elle un grand soulagement de quitter une vie pendant laquelle elle avait été traitée avec une aussi exécration barbare. Si j'eusse eu quatre ou cinq ans de plus , continua-t-il , je ne doute pas que j'aurais été guillotiné avec tant d'autres. »

8. — Napoléon était dans son bain. Nous parlâmes long-temps de la situation critique de l'Angleterre qu'il attribuait entièrement à l'imbécillité de lord Castlereagh. « Si vos ministres , disait-il , avaient eu égard aux intérêts de la patrie , au lieu d'intriguer , ils auraient fait de vous la nation la plus heureuse et la plus florissante du monde. Ils auraient dit aux gouvernemens espagnol et portugais ; après la fin de la guerre : « Nous avons sauvé votre pays , nous seuls nous l'avons soutenu , et nous l'avons empêché de de-

venir la proie de la France. Nous avons fait plusieurs campagnes, et versé notre sang en servant votre cause. Nous avons dépensé plusieurs millions d'argent, et par conséquent le pays est surchargé de dettes que nous devons payer, par rapport à vous. Vous avez les moyens de vous acquitter. Notre situation exige que nous liquidions nos dettes. Nous demandons, en conséquence, que la nation anglaise soit la seule à laquelle il soit permis de faire le commerce de l'Amérique du sud, pendant vingt ans; et que nos vaisseaux aient le même privilège que les vaisseaux espagnols. Par ce moyen, nous nous rembourserons sans vous nuire.» Qui aurait pu s'y opposer? D'ailleurs, à dire vrai, ce n'aurait été qu'une juste demande, et aucune puissance alliée n'aurait pu nier le droit de l'exiger; car c'est vous seuls et votre énergie, qui avez empêché l'Espagne et le Portugal de tomber. Vous auriez pu demander « qui avait sauvé le Portugal? qui l'avait secouru en hommes et en argent, et lui avait conservé l'existence comme nation? » De cette manière, vos manufactures auraient prospéré, vos matelots auraient servi sur vos propres vaisseaux, au lieu de mourir de faim, ou d'être forcés de chercher les moyens d'existence chez les nations étrangères; votre *populace* aurait été contente et heureuse, au lieu qu'elle est obligée d'avoir recours aux souscriptions pour s'empêcher de périr de misère. Dans l'état où sont les choses, la France aura bientôt le commerce du Brésil, vous avez dans vos colonies plus de coton et de sucre que vous n'en avez besoin, et par

conséquent vous ne prendrez pas les productions de cette contrée, en échange de vos marchandises. Les Français le feront, car la Martinique ne peut fournir à la consommation de la France. Ils échangeront leurs marchandises fabriquées, leurs soieries, leurs meubles, leurs vins, etc., contre des produits coloniaux, et bientôt ils auront tout le négoce du Brésil. Ils auront également la préférence dans le commerce avec les colonies espagnoles, par rapport à la religion, et parce que les Espagnols, comme les autres nations, sont jaloux d'un peuple tout puissant sur mer, et qu'ils aideront par conséquent à affaiblir ce pouvoir; et la manière la plus sûre d'y parvenir est de diminuer le commerce de l'Angleterre. Un autre trait de folie de la part de vos ministres, c'est d'avoir exclu toutes les autres nations du commerce des Indes, et particulièrement les Hollandais qui seront vos plus grands ennemis. Avant vingt ans, lorsque la France se sera relevée, vous verrez la Hollande se joindre à elle pour vous asservir. Si vous eussiez fait ces demandes, dis-je, elles vous auraient été accordées; et les puissances de l'Europe n'auraient pas été plus jalouses de vous qu'elles le sont maintenant, et qu'elles le seront toujours, tant que vous conserverez la suprématie sur les mers, et que vous insisterez sur ce prétendu droit de rechercher, et autres articles de votre code de la marine. Alors vous auriez pu conserver votre empire maritime, qui doit déchoir si votre commerce relatif n'est pas plus étendu que celui des autres peuples. Mais vos ministres ont eu de

fausses idées des choses. Ils se sont imaginé qu'ils pouvaient inonder le continent de vos marchandises et en trouver le prompt débit. Non, non : le monde est maintenant trop éclairé (1). Les Russes eux-mêmes diront : Pourquoi enrichirions-nous cette nation pour la mettre en état d'entretenir le monopole et d'exercer la tyrannie sur les mers, tandis que nos manufacturiers sont nombreux et instruits ? — Vous verrez, continua Napoléon, que dans quelques années, il se vendra fort peu de marchandises anglaises sur le continent (2). J'ai donné une ère nouvelle aux manufactures. Les Français vous surpassent dans la fabrication des draps et de tant d'autres articles. Ils ont surpassé les Hollandais dans les toiles et la mousseline. J'ai contribué à la formation d'un grand nombre de fabricans. J'ai établi l'école *polytechnique*, de laquelle sortent des centaines de savans chimistes, pour les répandre dans les différentes manufactures, et appliquer la chimie aux arts. En conséquence tout marchait sur des principes certains et bien établis ; au lieu de l'ancienne méthode vague et incertaine, chaque fabricant savait raisonner sur chacune de ses opérations. Les temps sont changés, continua Napoléon, et vous ne devez plus compter sur le continent pour placer vos marchandises. L'Amérique, l'Espagne et

(1) La lecture du tarif promulgué par la Russie prouvera combien cette opinion était prophétique.

(2) Je communiquai toute cette conversation à des personnages employés au gouvernement anglais peu de temps après qu'elle eut lieu.

le continent portugais sont vos seules ressources. Souvenez-vous de ce que je vous dis. Dans une année ou deux, votre peuple se plaindra et dira : « Nous avons tout gagné, mais nous mourons de faim : nous sommes dans une situation plus précaire qu'avant la paix. » Peut-être vos ministres se décideront-ils à faire plus tard ce qu'ils auraient dû faire auparavant. Vous n'êtes point en état, continua-t-il, de faire face, même à la Prusse, dans les champs de bataille, et vous n'avez dû votre prépondérance sur le continent, qu'à cette souveraineté sur les mers, que vous pourrez bien perdre si vos ministres persistent à vouloir maintenir le misérable système militaire qu'ils ont adopté. L'Angleterre a fait son *va tout* ( *Ha giocato per tutto o per niente* ). Elle a gagné ; elle a fait des choses incroyables, et, au résultat, son bénéfice est réduit à zéro. Le peuple meurt de faim, il est dans un état pire qu'il ne se trouvait pendant la guerre ; tandis que la France, qui a tout perdu, prospère, et que les besoins de son peuple sont abondamment satisfaits. La France s'est engraisée, malgré les saignées nombreuses qui lui ont été faites ; tandis que l'Angleterre se trouve comme un homme à qui des liqueurs stimulantes ont donné une force trompeuse et momentanée, mais qui, une fois leur effet passé, retombe dans un état de débilité. »

10. — L'eau est très-rare à Longwood. Sir Hudson Lowe a donné des ordres pour que les chevaux de l'établissement fussent menés à Hut's-Gate, au lieu de les abreuver de l'eau des conduits placés à cet effet

pour l'usage de la maison de Napoléon. L'eau qui en provient est extrêmement verte et bourbeuse ; l'odeur en est détestable. Il est plus facile de se procurer une bouteille de vin à Longwood, qu'une bouteille de bonne eau. Les détachemens du 53<sup>e</sup> sont journellement occupés à transporter des tonneaux d'eau dans leur camp. Cela me rappelle le temps que j'ai passé en Égypte, où nous étions obligés d'acheter de l'eau à des prix exorbitans.

Charles, domestique mulâtre, a été renvoyé de Longwood ; Sir Hudson Lowe a aussitôt ordonné qu'il fût embarqué pour son pays. Il a subi un long interrogatoire de la part de son excellence, sur ce qu'il avait vu et entendu pendant le temps qu'il avait été à Longwood. On a fait faire au gouverneur, par l'officier d'ordonnance, la demande d'un chariot pour transporter de l'eau à l'établissement, l'eau des réservoirs étant devenue trop peu abondante et trop infecte.

Napoléon est triste ; il est mécontent que sir Hudson Lowe ne lui ait renvoyé que trois ou quatre chapitres de ses campagnes en Italie, au lieu de lui avoir remis le tout. Il m'a prié de lui dire que s'il les faisait copier, il eût la complaisance de les lui renvoyer aussitôt qu'il en aurait fini.

11. — Je suis allé à *Plantation-House* pour faire part à sir Hudson Lowe du message qui m'était confié pour lui. Son excellence s'emporta et dit que si le général Bonaparte persistait à croire que les papiers avaient été retenus pour les copier, après lui avoir fait assurer le contraire la veille par le jeune Las-Cases,

il le considérerait « *comme indigne d'être traité en homme d'honneur, et comme ne méritant pas la considération due par un galant homme à un autre.* » Non-seulement il me répéta deux fois cette phrase ; mais il m'obligea encore de l'écrire sur mon portefeuille, en me priant de ne pas manquer de rendre fidèlement ses propres expressions au général Bonaparte. Après s'être un peu calmée, son excellence revint à des sentimens plus modérés, et me donna quelques explications en me priant de les faire connaître à Napoléon, et me fit déchirer de mon portefeuille les expressions injurieuses qu'elle m'y avait fait mettre. Alors le gouverneur vint avec moi dans la bibliothèque et me dit « qu'il ne pouvait pas avoir égard à ce que je lui avais écrit, et que le général Bonaparte ne pouvait obtenir la permission de parcourir le pays. Que si les intentions des ministres eussent été seulement de prévenir sa fuite, un simple facteur de la compagnie des Indes aurait suffi pour cela aussi bien que tout autre personnage ; mais qu'ils avaient eu d'autres vues, et qu'il avait été envoyé pour exécuter leurs projets ; qu'il y avait plusieurs raisons majeures pour empêcher qu'il ne communiquât avec personne dans l'île. Que tout homme pourrait s'assurer de sa personne en plaçant des sentinelles autour de lui, mais qu'il pourrait faire encore plus. » Lorsque je fus sur le point de quitter la chambre, il me rappela : « Dites au général Bonaparte, répéta-t-il, qu'il est heureux d'avoir pour gouverneur de l'île un homme aussi bon que moi. D'autres, avec les instructions que j'ai, l'au-

raient enchaîné pour sa conduite. » Il finit par me prier de tâcher de faire présenter sir Thomas Strange à Napoléon.

Cipriani est allé à la ville pour acheter des provisions.

12. — J'ai exprimé à Napoléon, de la manière la moins offensante qu'il m'a été possible, ce que sir Hudson Lowe m'avait chargé de lui dire, et l'assurance qu'il m'avait donnée que ses papiers étaient sacrés pour lui. Je lui ai fait remarquer qu'il en avait une certitude dans la lettre d'Emmanuel Las-Cases qui accompagnait la partie de ses mémoires qu'on lui avait déjà rendue, et qui lui assurait que le surplus avait été respecté; que sir Hudson Lowe m'avait dit que pendant l'examen des papiers, qui avait toujours eu lieu en présence de Las-Cases, chaque fois que celui-ci indiquait quelques fragmens appartenant à Napoléon, ils étaient mis aussitôt de côté sans même qu'on en prit lecture; lorsque l'examen cessait, les papiers étaient scellés du cachet de Las-Cases, et ce cachet n'était jamais rompu qu'en sa présence. Que sir Hudson avait dit, que loin d'être poussé par la malice ou la vengeance, il avait écrit au ministère pour améliorer sa condition, etc. Napoléon répondit qu'il ne le croyait pas; qu'aucun gouvernement, à deux mille lieues de distance, ne pouvait connaître assez bien les localités pour donner des détails minutieux; que les ordres ne pouvaient être que généraux; qu'il était impossible de croire à aucune assertion d'un homme qui avait dit tant de faussetés, et que la lettre

du jeune Las-Cases n'était pas satisfaisante, puisqu'elle contenait simplement l'assurance de sir Hudson Lowe, que ses papiers seraient respectés. « Quant à ses instructions (1), si elles ne renferment pas l'ordre de m'assassiner, on croirait vraiment qu'on le lui aurait donné verbalement (*à voce*). Lorsqu'on se propose de faire périr un homme, on commence toujours par le séquestrer de la société et l'empêcher d'avoir aucune communication avec elle, on l'enveloppe des ombres du mystère, afin qu'après avoir accoutumé le monde à n'en entendre plus parler, on puisse aisément le faire disparaître. Faites connaître au gouverneur mes sentimens à ce sujet. »

Je lui ai dit ensuite, que sir Thomas Strange, qui avait été grand juge dans les Indes orientales, désirait lui présenter ses respects, et que la visite qu'il se proposait de lui faire n'avait pas pour objet de satisfaire une simple curiosité, mais que c'était une marque de cette considération que toute personne devait avoir pour un grand homme, qui était parvenu, par son génie, à la puissance suprême. Napoléon m'a répondu : « Je ne recevrai aucun de ceux qui ne s'adresseront pas d'abord à Bertrand. Je ne recevrai aucune des personnes que le gouvernement m'enverra directement, parce que j'aurais l'air d'obéir à un ordre donné par lui. »

Alors le comte Bertrand entra, et m'apprit que le

(1) Cette réponse me fut donnée par écrit pour sir Hudson Lowe.

gouverneur, qui était à Longwood, voulait me voir. « S'il vous fait quelques questions sur ce que je pense, dit Napoléon, rapportez-lui que je me propose de faire une protestation au prince-régent, contre sa conduite barbare. C'est illégalement qu'il tient Las-Cases renfermé, lorsqu'il n'existe aucune charge contre lui. Il devait lui permettre de reprendre sa place auprès de moi, ou le renvoyer de l'île, ou enfin le faire juger. S'il veut accommoder tous les différens élevés entre nous, ainsi qu'il semble le désirer, il faut qu'il change de méthode, et qu'il remette les choses sur le même pied qu'avant le départ de l'amiral Cockburn. Quant à la visite du juge, qu'il voudrait que je reçusse, dites-lui *que les gens qui ont descendu dans la tombe, ne reçoivent pas de visites*, car il m'a véritablement déjà enfermé dans un sépulcre. D'ailleurs, si sir Thomas ne parle pas le français, je ne puis, d'après ses propres ordres, me servir d'un de mes officiers comme interprète; car il a défendu aux étrangers qui pourraient venir me voir, de parler ou d'avoir quelque communication avec aucune des personnes de ma suite; d'un autre côté, je n'ai plus Las-Cases. »

Le comte Bertrand me pria de dire au gouverneur, que, s'il voyait sir Thomas Strange, il serait obligé de lui montrer les défenses faites par lui, et signées de sa main, d'après lesquelles il n'était point permis aux individus porteurs de *laissez passer* pour voir Napoléon, de s'entretenir avec aucune des personnes de sa suite, à moins d'en avoir reçu l'autorisation spéciale.

Lorsque j'appris à sir Hudson Lowe, ce que j'avais

été chargé de lui communiquer, il me dit qu'il en ferait part à lord Bathurst, et me fit observer ensuite que le comte Las-Cases n'avait pas suivi le général Bonaparte par pure affection, mais bien pour se procurer les matériaux nécessaires à la publication de sa vie; que les ministres craignaient que quelques personnes intrigantes, en France ou sur le continent, ne cherchassent à exciter la rebellion et de nouvelles guerres en Europe, en employant son nom pour servir leurs projets; que le général Bonaparte était très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon que lui, etc., etc.

Il ajouta encore, qu'il ne pouvait faire connaître la nature de ses ordres; qu'outre la détention du général Bonaparte, il avait encore à remplir un objet important, et après avoir beaucoup parlé sur des sujets semblables, il m'assura qu'il permettrait, dès le lendemain, à sir Thomas Strange et à sa famille, de communiquer avec Bertrand ou avec toute autre personne de la suite de Napoléon.

J'ai vu sir Thomas Reade, à qui j'ai parlé de la réponse de Napoléon relativement à l'entrevue que le gouverneur désirait obtenir pour sir Thomas Strange. Sir Thomas me dit : Si j'étais gouverneur, je lui ferais bien sentir qu'il est mon prisonnier. — Vous ne pourriez pas faire beaucoup plus que vous n'avez fait, lui dis-je, à moins de l'enchaîner. — Oh! s'il ne voulait pas faire mes volontés, je lui ôterais ses livres, et c'est ce que je conseillerai au gouverneur de faire. C'est un misérable proscrit, un prisonnier, et le gouverneur

a le droit de le traiter avec autant de sévérité qu'il le jugera convenable : personne ne peut s'opposer à ce qu'il fasse son devoir, et à ce qu'il exécute les ordres qu'il a reçus.

J'ai rapporté à Napoléon, ce que son excellence m'avait chargé de lui dire. Il m'a répondu que le seul moyen d'empêcher qu'on ne se serve de son nom pour exciter des révoltes, était de le faire mourir. « Voilà, dit-il, l'unique moyen d'y parvenir, et le plus tôt sera le mieux. *Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas.* »

« Tout ce qu'il dit, continua-t-il, est pour jeter la poudre, pour abuser le juge, afin de pouvoir publier, en arrivant en Angleterre, que c'est ma faute, si je ne reçois pas qui il me plaît, *un uomo cattivo che ha tutta la scaltrezza Siciliana.* »

13. — Une lettre de Napoléon, cachetée, a été donnée par le comte Bertrand au capitaine Poppleton, afin que celui-ci la remît au gouverneur pour la faire tenir à Las-Cases : à six heures après midi, un dragon est venu apporter au comte Bertrand, deux lettres de sir Hudson Lowe. Dans l'une, il lui renvoyait la lettre de Napoléon au comte Las-Cases, parce qu'elle était cachetée, et qu'il ne voulait pas remettre de lettre cachetée ; que quand bien même elle eût été ouverte, il dépendait de son contenu qu'elle fût remise ou non ; parce qu'il ne voulait pas qu'il y eût aucune communication entre Longwood et le comte Las-Cases. Dans l'autre, le gouverneur disait qu'il ne prendrait probablement aucune décision relative-

ment à Las-Cases, qu'il n'eût reçu des nouvelles du gouvernement britannique. J'ai vu Napoléon. Il m'a dit qu'il n'espérait rien de bon de la part du gouverneur qui était un homme de méchante humeur. « Il devrait, disait-il, se faire appliquer plusieurs larges vésicatoires, pour lui enlever une partie de cette mauvaise lymphé. »

Il parla de la probabilité d'une révolution en France : « Il ne se sera pas écoulé vingt ans après ma mort, me dit-il, que vous y verrez une autre révolution. Il est impossible que vingt-neuf millions de Français puissent vivre sous le joug des souverains étrangers, contre lesquels ils ont combattu pendant trente ans. Pouvez-vous blâmer les Français de ne pas vouloir se soumettre à des êtres tels que Montchenu ? En Angleterre vous aimez beaucoup à faire la comparaison de la restauration de Charles II avec celle de Louis ; mais il n'y a pas la plus légère similitude. Charles était rappelé au trône par la masse de la nation, et c'est la masse de la nation que enleva le trône à son successeur ; mais, quant aux Bourbons, il n'y a pas de village en France qui n'ait perdu trente ou quarante individus de la fleur de sa jeunesse, pour prévenir leur retour. Les Français diront : *Ce n'est pas nous qui avons ramené cette dynastie, non ; ceux qui ont ravagé notre pays, qui ont brûlé nos maisons, qui ont violé nos femmes et nos filles, les ont mis sur le trône par la force.* »

Je lui fis quelques questions sur la part que Moreau avait prise dans la conspiration. « Moreau, dit-il, a

avoué à ses avocats qu'il avait vu Georges et Pichegru, qu'il s'était entretenu avec eux, et qu'il se proposait de le dire, lors de son jugement. Cependant son conseil lui dissuada de le faire, et lui fit observer que s'il convenait d'avoir vu Georges, rien ne pourrait l'empêcher d'être condamné à mort. Moreau, dans une entrevue avec les deux autres conspirateurs, persista à soutenir que la première démarche qu'il fallait faire, était de me tuer; qu'il aurait plein-pouvoir sur l'armée, quand je ne serais plus; mais qu'il ne pourrait rien faire tant que j'existerais. Lorsqu'on vint l'arrêter, son acte d'accusation lui fut remis: il y était accusé d'avoir conspiré contre la vie du premier consul, et la sûreté de la république, de complicité avec Pichegru et Georges: en lisant ces noms, le papier lui échappa des mains, et il s'évanouit.»

« Lors de la bataille de Dresde, continua Napoléon, j'ordonnai que les alliés fussent attaqués simultanément par les ailes de mon armée. Le centre resta immobile pendant l'exécution de ces manœuvres. Je remarquai un gros de cavalerie ennemie, à peu près à la distance de cette porte à celle extérieure ( 500 verges environ ). Je conclus qu'ils observaient mes manœuvres; j'appelai un capitaine d'artillerie, qui commandait un parc de dix-huit ou vingt pièces de canon. *Jetez une douzaine de boulets à la fois dans ce groupe-là*, lui dis-je, *peut-être y a-t-il quelques petits généraux*. Mes ordres furent aussitôt exécutés. Un des boulets atteignit Moreau, lui emporta les deux jambes, et traversa son cheval. Je crois que

plusieurs de ceux qui l'entouraient furent tués ou blessés. Alexandre venait de s'entretenir avec lui quelques minutes avant : les deux jambes de Moreau furent emportées non loin du lieu où il lui avait parlé. Un de ses pieds, que le chirurgien avait laissé sur la place avec la botte qui le couvrait, fut apporté par un paysan au roi de Saxe avec la nouvelle que quelque officier de grande distinction avait été frappé par un boulet. Le roi, pensant que l'on pourrait peut-être découvrir le nom de l'individu à sa botte, me l'envoya. Elle fut examinée à mes quartiers-généraux, mais tout ce dont on pût s'assurer, c'est que la botte n'était ni de manufacture anglaise ni française. Le lendemain nous apprîmes que cette jambe était celle de Moreau. Ce qu'il y a d'assez extraordinaire, continua Napoléon, c'est que dans une action qui eut lieu quelque temps après, ayant ordonné au même officier d'artillerie, avec les mêmes canons, de tirer dans des circonstances à peu près semblables, sur un groupe d'officiers réunis, le général St.-Priest, autre Français, homme à talent, mais qui était chargé d'un commandement dans l'armée russe, fut tué avec plusieurs autres. Rien n'est plus destructeur, poursuivit Napoléon, qu'une décharge de douze canons ou plus, sur un groupe d'individus. Ils peuvent échapper à un ou deux boulets, mais il est presque impossible d'échapper à dix-huit ou vingt. Après la bataille d'Esling, lorsque j'eus réuni mon armée à l'île de Lobau, il y eut, de part et d'autre, entre les soldats, et sans que les généraux y prissent aucune part, un

consentement tacite de suspension d'armes. Elle ne produisit aucun bien , et servit seulement à faire tuer quelques malheureuses sentinelles. Tous les jours je parcourais à cheval toutes les directions. Personne ne fut attaqué de l'un ni de l'autre côté. Un jour, cependant , que j'étais à cheval avec Oudinot , je m'arrêtai un moment au bord de l'île , à peu près à quatre-vingts toises de distance de la rive opposée sur laquelle étaient les ennemis. Ils m'aperçurent , et m'ayant reconnu à mon petit chapeau et à mon habit gris , ils dirigèrent sur nous une pièce de trois. Le boulet passa entre Oudinot et moi , et nous rassa de près tous deux. Nous donnâmes de l'éperon et disparûmes promptement. Dans cette circonstance-là , l'attaque était à peu de chose près un assassinat ; s'ils eussent tiré une douzaine de coups de canon à la fois , ils nous auraient tués. »

Le comte Bertrand a reporté la lettre de Napoléon au capitaine Poppleton ; après en avoir brisé devant lui le cachet , il le pria de la remettre ainsi à sir Hudson Lowe.

L'amiral a envoyé des oranges à Longwood.

14. — Napoléon est très-indisposé : la nuit avait été des plus mauvaises ; il était encore au lit à onze heures. « Docteur , me dit-il , j'ai eu cette nuit une attaque de nerfs , qui n'a pas cessé de me tourmenter et qui m'a privé entièrement du repos ; j'ai eu un grand mal de tête , et des agitations involontaires ; j'ai perdu connaissance pendant quelques momens : je pensais réellement , j'espérais même qu'il me pren-

drait une attaque plus violente , qui m'emporterait avant que le jour fût venu : il me semblait que j'aurais avoir une attaque d'apoplexie ; je sentais une pesanteur de tête et des tournoiemens , comme si elle eût été surchargée d'une trop grande quantité de sang , et j'aurais vivement désiré pouvoir me tenir debout : j'éprouvais une telle chaleur dans le cerveau , que je priai ceux qui étaient autour de moi , de me verser de l'eau froide sur le crâne , ce qu'ils firent quelque temps sans pouvoir comprendre : l'eau finissait par me paraître chaude , et sentir le soufre , bien qu'elle fût véritablement froide. » Lorsque je le vis , sa transpiration était libre , et je lui conseillai de l'exciter ; le mal de tête avait beaucoup continué. Après que je lui eus prescrit tout ce que je croyais nécessaire , il répondit : « *Si viverebbe troppo lungamente.* » Il me parla ensuite des cérémonies funéraires , et ajouta que lorsqu'il mourrait , il désirait que son corps fût brûlé. « C'est le meilleur moyen , dit-il , de ne causer aucun inconvénient. Quant à la résurrection , elle doit s'accomplir par un miracle , et il est facile à l'Être , qui a le pouvoir de réunir les restes des morts , de rassembler aussi leurs cendres. »

15. — J'ai eu un long entretien avec sir Hudson Lowe , relativement aux affaires de Longwood , et à la santé de Napoléon. Son excellence m'a dit qu'elle supposait que c'était le comte Bertrand qui avait informé Las-Cases qu'il serait renvoyé de l'île , s'il persistait à écrire encore des réflexions injurieuses sur la manière dont le général Bonaparte était traité , qu'il

le rendait (lui Bertrand) responsable de toutes les conséquences qui pourraient en résulter. Il observa aussi que, quant aux défenses contre lesquelles on s'était tant récrié. Elles n'avaient effectivement subi que peu de changemens; et que, pour ce qui était de la défense de parler à personne, dont le général Bonaparte s'était tant plaint, ce n'était pas pour lui *un ordre, mais une prière!* Il ajouta aussi que Las-Cases avait cherché à faire passer une accusation secrète contre lui; que c'était frapper un homme d'un coup de poignard par derrière, et qu'ils devaient bien savoir qu'ils disaient des mensonges, sans quoi, ils n'eussent pas hésité de lui remettre leurs lettres pour qu'il les envoyât en Angleterre avec ses dépêches. Le gouverneur avait simplement observé, dans sa conversation avec Bertrand, qu'en se conformant à ses instructions, il aurait dû renvoyer Las-Cases de l'île, à cause des lettres qu'il avait écrites. Ses instructions étaient, disait-il, d'une telle nature qu'il ne lui était pas possible de les faire connaître. Elles lui prescrivaient d'une part de traiter le général Bonaparte avec la plus grande indulgence, et de l'autre elles lui imposaient les conditions les moins en harmonie avec cette même indulgence. Il avait écrit, pour s'en expliquer, et pour engager les ministres à adoucir les rigueurs existantes.

16. — J'ai vu Napoléon, à qui j'ai répété ce que le gouverneur m'avait chargé de lui dire. Napoléon a répondu : « Le gouverneur a renvoyé, et refusé de faire passer en Angleterre une lettre de plaintes que lui avait fait remettre Montholon; il a dit à Bertrand qu'il

ne recevrait aucune lettre dans laquelle je ne serais pas qualifié comme son gouvernement prétendait que je le fusse; et il a envoyé par son *chef d'état-major*, une pièce officielle menaçant du bannissement de l'île, quiconque ferait des réflexions sur lui ou son gouvernement. Indépendamment de cela, il a fait entendre clairement à Bertrand, que si Las-Cases continuait de se plaindre, il le renverrait de Sainte-Hélène. Dans des ordres comme les siens, il doit toujours exister quelque contradiction apparente, et un grand pouvoir discrétionnaire; mais il voit tout du mauvais côté, et lorsqu'il trouve la possibilité d'interpréter en mal une phrase qui pourrait tout aussi bien se prendre en bonne part, on est toujours certain de lui voir choisir le premier moyen. *Un uomo che ha la malizia, ma no l'anima.* Peut-être voit-il qu'il est allé trop loin; et a-t-il besoin maintenant de jeter l'odieux de sa conduite sur son gouvernement. »

18. — J'ai été avec M. Baxter voir le comte Las-Cases et son fils. Le comte m'apprit que le gouverneur lui avait permis de retourner à Longwood, à certaines conditions, mais qu'il n'était pas encore entièrement décidé sur ce qu'il ferait. Le jeune Las-Cases disait que son père craignait d'être regardé avec une sorte de dédain à Longwood, s'il y retournait, à cause de la manière désagréable dont il avait été arrêté, et emmené par la police du gouverneur.

A mon retour, j'appris à Napoléon que le gouverneur avait offert à Las-Cases de retourner à Longwood. Après quelques discussions à ce sujet, Napoléon ajouta

qu'il ne donnerait aucun avis, relativement à cela, à Las-Cases. Que s'il revenait il le recevrait avec plaisir; mais que dans ce dernier cas, il avait ordonné à tous ses généraux de partir, afin d'être indépendant, parce qu'alors il ne craindrait plus de les voir tourmenter par le gouverneur pour se venger de lui. « Moi, continuait-il, je ne crains pas, qu'ils me renvoient de l'île. »

Je vis sir Hudson Lowe, qui me dit qu'à l'exception de certaines restrictions nécessaires, il avait ordre de son gouvernement, de traiter le général Bonaparte avec tout le ménagement possible, et qu'il pensait s'y être conformé; que s'il avait changé quelque chose à ses ordres, c'était sa propre faute et celle de Las-Cases; qu'il avait été extrêmement modéré. Il me pria de le répéter à Longwood; bientôt après, il me dit que si le comte Bertrand eût montré à sir Thomas Strange les défenses qu'il leur avait faites, il aurait été autorisé à le renvoyer de l'île. Il me demanda presque aussitôt, si la médiation de sir Georges Bingham pourrait être de quelque utilité; je répondis que cela était possible; mais qu'il me semblait que sir Georges Bingham ne parlait pas français avec assez de facilité pour avoir une longue discussion, et soutenir des raisonnemens dans cette langue, et que, selon moi, l'amiral sir Pultney Malcolm serait un bien meilleur intermédiaire.

J'ai répété à Napoléon la conversation du gouverneur. « Docteur, répondit-il, lorsque cet homme a l'audace de vous dire, lui qui sait tout ce qui s'est

passé, qu'il me traite avec indulgence, je n'ai pas besoin de vous faire comprendre ce qu'il doit écrire à son gouvernement. »

Napoléon me dit que la nuit dernière, il avait éprouvé une attaque semblable à celle du 13, mais moins violente. « Ali (c'est ainsi qu'il appelait ordinairement Saint-Denis), effrayé, me jeta de l'eau de Cologne au visage, croyant que c'était de l'eau pure. L'âcreté de cette liqueur spiritueuse m'ayant causé une grande douleur, en entrant dans mes yeux, je revins à la vie. »

Je lui répétai ce que sir Hudson Lowe m'avait dit relativement à l'entremise de sir Georges Bingham. Il répondit : « Peut-être cela pourrait-il être utile ; mais tout ce qu'il a à faire, est *che esca del suo molo di carciere e che si metta nel recolo di galantuomo*. Si quelqu'un voulait se charger de l'office de médiateur, le plus propre à cela serait sans doute l'amiral ; d'abord, parce qu'il est indépendant du gouverneur, et ensuite, parce que c'est un homme avec qui je puis raisonner et m'entendre. Mais, continua-t-il, *questo governatore è un uomo senza fede*. Lorsque votre ministère n'est pas de bonne foi, ou qu'il a besoin de tergiversations, il envoie en ambassade, ou comme gouverneur, un *Drake* ou un *Hudson Lowe* ; si, au contraire, il veut concilier ou traiter honorablement, il choisit un *Cornwallis*. Un *Cornwallis*, ici, ferait plus que toutes les restrictions imaginables. » Il me fit observer ensuite qu'il lui paraissait plus à propos que *Las-Cases* retournât à *Longwood*, que de rester

dans l'île, séparé d'eux, ou d'être envoyé au Cap, et que je pouvais le lui dire.

21. — Une lettre du major Gorrequer annonça que le gouverneur permettrait à Archambaud, de voir son frère le lendemain. Celui-ci était arrivé du Cap, avec Santini et Rousseau, sur la frégate l'*Orontes* (1).

22. — Archambaud a vu son frère, en présence d'un des agens du gouverneur, mais il ne lui a pas été permis de voir ni d'entretenir les deux autres.

23. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood ; je lui ai dit ce que Napoléon pensait relativement à Las-Cases. Il me répondit qu'il fallait que Las-Cases fit ses conditions avant de retourner à Longwood, et me pria d'aller à Hut's-Gate, et de lui répéter ce que le général Bonaparte avait dit ; mais de n'avoir aucune autre communication avec lui. Je parlai à son excellence de l'accès de syncope dont Napoléon avait été attaqué. « Il serait fâcheux, répondit sir Hudson Lowe, qu'il fût emporté une de ces nuits par une semblable attaque. » Je fis observer au gouverneur qu'il était probable qu'il serait attaqué d'une apoplexie qui terminerait ses jours, et que s'il continuait à vivre de la même manière, il était probable qu'il ne jouirait pas long-temps d'une bonne santé.

Sir Hudson demanda ce qui pourrait l'engager à prendre de l'exercice. Je répondis qu'il faudrait se relâcher un peu de la contrainte qu'on lui imposait,

(1) Cette demande avait d'abord été refusée par sir Hudson Lowe.

et l'affranchir de quelques-unes des restrictions dont il se plaignait le plus. Sir Hudson Lowe fit quelques observations sur le danger de laisser trop de liberté à un homme qui avait déjà été le sujet de tant de maux, la cause de tant de troubles. Il me pria ensuite de lui faire un rapport par écrit sur la santé du jeune Las-Cases. J'ai répondu que j'étais sur le point d'aller le voir conjointement avec M. Baxter. Son excellence remarqua que son dessein était d'aller chez le comte Bertrand pour s'entretenir avec lui sur les motifs qu'on pouvait avoir de se plaindre. En revenant, je rencontrai encore sir Hudson Lowe, qui me parut de très-mauvaise humeur. Il me dit que le comte Bertrand avait causé avec lui pendant quelque temps d'une manière très-raisonnable; mais qu'ensuite il s'était follement étendu sur *notre situation*, comme si le sort futur du comte Bertrand, était de quelque importance pour l'Angleterre ou pour l'Europe; et comme s'il ne s'agissait pas simplement de la sûreté de la personne de Bonaparte. Il ajouta qu'il ne pouvait concevoir pourquoi il confondait sa position avec celle de Bonaparte.

Madame Balcombe et sa fille aînée sont venues faire visite à la comtesse Bertrand. Elles auraient désiré être présentées à Napoléon, et voir la comtesse Montholon; mais comme leur *laissez passer* ne faisait mention que de la famille du comte Bertrand et de nulle autre personne, l'officier d'ordonnance s'y opposa.

J'ai vu ensuite Napoléon. « Ce gouverneur, me dit-il, a été faire quelques propositions à Bertrand, mais

d'une manière si obscure et si mystérieuse, qu'on ne pouvait comprendre quelles étaient ses vues. Tout ce qu'il dit manque de clarté; et quand il est forcé de laisser parler la vérité, il l'enveloppe d'équivoques et de tournures évasives. Il a été question, entre eux, de Las-Cases, et sir Hudson a fini par affirmer *que Las-Cases n'était pas en prison, et qu'il n'y avait même jamais été.* — *C'est un composé de stupidité, de mensonge, et d'un peu de ruse ( e un uomo composto d'imbecillita di bugie e d'un poco di scaltrezza ).* Las-Cases peut-il sortir? Peut-il voir personne soit *Français*, soit *Anglais*, excepté ses geoliers, car on ne doit pas compter la visite d'un chirurgien? Peut-il recevoir ou envoyer une lettre qui ne soit pas préalablement ouverte? Je ne sais vraiment pas ce que cet homme entend par être en prison.

» Combien j'ai été fou, continua Napoléon, de me jeter entre vos mains. Je m'étais fait une fausse idée de votre caractère national; j'avais une opinion romanesque de la nation anglaise. A cette idée se joignait un peu d'orgueil. J'aurais rougi de me livrer à aucun de ces souverains dont j'avais conquis les états, et dans les capitales desquels j'étais entré en vainqueur; c'est ce qui m'a déterminé à me confier à vous que je n'avais jamais subjugués. Docteur, je suis bien puni de la haute opinion que j'avais conçue de votre nation, et de la confiance que j'ai mise en elle, au lieu de remettre ma personne entre les mains de mon beau-père ou de l'empereur Alexandre, qui m'eussent tous deux traité en souverain. » Je lui observai qu'il était pos-

sible que l'empereur Alexandre l'eût envoyé en Sibérie. « Pas du tout, répondit Napoléon. A part tout autre motif secret, Alexandre, par politique, et par le désir qu'il a de se populariser, m'aurait traité en roi, et j'aurais eu à ma disposition des palais. D'ailleurs, Alexandre est un prince généreux, et il aurait pris plaisir à me bien traiter. Mon beau-père, quoique sans beaucoup de moyens, ne laisse pas d'avoir des principes de religion, et il est incapable de commettre un crime ou d'exercer la cruauté employée ici contre moi. »

J'ai été avec M. Baxter voir le comte Las-Cases et son fils. J'ai ensuite écrit à sir Hudson Lowe, relativement à la santé du jeune Las-Cases ; j'ai terminé ma lettre en demandant que ce jeune homme fût transporté en Europe, pour y rétablir sa santé. M. Baxter a écrit aussi dans le même sens ; il a, de plus, adressé au gouverneur une autre lettre qui traite tout entière de la santé du comte lui-même, et dans laquelle il expose que ce dernier étant affligé de *dyspepsie*, il est probable qu'il serait avantageux pour sa santé, qu'il habitât un climat plus froid, et qu'enfin celui de l'Europe lui serait le plus favorable.

25. — Napoléon a été de très-bonne humeur ; il m'a fait plusieurs questions en anglais, et quoiqu'il conservât la prononciation française, cependant les mots dont il se servait étaient corrects, et il les appliquait à propos.

26. — Sir Hudson Lowe m'a envoyé chercher ; je l'ai trouvé en ville. Il m'a fait la remarque que j'avais

mêlé trop d'intérêt politique dans ma lettre sur le comte Las-Cases; que mon avis n'aurait dû s'étendre que sur les conséquences de son séjour à Longwood, et que cette lettre paraissait trop entrer dans la manière de voir de *ces gens-là*. J'ai répondu que je ne pouvais séparer mon opinion de la cause de sa maladie, et qu'il avait dit lui-même que si l'état de la santé de son fils exigeait absolument qu'on le transportât en Europe, il ne s'y opposerait pas. Sir Hudson répondit que certainement il avait dit que si une telle mesure était *absolument* nécessaire, il ne s'y opposerait pas; mais que j'étais entré dans une discussion étrangère à l'objet de ma lettre.

Le gouverneur m'a ensuite parlé des mesures restrictives, et m'a montré une lettre qu'il avait, dit-il, l'intention de faire passer à Bertrand. Il me pria de lui dire mon avis sur le contenu de cette lettre. Après l'avoir lue, je fis observer à son excellence que je la croyais propre à faire naître de la part de Napoléon quelques remarques pleines d'aigreur, attendu que les choses restaient d'après cette lettre à peu près dans le même état qu'auparavant, après avoir en apparence fait cesser quelques-unes des restrictions. Son excellence, malgré quelques observations, parut enfin se ranger de mon avis. Il me dit qu'il se proposait d'examiner plus mûrement cette affaire. Il m'autorisa en même temps à dire au général Bonaparte qu'on se relâcherait un peu de la contrainte qui lui était imposée, sur-tout en ce qui concernait la liberté de parler. Qu'on reculerait les limites de ses promenades, et que

les personnes qui voudraient communiquer avec lui en auraient la liberté presque de la même manière que du temps de l'amiral.

J'ai donné connaissance de cette conversation avec le gouverneur, à Napoléon ; il m'a répondu « qu'il ne demandait rien autre chose, sinon que tout fût à peu près remis sur le même pied que du temps de l'amiral ; il ajouta qu'il trouverait juste et équitable que si le gouverneur avait quelque soupçon fondé soit sur un habitant de l'île, ou sur un voyageur, ou enfin sur qui que ce fût, il refusât dans ce cas la permission de venir à Longwood ; mais que son intention était que la plus grande partie des habitans notables de l'île et des voyageurs eussent la permission de venir le voir et non pas qu'on en choisît un ou deux pour les envoyer à Longwood, par ordre du gouverneur, ou de son état-major, comme un gardien de galériens enverrait un voyageur curieux pour voir quelque criminel marquant, et retenu aux galères. Si, a-t-il continué, je rencontrais par hasard un homme dont la conversation me fit plaisir, tel que l'amiral, par exemple, je désirerais pouvoir le voir une seconde fois, peut-être même l'inviter soit à dîner ou à déjeuner, comme j'en avais la coutume avant l'arrivée de ce gouverneur. Par conséquent, je désirerais que le gouverneur commençât par envoyer à Bertrand une liste portant les noms des personnes qu'il me permettrait de voir, et qu'ensuite Bertrand eût le droit de faire demander toute personne dont le nom serait porté sur cette liste. Je désire aussi ne jamais voir

personne venir avec un *laissez passer*, sur lequel le jour soit fixé. Ce qui semble dire, venez ce jour-là, et montrez-vous. Qu'en outre notre situation soit plus clairement définie, de manière à ce que les gens de ma maison ne soient pas exposés aux insultes auxquelles ils ont été en butte jusqu'à présent, soit par ignorance des ordres du gouverneur, soit par erreur de la part des sentinelles; ou enfin parce qu'en donnant à celles-ci des ordres discrétionnaires, on leur impose une responsabilité telle que le gouverneur devient un juge arbitraire. Je suis porté à entrer en accommodemens; mais le gouverneur n'a ni sentiment ni cœur. Il traite un homme comme le cheval, auquel on donne une botte de foin, et un toit pour le garantir des injures de l'air. Sa politique est celle des petits états d'Italie; écrire et promettre de belles choses, donner une liberté apparente; puis ensuite changer tout par des insinuations.»

J'ai ensuite demandé, dans le cas où le gouverneur y consentirait, et dans celui où l'amiral y donnerait son assentiment, s'il consentirait à une conférence avec cet officier en qualité d'intermédiaire, afin de régler les arrangemens réciproques. Napoléon a répondu qu'il y était tout disposé. « J'aurais le plus grand plaisir, ajouta-t-il, à traiter personnellement avec l'amiral, et je pense que nous pourrions conclure les arrangemens en une demi-heure. J'ai tant de confiance en lui que si le gouverneur anglais y consentait, et que l'amiral voulût donner sa parole d'honneur, que personne, excepté lui, n'en saurait la

teneur, à moins qu'il n'y eût quelque complot ou quelque intrigue contre son gouvernement, je lui écrirais une lettre par laquelle je le mettrais en possession de tout ce que je sais faire partie de ma fortune, afin que j'en puisse faire usage. Demain, je vous ferai savoir si je suis du même avis quant à l'intermédiaire. Si je persiste dans la même opinion, vous irez trouver le gouverneur pour lui en faire la proposition. »

Le comte Bertrand a envoyé à sir Hudson Lowe une lettre, dans laquelle il le prie de permettre au comte Las-Cases de venir à Longwood avant son départ, afin de prendre congé de Napoléon.

27. — J'ai donné à Napoléon quelques journaux. Après y avoir jeté les yeux, il a remarqué un article concernant Pozzo di Borgo. « Pozzo di Borgo, a-t-il dit, était député du Corps-Législatif pendant la révolution. C'est un homme de talent, un intrigant, qui connaît bien la France. Aussi long-temps qu'il y restera ambassadeur, vous pourrez croire qu'Alexandre ne considère pas Louis comme affermi sur son trône. »

Il m'a ensuite prié d'aller trouver le gouverneur, pour lui dire que, s'il était disposé à venir faire un arrangement amical, je pensais que le meilleur moyen serait d'autoriser l'amiral à servir d'intermédiaire; que si cela avait lieu, il ne doutait pas qu'on ne pût arranger cette affaire, qu'il le désirait lui-même, n'aimant pas à porter des plaintes; que tout ce qu'il demandait, c'était de pouvoir vivre, ou pour s'expliquer en d'autres termes, qu'il désirait que les restric-

tions ne fussent pas de nature à forcer quelqu'un à souhaiter sa mort ; qu'en conséquence de ce que je leur avais transmis , il avait ordonné à Bertrand de s'abstenir de rédiger la plainte qu'il avait résolu d'envoyer à lord Castlereagh , et qui devait être soumise au prince-régent ; qu'en définitif , il désirait entrer en arrangement. »

Je me suis rendu en ville pour remplir ce message ; le gouverneur en était parti avant mon arrivée. J'ai communiqué à sir Thomas Reade l'objet de ma mission , et celui-ci m'a répondu qu'il savait que le gouverneur ne consentirait jamais à se servir de l'entremise de l'amiral ; qu'il était même inutile d'en faire la proposition ; j'ai répondu que , comme je m'étais chargé du message , je devais le transmettre au gouverneur , et que , peut-être , les résultats en seraient avantageux. Je me suis rendu à *Plantation-House* , et j'ai communiqué le sujet de ma visite à sir Hudson Lowe. Il me répondit qu'il accepterait la proposition ; mais qu'il fallait qu'il se décidât d'abord sur un point très-délicat , qui pourrait faire rompre tous les arrangemens proposés. Il s'agissait du désir manifesté par le général Bonaparte , de voir le comte Las-Cases avant son départ , ce qui détruirait le but important , que sir Hudson Lowe s'était proposé depuis un mois , de faire cesser toute communication entre Longwood et Las-Cases ; que le général Bonaparte pourrait faire des communications importantes et dangereuses à Las-Cases ; et que , pour y mettre obstacle , il proposerait qu'un officier de l'état-major fût présent à cette

entrevue, ce qui, probablement irriterait le général Bonaparte.

Il écrivit ensuite les mots suivans sur un morceau de papier, et me pria de les copier et de les montrer :  
« Le gouverneur ne croit pas avoir donné volontai-  
» rement au général Bonaparte aucune raison plau-  
» sible de mécontentement. Il a vu, avec peine, qu'il  
» s'était élevé quelques débats sur des points à l'égard  
» desquels son devoir ne lui permettait pas de tenir  
» une autre conduite; ces difficultés auraient pu être  
» souvent applanies par un seul mot.

» Que le gouverneur était prêt à employer tous  
» les moyens qui lui paraîtraient propres à faire cesser  
» ces mésintelligences. »

Sir Hudson me donna ensuite un fort paquet pour le comte Bertrand, contenant une réponse à la demande de voir Las-Cases, et quelques explications relatives aux mesures restrictives dont il consentait à annuler quelques-unes. Il ajoutait que le cinquième paragraphe de celles arrêtées dans le commencement d'octobre, ne devait être regardé que comme une demande faite au général Bonaparte de ne pas s'assujettir à être suivi par un officier, en entamant de longues conversations avec des personnes non autorisées par le gouverneur à communiquer avec lui; il finissait par dire qu'il verrait l'amiral avant que celui-ci allât voir Napoléon pour offrir sa médiation.

28. — Napoléon est indisposé. Il a passé une très-mauvaise nuit, et a beaucoup souffert du mal de tête. Je l'ai vu à trois heures de l'après-midi, il était en-

core dans son lit, et n'avait vu personne. Je lui ai fait savoir ce que sir Hudson m'avait communiqué au sujet de la médiation proposée. Je n'ai pas voulu lui répéter ce qu'avait dit son excellence concernant l'entrevue qu'il désirait avoir avec Las-Cases, craignant par-là d'aggraver son indisposition, et de mettre obstacle à l'accommodement désiré. Comme j'étais dans la chambre à coucher, Marchand y entra et lui annonça qu'on ne pouvait préparer le bain qu'il avait demandé, attendu qu'on manquait totalement d'eau à Longwood. Napoléon ne manifesta pas de mécontentement, il exprima seulement la crainte qu'il avait de ne pouvoir recevoir sir Pultney, si celui-ci venait à Longwood ce jour-là. Il me pria de dire au comte Bertrand, que dans le cas où l'amiral viendrait, il l'amenât à son habitation, pour lui montrer les papiers nécessaires et pour discuter cette affaire avec lui; ajoutant que s'il se trouvait assez bien, il l'enverrait chercher, mais que dans le cas contraire, il fixerait un autre jour pour cette entrevue.

J'ai ensuite vu le comte Bertrand, qui m'a prié de lui expliquer le sens du passage de la lettre de son excellence, dans laquelle elle essaie de faire passer la défense de parler faite à Napoléon, comme un acte de politesse. Comme je n'ai pas été élevé dans la chicane, je me trouvai dans l'impossibilité de donner une explication suffisante pour la doctrine du gouverneur.

Sir Pultney et lady Malcolm sont venus à Longwood et ont rendu leur visite aux familles Bertrand et Montholon. Le gouverneur n'avait encore fait aucune

communication à sir Pultney. Lorsque celui-ci fut informé de la proposition, il témoigna combien il désirait qu'on prît quelque mesure pour mettre les choses sur un meilleur pied entre Napoléon et le gouverneur. Il ajouta que si on le chargeait de cette affaire, il croyait pouvoir la terminer d'une manière satisfaisante en bien peu de temps. Il objecta cependant que, jusqu'à ce que le gouverneur l'y eût autorisé, il ne voulait avoir aucun entretien ni avec Napoléon ni avec personne de sa suite.

J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher avec le maréchal Bertrand. Il avait devant lui le paquet de lettres que le gouverneur m'avait remis. Il venait d'être informé de la réponse de ce dernier à la demande ayant pour but qu'il fût permis au comte Las-Cases de venir le voir à Longwood avant son départ. Il a fait la remarque que « les criminels condamnés à mort, et sur le point d'être conduits au supplice, obtenaient la permission de dire adieu à leurs amis, sans qu'on exigeât que personne y fût présent. » Il exprima en termes très-énergiques l'indignation qu'il ressentait d'une conduite aussi barbare. Il m'a ensuite demandé quelle était la réponse du gouverneur à la proposition que j'avais faite; je lui transmis cette réponse en anglais et en français, et, de cette manière, je lui répétai ce que le gouverneur m'avait dit relativement à Las-Cases. Quand il arriva au mot *mésintelligence*, etc., « *tracasserie*, a-t-il dit, c'est là le langage qu'il n'a cessé de tenir. C'est insulter au bon sens. On ne peut se méprendre

sur ses intentions. Elles avaient pour but d'accumuler sur moi tous les genres de vexations inutiles. Je ne puis, ajouta-t-il, penser qu'il permettra à l'amiral de servir d'intermédiaire. Comptez là-dessus, c'est encore quelque chicane de sa part. Et il ne permettra jamais qu'on en vienne à une conclusion. » Il dicta ensuite quelques lignes au comte Bertrand, contenant une protestation contre la conduite du gouverneur, et il le pria de les mettre au net dans la chambre voisine. Il me pria de faire part au gouverneur des remarques qu'il avait faites sur sa conduite, et il fit l'observation qu'il espérait que l'amiral n'entamerait rien sans avoir préalablement acquis une parfaite connaissance de cette affaire, afin de ne pas se laisser *jouer* par le gouverneur, qui vraisemblablement tâcherait de le prévenir par toutes les faussetés qu'il avait toujours à sa disposition. « Je serais fâché, continua-t-il, que l'amiral entreprît rien qui ne pût réussir, à cause de l'estime que je lui porte. »

Sir Thomas Reade a passé toute la journée en consultation à *Plantation-House*.

29. — Une lettre de sir Hudson Lowe, adressée au comte Bertrand, est arrivée à huit heures du matin. J'ai vu Napoléon à deux heures de l'après-midi, il m'a appris, qu'attendu que le gouverneur avait, il y a environ quatorze ou quinze jours, manifesté le désir de connaître le sujet des plaintes des Français, il avait chargé Bertrand de lui envoyer une copie des mesures restrictives avec quelques observations y relatives, afin que le gouverneur pût y réflé-

chir. Il nous dit aussi, qu'il avait fait écrire sur le dos du *memorandum* contenant les opinions du gouvernement que je lui avais remis hier, et qu'il m'avait chargé de renvoyer à ce dernier, les observations suivantes :

1° « On ne peut justifier la conduite qu'on tient depuis six mois, par quelques phrases de la correspondance du ministère. Une longue et volumineuse correspondance ministérielle est un arsenal où il y a des armes à deux bouts tranchans ;

2° » Les derniers réglemens seraient considérés à Botany-Bay, comme injurieux et oppressifs ; ils doivent être, quoique l'on en dise, contraires à la volonté du gouvernement anglais qui a approuvé les réglemens qui ont été en vigueur, jusqu'au mois d'août dernier ;

3° » Toutes les observations que le comte Bertrand et le comte Montholon ont faites, ont été inutiles. Une libre discussion leur a été interdite par des menaces. »

« Ce gouverneur, a-t-il dit, est un homme tout-à-fait incapable de remplir le poste qu'il occupe ; il a beaucoup de ruse, mais point de talent ni de fermeté. C'est un homme *soupçonneux, astucieux, menteur, double et plein d'insinuation*, comme étaient les Italiens il y a deux ou trois siècles. C'eût été un excellent familier de l'inquisition. Il met de l'astuce à dire le bonjour. On devrait l'envoyer à Goa. Bertrand écrit qu'il espère qu'il ne refusera pas son consentement à une chose de si peu de conséquence, que l'est celle de permettre que Las-Cases vienne à Long-

wood. S'il refuse, Bertrand ira le voir, accompagné d'un officier, ce que je ne pourrais consentir à faire moi-même.

» Que peut-il craindre ? continua-t-il, que je lui dise d'écrire à ma femme ; il le fera sans que je l'en charge. Que je lui fasse part de mes opinions et de mes intentions ; il les connaît déjà. Pense-t-il que l'Europe soit une mine, et que Las-Cases soit l'étincelle qui y mettra le feu ? »

Une lettre de sir Hudson Lowe, sur le couvert de laquelle étaient ces mots, *très-pressée*, a été remise au capitaine Poppleton ; elle en renfermait une autre pour le comte Bertrand, dont la teneur était, qu'en conséquence de la manière dont Las-Cases avait été éloigné de Longwood, le gouverneur ne pouvait pas permettre qu'il prît congé du général Bonaparte. Peu de temps après, le comte Bertrand et le général Gourgaud se rendirent en ville, accompagnés du capitaine Poppleton, pour voir Las-Cases et prendre congé de lui. Il est difficile de concilier la conduite qu'on tint envers eux dans cet endroit, avec les autres mesures que sir Hudson Lowe a mises en usage, et avec l'importance qu'il déclare attacher à *couper* toute communication avec Longwood. On les laissa seuls pendant le déjeuner, et il ne resta que le capitaine Poppleton, qui entend difficilement le français, et ne le comprend même pas du tout, quand on le parle avec la volubilité que mettent ordinairement les Français dans leurs conversations. Ils restèrent pendant quelques heures ensemble, dans la grande

chambre du château, qui a environ cinquante pieds de longueur sur vingt de largeur, se promenant d'un côté, tandis que le colonel Mynyard et le major Gorrequer, qui devaient les surveiller, se tenaient à l'extrémité opposée; ensorte que, dans le fait, Las-Cases aurait aussi bien pu obtenir la permission de venir à Longwood, et qu'on aurait ainsi pu épargner à Napoléon un refus qui pourrait être regardé comme une insulte. Vers les trois heures de l'après-midi, Las-Cases et son fils s'embarquèrent à bord du Sloop de guerre *le Griffon*, capitaine Wright, pour le cap de Bonne-Espérance. Il fut accompagné sur les bords de la mer par sir Hudson Lowe, sir Thomas Reade, etc. Son journal et ses papiers, excepté quelques-uns de peu d'importance, furent retenus par le gouverneur, avant son départ. Il fit le transfer de 4000 livres sterlings, qu'il avait dans les mains de banquiers à Londres, pour l'usage de Napoléon.

J'ai vu sir Hudson Lowe, à cheval, passer dans la rue, il m'a crié : Votre négociation a échoué.

Cipriani a apporté ce matin environ cinq cents livres sterlings de valeur en argenterie, pour les vendre. Lorsque sir Hudson Lowe vit cela, il envoya chercher Cipriani, à qui il demanda à quoi ils pouvaient employer tant d'argent? Cipriani, en Corse rusé et intelligent, répondit : Pour acheter de quoi manger. Son excellence joua l'étonnement et dit : Comment, est-ce que vous n'avez pas assez de vivres? Nous avons acheté, dit Cipriani, pour tant de poules, de beurre, de pain, de viande, et divers autres articles

de nourriture journalière depuis quelques mois, et il me reste des remerciemens à faire à votre chef d'état-major, de ce qu'il a eu la bonté de me procurer non-seulement beaucoup de choses, mais encore de la complaisance qu'il a mise à empêcher que l'on ne me trompât quand je faisais les paiemens. Sir Hudson fut d'abord un peu déconcerté de cette réponse; mais ensuite reprenant un air d'étonnement, il demanda : Pourquoi achetez-vous tant de beurre et tant de volailles? Pourquoi, répliqua Cipriani? la quantité accordée par *vostra eccellenza* ne suffit pas pour notre nourriture. Vous nous avez ôté presque la moitié de ce que nous accordait l'amiral. Cipriani lui donna alors un compte détaillé de ce dont ils avaient besoin, entra en explication sur la différence qu'il y avait entre la manière de vivre anglaise et française, et rendit un compte exact et satisfaisant de tout. Sir Hudson a dit que le devis de ce qu'on devait accorder avait été fait à la hâte; qu'il avait l'intention de l'examiner; et qu'à la prochaine dépêche d'Angleterre, il s'attendait à quelque amélioration.

31. — Sir Hudson Lowe m'a envoyé chercher à six heures du matin. Aussitôt après mon arrivée, il m'a fait entrer dans une chambre particulière, et m'a dit d'une manière très-solennelle, qu'il m'avait fait venir pour lui rendre compte d'une circonstance très-extraordinaire; que la veille le baron Sturmer avait écrit une note au major Gorrequer, faisant mention que le général Bonaparte avait eu une défaillance accompagnée de fièvre, il y a quelque temps, faisant parti-

culièrement mention du fait qu'il avait été nécessaire de lui jeter de l'eau de Cologne sur la figure, et de quelques autres circonstances. Il me demanda si ces détails étaient vrais, attendu que de pareils détails étaient de nature à être transmis à sa cour. Son excellence ajouta qu'elle était très-surprise que le baron Sturmer eût connaissance de ces particularités, et me demanda à qui j'en avais parlé. Je lui ai répondu que je n'en avais rien dit qu'à lui, à son état-major, peut-être à l'amiral et à Baxter, que j'ai consulté comme médecin sur cette affaire; qu'en outre les circonstances détaillées dans la lettre du baron étaient, pour la plupart, controuvées; que d'ailleurs toutes les personnes de Longwood savaient que Napoléon avait éprouvé une défaillance la nuit qu'il avait citée, et qu'elles en connaissaient les circonstances. Son excellence m'a ensuite donné des avis sur la nécessité du secret, et m'a prié de lui faire un rapport par écrit de cette affaire, afin que, comme elle avait malheureusement été ébruitée, il fût en état de contredire les détails incorrects qu'on avait dû donner; il a supposé que l'amiral en avait parlé à Montchenu ou à Sturmer.

J'ai vu l'amiral en ville, qui m'a dit que je ne lui avais pas parlé de cette circonstance, et qu'il n'en avait rien dit à Montchenu ni à Sturmer, mais que la moitié de la ville le savait, ce dont je fus bientôt convaincu par le grand nombre de questions que l'on me fit avant mon départ.

J'ai vu Napoléon à mon retour. « *Veramente*, a-t-il dit en riant, *ostro governatore e una bestia che*

*men ha senso commune*. Sa conduite, depuis quelques jours, a prouvé plus que jamais son incapacité. Il vient ici avec une armée d'état-major, comme s'il voulait prendre une ville d'assaut, s'empare de Las-Cases, l'emmène de force, le tient au secret pendant quelques semaines. Il offre ensuite de lui permettre de revenir. Las-Cases prend la résolution de partir. Ce gouverneur, de la manière la plus brutale, lui refuse de prendre congé de moi, quoique en même temps il lui fasse l'offre de retourner à Longwood, jusqu'à ce qu'il reçoive des nouvelles d'Angleterre, et pour couronner l'affaire, il permet à Bertrand et à Gourgaud d'aller en ville et de converser avec lui pendant quelques heures. Bertrand dit qu'ils ont eu toute la facilité possible de communiquer avec lui sur ce qu'ils pouvaient désirer, ainsi que de lui remettre des lettres. Ah! a-t-il continué, si toute l'Angleterre ressemblait à cet homme, je ne serais pas actuellement ici. *C'est un homme borné, un triste sujet*. Il a un peu d'artifice, et c'est tout; mais aucune fermeté ni consistance. Il a parlé hier à Cipriani, devant lequel il a prétendu ignorer que nous n'avions pas des provisions suffisantes, quoique son conseil privé Reade ait aidé Cipriani à acheter du pain et du sel pour nous, pendant quelques mois, et il a témoigné son chagrin qu'on ait brisé l'argenterie. *Veramente fa pietà* de voir une grande nation représentée par un tel homme. »

1 janvier 1817. — J'ai vu Napoléon dans le salon. Je lui ai souhaité un heureux renouvellement d'année. Il a répondu qu'il espérait que l'année qui

allait s'ouvrir apporterait quelque changement favorable dans sa situation. « Peut-être mourrai-je, ajouta-t-il en riant, ce qui vaudra bien mieux. Je ne puis être pis que je suis à présent. » Il était de très-bonne humeur, et parla de la chasse au cerf et au sanglier. Il me montra la cicatrice d'une blessure à l'index, qu'il me dit avoir reçue d'un sanglier, dans une chasse où il était accompagné du duc de Dalmatie. Le comte Montholon entra, Napoléon lui dit quelque chose à l'oreille, il sortit et revint bientôt avec une tabatière qu'il remit à Napoléon. Celui-ci me la présenta de ses propres mains, en disant : « Docteur, je vous fais ce présent, en reconnaissance des soins que vous m'avez prodigués dans ma maladie. » Il est inutile de dire qu'un présent des mains d'un tel homme fut reçu de ma part avec un sentiment d'orgueil, et que je m'efforçai de lui exprimer ce dont mon ame était pénétrée.

Napoléon fit aussi de riches présens aux comtesses Bertrand et Montholon, consistant en quelques pièces uniques dans le monde, de la belle porcelaine qui lui avait été donnée par la ville de Paris. Il donna au comte Bertrand un superbe échiquier, etc.; tous les enfans reçurent également de lui quelque don magnifique. Le temps était si mauvais et si brumeux, qu'on ne pouvait apercevoir le signal de Deadwood.

2. — Cipriani est allé à la ville acheter des provisions.

3. — Napoléon avait été malade pendant la nuit, mais il se trouvait mieux. Après quelques minutes de

conversation, je lui demandai son opinion sur Georges. « Georges, dit-il, était *una bestia ignorante*. Il avait du courage, et c'était tout. Après la paix avec les chouans; je cherchai à le gagner, parce qu'alors il m'aurait été utile, et que je désirais ardemment calmer tous les partis. Je l'envoyai chercher, et lui parlai pendant long-temps. Son père était meunier, et lui-même n'était qu'un ignorant. Je lui demandai : Pourquoi cherchez-vous à restaurer ces Bourbons ? Si même vous réussissiez à les replacer sur le trône, vous ne serez jamais à leurs yeux que le fils d'un meunier. Ils vous mépriseraient parce que vous n'êtes pas noble. Je trouvai qu'il n'avait pas de cœur ; qu'en effet ce n'était pas un vrai Français. Quelques jours après il partit pour Londres. »

4. — Le vaisseau de guerre *the Spey* est arrivé. Il était porteur de la nouvelle de la destruction des bâtimens algériens, et du traité qu'ils avaient été forcés de faire.

5. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. J'ai eu une longue conversation avec lui, concernant les restrictions. Son excellence a dit qu'il n'avait aucune objection à faire à ce que le général Bonaparte pût parcourir à cheval tout le côté gauche de Hut's-Gate, dans la direction de miss Mason; mais qu'il ne voulait pas accorder la même permission à sa suite. J'ai observé qu'il serait difficile d'établir une ligne de démarcation, attendu que Napoléon n'était jamais sorti à cheval, sans être accompagné par deux ou trois personnes de sa suite.

Sir Hudson Lowe a répondu qu'il n'avait aucune objection à faire à ce qu'il leur fût permis d'aller dans la même direction, quand ils seraient dans la compagnie du général Bonaparte, mais qu'il ne pourrait le leur permettre quand ils seraient seuls. Il me pria ensuite de dire au général Bonaparte qu'il pourrait se promener à cheval dans cette direction sans qu'il trouvât aucun empêchement; j'observai qu'il vaudrait mieux en donner connaissance au comte Bertrand, et qu'aussi on devait en prévenir le poste de Hut's-Gate, parce qu'autrement il l'arrêterait s'il essayait de profiter de cette permission. Sir Hudson Lowe répondit que les sentinelles n'avaient point d'ordre de l'arrêter; je dis que les généraux Montholon et Gourgaud avaient été arrêtés plusieurs fois quand ils se rendaient à la maison d'alarme, quoiqu'ils fussent dans les limites. Le gouverneur a répondu qu'il fallait que ce fût par erreur, attendu que les sentinelles n'avaient point d'ordres pour en agir ainsi. J'ai fait l'observation que j'avais été arrêté deux fois moi-même, à la même place, par les sentinelles. « Comment cela peut-il être, a dit sir Hudson, les sentinelles n'ont l'ordre *d'arrêter que les Français ?* » J'ai répondu que la sentinelle avait dit qu'elle avait l'ordre d'arrêter toutes les personnes suspectes, et que pensant que j'en faisais partie, elle m'avait arrêté; ce dont je ne pouvais la blâmer. Son excellence en a ri, puis elle a observé qu'il n'élargirait pas les limites qui étaient fixées, mais qu'il permettrait au général Bonaparte d'étendre ses promenades à cheval, à droite et à gauche, dans di-

verses directions. Il me donna en conséquence l'ordre de l'en informer, et de lui dire : « qu'il pouvait parcourir à cheval les anciennes limites sans être accompagné et sans qu'on y mît obstacle. »

J'ai vu Napoléon peu de temps après, je lui ai communiqué le message de son excellence. Il m'a demandé si les piquets avaient été placés sur les hauteurs comme auparavant, quand il avait coutume d'aller à cheval dans cette direction. J'ai répondu que je ne les avais pas remarqués. Il a pris sa lunette et a regardé de ce côté-là pendant un instant.

J'ai donné à Napoléon des détails sur l'affaire d'Alger, et lui ai remis un journal qui contenait un rapport officiel; après l'avoir lu, il témoigna beaucoup de plaisir de ce que ces barbares avaient été châtiés. Il fit l'observation que la victoire que nous avions remportée ne changeait pas sa façon de penser, quant à la meilleure méthode de traiter avec eux. « Vous eussiez pu aussi bien en venir à bout, au moyen d'un blocus. Sans doute que cette action va donner beaucoup de renom à l'adresse et à la bravoure des matelots anglais; mais cependant, je suis d'avis que c'était trop se hasarder. Certainement, vous avez fait de grandes choses et vous vous êtes tirés d'affaire à cause de la bravoure et de l'intelligence de vos matelots : mais c'est une raison de plus, pour que vous n'eussiez pas dû les exposer contre une telle *canaille*. Il n'existe point de marins, les Américains exceptés, qui eussent fait ce que vous venez de faire, ou même qui l'eussent entrepris. Malgré tout et malgré vos suc-

cès, c'était une folie, et c'était abuser de votre marine, que d'attaquer des batteries élevées au-dessus de vos bâtimens, et auxquelles vous ne pouviez faire de tort; de s'engager contre des boulets rouges et des rochers, et de courir le risque de perdre une flotte et faire tuer de braves gens par une telle *canaille*; indépendamment de la honte qu'il y aurait eue pour l'Angleterre d'être battue par les barbares, ce qui aurait dû arriver, si les Algériens eussent fait feu quand vous fîtes votre descente, au lieu de vous permettre de prendre tranquillement votre position et de jeter l'ancre, comme si vous passiez une revue, vous n'eussiez certainement pas réussi. Supposons que le dey d'Alger eût refusé de consentir à une seule des conditions de lord Exmouth, le lendemain de la bataille, qu'aurait fait ce dernier? Rien, comptez-y, il ne se serait pas avisé de les attaquer une seconde fois avec des bâtimens démantelés et manquant de poudre. Il eût été obligé de faire retirer sa flotte, c'eût été un affront pour l'Angleterre. D'ailleurs, vous-mêmes, avez appris à ces misérables à se défendre.

» Si vous les avez frappés de terreur, et que les conditions que vous avez faites soient strictement observées, continua-t-il, vous aurez rendu un grand service à l'humanité, outre que vous avez déployé une grande adresse maritime et une grande bravoure. Mais je ne crois pas que les Algériens veuillent adhérer à la condition des prisonniers, qui ne doivent pas être mis dans l'esclavage; je crains que ces derniers ne soient plus mal traités qu'ils l'étaient auparavant,

parce que ces barbares n'ont plus aucune espérance de rançon, ce qui était le seul motif qui les engageait à ménager la vie de leurs captifs. Mais maintenant, qu'ils ont perdu l'espérance d'en tirer de l'argent, ils les massacreront et les jeteront à la mer, ou les mutileront horriblement ; car vous savez qu'ils pensent que c'est une action méritoire, que de détruire les hérétiques. »

Il a parlé avec beaucoup de considération de lord Nelson, et il a essayé de pallier la seule tache à sa mémoire, l'exécution de Carracioli, qu'il a entièrement attribuée à cette méchante femme, la reine Caroline, malgré l'influence que lady Hamilton avait sur elle.

Tandis que je conversais avec Napoléon, le général Gourgaud se fit annoncer et entra. Il annonça quelques nouvelles qui n'étaient point en harmonie avec le message que le gouverneur m'avait chargé de remettre. Il paraît que, tandis qu'il parcourait à cheval l'intérieur des limites, il fut arrêté vers les cinq heures après-midi, par la sentinelle de Hut's-Gate, et retenu jusqu'à ce qu'il fût relâché par le sergent commandant le poste. Il a ajouté que, toutes les fois qu'il sortait, la même chose lui arrivait, parce que les sentinelles désiraient se soustraire à toute responsabilité.

6. — J'ai communiqué à sir Hudson Lowe ce qui était arrivé à Gourgaud, et je lui ai apporté une lettre du capitaine Poppleton à ce sujet. Son excellence a assuré que les sentinelles n'avaient pas reçu de nouveaux ordres et que c'était par méprise qu'elles en avaient agi ainsi.

Cipriani m'a dit que Pozzo di Borgo était le fils d'un berger de Corse, qui avait coutume d'apporter du beurre, des œufs et du lait à la famille de Bonaparte. Comme c'était un garçon très-gai, il fut remarqué par madame *Mère*, qui paya ses mois d'école. Par suite de l'intérêt que lui portait cette famille, il fut nommé député à l'assemblée législative, attendu qu'aucun des fils Bonaparte n'avait l'âge convenable pour être élu. Il revint ensuite en Corse en qualité de procureur général ; il s'y joignit à Pesaldi, ennemi implacable des Bonaparte, et par conséquent il le devint également. Cipriani m'apprit aussi que Masséria s'adressa à lui pour savoir comment il pourrait parvenir jusqu'à Napoléon, en lui faisant l'observation que son intention avait été d'abord d'employer l'intermédiaire de l'archi-chancelier. Cipriani lui donna le conseil de ne pas suivre cette marche, attendu qu'étant émigré, il pourrait être arrêté et jugé, et dans ce cas condamné à mort ; mais de s'adresser à madame *Mère* dont il était connu. Masséria suivit son avis et parvint à obtenir une entrevue. Il échoua dans la tentative qu'il fit pour ouvrir une négociation ; ayant fait de nouvelles démarches pour obtenir une nouvelle entrevue, on lui signifia de quitter la France.

Sur les recherches que l'on fit à Hut's-Gate, le sergent commandant le poste montra un morceau de papier contenant l'ordre donné aux sentinelles, qui portait qu'aucun Français, pas même Bonaparte, ne devait avoir la permission de passer ce poste, s'il n'était accompagné par un officier anglais. Le sergent

dit aussi, ce qui était très-remarquable, que sir Hudson Lowe donnait souvent des ordres de vive voix, non-seulement aux officiers de garde non commissionnés, mais même aux sentinelles, soit que ces ordres fussent écrits ou non.

7. — Napoléon est resté levé jusqu'à trois heures du matin, ayant employé le temps à dicter et à écrire. Il s'est ensuite relevé à cinq heures et a pris un bain chaud. Il n'a rien mangé qu'à sept heures du soir et s'est couché à huit.

8. — J'ai eu un entretien avec Napoléon sur les Algériens. Je lui ai demandé s'il était vrai que Desaix, un peu avant sa mort, lui avait envoyé une dépêche de la teneur suivante : « Dites au premier consul que je regrette de mourir avant d'avoir assez fait connaître mon nom à la postérité. » Napoléon a répondu que c'était vrai. Il donna de grands éloges à la mémoire de Desaix. Il a déjeuné aujourd'hui à la manière anglaise et a pris des rôties au beurre avec du thé. Le temps était si nébuleux et si chargé de brouillards, qu'on ne pouvait faire les signaux.

10. — Sir Pultney Malcolm, accompagné du capitaine Megneler, de Nunchope, R. N. sont venus à Longwood, et ont eu une entrevue avec Napoléon. Il a donné à l'amiral un détail abrégé de sa vie.

J'ai été en ville, et j'ai demandé à sir Thomas Reade que l'on accordât la permission aux Français d'acheter deux vaches afin de pouvoir avoir un peu de bon lait pour leur maison.

Le brouillard a été si épais, et le temps si mauvais,

que le signal de *tout est bien* (allswell) ne pouvait être vu; on a envoyé des ordonnances pour en instruire le gouverneur et l'amiral.

11. — Le temps a continué à être très-mauvais.

12. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette. Je lui ai donné un journal du 3 octobre 1806. J'ai eu quelqu'entretien avec lui relativement à Château-briand, sir Robert Wilson, etc. J'ai fait l'observation que quelques personnes s'étonnaient qu'il n'eût pas répondu ou fait répondre à l'ouvrage de sir Wilson et à plusieurs autres qui renfermaient les mêmes assertions. Il a répondu que cela était superflu, que ces écrits tomberaient d'eux-mêmes. Que sir Robert s'était déjà contredit par la réponse qu'il avait faite quand on l'avait jugé pour avoir assisté Lavalette dans sa fuite; et qu'il était convaincu que Wilson était actuellement fâché d'avoir publié ce qu'il avait été porté alors à croire véritable; que d'ailleurs les Anglais qui rentreraient en Angleterre après quelque séjour en France, reviendraient détrompés, quant à son caractère, et détromperaient leurs compatriotes.

Je lui ai demandé si lors de son expédition d'Égypte, il n'était pas très-mince. Il m'a répondu qu'en effet il était alors très-fluet; quoiqu'il fût d'une constitution forte et vigoureuse, qu'il avait souffert ce qui aurait emporté la plupart des autres hommes. Après sa trente-sixième année il avait engraisé.

Il m'a dit avoir souvent travaillé pendant quinze heures par jour sans un moment d'interruption et sans prendre de nourriture. Dans une occasion il avait

continué ses travaux pendant trois jours et trois nuits sans se coucher ni reposer.

Aujourd'hui, à l'instant où Napoléon se levait de table, et allait prendre son chapeau sur le buffet, il en sortit un gros rat qui courut entre ses jambes, ce qui surprit les personnes qui se trouvaient là.

13. — J'ai demandé au pourvoyeur si l'on tenait compte à la maison, des articles qui lui étaient accordés par le gouvernement pour la durée d'une semaine, et dont on n'aurait point fait usage, et s'il était permis d'approprier la valeur desdits articles à augmenter la ration des autres dont la quantité ne se trouvait pas suffisante; ou si de telles épargnes retombaient au bénéfice du gouvernement. On m'a répondu que toutes les épargnes faites dans la maison sur les articles de confiseur, pouvaient être appliquées à augmenter la quantité allouée de légumes, mais que toute autre épargne devait être au profit du gouvernement et non des Français. Qu'il y a quelques semaines, aucune épargne, de quelque nature qu'elle fût, ne pouvait être employée à augmenter la quantité des provisions déjà fixée, et dont on pouvait manquer, mais que sur diverses représentations que j'avais faites, pendant la maladie de Napoléon, sur le manque de légumes, sir Hudson Lowe avait ordonné que la valeur des articles de confiseur (1) dont on ne se servirait pas à Longwood, pourrait être employée

(1) Il était rare que les Français fissent usage des articles de confiseur envoyés d'Angleterre, attendu que Piéron, le chef d'office, excellait dans *son art*.

à augmenter la quantité des autres provisions : que le major Gorrequer avait fait, dans une lettre, de sévères réprimandes aux pourvoyeurs, pour avoir remboursé la valeur du fruit accordé ( quand on ne pouvait s'en procurer dans l'île ), et en avoir employé le montant à augmenter la quantité allouée de légumes. Qu'on avait joint, à ces réprimandes, l'ordre de ne jamais renouveler la même chose, sous peine d'une grande responsabilité.

14. — J'ai pris des informations auprès du *major de brigade* Harrisson, dont le poste était à Hut's-Gate, pour savoir s'il avait été apporté quelque changement aux ordres donnés, de manière à permettre à Napoléon de dépasser le piquet placé à cette porte, et de faire le tour près de la maison de miss Mason et de Woody Range, sans être accompagné d'un officier anglais. Le major Harrisson m'a répondu que les ordres n'étaient nullement changés à cet égard, et que si Napoléon essayait de passer, il serait arrêté par les sentinelles. Il a ajouté que Gourgaud lui avait fait hier la même demande, et qu'il lui avait donné la même réponse. Cipriani a été en ville pour acheter du mouton.

15. — J'ai vu Napoléon dans son bain; il était un peu abattu et rêveur : il a fait quelques observations sur ce que le gouverneur n'avait pas tenu sa parole, relativement à la médiation proposée dans la personne de l'amiral.

17. — Madame Bertrand est accouchée, à trois heures et demie, d'un beau garçon. Son accouchement a été suivi de symptômes très-dangereux.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et m'a demandé si j'avais eu quelque'entretien avec Napoléon, concernant l'amiral, depuis la dernière fois qu'il m'avait vu. J'ai répondu que Napoléon avait paru très-étonné que le gouverneur n'eût point accepté la médiation de l'amiral. Sir Hudson a fait l'objection, qu'il avait regardé la négociation comme rompue, parce que le général Bonaparte lui avait adressé de nombreuses observations sur les restrictions établies dans le mois d'octobre dernier; que le style en était emporté et qu'elles contenaient des mensonges; qu'enfin, il regardait comme une rupture décisive, les remarques écrites au dos de la réponse faite à la proposition originale. Il ignorait, ajouta-t-il, si ces remarques ne devaient être lues que par lui, ou si, au contraire, on devait les envoyer en Angleterre; que le fréquent emploi du mot *empereur* dans les représentations écrites par le comte Bertrand, suffisait seul pour ôter toute suite à cette affaire. J'ai répondu que ces représentations n'avaient été ordonnées, que pour être soumises à son examen. Son excellence s'est alors déchaînée contre le comte Las-Cases, qu'il accusait d'avoir été la cause d'une foule de mal-entendus entre Bonaparte et lui; il me dit qu'il avait lu dans son journal, que Bonaparte avait déclaré avoir en horreur jusqu'à la vue d'un uniforme anglais et d'un officier de cette nation; que je pouvais choisir une occasion de lui dire cela, et ajouter que l'opinion de son excellence était qu'il n'avait jamais employé de pareilles expressions.

Sir Hudson m'a ensuite demandé si j'avais appris au général Bonaparte qu'il eût la liberté de faire le tour de la maison de miss Mason et de Woody Range, à cheval, sans être accompagné? Je répondis qu'oui, mais que le major Harrisson avait assuré le contraire au général Gourgaud et à moi-même. Son excellence me dit que, depuis, on en avait expédié l'ordre, et me pria d'en informer le général Bonaparte, aussi bien que des raisons pour lesquelles il n'avait pas été plus loin au sujet de la médiation proposée. Il me chargea de lui dire en outre, qu'il attendait journellement de bonnes nouvelles pour les Français et qu'il espérait que le gouvernement anglais lui permettrait de rendre leur position plus agréable.

Mais le soir même, son excellence changea d'avis, et m'ordonna de ne rien communiquer au général Bonaparte, au sujet de la promenade à gauche de Hut's-Gate, mais de lui dire le reste de ce dont il m'avait chargé.

18. — Napoléon m'a envoyé chercher. Il s'est plaint d'un grand mal de tête, et m'a fait plusieurs questions sur madame Bertrand, dont la santé parut beaucoup l'inquiéter. Je l'ai instruit des causes qui avaient amené les symptômes défavorables qui s'étaient présentés. Je lui ai en outre fait connaître les raisons que le gouverneur avait alléguées hier, pour n'avoir pas été plus avant dans la médiation proposée, et enfin tout ce que sir Hudson m'avait dit pour lui.

Napoléon a répondu : « Je n'ai jamais eu l'intention de rompre la négociation. Les observations que

j'ai faites ont été envoyées au gouverneur sur sa propre demande, et d'après le désir qu'il a témoigné de connaître le sujet de nos plaintes. Elles n'ont jamais eu pour but de refuser l'accommodement proposé, et n'ont jamais été destinées à être envoyées en Angleterre, avec d'autant plus de raison que ce n'était qu'une copie de ce que j'avais eu l'intention de lui faire passer auparavant. J'aurais désiré, continua-t-il, que l'amiral fût présent à toutes les conventions qu'on aurait pu faire, afin de pouvoir en appeler à lui, comme à un homme d'honneur et à un véritable Anglais. Je désirais qu'il connût toutes les transactions, pour que le gouverneur ne pût changer les ordres et les réglemens, en niant, par la suite, tout ce qu'on aurait arrêté d'abord, et qu'il ne pût finir par dire que tout était resté tel qu'au commencement. Mais ce gouverneur n'a jamais eu l'intention de faire appeler l'amiral. Tout ceci n'est qu'une ruse. *E un uomo senza fede.* » J'ai dit à Napoléon, que le gouverneur m'avait annoncé avoir écrit en Angleterre, et qu'il attendait tous les jours des ordres pour améliorer sa position. « Il n'a jamais rien écrit de semblable, répondit Napoléon; il voit qu'il s'est trop avancé. Et maintenant il attend l'arrivée de quelque bâtiment venant d'Angleterre, afin de pouvoir jeter tout l'odieux de ces mesures sur les ministres, et dire qu'il a écrit pour les faire retrancher.

» Les ministres se sont contentés de lui accorder un pouvoir discrétionnaire, pour les mesures nécessaires à prévenir ma fuite, et tout le reste vient de lui. Il nous traite comme si nous étions des rustres ou de

pauvres sots qu'il pût duper à son gré, au moyen de ces misérables artifices. »

L'*Adamant* est arrivé du Cap. Lady Malcolm a envoyé des fruits à Napoléon. J'ai été en ville où je me suis procuré quelques journaux que j'ai donnés à ce dernier, à mon retour. Je l'ai aidé à en expliquer quelques passages. Je lui ai raconté une anecdote de son fils, il en a beaucoup ri ; et cette circonstance l'a rendu de très-bonne humeur. Il m'a fait répéter l'anecdote, m'a fait plusieurs questions sur Marie-Louise, et m'a enfin prié de *voir* tous les journaux qui pourraient arriver dans l'île, afin que si je ne pouvais me les faire prêter, je pusse au moins être en état de lui donner connaissance de tout ce qui pourrait avoir rapport à son épouse et à son fils. « Car, ajouta-t-il, une des raisons pour lesquelles ce gouverneur ne nous fait pas tenir une série régulière de journaux, est d'empêcher que je voie aucuns des articles qui pourraient me faire plaisir, sur-tout ceux qui me donneraient quelques nouvelles de ma femme et de mon fils.

19. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler. Je me suis rendu à Plantation-House. Je lui ai fait part de la réponse de Napoléon, au message dont il m'avait chargé pour lui, en date du 17, dissimulant toutes les épithètes offensantes, et donnant aux discours de Napoléon un tour plus modéré. — Sir Hudson me dit qu'il n'avait jamais demandé d'observations sur les restrictions ; qu'il croyait avoir exprimé seulement le désir de savoir ce dont ils avaient à se plaindre, et qu'il était satisfait d'apprendre que Napoléon,

en envoyant ses observations , n'avait pas eu pour but de rompre l'arrangement proposé.

Peu de temps après , son excellence commença à s'emporter , et dit : « que la personne qui avait dicté des observations dans de semblables termes , et contenant tant de mensonges . n'avait pu être guidée par des motifs de conciliation ; et qu'il ne ferait aucune démarche définitive dans cette affaire . Qu'il pensait qu'une personne , en en proposant une autre pour médiatrice , ne pouvait avoir d'autre vue que de faire des concessions ou des excuses . Que si telles étaient les vues du général Bonaparte , en se servant d'un intermédiaire , il le lui conseillait ; sans quoi il pouvait s'abstenir de le faire . » Le gouverneur me demanda ensuite si je pensais que ce fût l'avis de Napoléon . Je répondis à son excellence que je pouvais lui assurer que Napoléon ne se proposait rien de cela , et qu'il n'en avait même jamais eu la pensée . Sir Hudson , après quelques assertions hasardées , relatives aux motifs qu'il supposait aux prisonniers , se leva , entra dans une autre chambre dont il rapporta un volume du *Quarterly Review* , lequel contenait un article sur l'ouvrage de Miot sur l'Égypte . Il le remit entre mes mains en me montrant , d'un air de triomphe , le passage suivant , qu'il me pria de lire à haute voix . « Bonaparte connaît assez le genre humain pour éblouir le faible , tromper l'ambitieux , imposer au timide , et se servir habilement des méchants . Mais Bonaparte est d'une ignorance grossière en toute autre chose . Il ne connaît ni le pouvoir du patriotisme ,

» ni l'enthousiasme de la vertu, ni la force du devoir ;  
» il n'y comprend rien. » Pendant que je lisais cela, son excellence poussait de longs éclats de rire. Il me fit ensuite observer une définition du mot *caractère* dans un ouvrage posthume de Voltaire (à ce que je crois) ; définition dont il me dit que le général Bonaparte n'avait pas probablement connaissance, « car ajouta-t-il, il ne serait pas si passionné pour les œuvres de ce grand homme. »

Sir Hudson Lowe dit ensuite que le général Bonaparte devrait lui envoyer l'amiral. Je lui fis observer que sir Pultney Malcolm ne se chargerait d'aucun message de cette espèce, à moins que le gouverneur ne lui en parlât, ou qu'il n'y fût préalablement autorisé par lui. Que puisqu'il avait maintenant entre ses mains les plaintes des Français, il pouvait faire connaître à l'amiral, jusqu'à quel point il se conformerait à leurs demandes, et qu'en faisant connaître ses intentions à cet officier, celui-ci saurait, et comment il devrait agir, et la réponse qu'il aurait à faire. Sir Hudson eut encore recours aux termes des observations qui lui avaient été faites, et après avoir continué la discussion pendant quelque temps, il me chargea d'un message à peu près semblable à celui du 17, ajoutant, « qu'à cette époque, il avait prévu que la demande de voir Las-Cases, qu'il ne pouvait accorder, renverserait probablement tous projets d'arrangemens. » Il me dit ensuite que je pouvais prendre tous les ouvrages qui me plairaient dans sa bibliothèque, à l'exception de ceux qui flattaient par trop Bo-

naparte. Peu de temps après, il me donna le libelle de Pillet, sur l'Angleterre, l'expédition de Miot en Égypte, les *Amours secrètes de Napoléon*, etc. Je lui demandai si je pouvais prêter Pillet à Napoléon, « Oui, et dites-lui, ajouta-t-il, que Pillet connaît tout autant l'Angleterre que Las-Cases. » Son excellence tira ensuite d'une tablette un livre intitulé : *Les Imposteurs insignes, ou Histoire de plusieurs hommes de néant de toutes nations, qui ont usurpé la qualité d'empereur, de roi et de prince*. Il me le remit en disant avec une grimace toute particulière, « vous feriez bien aussi de porter cela au général Bonaparte; peut-être y trouverait-il quelque caractère semblable au sien. »

20. — Cipriani est allé à la ville pour acheter de la viande, du beurre, et autres objets de nécessité. Sir Thomas Reade se montre toujours très-actif à l'aider à se les procurer.

21. — J'ai vu Napoléon dans la soirée. Je lui ai donné l'ouvrage de Pillet, en lui parlant des faussetés qu'il contenait, entre autres les coutumes incestueuses que son auteur affirmait exister presque partout en Angleterre. Il en parut surpris et offensé, et dit que souvent la méchanceté se combattait elle-même. Lorsque je lui répétai que Pillet avait affirmé que les officiers de la marine française étaient plus savans et qu'ils manœuvraient mieux que ceux anglais, il sourit. « Vraiment ils l'ont bien prouvé, dit-il, par le résultat de leurs actions. »

Je lui appris alors que j'avais lu un livre intitulé :

*Amours secrètes de Napoléon Bonaparte*; mais que c'était un tissu de sottises. Napoléon sourit et me pria de le lui procurer. « Cela me fera rire, au moins, » dit-il, et je le lui apportai. Il remarqua une gravure dans laquelle on le représente plongeant une épée dans un ballon, parce que l'aréonaute n'avait pas voulu l'y laisser monter. « Quelques personnes croient que le trait représenté ici, est réellement de moi, dit-il, et je l'ai entendu affirmer par des hommes qui me connaissaient bien; mais il est faux. Ce fait est réellement arrivé, mais l'acteur était membre du *comité*. C'était un jeune homme d'une grande bravoure, dont la tournure et les manières étaient les plus bizarres; il marchait toujours sur la pointe des pieds et aimait à se promener au bord des précipices. »

En ce moment, quelqu'un entra dans la chambre, « *eh bien, s'écria-t-il : voilà mes amours secrètes!* » Il parcourut alors l'ouvrage, et lut quelques parties, en riant de tout son cœur, mais en observant que c'était une absurdité monstrueuse. Après en avoir feuilleté une partie que je n'avais pas lue, il ferma le livre, et me le rendit, en disant qu'il n'y avait pas un seul mot de vérité dans ces anecdotes; que même les noms de la plus grande partie des femmes dont il y était parlé, lui étaient inconnus.

Napoléon resta fort tard à lire Pillet, et j'appris qu'on l'avait souvent entendu pousser de longs éclats de rire.

22. — Napoléon a passé une grande partie de la journée à dicter ses mémoires aux comtes Bertrand

et Montholon , dans la salle de billard qu'il a convertie en cabinet d'études. Quelquefois, il s'amuse à rassembler les billes, et à tâcher de les faire toutes rouler dans la blouse opposée.

Sir Hudson Lowe m'a envoyé, pour l'usage de Napoléon, du café qu'il dit être d'une excellente qualité, et qu'il m'a soigneusement recommandé.

23. — Napoléon a été fort gai. Il m'a parlé du livre de Pillet, en observant qu'il n'avait aucun souvenir de personne de ce nom. « Probablement, dit-il, ce Pillet est un homme qui aura été maltraité par vous, sur vos pontons, et qui aura écrit contre les Anglais avec le fiel et l'aigreur qui respirent dans son ouvrage. Il n'y a, dans tout le livre, qu'un seul passage, que je crois conforme à la vérité, c'est celui dans lequel il est question du traitement des prisonniers sur les *pontons*. Quelle barbarie de la part de votre gouvernement, d'enfermer tous les soirs, pendant tant d'heures, à bord de vos vaisseaux, de malheureux soldats qui n'avaient pas été accoutumés à la mer, et sans leur donner d'air ! Il y a quelque chose d'horrible, continua-t-il, dans la manière de traiter les prisonniers en Angleterre. La seule idée d'être mis à bord d'un vaisseau, et d'y être retenu pendant plusieurs années, a quelque chose d'effrayant. Vos matelots s'effraient eux-mêmes, à l'idée d'être toujours à bord des vaisseaux, et courent jouir des délices de la terre, aussitôt qu'ils le peuvent. Rien n'a plus irrité les nations du continent contre vous. Car, non-seulement vos ministres y entassaient les Français, mais encore tous les pri-

sonniers des autres nations, en guerre avec vous. Je reçus tant de plaintes du traitement barbare qu'ils éprouvaient sur les pontons, traitement si contraire à celui que recevaient en France les prisonniers anglais, que j'avais fini par donner des ordres pour que tous les prisonniers anglais fussent mis à bord des pontons, que l'on devait préparer à cet effet, et qu'ils fussent traités comme on traitait les miens en Angleterre. Si je fusse resté en France, ce projet aurait été mis à exécution. Il eut produit un bon effet, car j'aurais donné aux Anglais ainsi retenus toutes facilités pour faire leurs plaintes; et vos ministres eussent été, malgré eux, forcés de retirer les Français des pontons, afin que pareille mesure ne fût pas adoptée en France à l'égard des Anglais. »

Je fis la remarque que le traitement des prisonniers français n'avait pas été, à beaucoup près, aussi mauvais que plusieurs l'avaient rapporté, et que Pillet l'avait sur-tout exagéré. Napoléon répondit : « Je ne doute pas qu'on n'ait exagéré la rigueur de ce traitement; mais ce que je sais, c'est qu'il était barbare, et presque insupportable. C'est un acte de cruauté que de mettre des soldats à bord de bâtimens. En France, tous les Anglais étaient bien traités : au moins j'avais les meilleures intentions pour cela. Il a sans doute existé quelques abus, comme il s'en rencontre toujours en pareil cas; mais je n'en étais pas cause. Toutes les fois que j'en ai été instruit, j'ai toujours puni avec sévérité ceux qui s'en étaient rendus coupables. Vir\*\*\*, par exemple, fut jugé, dès que j'eus dccou-

vert ses vols, et je l'aurais fait pendre si, redoutant le résultat de son procès, il ne se fût brûlé la cervelle. Il en fut de même de plusieurs autres. Il est impossible à un gouvernement, de chercher plus que je ne l'ai fait, à adoucir le sort des prisonniers de guerre; mais je n'ai pu remédier à quelques abus dont j'ai puni les auteurs, toutes les fois que je les ai connus.

Que des milliers de prisonniers anglais racontent franchement la manière dont ils ont été traités. Il y en a quelques-uns dans cette île. Quand ils essayaient de s'enfuir, et qu'on les reprenait, alors on les tenait étroitement resserrés; mais jamais on ne les a traités d'une manière aussi barbare que sur vos pontons. Vos ministres ont fait grand bruit sur ce que j'avais employé des prisonniers français qui avaient manqué à leur parole, et s'étaient échappés; mais les prisonniers de votre nation ont été les premiers à donner l'exemple. Et après s'être sauvés, votre ministère a fini aussi par les employer. J'en ai agi de même par représailles. J'ai fait publier les noms de plusieurs Anglais qui avaient manqué à leur parole d'honneur, et violé leur serment, avant que les Français en eussent jamais donné l'exemple, et que l'on avait employés ensuite. J'ai fait plus, car j'ai proposé à vos ministres de renvoyer tous les prisonniers français qui avaient manqué à leur parole, depuis le commencement de la guerre, pourvu que les Anglais en fissent de même. Ils s'y sont refusés. Que pouvais-je faire de plus? Vos ministres ont jeté feu et flamme contre la mesure que j'avais adoptée, de faire retenir tous les voyageurs

anglais qui se trouvaient en France, quoiqu'ils en eussent eux-mêmes donné l'exemple, en s'emparant corps et biens, de tous les bâtimens français qui étaient tombés en leurs mains, soit dans leurs ports, soit en pleine mer. Je dis alors : si vous retenez ceux de mes sujets qui voyagent sur la mer, dont vous êtes maîtres absolus, je retiendrai les vôtres sur terre, où je suis également puissant. Mais après cela, j'ai offert de relâcher tous les Anglais que j'avais arrêtés en France avant la déclaration de guerre, pourvu que vous en fissiez autant des Français et de leur fortune, dont vous vous étiez emparés à bord des bâtimens. Votre gouvernement a refusé.

» Vos ministres, continua-t-il, ne publient jamais la vérité, à moins qu'ils ne puissent faire autrement; ou qu'ils ne sachent que tôt ou tard elle percera et viendra à la connaissance du public; dans le premier cas, ils déguisent ou suppriment la vérité selon qu'il convient à leurs vues. »

J'ai fait quelques observations relativement aux assertions de Pillet, sur la dépravation générale qu'il prétend exister parmi les dames anglaises, et sur les autres accusations odieuses. J'ai soutenu qu'il n'y avait pas de pays au monde qui méritât moins les soupçons des liaisons illicites entre des proches parens, et j'ai ajouté que nulle part on ne trouvait plus de délicatesse parmi les dames, plus de pureté dans leur manière de vivre. J'ai fait observer à Napoléon qu'il fallait que Pillet eût vécu dans une très-mauvaise société, d'après ce qu'il disait des *sweethearts*, que

j'expliquai comme étant un mot dont se servaient seulement les femmes de chambre, les filles de petits détaillans et autres, d'une classe analogue, quoique Pillet eût affirmé que ce terme était d'un usage familier parmi les jeunes dames de la plus haute classe de la société. « C'est vrai, dit Napoléon, je pense qu'il n'a jamais vu de dames anglaises à bord de son bâtiment, excepté *puttane* de la plus basse classe. Il a eu vraiment, continua-t-il, une belle occasion d'apprendre les usages et les mœurs des Anglais, relégué, comme il dit l'avoir été, pendant sept à huit ans à bord d'un ponton!

» Il a agi contre son propre plan, car, dans quelques parties de son livre, il a dit tant de mensonges et tant d'horreurs des Anglais, que les vérités qui se trouvent dans le reste ne peuvent être crues. Cet ouvrage ressemble aux écrits de ceux qui m'ont représenté comme un monstre, me complaisant dans l'effusion du sang, les crimes et les atrocités; qui on dit que, pour satisfaire mes goûts sanguinaires, je prenais plaisir à faire passer ma voiture sur les corps des morts et des blessés après une bataille. Son livre renferme autant de vérités, et l'auteur combat lui-même ses propres intentions. J'ai vu avec joie l'esprit d'exaspération qui présidait à tous ces pamphlets, persuadé que j'étais, que les gens de raison et de bon sens ne pourraient y ajouter foi. Ceux qui ont conservé les apparences de la modération et de la douceur, étaient les seuls que je pusse craindre. »

Je demandai dans ce moment à Napoléon, s'il avait

lu l'histoire de Miot sur l'expédition d'Égypte. « Quoi, ce commissaire? répondit-il. Je crois que Las-Cases m'en a donné un exemplaire; d'ailleurs ce livre a été publié de mon temps. » Il me pria alors de lui apporter celui que j'avais, afin de les comparer. Il dit que Miot était un *polisson*; qu'il l'avait tiré de la boue lui et son frère. Il a avancé que j'avais essayé, par menaces, de l'empêcher de publier son livre, ce qui est faux.

» J'ai dit un jour à son frère, qu'il eût aussi bien fait de ne pas donner des mensonges au public. C'était un homme dont l'âme était toujours resserrée par la crainte. Que dit-il de l'affaire du poison et de la fusillade de Jaffa? » Je répondis que, quant au poison, Miot déclarait que tout ce qu'il pouvait dire, c'est que le bruit en avait couru; mais qu'il assurait, d'une manière positive, que Napoléon avait fait fusiller de trois à quatre mille Turcs, quelques jours après la prise de Jaffa. Napoléon répondit : « Il n'est pas vrai qu'il y en ait eu autant. J'ai fait fusiller mille à douze cents hommes, ce qui a été exécuté. La raison en était que, parmi la garnison de Jaffa, on découvrit un grand nombre de soldats turcs que j'avais faits prisonniers peu de temps auparavant à El-Arish, et envoyés à Bagdad, après qu'ils m'eurent donné leur parole de ne plus servir, ou du moins de ne plus porter les armes pendant l'espace d'un an. Je les avais fait escorter pendant douze lieues sur la route de Bagdad; mais ces Turcs, au lieu de s'y rendre, se jetèrent dans Jaffa, défendirent la place à outrance, et furent cause

que je perdis un grand nombre de braves avant de m'en emparer. Sans le renfort que ces misérables donnèrent à la garnison de Jaffa, mes soldats n'eussent pas été sacrifiés. D'ailleurs, avant d'attaquer cette ville, j'avais envoyé un parlementaire. Presque aussitôt, nous vîmes sa tête au bout d'un pieu planté sur la muraille. Si, dans cette circonstance, je leur eusse pardonné, et que je les eusse laissé aller sur parole, ils se seraient rendus directement à Saint-Jean-d'Acree, pour recommencer leur conduite de Jaffa.

» Je devais à la sûreté de mes soldats et à ma qualité de père, de veiller à l'intérêt de mes enfans, et de ne pas permettre qu'ils renouvelassent de pareils excès. Il était impossible que je consentisse à laisser une partie de mon armée déjà réduite par la perfidie de ces misérables, pour les garder. Enfin, agir autrement que je n'ai fait, eût été vouloir la destruction de mon armée. En conséquence, usant des droits de la guerre, d'après lesquels j'étais le maître de faire mourir des prisonniers faits dans une semblable circonstance, de ceux qu'a le vainqueur sur une ville prise d'assaut et des représailles contre les Turcs, j'ordonnai que les prisonniers faits à El-Arisk qui, au mépris de leur capitulation, avaient été repris les armes à la main, fussent fusillés. On épargna la vie du reste, dont le nombre était considérable. J'en agirais encore de même demain, continua Napoléon, et Wellington, ainsi que tous les généraux qui auraient commandé une armée en de semblables circonstances, en eussent fait autant. Avant de quitter Jaffa, et après avoir fait

embarquer la plus grande partie de mes malades et de mes blessés, on vint me dire qu'il restait à l'hôpital des hommes dans un état dangereux, qu'il était impossible de les transporter. J'ordonnai aussitôt à l'état-major des chirurgiens de se consulter, et d'examiner entre eux ce qu'il y avait de mieux à faire, et enfin de me faire connaître le résultat de leurs opinions. En conséquence, ils se réunirent et trouvèrent que sept à huit hommes étaient si dangereusement malades, qu'on regardait comme impossible leur retour à la vie. Ils convinrent qu'ils ne pouvaient vivre au-delà de vingt-quatre heures ou de trente-six heures au plus; qu'en outre, affligés de la peste, comme ils l'étaient, ils répandraient cette maladie parmi tous ceux qui communiqueraient avec eux. Plusieurs d'entre eux, qui étaient encore en pleine connaissance, demandaient instamment la mort. Larrey était d'avis que leur rétablissement était impossible, et que ces pauvres gens ne pouvaient pas prolonger leur existence au-delà de quelques heures; mais comme ils pouvaient encore vivre jusqu'au moment où les Turcs feraient leur entrée, et qu'ils pourraient être exposés aux tourmens terribles que ces barbares étaient accoutumés à faire souffrir à leurs prisonniers, on pensa que ce serait un acte de charité de condescendre à leurs désirs, et de devancer leur mort de quelques heures.

» Desgenettes ne fut pas de cet avis, et dit que sa profession était de guérir les malades et non de les faire périr. Larrey vint me trouver sur-le-champ, et

me fit part de cette circonstance, ainsi que du raisonnement de Desgenettes, en ajoutant qu'il avait raison. « Mais, continua Larrey, ces hommes ne peuvent vivre que peu d'instans, vingt-quatre ou trente-six heures au plus; et si vous voulez laisser une arrière-garde pour les protéger contre les postes avancés de l'ennemi, cela suffira. »

J'ordonnai, en conséquence, à quatre à cinq cents cavaliers, de rester en arrière et de ne pas quitter l'endroit qu'ils ne fussent morts. Ils restèrent en effet, et vinrent me faire le rapport, qu'ils avaient tous expiré, avant qu'ils ne quittassent la ville. J'ai appris depuis, que Sydney Smith en avait trouvé un ou deux encore vivans, quand il était entré dans la ville. Voilà la vérité sur cette affaire. Je puis assurer que Nelson lui-même sait qu'il a été trompé dans le rapport qu'il a fait. Sydney Smith n'a jamais fait une semblable assertion. Je ne fais pas de doute que cette histoire d'empoisonnement ne soit due, en quelque sorte, à Desgenettes qui était un bavard, on l'aura mal entendue et ensuite mal répétée. Desgenettes, continuait Napoléon, était un brave homme, et malgré qu'il eût donné naissance à cette histoire, je ne m'en suis pas offensé, et je l'ai gardé près de ma personne pendant plusieurs campagnes qui eurent lieu plus tard. Ce n'est pas que je pense que c'eût été commettre un crime, que de donner de l'opium aux pestiférés, au contraire, c'eût été obéir à la voix de la raison; c'était plutôt une cruauté de laisser quelques misérables dans cet état désespéré, exposés à être massacrés

par les Turcs, ou à éprouver, de la part de ceux-ci, les tourmens épouvantables qu'ils avaient coutume d'exercer contre leurs prisonniers. Un général doit agir envers ses soldats, comme il voudrait qu'on agisse envers lui-même. Maintenant, je le demande, quel est l'homme jouissant de l'usage de la raison, qui, dans des circonstances semblables, n'aurait pas préféré mourir quelques heures plutôt, qu'à vivre exposé aux tortures les plus affreuses de la part de ces barbares. Vous vous êtes trouvé parmi les Turcs, et vous les connaissez ; je vous le demande maintenant, mettez-vous dans la position d'un de ces malades, si l'on vous demandait ce que vous préférez, qu'on vous laisse souffrir les tourmens que pourraient vous infliger ces misérables, ou qu'on vous administre de l'opium, que répondriez-vous? — Sans doute, je préférerais la mort, lui dis-je. — Certainement, reprit Napoléon, tout homme en dirait autant. *Si mon fils*, et cependant je crois l'aimer autant qu'un père peut aimer son enfant ; si mon fils, dis-je, était dans une situation pareille à celle de ces hommes, mon avis serait qu'on en agît de même ; et si je me trouvais dans la même situation, j'exigerais qu'on en usât ainsi envers moi ; j'aurais insisté pour que l'on employât cette mesure, si j'avais eu assez de force pour en faire la demande. Au reste, si j'avais cru qu'il fût nécessaire de donner de l'opium à ces soldats, dans ce cas, j'aurais fait assembler un conseil de guerre, j'aurais exposé la nécessité de cette action, et je l'aurais fait mettre à l'ordre de l'armée. Une telle mesure ne serait pas restée cachée. Croyez-

vous que si j'eusse été capable d'empoisonner secrètement mes soldats , car , agir en secret , ce serait donner l'apparence d'un crime à une action nécessaire , ou que j'eusse été coupable d'une barbarie telle que celle de faire passer ma voiture sur le corps sanglant des blessés , mes troupes eussent combattu pour moi avec un enthousiasme et une affection sans pareille. Non , non , je n'aurais pas renouvelé une telle action , quelque soldat m'eût brûlé la cervelle sur mon passage. Quelque blessé même aurait conservé assez de force pour lâcher la détente d'un fusil , et m'expédier.

» Je n'ai jamais commis de crime dans toute ma carrière politique , je pourrais l'affirmer à mon agonie. Je ne serais pas ici , si j'eusse su commettre le crime.

» On m'a accusé de forfaits inutiles , tels que l'assassinat de Pichegru , Wright et autres. Au lieu de désirer la mort de Wright , je voulais , au moyen de son témoignage , prouver que Pitt avait fait débarquer en France des assassins pour se défaire de moi , et cela sciemment. Wright s'est tué sans doute pour ne pas compromettre son gouvernement. Quelles raisons pouvais-je avoir de faire assassiner Pichegru , un homme aussi évidemment coupable , et qui pouvait être si facilement convaincu. Il ne me manquait pas de preuves contre lui : sa condamnation était assurée. Peut-être lui aurais-je pardonné. Si l'on eût fait mourir Moreau secrètement , alors oui , on aurait pu dire que je l'avais fait assassiner , et toutes les apparences eussent été contre moi , car c'était le seul homme

que j'eusse à redouter ; et cependant il fut reconnu innocent. Il était *bleu* comme moi ; Pichegru était *blanc* ; on savait qu'il était soudoyé par l'Angleterre, et sa mort était certaine. » Alors Napoléon décrivit la manière dont on l'avait trouvé mort dans sa prison, et il remarqua que ce genre de suicide, peu commun, était une preuve qu'on ne l'avait pas assassiné. « Nul autre que moi, peut-être, n'a su arriver au degré de puissance où je suis parvenu, sans s'être souillé par des crimes. Un lord anglais, parent du duc de Bedford, qui dînait avec moi à l'île d'Elbe, m'a dit qu'on croyait généralement en Angleterre que le duc d'Enghien n'avait pas été jugé, mais assassiné pendant la nuit dans sa prison ; et il fut surpris quand je lui dis qu'on lui avait fait un procès en règle et que la sentence avait été publiée avant l'exécution. »

Je demandai alors à Napoléon s'il était vrai que Talleyrand eût gardé une lettre écrite par le duc d'Enghien et qu'il ne l'eût remise que deux jours après son exécution. « C'est vrai, répondit Napoléon, le duc avait écrit une lettre dans laquelle il offrait ses services et me demandait le commandement d'une armée ; et ce scélérat de Talleyrand ne m'en donna connaissance que deux jours après que le prince eût été mis à mort. » Je fis la remarque que Talleyrand, en retenant cette lettre d'une manière aussi coupable, s'était véritablement chargé de la culpabilité de cette action, et que l'on pouvait avec raison lui attribuer la mort du duc d'Enghien. Napoléon répondit que Talleyrand était un *briccone* capable de tous les

crimes. Je fis arrêter le duc d'Enghien, continua-t-il, parce que les Bourbons avaient débarqué en France pour m'assassiner. Je voulus leur faire voir que le sang d'un de leurs princes paierait leurs attentats. Le duc d'Enghien fut accusé d'avoir porté les armes contre la république, trouvé coupable, et fusillé, conformément aux lois. Jamais vous ne verrez vos ministres parler le langage de la vérité, lorsqu'il s'agira de la France. Ils suivent les maximes du fameux lord Chatam qui disait en parlant de votre nation, *si nous agissions de bonne foi ou avec justice envers la France, l'Angleterre n'aurait pas un quart de siècle d'existence.* »

J'ai fait part à Napoléon du message dont sir Hudson Lowe m'avait chargé pour lui. Il a répondu : « J'ai été sans doute très-fâché du refus qu'il m'a fait de permettre à Las-Cases de venir me voir, attendu que c'était un acte de barbarie, pour le moins inutile, car on pourrait lui donner le nom de fureur de tourmenter mal à propos, puisqu'il a permis aux généraux d'aller en ville et de s'entretenir à leur gré avec lui, et même sans que personne assistât à leur entretien. Mais quant à moi, je n'ai jamais refusé d'entrer en accommodement ; au contraire. Pour ce qui est des remarques qu'il a faites sur les restrictions, il avait lui-même dit, dans sa lettre à Bertrand, qu'il désirait connaître toutes les observations que nous pourrions avoir à leur opposer ; et c'est en conséquence de ce, que les observations lui furent adressées, afin qu'il connût notre manière de penser rela-

tivement à sa conduite , d'autant plus qu'il avait prétendu qu'on n'avait fait aucun changement. Mais jamais son intention n'a été de se servir de l'intermédiaire de l'amiral.

» Que peut-on attendre d'un homme qui donne des ordres contradictoires , d'un homme qui vous dit qu'il a fait aux gardes et aux sentinelles des recommandations dont celles-ci n'ont pas entendu parler. Qui nous dit que nous avons la liberté de passer par tel et tel endroit, et qui en même temps ordonne aux sentinelles d'arrêter les personnes suspectes. Or , dites-moi quel individu peut être plus suspect à une sentinelle anglaise, qu'un Français et *que moi sur-tout?* Puisque l'unique affaire des soldats dans cette île est de me garder , bien certainement toute sentinelle anglaise qui voudra remplir son devoir ne manquera pas d'arrêter les Français qu'elle apercevra.» Je ne pus m'empêcher de rire aux éclats de la tournure dont s'était servi Napoléon. Il se joignit lui-même à moi , et répéta : « *Un uomo incapace che non ha nessuna fede ;* » après quoi il me pria de tâcher de lui procurer un catalogue des livres qui étaient dans la bibliothèque publique de James-Town , et de lui donner tous les détails relatifs à l'Égypte et aux expéditions dans ce pays , que je pourrais me procurer. »

J'ai vu sir Hudson Lowe en ville, et je lui ai communiqué la réponse de Napoléon. Quand j'en vins à la partie de cette réponse dans laquelle Napoléon arguait que dans la dernière lettre du gouverneur à Bertrand , il avait exprimé qu'il serait content de con-

naître toutes les observations qu'on pouvait avoir à faire; il m'interrompit en disant ! Ah, oui, j'ai dit que je serais content d'entrer dans toutes les explications; oui, je me rappelle cela. Mais cependant il ne parut pas se soucier de s'appesantir sur ce sujet, et il observa qu'il paraissait que la réponse du général Bonaparte était la même que celle qu'il avait déjà faite. Il me pria de ne pas manquer de lui dire que Las-Cases était tout aussi instruit que Pillet sur l'Angleterre.

24. — Cipriani a été en ville comme à l'ordinaire, pour se procurer plusieurs denrées.

26. — Napoléon est sorti de Longwood pour la première fois depuis le 20 de novembre dernier, pour rendre visite à la comtesse Bertrand, à qui il a fait des complimens sur le bel enfant qu'elle avait mis au monde. « Sire, a répondu la comtesse, j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le premier Français qui, depuis votre arrivée à Longwood, y soit venu sans la permission du lord Bathurst. »

27. — Napoléon était dans son bain. Il s'est plaint de mal de tête et d'insomnie, ce que j'ai attribué au défaut d'exercice, en le lui recommandant instamment. Il a reconnu la justesse de mes avis, mais il paraissait se regarder comme hors d'état de les suivre.

Je lui ai appris que j'avais en ma possession un livre contenant des détails sur une société nommée Philadelphie, que l'on avait formée contre lui, et je lui témoignai mon étonnement de ce qu'il ne fût pas tombé sous le fer de quelque conspirateur. Il a répondu : « Personne ne savait jamais cinq minutes auparavant

que je dusse sortir, ni où je devais aller. C'est ce qui déjouait les conspirations ourdies contre moi, car les auteurs de ces complots ignoraient l'endroit où ils pourraient exécuter leur dessein. Peu de temps après que j'eus été nommé consul, environ cinquante personnes, dont la plus grande partie m'avaient été attachées avant (c'étaient des officiers de l'armée, des savans, des peintres et des sculpteurs), formèrent une conspiration contre moi. Ils étaient tous de véritables républicains, leurs têtes étaient échauffées, chacun d'eux se regardait comme un Brutus, et me considérait comme un tyran ou comme un autre César. Parmi eux se trouvait Aréna, un de mes compatriotes, homme qui m'avait été autrefois très-attaché, mais qui me regardait comme un tyran, et avait résolu de se défaire de moi, croyant par là sauver la France. Il y avait aussi un certain Ceracchi, autre Corse, et fameux sculpteur, qui avait fait une statue pour moi pendant mon séjour à Milan. Cet homme avait aussi manifesté beaucoup d'attachement pour moi : poussé par le fanatisme républicain, il résolut de m'assassiner, et vint à Paris dans cette intention. Il sollicita l'honneur de faire une seconde statue pour moi, alléguant que la première n'était pas exécutée d'une manière digne d'un si grand homme.

» Quoique je ne susse rien encore de la conspiration qu'on avait formée, je refusai cependant d'accéder à sa demande, ne voulant pas m'assujettir à rester assis pendant deux ou trois heures dans la même position et pendant plusieurs jours de suite, attendu, sur-tout,

que je m'étais déjà donné cette peine auparavant. Ce refus me sauva la vie; car son intention était de me poignarder pendant la séance. Ils avaient, en outre, concerté leur plan tous ensemble. De leur bande était un capitaine qui avait été un de mes plus grands admirateurs. Cet homme convint qu'il était nécessaire de me renverser; mais il ne voulut pas consentir à ce qu'on m'assassinât, quoiqu'il fût d'accord avec les autres sur tout le reste. Mais les autres conspirateurs avaient une opinion différente, et ils insistaient sur la nécessité absolue de se défaire de moi, ce moyen étant le seul d'empêcher la France de tomber dans l'esclavage. Ils disaient qu'il ne pouvait exister d'espoir de liberté tant que je vivrais. Ce capitaine, voyant qu'ils étaient déterminés à répandre mon sang, malgré ses argumens et ses supplications, découvrit leurs noms et leur projet. Ils devaient m'assassiner la première fois que j'irais au spectacle, à ma sortie du théâtre. La police prit toutes les mesures convenables; je me rendis le soir même au théâtre, et je passai au milieu des conspirateurs, dont je connaissais personnellement quelques-uns. Peu de temps après mon arrivée, on les arrêta, et on trouva sur eux des poignards. On ne peut condamner personne à mort, en France, à moins qu'on ne lui trouve l'instrument qui devait servir à commettre le crime; on leur fit donc leur procès; plusieurs moururent du dernier supplice. »

J'ai fait diverses questions à Napoléon sur l'affaire de la machine infernale. Il m'a répondu de la manière suivante : « C'était vers Noël, et l'on préparait de

grandes fêtes. On me pressait beaucoup d'aller à l'opéra; j'avais été extrêmement occupé pendant toute la journée, et je me trouvais ce soir-là fatigué. Je me jetai sur un sofa dans le salon de ma femme, et je m'endormis. Joséphine descendit quelque temps après, m'éveilla et insista pour que j'allasse au théâtre. C'était une excellente femme, et elle désirait que je fisse tout ce qui pouvait me gagner la faveur du peuple. Vous savez que lorsqu'une femme a quelque dessein en tête, il faut que tout cède à sa volonté. Je me levai donc contre mon gré, et montai en voiture, accompagné de Lasnes et de Bessières. J'étais si assoupi, que je m'endormis presque aussitôt. Je sommeillais lorsque l'explosion eut lieu, et je me rappelle qu'éveillé en sursaut, j'éprouvai une commotion semblable à celle qu'eût produite l'action de me soulever avec ma voiture, et de la lancer dans un courant d'eau très-rapide. Les auteurs de ce complot étaient un nommé Saint-Régent, Imolan qui a passé depuis en Amérique où il s'est fait prêtre, et plusieurs autres.

» Ils avaient fait faire une charrette avec un tonneau semblable à ceux dont on se sert à Paris pour porter l'eau dans les maisons, avec cette différence que le tonneau était placé en travers. Imolan remplit le baril de poudre, et le plaça lui-même au détour de la rue que je devais traverser. Ce qui me sauva alors, c'est que la voiture de mon épouse était de la même forme que la mienne, et que l'une et l'autre étaient escortées par une garde de quinze hommes. Imolan ne savait pas dans laquelle je me trouvais, et n'était pas

même certain que je fusse dans l'une ou dans l'autre. Afin de s'en assurer, il se plaça en avant pour regarder dans la voiture et voir si j'y étais. Un de mes gardes, homme grand et fort, impatient et irrité de voir un homme qui obstruait ce passage, et qui regardait avec curiosité dans la voiture, marcha sur lui et lui donna un coup de botte forte, en lui criant *Va-t-en, pekin !* Imolan fut renversé par le coup. Avant qu'il pût se relever, la voiture avait déjà un peu dépassé le lieu où était la machine. Imolan, à ce que je pense, un peu déconcerté par sa chute, et ne voyant pas que la voiture était déjà éloignée, courut à la charrette, mit le feu, et l'explosion de la machine eut lieu entre les deux voitures. Son effet tua le cheval d'un de mes gardes et blessa le cavalier, renversa plusieurs maisons et tua ou blessa environ quarante à cinquante badauds qui se trouvaient là pour me voir passer. La police recueillit les débris de la charrette et de la machine, et invita tous les ouvriers de Paris à venir les examiner. L'un dit : j'ai fait ceci, l'autre j'ai fait cela ; et ils convinrent tous d'avoir vendu les pièces qui composaient cette machine, à deux hommes qui, d'après leur accent, paraissaient Bas-Bretons ; mais on ne put découvrir autre chose. Peu de temps après, les cochers de louage et autres donnèrent dans les Champs-Élysées un grand dîner à mon cocher César, pensant qu'il m'avait sauvé la vie par son adresse et son activité, ce qui n'était pas vrai, car dans le moment de l'explosion, il était ivre. Ce fut le garde qui me sauva par le coup de pied qui avait renversé

Imolan. Il est possible que mon cocher y ait aussi contribué en tournant le coin de la rue avec une grande rapidité, car dans son ivresse il ne prenait garde à rien; il était tellement hors de raison, qu'il prit l'explosion pour une décharge que l'on faisait en l'honneur de ce que j'allais au théâtre. Au dîner, on but largement et l'on porta la santé de César; un des cochers qui y était, dit : César, je connais les hommes qui ont essayé de faire sauter le premier consul l'autre jour. Dans telle rue et dans telle maison, ajouta-t-il en les nommant, j'ai vu ce jour-là une charrette comme un tonneau à eau, sortir d'un passage, je n'en avais jamais vu dans cet endroit, et cela attira mon attention. J'observai les hommes et le cheval, et je les reconnaîtrais encore.

» On envoya chercher le ministre de la police, on interrogea cet homme, et il conduisit les officiers de police à la maison dont il avait parlé. On y trouva, en effet, l'instrument avec lequel les conspirateurs avaient mis la poudre dans le baril, il en était encore empreint. On trouva aussi sur le sol, quelque peu de cette poudre qui avait été répandue. Le maître de la maison, sur les questions qu'on lui fit, déclara qu'il y avait quelque temps que des individus, qu'il ne connaissait pas, étaient venus dans sa maison, et qu'il les avait pris pour des contrebandiers, que ce jour-là ils étaient sortis avec la charrette qu'il avait supposée contenir des marchandises de contrebande. Il ajouta, qu'ils étaient Bretons, et que l'un d'eux paraissait être au-dessus des deux autres. Après qu'on eût obtenu

une description de leurs personnes, on fit toutes les recherches nécessaires, et Saint-Régent et Carbon furent pris, jugés, et mis à mort. Une circonstance assez singulière, c'est qu'un inspecteur de police avait remarqué cette charrette à un coin de la rue, où elle était restée pendant long-temps, et qu'il avait ordonné qu'on l'éloignât; mais celui qui se tenait auprès s'excusa sur ce qu'il y avait assez de place. L'aspect de cette charrette, à laquelle était attelé un misérable cheval qui ne valait pas 20 francs, ne donna aucun soupçon à l'inspecteur.

» A Schoenbrunn, a continué l'empereur, j'eus bien du bonheur d'échapper au danger qui menaçait mes jours. Peu de temps après la prise de Vienne, je passais à Schoenbrunn la revue de mes troupes. Un jeune homme d'environ dix-huit ans se présenta à moi. Il s'approcha au point de me toucher, et dit qu'il voulait me parler. Berthier, qui n'aimait point qu'on me troublât dans une pareille circonstance, le fit ranger de côté, en disant : Si vous avez quelque chose à dire à l'empereur, vous ne pouvez le faire dans ce moment. Il appela alors Rapp, qui était Allemand, et lui dit : « Voilà un jeune homme qui désire parler à l'empereur, voyez ce qu'il demande, et ne le laissez pas troubler Sa Majesté. » Après quoi il appela le jeune homme et lui dit que Rapp parlait allemand, et qu'il lui répondrait. Rapp alla à lui et lui demanda ce qu'il voulait. Il répondit qu'il avait un mémoire à remettre à l'empereur. Rapp lui dit que j'étais occupé et qu'il ne pouvait pas me parler pour le moment. Il avait

alors sa main dans son gilet, comme s'il eût quelque papier à me donner. Voyant que malgré son refus, il insistait pour me voir et s'avavançait toujours, Rapp, qui est un homme violent, lui donna un coup de poing et le repoussa de côté. Il revint encore à la charge au moment où les troupes défilaient, Rapp, qui le guettait, le fit saisir par quelques-uns des gardes et le fit surveiller jusqu'après la revue; puis, il le fit conduire à son logement, pour apprendre de lui ce qu'il voulait. Les gardes observant qu'il tenait constamment la main dans son estomac, lui firent ôter la main et l'examinèrent. Ils trouvèrent sous son habit un couteau long comme le bras. Quand on lui eut demandé ce qu'il en voulait faire, il répondit sur-le-champ, tuer l'empereur! Peu de temps après on me l'amena. Je lui demandai ce qu'il voulait? Vous tuer, répondit-il. Je lui demandai ce que je lui avais fait pour en vouloir à ma vie? Il répondit, que j'avais fait beaucoup de mal à son pays, que je l'avais ruiné et désolé par la guerre. Il dit que Dieu l'avait appelé pour être l'instrument de ma mort, et cita Judith et Holopherne. Il parla beaucoup de religion, et paraissait s'imaginer qu'il était Judith et que j'étais Holopherne. Il cita plusieurs passages de l'écriture qu'il croyait convenir à son projet. C'était le fils d'un prêtre protestant d'Erfort. Il n'avait pas instruit son père de son dessein, et avait quitté la maison paternelle sans avoir d'argent. Je pense qu'il avait vendu sa montre pour acheter le couteau dont il voulait se servir pour me tuer. Il dit qu'il mettait sa confiance

en Dieu, et qu'il espérait qu'il lui donnerait le moyen de se défaire de moi. Je fis venir Corvisart, et je lui ordonnai de lui tâter le pouls et de voir s'il était fou. Corvisart, après l'avoir examiné, trouva qu'il était calme. Je le fis emmener et enfermer dans une chambre avec un *gendarme*, et j'ordonnai qu'on ne lui donnât aucune nourriture pendant vingt-quatre heures, excepté de l'eau tant qu'il voudrait en boire. Je voulais, par ce moyen, lui donner le temps de se calmer et de réfléchir, et qu'ensuite on l'examinât quand son estomac serait vide, et dans un moment où on ne pourrait supposer que rien pût échauffer ou exalter son imagination. Après que les vingt-quatre heures furent passées, je l'envoyai chercher et je lui demandai : Si je vous accordais votre pardon, feriez-vous d'autres tentatives contre ma vie ? Il hésita pendant long-temps, puis il dit, quoiqu'avec une extrême répugnance, qu'il ne le ferait pas, parce qu'il pensait que si c'eût été l'intention de Dieu qu'il me tuât, il aurait permis qu'il exécutât son projet la première fois. C'était d'abord mon intention de lui accorder son pardon ; mais on me représenta que son hésitation, au bout de vingt-quatre heures de jeûne, était un signe certain qu'il conservait de mauvaises intentions, et qu'il avait quelque assassinat en vue ; que c'était un enthousiaste, un fanatique, et que lui pardonner serait donner un très-mauvais exemple. Rien n'est plus dangereux que ces sortes d'enthousiastes religieux, ils en veulent ou à Dieu ou aux rois. On l'abandonna donc à son malheureux sort.

» Une autre fois, a continué Napoléon, le roi de Saxe m'envoya une lettre par laquelle il m'informait qu'une personne allait partir de Stutgard pour se rendre à Paris, où elle arriverait probablement le jour qu'il me désignait; que son intention était de m'assassiner. Cette lettre contenait une description détaillée de l'individu. La police prit ses mesures, et l'homme en question arriva au jour marqué. On l'avait surveillé; on le vit entrer dans la chapelle des Tuileries où je m'étais rendu. Il fut arrêté et examiné: il fit l'aveu de son projet, et déclara que sa première intention avait été de s'approcher de moi autant que possible et de me tirer un coup de pistolet (en effet, il avait fait quelques pas de mon côté); mais après un peu de réflexion, il pensa que cela ne serait pas assez sûr, et il résolut de me tuer avec un couteau qu'il avait apporté à cet effet. Je ne me souciais pas qu'on le fit mourir, et j'ordonnai qu'on le retînt en prison. Lorsque je cessai d'être à la tête des affaires, cet homme qu'on avait retenu en prison pendant sept mois après que j'eus quitté Paris, et qui avait été très-maltraité, obtint sa liberté. Bientôt après, il déclara que son dessein n'était plus de me tuer, mais de tuer le roi de Prusse, pour avoir maltraité les Saxons et la Saxe. Après mon retour de l'île d'Elbe, je fis l'ouverture des Chambres. Au commencement de la cérémonie, ce même homme qui s'était introduit, tomba par quelqu'accident, et un paquet qui contenait quelques préparations chimiques, éclata dans sa poche, ce qui le blessa dangereusement. Je

n'ai jamais pu savoir positivement quelles étaient ses intentions ce jour-là; on l'arrêta. Cet accident causa beaucoup d'alarmes dans la salle des séances. J'ai depuis entendu dire qu'il s'était jeté dans la Seine. »

J'ai demandé ensuite à Napoléon, s'il avait réellement eu l'intention d'entreprendre l'invasion de l'Angleterre, et dans ce cas, quels eussent été ses plans? Voici sa réponse: « J'aurais tout dirigé moi-même, j'avais donné des ordres pour que deux flottes considérables se rendissent dans les Indes occidentales. Au lieu d'y rester, elles n'auraient fait que se montrer à quelques-uns de vos établissemens dans ces parages, et seraient revenues de suite en Europe, après s'être dirigées sur le Ferrol, en avoir fait lever le blocus et en avoir fait sortir les bâtimens de guerre qui s'y trouvaient. Avec ce renfort, elles devaient se diriger sur Brest, où il y avait environ quarante vaisseaux de ligne, tous prêts à partir. Une fois la réunion opérée, tous ces vaisseaux auraient fait voile pour la Manche, où ils n'auraient rien rencontré d'assez fort pour leur résister, et en auraient chassé tous les vaisseaux anglais. Par de fausses nouvelles adroitement ménagées, je calculais que vous eussiez été forcés d'envoyer des escadres aux Indes orientales et occidentales, et dans la Méditerranée à la recherche de mes flottes. Avant que ces escadres fussent de retour, j'aurais été le maître du canal pendant deux mois, ayant environ soixante-dix vaisseaux de guerre, outre les frégates. J'aurais passé en Angleterre avec une flottille et deux cent mille hommes, j'aurais débarqué le

plus près possible de Chatam , et je me serais dirigé sur Londres , où je calculais pouvoir arriver en quatre jours après mon débarquement. J'aurais proclamé la république ; j'étais alors premier consul ; l'abolition de la noblesse et de la chambre des pairs , la distribution de la fortune de ceux qui se seraient opposés à mes projets , la liberté , l'égalité et la souveraineté du peuple , tout cela m'aurait fait des partisans. J'aurais laissé subsister la chambre des communes , après cependant lui avoir fait subir une grande réforme. J'aurais fait une proclamation pour annoncer que nous étions venus en Angleterre comme amis de la nation anglaise et pour la délivrer d'une aristocratie perverse et corrompue , et pour donner une forme populaire à son gouvernement , ce qui aurait été confirmé par la conduite de mes troupes , attendu que je n'aurais pas souffert qu'elles commissent le moindre excès. J'aurais puni de mort la maraude , le mauvais traitement vis-à-vis des habitans , et la moindre infraction à mes ordres. Je pense , continua-t-il , que moyennant mes promesses et les réformes que j'aurais réellement exécutées , je me serais fait beaucoup de partisans. Dans une grande ville comme Londres , où il y a tant de populace et tant de mécontents , un parti formidable se serait déclaré pour moi. J'aurais en même temps excité une insurrection en Irlande. » Je lui ai fait l'observation que son armée aurait péri petit à petit , qu'il aurait eu , en peu de temps , un million d'hommes contre lui , et qu'en outre les Anglais auraient brûlé Londres , plutôt que de la laisser tomber entre

ses mains. « Non, non, répliqua Napoléon, je ne le crois pas ; vous êtes trop riches et trop amateurs de l'argent. Combien de fois les parisiens n'ont-ils pas juré de s'ensevelir sous les ruines de leur capitale plutôt que de souffrir qu'elle tombât dans les mains des ennemis de la France, et cependant cette ville a été prise deux fois. On ne peut savoir ce qui serait arrivé, M. le docteur ; ni vous, ni moi, ni Pillet, n'eussent pu deviner quel aurait été le résultat de cette affaire. L'espérance d'une amélioration et d'une division de fortunes eût merveilleusement opéré parmi la populace, sur-tout la populace de Londres.

» La populace est, chez toutes les nations riches, presque la même, j'aurais fait des promesses qui eussent eu grand effet. Quelle résistance eût pu faire une armée indisciplinée contre la mienne, dans un pays qui, comme l'Angleterre, abonde en plaines ? J'avais réfléchi à tout ce que vous venez de m'objecter ; mais j'avais aussi calculé l'effet qu'aurait produit la prise d'une ville grande et opulente, de la banque et de toutes vos richesses, de vos bâtimens sur la rivière et à Chatam. Je comptais pouvoir me rendre maître du canal pendant l'espace de deux mois, et pendant ce temps, j'aurais attiré à moi de grands renforts de troupes ; en sorte que quand votre flotte serait revenue, elle aurait trouvé la capitale dans les mains de l'ennemi, et l'Angleterre occupée par mes armées. J'aurais aboli les coups de garcette, et j'aurais fait les plus grandes promesses à vos matelots, ce qui aurait fait une grande impression sur leur esprit. Les procla-

mations portant que nous venions en amis pour délivrer la nation anglaise d'une aristocratie nuisible et despotique, dont l'objet était de la maintenir dans une guerre interminable, afin de s'enrichir du sang du peuple, la proclamation d'une république, l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la confiscation des biens de ceux qui se seraient opposés à mes projets, et le partage de ces biens entre le peuple, m'auraient gagné l'affection de la populace, de tous les gens sans aveu, et de tous les mécontents du royaume. »

J'ai pris la liberté de dire, qu'en conséquence des révolutions qui avaient eu lieu depuis quelques années en France, il existait dans ce pays une plus grande division d'opinions parmi les Français, et par conséquent moins d'esprit national qu'en Angleterre. Que d'après les changemens fréquens survenus récemment dans ce pays, le peuple s'inquiétait moins de voir arriver un changement dans le gouvernement, que les Anglais; que si les Anglais ne se fussent pas résolus à brûler leur capitale comme l'avaient fait les Russes, au moins était-il probable qu'ils l'eussent défendue rue par rue, et que son armée aurait éprouvé le sort de la nôtre à Rosette et à Buénos-Ayres. « Je crois, a répondu Napoléon, qu'il existe en Angleterre plus d'esprit national qu'en France; mais, néanmoins, je ne pense pas que vous eussiez brûlé la capitale. Si, à la vérité, vous eussiez eu quelques semaines à vous, pour vous mettre en état de faire éloigner vos richesses, je pourrais croire qu'on en fût venu à cette mesure; mais vous devez réfléchir que

vous n'eussiez pas eu le temps suffisant pour organiser un plan ; en outre, Moscou était bâtie en bois, et d'ailleurs, ce ne sont pas les habitans qui y mirent le feu ; ceux qui le firent avaient eu le temps de prendre leurs mesures. Quant à défendre la ville, d'abord je n'aurais pas été assez bête pour agir comme vous le fîtes à Rosette, car je me serais présenté à vos portes avant que vous n'eussiez eu le temps de vous mettre en défense, et la terreur d'une telle armée aurait paralysé vos efforts. Je vous le dis, *signor dottore*, continua-t-il, on peut beaucoup parler pour et contre à ce sujet ; mais la capitale étant dans mes mains, cela aurait produit un merveilleux effet !

» Après le traité d'Amiens, j'aurais pu faire une bonne paix avec l'Angleterre. Quoi qu'en puissent dire vos ministres, j'ai toujours été disposé à conclure la paix à des conditions également avantageuses pour les deux nations. J'ai proposé de passer un traité de commerce, par lequel on se serait engagé à ce que la France prît pour un million de produits de vos manufactures et de vos colonies, et que l'Angleterre prît en échange la valeur d'un million de marchandises françaises. Vos ministres regardèrent cela comme un crime odieux, et repoussèrent, de la manière la plus violente, cette proposition, me reprochant ma présomption de l'avoir faite. J'aurais fait une belle paix et je l'aurais maintenue ; mais vos ministres ont toujours refusé d'en faire une à des conditions égales, et ensuite ils ont voulu persuader au monde que c'était moi qui avait violé le traité d'Amiens. »

La conversation roula ensuite sur les auteurs de la machine infernale. « Pitt les a envoyés dans des bâtimens anglais et leur a fourni de l'argent. On savait à Londres ce qu'ils allaient faire, et vous leur en fournîtes les moyens. Louis de Bourbon ne fut informé de rien. »

Je me suis hasardé de demander à Napoléon, s'il avait eu en but l'empire du monde. « Non, a répondu Napoléon; mes intentions étaient de rendre la France plus grande qu'aucune autre nation de la terre. Par exemple, ce n'était pas mon intention d'aller au-delà des Alpes. Je me proposais, si j'avais eu un second fils, ce que j'avais raison d'espérer, de le faire roi d'Italie, réunissant en un seul royaume toute l'Italie, Naples et la Sicile, dont Rome aurait été la capitale, et j'aurais ôté Naples à Murat. » Je lui ai demandé s'il aurait donné un autre royaume à Murat. « Oh! a-t-il répondu, cela se serait arrangé facilement. Si, a-t-il continué, j'étais à la tête des affaires en Angleterre, j'aviserais quelques moyens d'acquitter la dette nationale. J'approprierais, à cet effet, la totalité des revenus de l'église, hors un dixième, exceptant toujours de la réforme ceux dont les revenus seraient modérés, de manière que le plus haut revenu, parmi le clergé, n'excéderait pas huit cents à mille livres sterlings par an. Qu'ont besoin, ces prêtres, de revenus si énormes. Ils devraient suivre les préceptes de Jésus-Christ, qui a ordonné qu'en leur qualité de pasteurs du peuple, ils donnassent l'exemple de la modération, de l'humanité, de la vertu et de la pauvreté, au lieu de nager dans le luxe, dans les richesses et de croupir

dans l'oisiveté. A Cambrai, avant la révolution, les deux tiers des terres appartenaient à l'église; et dans presque toutes les autres provinces de France, le clergé possédait le quart de toutes les terres. J'aurais approprié au même objet toutes les sinécures, excepté celles dont auraient joui des hommes qui eussent rendu des services très-éminens à l'état, et même ceux-là pourraient être récompensés en leur donnant quelque emploi, ce qui leur imposerait l'obligation de s'occuper. Si vous émancipiez les catholiques, ils paieraient volontiers une somme immense pour liquider les dettes de la nation. Je ne puis concevoir, a-t-il continué, pourquoi vos ministres ne les ont pas émancipés. Dans un temps où toutes les nations renoncent aux préjugés illibéraux et à l'intolérance, vous conservez vos odieuses lois, qui ne sont dignes que de la manière de penser qu'on avait il y a deux ou trois cents ans. Quand la question des catholiques a été sérieusement agitée, j'aurais donné cinquante millions pour être assuré qu'on n'accorderait pas l'émancipation; car, par-là, vous auriez ruiné mes projets sur l'Irlande, attendu que si vous émancipiez les catholiques, ils deviendraient des sujets aussi loyaux que le sont les protestans. J'imposerais, a-t-il continué, une taxe sur les absens, et peut-être diminuerais-je l'intérêt de la dette. »

Je lui fis quelques observations sur l'intolérance que les catholiques avaient manifestée en quelques occasions.

« Si vous délivriez vos frères les catholiques, a-t-il répondu, de l'impossibilité où vous les avez mis de s'é-

lever au-dessus d'un certain rang et de devenir membres du parlement, vous verriez qu'ils ne sont pas plus intolérans ni plus fanatiques que vous. Le fanatisme est toujours produit par la persécution. Cette intolérance dont vous vous plaignez, est donc le résultat de vos lois oppressives. Faites-les disparaître, et, dans peu d'années, quand vous aurez mis les catholiques sur un même pied que les protestans, vous verrez que l'esprit d'intolérance est éteint; faites comme j'ai fait avec les protestans en France.

» J'ai remarqué dans un journal, il y a deux ou trois jours, un fait que je ne puis pas croire; c'est, a-t-il continué, qu'il y a en France un projet de faire un marché avec quelques compagnies anglaises, pour fournir Paris de tuyaux en fer, et lui procurer de l'eau de cette manière; on ajoute que le gouvernement français y a donné son approbation. Quelque maladroits que soient les Bourbons, cela ne me paraît pas croyable, attendu qu'il y a en France des milliers de manufacturiers qui pourraient les confectionner tout aussi bien qu'en Angleterre. Il n'y a que des fous qui puissent former un projet qui pourrait avoir des suites si nuisibles. En effet, ce serait plus exciter la haine de la nation contre cette famille, que ne le pourrait faire un autre plan suggéré par leurs plus grands ennemis, pour provoquer leur ruine et leur expulsion, une troisième fois, de la France. Si ce plan s'exécute et n'est point suivi des plus terribles conséquences pour les Bourbons, dit Napoléon avec énergie, je suis un sot et n'ai jamais été qu'un sot.

28. — Cipriani a été en ville acheter les objets de nécessité.

30. — J'ai vu Napoléon dans la salle de billard; après s'être exprimé pendant quelque temps sur l'hypocrisie du gouverneur, il m'a chargé de lui porter le message suivant : « Dites-lui qu'en conséquence de la conduite qu'il a tenue, en acceptant la médiation de l'amiral, et en finissant par n'en rien faire, je le regarde comme un homme *senza parola e senza fede* (sans parole et sans foi), qu'il a rompu la parole qu'il m'avait donnée, rompu un arrangement que les Bédouins arabes regardent comme sacré, mais que les agens des ministres anglais ne respectent pas. Dites-lui que quand un homme manque de parole, il manque de tout ce qui distingue l'homme de l'animal; dites-lui qu'il s'est rendu indigne de ce caractère, et que je le place au-dessous du brigand des déserts. Indépendamment de sa conduite relativement à l'amiral, il a rompu sa parole concernant les limites. Il vous a chargé de me faire savoir qu'il nous était permis d'aller à cheval par les anciennes limites, en spécifiant le sentier de miss Mason. Hé bien! Gourgaud est allé il y a quelques jours faire la question au major de *Hut's-Gate*, qui lui a dit qu'il ne pouvait le laisser passer et qu'il n'avait été fait aucun changement dans les ordres précédemment donnés par le gouverneur. »

J'ai ensuite fait part à Napoléon, « que depuis l'époque à laquelle il faisait allusion, sir Hudson avait donné des instructions pour lui permettre à lui et à toute sa suite, de passer par la route qui conduit à la

maison de miss Mason, mais que les personnes de sa suite ne pourraient passer que dans sa compagnie. » Napoléon a répondu : « Cet ordre est injuste, et il n'a pas le droit de le donner ; car d'après ce que ces généraux ont signé par ordre de son gouvernement, ils se sont engagés à se soumettre aux restrictions qu'on jugerait nécessaires de m'imposer *personnellement* et à rien de plus. Or, ceci n'est pas une restriction qui me soit imposée, elle ne peut donc leur être infligée ; elle est illégale. »

Napoléon m'a chargé de dire en outre, qu'il avait toujours prévu que le gouverneur n'avait eu en vue que de faire une misérable ruse pour gagner du temps, quand il avait accepté l'offre d'une médiation au moyen de l'amiral, et qu'il avait également eu en vue d'empêcher qu'on envoyât une plainte par la frégate l'*Oronte*. Que par suite de ce que l'offre avait été acceptée par sir Hudson Lowe, le comte Bertrand s'était abstenu d'écrire une plainte qui devait être soumise au prince-régent et au gouvernement, que quand même cette plainte n'eût servi à rien et qu'on n'en eût obtenu aucun avantage, il aurait cependant été satisfaisant pour lui, de savoir que le mauvais traitement actuel qu'il éprouvait, provenait de l'ordre et de l'autorisation du gouvernement et non du caprice d'un officier d'un grade inférieur. »

Je me suis rendu en ville pour remettre ce message. A mon arrivée j'ai trouvé que sir Hudson Lowe avait quitté la ville.

Pensant que Napoléon pouvait changer d'avis, et

trouvant que la *Julia* était arrivée, et avait apporté des nouvelles d'Angleterre; je ne me suis pas rendu à *Plantation-House*. J'ai recueilli quelques journaux, et je suis retourné à *Longwood*. J'ai trouvé Napoléon dans un bain chaud; il avait les jambes enflées. Quand je lui ai recommandé l'exercice, il m'a dit qu'il avait quelque'idée de prier l'amiral de sortir à cheval avec lui, mais qu'il craignait que cela ne le mît en démêlé avec le gouverneur.

Dans un des journaux, on disait que la souveraineté de l'Amérique espagnole du Sud avait été offerte à Joseph, frère de Napoléon. « Joseph, a-t-il dit, quoiqu'il ait beaucoup de talens et d'esprit, est trop bon et aime trop ses plaisirs et la littérature pour être roi. Cependant cela serait très-avantageux pour l'Angleterre, parce que vous auriez tout le commerce de l'Amérique espagnole. Joseph ne voudrait et ne pourrait pas entretenir de commerce ni avec la France ni avec l'Espagne, pour des raisons plausibles; et l'Amérique du Sud ne peut se passer d'importer d'immenses quantités de marchandises européennes. M'ayant entre vos mains, vous pourriez toujours obtenir des conditions avantageuses de Joseph, qui m'aime sincèrement et qui ferait tout pour moi.

31.—J'ai été à *Plantation-House*, et j'ai fait part à sir Hudson Lowe, dans des termes aussi modérés que le permettaient les circonstances, du message dont j'étais chargé pour lui. Son excellence a répondu qu'il se souciait fort peu des plaintes que le général Bonaparte pouvait faire passer en Angleterre, et qu'il avait

déjà expédié à son gouvernement ses observations sur les mesures qu'il avait prises. Qu'il n'avait aucune répugnance à recevoir l'amiral à ce sujet, mais qu'il espérait qu'il viendrait d'abord le trouver pour lui faire part de cette affaire. Je lui fis observer que sir Pultney Malcolm ne se chargerait certainement pas de cette négociation sans y être autorisé, et je lui rappelai que lors de la première proposition qui avait été faite d'employer l'intervention de l'amiral, il avait été dit expressément que celui-ci serait autorisé par le gouverneur. Sir Hudson Lowe le nia. Je le priai de vouloir bien se reporter à la lettre que je lui avais écrite à ce sujet. Après en avoir pris de nouveau lecture, sir Hudson Lowe convint avec quelque mécontentement que j'avais raison. Je lui rappelai aussi que lorsque la proposition lui en avait été faite, il avait dit encore qu'il en parlerait lui-même à l'amiral. Le gouverneur nia d'abord ce fait, et après une longue discussion, il se décida à faire la réponse suivante : « Le gouverneur s'occupe de répondre aux observations du comte Bertrand, ainsi qu'aux remarques de celui-ci sur sa réponse à la proposition faite de se servir de l'intermédiaire de l'amiral. Il verra aussi jusqu'à quel point ses instructions lui permettront d'accéder aux désirs du général Bonaparte. Lorsqu'il aura terminé son travail, il l'enverra au comte Bertrand, et alors, si quelqu'arrangement est jugé nécessaire, le gouverneur n'aura plus aucune objection à faire pour autoriser la démarche de l'amiral ou de toute autre personne que le général Bonaparte

jugera à propos de lui envoyer comme négociateur, bien que l'intervention de personne n'ait le pouvoir de l'engager à accorder plus ou moins qu'il ne le voudrait, de sa propre liberté et d'après son seul jugement. Ces motifs, et les changemens déjà apportés aux mesures restrictives, ainsi que la teneur générale des observations et remarques reçues de Longwood depuis que le gouverneur avait dit qu'il était disposé à employer un intermédiaire, et l'attente d'un message venant d'Angleterre, avaient été la cause du délai apporté à autoriser l'amiral à se charger de cette affaire.

Sir Hudson me pria de montrer cet écrit à Napoléon, et me donna aussi une copie de sa propre réponse à la proposition originale, et à l'une des remarques qu'avait faite Napoléon. Il me chargea de lui faire entendre que tout cela semblait annoncer que le général Bonaparte avait eu l'intention de se refuser à tout arrangement.

Je fis part alors à sir Hudson Lowe des observations faites par Napoléon sur l'illégalité de sa conduite relativement à la contrainte qu'on voulait imposer aux personnes de sa suite, et tout ce qu'il avait dit relativement au général Gourgaud. Sir Hudson répondit, « qu'en sa qualité de gouverneur, il pouvait accorder une faveur et la retirer lorsqu'il lui plaisait; que s'il faisait une concession au général Bonaparte, il ne s'en suivait pas qu'il dût agir de même à l'égard des autres; qu'ils étaient libres de partir lorsque bon leur semblerait, si la manière dont ils étaient traités leur déplaisait; etc. » Il me chargea aussi de dire que la

défense de parler était un acte de politesse, ou une espèce d'avertissement amical. Je lui observai que je ne pensais pas que Napoléon voulût profiter de cette indulgence, à moins qu'elle ne s'étendit sur tous. Son excellence répondit, « qu'il ne pouvait permettre aux officiers du général Bonaparte de parcourir le pays, disant par-tout des mensonges sur lui, comme Las-Cases et Montholon l'avaient fait, en montrant des lettres à diverses personnes. Que le général Bonaparte se trouverait beaucoup mieux s'il n'avait pas autour de lui des gens aussi *menteurs* que Montholon et Bertrand. »

Je dis au gouverneur, que Napoléon avait également observé qu'il était impossible que toutes les mesures restrictives lui eussent été imposées en vertu des ordres des ministres, puisque, par sa seule volonté, le gouverneur les avait dégagés de quelques-unes, ce qu'il n'aurait pu faire dans ce cas, sans avoir obtenu leur sanction, et qu'il n'en aurait pas encore eu le temps. Son excellence parut être pris à l'improviste; elle répondit aussitôt : « Ces mesures n'ont pas été ordonnées par les ministres; je n'ai reçu aucun détail, ni moi, ni sir Georges Cockburn. En effet, on s'en est rapporté à mon jugement, et je puis prendre telles mesures qui me paraîtront convenables, et faire en cela comme je voudrai. J'ai reçu l'ordre de prendre tous les soins imaginables, pour que Bonaparte n'échappât pas, et pour prévenir toute correspondance avec lui, si ce n'est par mon intermédiaire. Tout le reste dépend de moi. »

L'amiral Malcolm, son épouse et le capitaine Maynel ont eu une entrevue avec Napoléon à Longwood.

1 février. — J'ai fait part à Napoléon de ce que le gouverneur m'avait chargé de lui dire. Je lui ai montré la réponse de son excellence, à la proposition d'une intervention, et les remarques qu'il avait faites au dos. « Je soutins, et je soutiendrai, répondit Napoléon, que ses dernières défenses sont pires qu'aucune de celles en vigueur à Botany-Bay, parce qu'en cet endroit même on ne cherche pas à empêcher les gens de parler. Il est inutile qu'il s'efforce de vous persuader qu'il ne nous a pas mal traités. Nous ne sommes pas des sots, ni des gens ordinaires. Il n'est pas un homme qui soit né libre, dont les cheveux ne se dressassent d'horreur, en apprenant des procédés aussi atroces que ceux qui ont pour but de nous empêcher de parler. Il se moque de nous, en affirmant que c'était par politesse, et ajoute par-là l'ironie à l'insulte. Je sais que s'il voulait réellement faire quelques concessions, il en a plein-pouvoir, sans avoir besoin d'intermédiaire. Ce fut une preuve d'ineptie de sa part, que d'avoir accepté cette proposition, mais après l'avoir fait, il n'aurait pas dû manquer à sa parole. *Qualche volte lo credo un boja, ch'è venuto per assassinar mi, ma è piuttosto un uomo incapace, e senza cuore, che non capisce il suo impiego* (1). »

(1) Quelquefois je m'imagine que c'est un bourreau qui est venu pour m'assassiner; mais c'est probablement un homme incapable et sans cœur, qui connaît mal son métier.

Il y a quelques jours que le comte Bertrand a envoyé au capitaine Poppleton une lettre cachetée, adressée à sir Thomas Reade. Comme le capitaine Poppleton avait l'ordre de faire remettre toutes les lettres cachetées au gouverneur, il l'envoya à *Plantation-House*, où sir Hudson Lowe l'ouvrit, et trouva qu'elle contenait une lettre ouverte adressée au père du comte Bertrand, dans laquelle ce dernier lui annonçait l'accouchement de la comtesse Bertrand. Dans cette lettre, se trouvaient les mots : *Nous écrivons à M. de la Touche*, etc. *Pour lui donner les autres renseignemens*, etc. Sir Hudson Lowe crut que cela signifiait *qu'on avait écrit*, et sur le-champ il envoya une lettre de réprimande au comte Bertrand, qui lui fut expédiée en toute hâte par un dragon d'ordonnance.

J'ai vu sir Hudson Lowe sur la hauteur, au-delà de Hut's-Gate, et je lui ai fait part de la réponse de Napoléon. Son excellence m'a dit de nouveau, que la prohibition en question, dont on s'était tant plaint, n'était pas un ordre, mais plutôt une requête et une invitation polie de sa part, afin d'empêcher qu'on ne fût obligé de faire intervenir un officier anglais, ce qu'il désirait éviter. Lui avez-vous dit cela? m'a-t-il ajouté. J'ai répondu qu'oui. Eh bien, quelle réponse vous a-t-il faite? J'ai articulé la réponse de Napoléon, qui n'a pas paru faire plaisir à son excellence. J'ai en outre fait savoir à sir Hudson Lowe, que l'eau était si rare à Longwood, qu'il devenait par-là même impossible de s'en procurer assez pour

les bains de Napoléon , et que , généralement , on éprouvait beaucoup de peine et de difficultés à ce sujet.

Sir Hudson Lowe a répondu qu'il ignorait *que le général Bonaparte eût besoin de se faire bouillir , pendant un si grand nombre d'heures , dans de l'eau chaude , et de réitérer aussi souvent la même cérémonie* , dans le temps où le 53<sup>e</sup> régiment avait bien de la peine à se procurer une quantité suffisante d'eau pour faire sa cuisine.

Napoléon est allé rendre une visite au comte et à la comtesse Bertrand , et il y est resté près de deux heures.

3. — J'ai vu Napoléon dans le bain. « Ce gouverneur , m'a-t-il dit , a envoyé , il y a deux ou trois jours , une lettre à Bertrand , qui me donna la conviction qu'il y a chez lui de la bêtise , de l'imbécillité et de l'incapacité , jointes à un peu de ruse , mais qu'au total c'est un homme qui manque absolument d'honneur.

» Il a écrit à Bertrand , comme on écrirait à un enfant de huit ou dix ans , et il le prie , dans le cas où il aurait envoyé des lettres en Europe , par un autre canal que le sien , de *le lui faire savoir* , et de *lui dire par qui* ? Il ne sait pas le français. C'est une tournure fine de la langue française qu'il n'a pas saisie , qui consiste en ce que , quand on écrit dans le temps présent *j'écris* , cela veut dire que votre intention d'écrire est positive , mais que vous ne l'avez pas encore fait. C'est , dans ce cas , une manière de

s'exprimer qui tient à l'élégance de la langue, que d'employer le temps présent pour le futur ; si Bertrand eût marqué *j'ai écrit*, alors il n'y a pas de doute que cela eût positivement signifié qu'il avait écrit ; mais l'autre manière de s'exprimer ne signifie qu'une ferme résolution de faire ce que l'on n'a réellement pas encore fait. On pourrait l'excuser de ne pas connaître les tournures délicates d'une langue qui n'est pas la sienne, s'il ne voulait pas faire des commentaires sur de pareilles tournures. Dans sa situation, il devrait ressembler à un confesseur, et oublier la teneur des lettres après en avoir pris connaissance.

» Quel autre motif que la rage d'écrire et de trouver à redire à tout contre raison, pourrait l'avoir engagé à adresser une telle épître à Bertrand (1). »

J'ai eu un entretien avec Napoléon, relativement à l'essai qu'avait fait le gouverneur, de se disculper de la défense qu'il nous a faite de parler. « Je donnerais, a-t-il dit, deux millions, pour que ces restrictions fussent signées par le ministère anglais, afin de pouvoir montrer à l'Europe, de quels actes bas, tyranniques et déshonorans ce ministère est capable, et de quelle manière il remplit les promesses qu'il a faites de me bien traiter. D'après le bill, le gouver-

(1) Le comte et la comtesse Bertrand m'ont raconté que sir Thomas Reade avait offert ses services à la comtesse, et s'était proposé de faire passer leurs lettres à leurs amis d'Europe, par le canal de lord Bathurst, les assurant qu'en les lui envoyant, c'était comme s'ils les remettaient directement au gouverneur.

neur n'a pas le droit de m'imposer aucune restriction. Ce bill, tout illégal et inique qu'il est, dit que je serai assujetti aux restrictions que les ministres jugeront convenables et nécessaires; mais il ne dit pas qu'ils auront le pouvoir de déléguer cette autorité à aucune autre personne. Ainsi, toute nouvelle mesure, qui a pour but de gêner ma liberté, devrait être sanctionnée, non-seulement par un ministre, mais même par tout le ministère réuni.

» Il est possible, continua Napoléon, qu'une partie de ses mauvais traitemens, proviennent de son ineptie et de sa crainte. C'est un *poco di scaltrezza molto di imbecillità* (1). C'est une injure faite à la nation, et une indignité et une insulte pour les empereurs d'Autriche et de Russie, ainsi que pour tous les souverains que j'ai vaincus, et avec lesquels j'ai fait des traités.

» J'ai dit à *Milady*, a continué l'empereur, que j'avais fait un grand éloge de votre nation, et que j'avais montré quelle haute idée j'avais de l'honneur des Anglais, en leur donnant la préférence sur mon beau-père et sur mon ancien ami. Je lui ai dit aussi que les Anglais eussent été mes meilleurs amis, si je fusse resté en France; que, réunis, nous eussions conquis le monde. La confiance que j'ai eu dans les Anglais prouve quelle idée je me faisais d'eux, et quelles démarches j'aurais faites pour gagner l'amitié d'une telle nation; et j'y aurais réussi. C'était le seul peuple

(1) Un peu de ruse et beaucoup de bêtise.

pour qui j'eusse de l'estime. Quant aux Autrichiens et aux Russes, ajouta-t-il avec un ton de mépris, « je ne les estimais pas. » Je suis maintenant fâché de m'être trompé dans mon opinion, car si je me fusse remis entre les mains de l'empereur d'Autriche, quelque soit sa manière de penser et quoiqu'elle puisse différer bien essentiellement de la mienne en politique, lors même qu'il eût jugé nécessaire de me détrôner, il m'aurait cependant fait l'accueil qu'on fait à un ami, et m'eût traité avec cordialité. C'est aussi ce que n'aurait pas manqué de faire l'empereur de Russie. Voilà ce que j'ai dit à *Milady* ; j'ai ajouté que le traitement que les Calabrois avaient fait éprouver à Murat était plein d'humanité, si on le comparait à celui qu'on me faisait subir, vu que les Calabrois eurent bientôt terminé les malheurs de Murat, tandis qu'ici *on me tue à coups d'épingles*.

» Je pense que votre nation saura bien peu de gré à ce gouverneur de l'avoir ainsi déshonoré par une conduite qui sera consignée dans l'histoire. Vous êtes fiers, et vous avez l'honneur national plus à cœur que l'argent. Témoin des millions que *vos milords* répandent tous les ans en France et dans d'autres parties du continent, pour soutenir et élever le nom anglais. Plusieurs de vos nobles et autres auraient volontiers donné des millions, pour éviter la tache d'infamie que cet imbécille imprime sur votre nation.»

4. — La rareté de l'eau, à Longwood, augmente tous les jours, et la plus grande partie de celle qu'on a apportée, était trouble et d'un goût très-désa-

gréable , par la raison qu'elle a été amenée dans de vieux tonneaux de vin et de *rhum*, ce qui , nécessairement , lui a donné un goût aigre et insipide.

5. — Plainte faite officiellement par le capitaine Poppleton , au colonel Mynyard , de la mauvaise qualité de l'eau. Cipriani a été en ville comme à l'ordinaire.

6. — Lady Lowe a rendu une visite à la comtesse Bertrand.

Sir Hudson Lowe a eu une longue conversation avec moi au sujet de Napoléon , dont la substance est que s'il rétablissait les anciennes limites , Napoléon ne pourrait pas visiter les maisons comprises dans leur enceinte. Je lui ai fait part de quelques-uns des sentimens de Napoléon , et de la manière dont il s'était exprimé hier. Son excellence a dit qu'il y avait une grande différence entre des limites pour faire de l'exercice et des limites pour entretenir une correspondance et des communications suspectes. Que s'il étendait les limites actuelles , on devait s'assujettir à n'entrer dans aucune des maisons désignées , à moins qu'on ne fût accompagné d'un officier anglais. J'ai fait la remarque qu'il n'y avait que quatre maisons dans les limites de Woody Range. Sir Hudson a dit que peut-être on pourrait lever cette difficulté en faisant donner de sa part au général Bonaparte , une liste des maisons dans lesquelles on pourrait lui permettre d'entrer. Je lui ai dit que Napoléon avait fait entendre que s'il eût eu l'intention d'intriguer avec les commissaires ou avec d'autres , il aurait pu aisément

en venir à bout, en leur faisant savoir qu'ils eussent à le joindre dans l'intérieur des limites du poste principal, ce qu'il avait toujours la faculté de faire; mais que Napoléon ne ferait jamais rien qui pût avoir la moindre apparence d'une intrigue. Sir Hudson a répondu que le général Bonaparte n'avait jamais cessé d'intriguer, et qu'il ne cesserait jamais de le faire. Il me pria ensuite de dire qu'il attendait de jour en jour un bâtiment qui devait apporter de nouveaux ordres et la permission d'accorder une extension dans les limites. Que pour lui, il n'aurait point de répugnance à permettre au général Bonaparte d'entrer dans de certaines maisons qu'il désignerait, ni même d'en envoyer une liste au comte Bertrand.

7. — J'ai communiqué à Napoléon les idées de sir Hudson Lowe. « S'il m'accordait toute l'île à condition de donner ma parole de ne pas essayer de m'échapper, » a répondu Napoléon, je ne l'accepterais pas, parce que ce serait en quelque façon me reconnaître prisonnier, quoique, cependant, je ne tenterai jamais de recouvrer ma liberté. Je suis ici de force et non de droit. Si l'on m'eût pris à Waterloo, peut-être n'aurais-je pas hésité à l'accepter, quoique même dans ce cas ce fût contraire aux lois des nations, puisque nous n'avons actuellement pas de guerre. Si l'on m'offrait la permission de demeurer en Angleterre sous de telles conditions, je ne pourrais pas l'accepter. Je n'entends pas ce qu'il veut dire par correspondance. Que craint-il? peut-être les commissaires. L'amiral n'a jamais craint qu'on rendît sa conduite publique. J'es-

père, a continué Napoléon, que vous lui avez fait part que j'avais dit qu'il n'avait pas le droit d'imposer des restrictions à moins qu'elles ne fussent signées par les ministres. » J'ai répondu affirmativement, et que le gouverneur avait répliqué qu'il avait le pouvoir d'imposer toutes les restrictions qu'il jugerait nécessaires. « Par le bill ! s'est écrié Napoléon, il n'en a pas le droit. Par la loi du plus fort, il est le maître de faire ce que bon lui semble. De même que le parlement anglais a rendu un bill pour légaliser ce qui est illégal, et pour autoriser une proscription contraire aux lois des nations, à la bonne foi et à son propre honneur. Mais même, d'après ce bill, il n'est pas permis de déléguer l'autorité. »

Après quelques autres observations, Napoléon m'a dit : « Répétez au gouverneur que s'il envoyait une liste au comte Bertrand, ou s'il lui faisait savoir que dans l'enceinte des limites il y a plusieurs maisons qu'il désirerait que je ne visitasse pas, je n'entrerais ni dans ces maisons ni dans celles des commissaires. S'il règle les choses de cette manière, on s'entendra; mais s'il envoyait une liste de toutes les maisons de l'île, excepté une, et s'il spécifiait que je pourrais entrer dans toutes, à l'exception de cette seule maison, je n'y consentirais pas. Tandis qu'au contraire, s'il faisait une liste de toutes les maisons de l'île, à l'exception d'une seule, et me disait qu'il désire que je n'aille pas dans aucune de celles portées sur la liste, et s'il ne faisait aucune observation sur cette seule maison, j'accepterais cette

seconde condition de préférence à la première , quoiqu'en accédant à cette seconde condition , je ne pusse entrer que dans une seule maison , tandis que par la première , je pourrais entrer dans toutes les maisons , à l'exception d'une seule. En souscrivant à la première de ces conditions , j'aurais l'air de ne rendre mes visites que par sa permission , tandis que par la seconde j'aurais l'air d'agir volontairement. Dites-lui cela , a-t-il continué , quoique je sois sûr que ce n'est là qu'une misérable ruse et une intrigue de sa part , qui n'aura aucune espèce de résultat.

» Je pense , a ajouté Napoléon , que je dois encore à l'influence de mon étoile d'avoir été si mal traité par les Anglais , et ensuite d'être tombé sous la tyrannie d'un gouverneur dont la conduite est aussi infame. A la fin la postérité me vengera. »

La viande a été de si mauvaise qualité pendant quelques jours , que l'officier d'ordonnance a cru devoir la renvoyer avec quelques plaintes officielles.

8. — J'ai été à Plantation-House , et j'ai communiqué à sir Hudson Lowe la teneur de la conversation ci-dessus mentionnée. Son excellence a répondu que par l'arrangement proposé , les principales difficultés étaient levées , et qu'il en parlerait au comte Bertrand. Cipriani est allé en ville , où il s'est efforcé de se procurer quelque viande de bonne qualité.

9. — Scott , le domestique à qui le comte Las-Cases a donné sa lettre , a été relâché de son emprisonnement , sous les conditions suivantes : Que son père se porterait caution pour lui , et serait condamné à une

amende de 100 liv. sterl., si son fils dépassait l'enceinte de la petite propriété de son père.

10. — J'ai fait connaître à Napoléon que j'avais fait à sir Hudson Lowe le rapport dont il m'avait chargé, et que celui-ci m'avait promis d'en conférer avec le comte Bertrand. Napoléon a répondu : « Vous pouvez compter que rien ne se terminera. C'est seulement pour vous tromper. Il agira comme il l'a déjà fait dans l'affaire avec l'amiral.

» Gourgaud, ajouta Napoléon, est tous les jours arrêté à Hut's-Gate. Les sentinelles crient : *halte!* le sergent sort du poste, et après une espèce de délibéré, on lui dit *passez.* »

Nous parlâmes ensuite d'Alexandrie. « Vos ministres ont montré bien peu de prudence, dit Napoléon, en ne conservant pas Alexandrie. Car si vous l'eussiez gardée alors, c'eût été un vieux vol comme celui de Malte, et vous en fussiez restés paisibles possesseurs. Cinq mille hommes suffisaient pour en former la garnison, et vous vous trouveriez défrayés de cette dépense par l'immense commerce que vous feriez en Égypte, puisqu'il n'y a point d'autre ville maritime dans tout le pays. Selon moi, c'eût été pour vous une acquisition de beaucoup préférable à celle de Gibraltar ou de Malte. Une fois l'Égypte en possession des Français, adieu l'Inde pour les Anglais. C'était un des grands projets que j'avais en vue. Je ne sais pas pourquoi vous attachez tant d'importance à Gibraltar ; c'est un mauvais port et qui vous coûte des sommes énormes. Vous ne pouvez, de cet endroit, empêcher une flotte de passer

dans la Méditerranée. Lorsque je régnaï en France, j'eusse beaucoup mieux aimé voir Gibraltar entre vos mains que dans celles des Espagnols ; parce que c'est pour ces derniers un éternel sujet de haine contre vous. » J'observai qu'on avait fait courir le bruit qu'il se proposait de l'assiéger , et qu'il avait fait , pour cela , marcher une forte armée en Espagne , quoique d'autres disent qu'il se proposait seulement de donner pied à ses troupes dans ce pays. Napoléon sourit. « *C'est vrai*, dit-il. La Turquie tombera bientôt , et il sera impossible de la diviser sans en donner quelque portion à la France, sa part sera l'Égypte. Mais si vous eussiez gardé Alexandrie, vous auriez empêché les Français d'y prétendre , et de prendre , par la suite , possession de l'Inde ; car elle suivra certainement leur établissement en Égypte. »

12. — J'ai trouvé sir Hudson Lowe enfermé avec sir Thomas Reade à *Plantation-House*. Je me suis entretenu avec lui dans la bibliothèque, au sujet de la proposition qui lui avait été faite le 8. Son excellence ne voulut cependant pas comprendre que visiter seulement les maisons dont l'entrée n'aurait pas été interdite par lui aux prisonniers, et la raison de s'abstenir d'entrer dans celles dont il aurait fait l'exception dans une liste dressée par lui-même, fût précisément la même chose que ce qu'il avait déjà dit relativement à la permission de ne visiter que certaines maisons spécialement indiquées dans une liste. Il dit, d'assez mauvaise humeur, que le général Bonaparte cachait quelque dessein là-dessous, et qu'il

n'accorderait pas son consentement. J'observai qu'il était malheureux qu'il m'eût choisi pour faire des propositions à ce sujet, parce que cela pourrait donner matière à une autre accusation d'arrière-pensée. Son excellence répondit en me priant de dire au général Bonaparte ce dont il m'avait déjà chargé auparavant, qu'il pouvait se considérer comme très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon, etc.

Madame Balcombe et sa fille sont arrivées à Longwood. J'ai dîné avec Napoléon en leur société. Il a été extrêmement gai et causeur ; sa conversation était extrêmement variée et amusante. Il apprit à miss Elisa la manière de jouer au billard.

Dans la soirée, Napoléon me pria de ne plus lui faire, à l'avenir, des propositions ou des communications du gouverneur, sans avoir préalablement demandé à celui-ci quel en serait le résultat, si Napoléon y consentait. « *C'est un menteur, dit-il, un homme astucieux comme les petits tyrans d'Italie. Il n'a rien d'Anglais, il n'a que la rage de tracasser les gens.* »

On a demandé, le 10, à sir Hudson Lowe, de permettre à Cipriani d'aller dans la vallée, sous la garde d'un soldat, pour acheter un mouton et des légumes aux Français, parce que la viande envoyée par le gouvernement n'était pas mangeable. Sir Hudson Lowe s'y est refusé. La ration de viande, légumes, vin, etc., est transportée chaque jour à Longwood, en plein soleil, et la plupart de ces objets se gâtent en route.

14. — J'ai déjeuné avec Napoléon, qui m'a entretenu de la Russie. « Si Paul avait vécu, dit-il, on aurait vu dans peu la paix avec l'Angleterre. Vous eussiez été incapables de résister long-temps aux puissances du Nord réunies. J'avais écrit à Paul de continuer de construire des vaisseaux, et de s'efforcer de réunir le Nord contre vous; de ne point hasarder de batailles, parce que les Anglais les gagneraient, mais de vous laisser vous épuiser vous-mêmes, et d'employer tous les moyens de former une vaste flotte sur la Méditerranée. »

Il parla ensuite du traitement qu'il avait éprouvé de la part des ministres anglais, en assurant qu'il était pire que celui exercé avant eux à l'égard de la reine Marie Stuart.

« Marie, dit-il, a été mieux traitée. Il lui était permis d'écrire à qui bon lui semblait, et elle était renfermée en Angleterre; ce qui était trop pour elle. Il paraît que la reine d'Écosse était plus persécutée à cause de sa religion, par les puritains, que pour tout autre motif. » Je lui fis observer que Marie avait été accusée d'être complice du meurtre de son mari. « Il n'y a pas là-dessus le moindre doute, dit-il; elle épousa même plus tard celui qui l'avait assassiné. » \*\*\* emploie les meurtriers de son père. O\*\*\*, l'un d'eux, est maintenant son aide-de-camp. Je dois cependant lui faire la justice de dire qu'à T\*\*, il m'observa que j'avais beaucoup d'égards pour B\*\*, et m'en demanda la raison. Je répondis : C'est parce qu'il est votre général. Cependant, reprit \*\*\*, *c'est*

*un vilain coquin , c'est lui qui a assassiné mon père.*  
Et la politique seule m'a obligé de l'employer , quoique je lui souhaite la mort.

» Alexandre et le roi de Prusse , continua Napoléon , dinaient tous les jours avec moi , et dans la vue de faire une politesse à \*\*\* , j'avais résolu un jour que la conversation roulât sur ce sujet , d'inviter B\*\* à dîner , comme commandant en chef de son armée ; cela déplut à \*\*\* , qui , quoiqu'il invitât B\*\* à sa table particulière , ne se souciait pas que j'en fisse de même , parce que cela l'aurait trop élevé aux yeux des Russes.

» Paul I<sup>er</sup> , dit-il , a été assassiné par B\*\*\*\* , O\*\*\*\* , P\*\*\* et autres. Un cosaque , en qui Paul se fiait beaucoup , était stationné devant sa porte. Les conspirateurs montèrent et demandèrent à entrer. P\*\*\* lui dit qu'il était , et qu'il voulait parler de suite à l'empereur. Le fidèle cosaque s'y refusa. Les conspirateurs tombèrent sur lui , et après une résistance désespérée , il fut vaincu et taillé en pièces. Paul qui était au lit , en sortit en entendant du bruit , et chercha à s'échapper dans les appartemens de l'impératrice. Malheureusement pour lui , dans ses soupçons , il avait ordonné , un ou deux jours avant , que sa porte de communication fut fermée. Il alla donc se cacher dans une garde-robe. Cependant les conspirateurs enfoncent la porte , et se précipitant vers le lit , ils s'aperçoivent qu'il est vacant. Nous sommes perdus , s'écrièrent-ils , il s'est échappé. P\*\*\* qui avait plus de présence d'esprit que les autres , s'avance vers le

lit, et mettant ses mains sous la couverture : le nid est chaud, dit-il, l'oiseau ne saurait être loin. Ils commencent alors à fureter par-tout, et finissent par arracher Paul de sa cachette. Ils lui présentèrent un papier contenant son abdication, qu'ils voulurent lui faire signer. Paul s'y refusa d'abord, mais il dit ensuite qu'il signerait volontiers, s'ils voulaient le laisser aller. Alors ils le saisirent, le frappèrent à la tête, et s'efforcèrent de l'étrangler. Paul fit une résistance désespérée, et craignant qu'il ne lui arrivât du secours, B\*\*\*\* mit fin à ses jours en lui appuyant son talon de botte dans les yeux, et lui écrasa ainsi la cervelle, pendant que les autres le tenaient renversé. Paul, en luttant contre ses assassins, saisit une fois le talon de B\*\*\*\* dans sa bouche, et en arracha un morceau jusqu'à la chair. »

Je demandai à Napoléon s'il pensait que Paul avait véritablement eu l'esprit aliéné ? Oui, sur les derniers temps, répondit Napoléon, je pense qu'il avait perdu une partie de sa raison. D'abord il était fortement prévenu contre la révolution, et toutes les personnes qui y avaient eu part ; mais j'avais fini par changer son opinion et le faire revenir à des sentimens plus raisonnables. Si Paul avait vécu, vous auriez déjà perdu l'Inde. Nous avons fait ensemble le projet de l'envahir. J'avais fourni le plan ; je m'étais engagé à envoyer trente mille hommes de bonnes troupes ; il devait y réunir un nombre égal de ses meilleurs soldats russes, et quarante mille cosaques. J'aurais fourni une somme de dix millions pour con-

courir à l'achat des chameaux et autres choses nécessaires pour traverser le désert. Nous devions tous deux demander au roi de Prusse qu'il accordât le passage à mes troupes sur son territoire, ce qui aurait été aussitôt accordé. J'aurais en même temps fait une semblable demande au roi de Perse, ce qu'il n'aurait certainement pas refusé, quoique la négociation entamée pour cet objet, ne fût pas entièrement terminée; mais elle aurait réussi, parce que les Persans désiraient en profiter. Mes troupes se seraient rendues à Warsaw, où les Russes et les cosaques devaient les rejoindre. De cette ville, nos troupes réunies se dirigeaient vers la mer Caspienne, où elles se seraient embarquées, ou auraient continué leur voyage par terre, selon que les circonstances le permettraient. J'aurais envoyé un ambassadeur en Perse pour y traiter de mes intérêts. Depuis ce temps, vos ministres ont été assez sots pour permettre aux Russes de s'emparer de quatre provinces, ce qui augmente leur territoire au-delà des montagnes. La première année que vous aurez la guerre avec la Russie, elle vous enlèvera l'Inde. »

Je lui demandai alors s'il était vrai que l'empereur Alexandre se fût proposé de s'emparer de la Turquie? Napoléon répondit : « Toutes ses pensées sont dirigées vers cette conquête. Nous avons eu plusieurs discussions ensemble à ce sujet. D'abord j'étais charmé de sa proposition, parce que je pensais que cela contribuerait à étendre les progrès de la civilisation, en l'engageant à refouler au-delà du Bosphore ces demi-

sauvages ; mais quand je vins à penser aux conséquences qui en seraient résultées , et que je vis quel immense pouvoir cela donnerait à la Russie , par rapport au grand nombre de Grecs des provinces soumises au grand-seigneur , qui se réuniraient naturellement aux Russes , je refusai d'y concourir , sur-tout parce qu'Alexandre voulait conserver Constantinople ; ce à quoi je ne pouvais me décider , parce que cela détruisait l'équilibre de la balance politique en Europe.

» Je réfléchis que la France aurait l'Égypte , la Syrie et les Indes , ce qui ne serait rien en comparaison de ce que la Russie obtiendrait. Je considérai aussi que les barbares du Nord n'étaient que trop puissans , et que probablement , par la suite , ils envahiraient toute l'Europe , comme je le pense encore maintenant. L'Autriche tremble déjà. Que la Russie et la Prusse se réunissent , et l'Autriche succombe , sans que l'Angleterre puisse l'empêcher. La France ne peut rien avec la famille qui la gouverne , les Autrichiens sont si faibles , qu'ils seront facilement subjugués. *Una nazione a colpo di bastone.* Ils opposeront peu de résistance aux Russes qui sont braves et patiens. La Russie est d'autant plus formidable , qu'elle ne désarme jamais. En Russie un soldat est toujours soldat. Ce sont des barbares qui , on peut le dire , n'ont point de patrie , et à qui tous les pays semblent meilleurs que celui qui leur a donné naissance. Lorsque les cosaques entrèrent en France , il leur était indifférent quelles femmes leur tombaient entre les

mains , parce que vieilles ou jeunes , toutes étaient préférables à celles qu'ils avaient quittées. D'ailleurs, les Russes sont pauvres, et il est nécessaire pour eux de conquérir. Quand je ne serai plus, ma mémoire sera révérée, et l'on m'estimera d'avoir prévu ce qui arrivera pourtant, et d'avoir cherché à l'empêcher. On respectera ma mémoire, alors que les barbares posséderont l'Europe, ce qui ne serait pas arrivé sans vous, *signori Inglesi.* »

Napoléon témoigna beaucoup d'anxiété relativement au comte Montholon, parce que le gouverneur avait donné à entendre qu'il était question de le renvoyer. « La perte de Montholon me sera bien sensible, disait-il, parce qu'indépendamment de son attachement pour moi, il m'est on ne peut plus utile, et qu'il s'efforce de prévenir tous mes besoins. Je sais qu'il sera on ne peut plus affligé de me quitter ; quoiqu'en effet il lui serait plus agréable d'être éloigné de cette île désolée, et rendu à sa famille et à ses amis, puisqu'il n'est pas proscrit, et qu'il n'a rien à craindre en France. D'ailleurs, il est d'une famille noble, et obtiendra facilement, s'il le veut, la faveur des Bourbons. »

J'ai accompagné la comtesse Montholon à *Plantation-House*, pour rendre visite à lady Lowe. J'ai vu sir Hudson qui m'a dit qu'il n'accorderait aucune confiance aux assurances du général Bonaparte, et qu'il était résolu à ce qu'il n'entrât dans aucune maison sans être accompagné d'un officier anglais. Nous eûmes ensuite quelque discussion relativement aux

*laissez passer* que son excellence avait autrefois donnés aux personnes qui désiraient visiter Longwood. Sir Hudson Lowe voulut me persuader qu'il n'avait jamais donné de *laissez passer* pour en jouir seulement (1), et que le major Gorrequer en attesterait la vérité. Je lui fis la remarque que plusieurs personnes à qui il avait accordé des *laissez passer*, les avaient fait voir au comte Bertrand à Hut's-Gate, en lui montrant que le jour était spécifié sur leur *laissez passer*, et en le priant de tâcher d'engager Napoléon à les recevoir, parce que leur billet ne vaudrait rien un autre jour. Sir Hudson répondit avec colère, qu'ils en imposaient.

Avant de partir, sir Hudson Lowe me dit de prendre quelques numéros de l'*Ambigu*, de les emporter à Longwood pour les montrer au général Bonaparte.

A mon retour, j'ai dit à Napoléon que j'avais reçu quelques numéros d'un ouvrage périodique, appelé l'*Ambigu*, qui, ai-je ajouté, le maltraitait beaucoup. — Napoléon m'a dit en riant : « Il n'y a que les enfans qui craignent d'être maltraités. » Il m'a ensuite prié de lui apporter ces numéros. Quand il eut jeté les yeux dessus, il m'a dit : « Ah! ah! c'est » du Pelletier? il y a vingt ans qu'il fait des libelles » contre moi, et je suis très-content de pouvoir me » les procurer. »

Madame la comtesse Montholon, et madame ainsi

(1) Ce fait était notoirement connu à Sainte-Hélène, et par les passagers qui venaient d'Angleterre, et par ceux qui y retournaient.

que mademoiselle Balcombe ont eu une heure d'entretien avec Napoléon, hier dans l'après-midi.

Cipriani a été en ville pour ses affaires habituelles.

17. — Napoléon a observé qu'il avait trouvé l'*Ambigu* de Pelletier très-intéressant, quoiqu'il contînt beaucoup de faussetés et de sottises. « J'ai lu, a-t-il continué, le détail de la bataille de Waterloo qui est contenu dans cet ouvrage; il est presque exact. J'ai cherché dans ma tête à deviner quel en pouvait être l'auteur. Il faut que ce soit quelqu'un qui se trouvait alors auprès de moi. J'aurais gagné cette affaire sans l'imbécillité de Grouchy. »

J'ai demandé à Napoléon s'il pensait que Grouchy eût agi avec l'intention de le trahir? « Non, non, a répondu Napoléon, mais il y avait chez lui défaut d'énergie. C'est de la part de quelques membres de son état-major qu'il y a eu trahison. Je crois que quelques-uns des officiers attachés à ce corps, et que j'avais envoyés à Grouchy, ont manqué à l'honneur, et sont passés à l'ennemi, cependant je n'en suis pas certain, n'ayant pas revu Grouchy depuis ce temps-là. »

Je lui ai demandé s'il pensait que le maréchal Soult ait été dans ses intérêts? Napoléon a répondu: « Certainement je l'ai cru; mais Soult n'a pas trahi le roi de France, comme on l'a supposé, et il ne connaissait ni mon retour en France, ni mon débarquement. Car, pendant quelques jours, Soult a pensé que j'étais devenu fou, et que ma perte était assurée. Malgré cela, les apparences étaient si fortes contre Soult, et, sans en avoir l'intention, ce qu'il fit a été si favorable

à mes projets, que si j'eusse fait partie de son jury, et que j'eusse ignoré ce que je sais, je l'aurais condamné comme ayant trahi la cause royale. Mais réellement il n'était pas instruit de mon dessein, quoique Ney, dans sa défense, ait dit que je lui avais appris le contraire. Quant à la proclamation que Ney a prétendu avoir reçue de moi, c'est une fausseté. J'aurais supprimé cette proclamation, si cela eût été en mon pouvoir, car elle était indigne de moi. Ney manquait d'éducation : il n'aurait pas dû la publier, ou du moins il aurait dû agir différemment qu'il n'a fait; car quand il promit au roi de m'amener dans une cage de fer, il parlait dans la sincérité de son cœur, et ses intentions étaient conformes à ses discours; il y persista pendant deux jours, après quoi, il se joignit à moi. Il aurait dû faire comme Oudinot, qui demanda à ses troupes s'il pouvait compter sur leur fidélité. Elles lui répondirent unanimement : « Nous ne voulons pas nous battre contre Napoléon. Je ne pus donc pas empêcher les troupes, ni même les paysans, de se joindre à moi, mais il alla trop loin ».

» Mouton-Duvernet, a-t-il dit, a été une malheureuse victime des circonstances. Il voltigea pendant deux jours sur les flancs de ma petite armée, et ses intentions étaient de servir la cause du roi. Mais tout le monde se joignait à moi ! Si je l'eusse voulu, j'aurais pu entrer à Paris, à la tête de quatre cent mille hommes. Ce qu'il y a d'encore plus surprenant, et qui n'a, je crois, pas d'exemple dans l'histoire, c'est que tout se fit sans conspiration. Il n'existait aucun com-

plot, aucune intelligence avec aucun des généraux de France, pas un d'eux ne connaissait mes projets. Toute ma conspiration consiste dans ma proclamation. C'est par elle que je mis tout à exécution. Pas même Masséna ne connaissait mon plan ; quand on lui apprit que j'avais débarqué avec quelques centaines d'hommes, il ne put le croire, et dit que cela était impossible, car il pensait que si j'eusse formé un tel projet, je l'en aurais informé. Les Bourbons voudraient faire paraître qu'il existait une conspiration dans l'armée. C'est ce qui a fait fusiller Mouton-Duvernét, Ney et autres ; mais ayant effectué ma rentrée sans conspiration ni sans qu'il y eût un coup de fusil de tiré, et uniquement par le vœu général de la nation, on peut juger ce qu'une pareille circonstance leur causa de disgraces.

» Il n'y eut jamais, continua Napoléon, un roi qui fut plus le souverain du peuple que je l'étais, si je n'avais aucun talent, je pourrais régner plus aisément sur la France que Louis et les Bourbons doués de la plus grande habileté. La masse du peuple français hait la vieille noblesse et les prêtres. Je ne descendais pas de la vieille noblesse, et je n'ai jamais trop encouragé les prêtres. La nation française a pour qualités prédominantes, la vanité, la légèreté, l'indépendance et le caprice (*la vanità, la leggerezza, l'indipendenza, et el capriccio*). Ils se passeraient plutôt de pain que de gloire, et une proclamation agit beaucoup sur eux. Bien différens en cela du peuple anglais, dont les habitans de tout un comté se laissent

influencer par l'opinion de deux ou trois familles nobles, les Français veulent qu'on leur fasse la cour.

» Quelques paysans jeunes et ignorans, dit Napoléon, qui naquirent depuis la révolution, parlèrent avec quelques personnes plus âgées et mieux informées des Bourbons. Que sont ces Bourbons, dit l'un d'eux ? Que veulent-ils ? Quoi, répondit l'un de ces hommes expérimentés, ils ressemblent à ce vieux château que vous voyez près de notre village ; comme lui, leur temps est passé ; ils ne sont pas de ce siècle.

» Les Bourbons apprendront, ajouta-t-il, qu'il ne suffit pas de flatter les maréchaux et les généraux ; ils doivent se faire bien venir du peuple ; ils doivent lui parler sans intermédiaire. S'ils n'adoptent quelque mesure afin de se rendre populaires, vous verrez une explosion terrible en France, la nation ne supportera jamais de vivre avilie et humiliée comme elle l'est à présent. Lorsqu'on me dira qu'une nation vit sans pain, je croirai alors que les Français pourront vivre sans gloire.

» A Waterloo, pas un soldat ne s'est écarté du chemin de l'honneur. Quelle que soit la trahison qui ait pu avoir lieu, elle a existé parmi les généraux, et non parmi les soldats, ni parmi les officiers des régimens ; ceux-ci connaissaient les sentimens les uns des autres, et se désifrent eux-mêmes de ceux qu'ils soupçonnaient.

» Votre nation a principalement l'intérêt pour guide dans toutes ses actions. J'ai trouvé, depuis que je suis tombé dans vos mains, que vous n'avez pas

plus de liberté que d'autres pays. J'ai chèrement payé l'opinion romanesque et chevaleresque que je m'étais formée de vous.»

Ici, j'ai répété presque dans les mêmes termes ce que j'avais dit dans de semblables occasions. Napoléon secoua la tête et répondit : « Je me souviens que Paoli, qui était un grand partisan de votre nation, et qui avait les inclinations anglaises, entendait élever la nation britannique au-dessus des autres nations, comme étant la plus généreuse, la plus libérale, et la plus exempte de préjugés, s'écria : « Doucement, vous allez trop loin ; les Anglais ne sont ni si généreux, ni si dépouillés de préjugés que vous vous l'imaginez ; ils sont très-égoïstes ; c'est une nation de marchands, qui, en général, n'a que le profit en vue. Quand ils font quelque chose, ils calculent toujours l'avantage qu'ils pourront en retirer : c'est le peuple le plus calculateur qui existe. » Paoli disait cela tout en rendant hommage aux bonnes qualités nationales que vous avez réellement. Aujourd'hui, je suis convaincu que Paoli avait raison. »

Napoléon a ensuite fait quelques remarques concernant Longwood : il a témoigné sa surprise de ce que personne ne s'était présenté pour faire un marché et fournir de l'eau à cette habitation et au camp, en donnant pour condition qu'on accorderait à cette personne la permission d'établir un jardin dans la vallée, au moyen de quoi on pourrait se procurer des légumes à bon marché, non-seulement pour Longwood et pour le camp, mais encore pour les bâtimens.

« Ici, a-t-il continué, si l'on amenait l'eau par un conduit, Novarre, à l'aide de deux ou trois Chinois, pourrait faire venir assez de légumes pour subvenir à nos besoins. Cela ne serait-il pas préférable aux soins qu'on se donne de creuser des fossés et d'établir des fortifications autour de cette maison, comme si une armée était sur le point de l'attaquer ? Un homme qui n'a pas de considération pour les besoins du soldat, ne devrait jamais les commander : c'est l'eau qui est une des choses les plus nécessaires pour le soldat. »

Sir Thomas Reade a fait un long discours aujourd'hui sur l'imprudence qu'il y avait à permettre à Bonaparte de se procurer des journaux, excepté ceux que le gouverneur examinait auparavant.

18. — J'ai vu sir Hudson Lowe à *Plantation-House* ; je l'ai trouvé occupé à examiner quelques journaux pour Longwood, dont il mit plusieurs de côté, comme n'étant pas, selon lui, propres à être mis sous les yeux de Napoléon. Il me fit en même temps l'observation que, quelque étrange que cela pût paraître, le général Bonaparte devait lui savoir gré de ce qu'il ne lui envoyait pas tous les journaux indistinctement, attendu que la lecture d'articles écrits en sa faveur, pourrait exciter en lui des espérances qui, si elles n'étaient définitivement pas réalisées, ne pouvaient manquer de l'affliger ; que d'ailleurs, le gouvernement anglais ne jugeait pas à propos de lui faire savoir tout ce qui paraissait dans les feuilles.

19. — Sir Thomas Reade est très-occupé à faire circuler dans la ville le bruit que le général Bonaparte

est d'une humeur chagrine et qu'il ne veut voir personne; que le gouverneur poussait la bonté trop loin à son égard, et que l'on devrait le mettre aux fers.

21. — Le bâtiment de transport *le David* a apporté la nouvelle de l'arrivée de l'*Adolphus* au Cap, avec une cargaison consistant principalement en barres de fer, pour entourer la maison de Napoléon, dont le gouverneur avait fait la demande en Angleterre.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et a inspecté les ouvrages qu'on fait aux écuries, ainsi que les factionnaires qu'il avait placés autour. Il a eu un long entretien ensuite avec moi, sur les restrictions et les limites, sans cependant en venir à aucune détermination. Après avoir observé que j'étais en quelque sorte responsable envers les ministres, de toutes les impressions défavorables qui pouvaient exister dans l'esprit de Napoléon, son excellence continua à me catéchiser sur mes conversations avec lui. Je lui fis sentir combien la position dans laquelle je me trouvais était délicate, et enfin l'impossibilité où j'étais de faire les ouvertures qu'il demandait. Sir Hudson m'a répondu qu'il sentait tout l'embarras de ma situation, mais en même temps il ajouta que je devais lui découvrir, et à lui seul, tout ce qui se passait relativement à Napoléon, lui rapporter tous ses discours, et sur-tout ne pas omettre les épithètes offensantes dont il se servait; qu'il était nécessaire qu'il fût informé de tout ce qui se passait; qu'ayant des relations journalières avec Bonaparte, il pensait que je me laisserais moins influencer par lui, que ne l'eussent fait quatre-vingt-

dix-neuf autres personnes sur cent ; que j'occupais une place de grande importance , et dans laquelle je pouvais rendre des services essentiels ; qu'un silence absolu sur tout ce qui se passait , excepté pour lui , était on ne peut plus nécessaire , et que c'était la principale qualité requise.

Son excellence m'a dit ensuite , pour me montrer la bonne opinion qu'elle avait de moi , qu'elle ne se faisait pas de scrupule de m'avouer que l'on devait beaucoup surveiller les commissaires ; que ce n'était , dans le fait , que des espions de tout le monde et de toute chose , et que toute leur affaire consistait à tirer de moi quelques particularités pour en faire l'envoi à leurs cours ; que je devais user de beaucoup de circonspection , parce que très-certainement ils rapporteraient à leurs maîtres tout ce que j'aurais dit , comme ils l'avaient déjà fait à son égard ; il me répéta , comme une preuve de ce qu'il avançait , la conversation que j'avais tenue avec le baron Sturmer , à *Plantation-House* , le 21 octobre 1816 , me faisant en même temps connaître sa satisfaction de ce qu'il avait observé que j'avais été très-circonspect dans mes remarques. Il m'a dit , en outre , qu'il avait écrit à lord Bathurst en des termes très-avantageux pour moi , et qu'il avait recommandé que mes appointemens fussent augmentés de 500 l. sterlings par an.

Après cela son excellence m'a fait part qu'il avait reçu , pour moi , une lettre du jeune Las-Cases , qu'il comptait m'envoyer.

J'ai reçu , le soir , la lettre dont il a été question ,

elle était sous enveloppe et en renfermait une autre que la mère du général Gourgaud écrivait à son fils, ainsi que sir Hudson le marquait dans sa note, en me chargeant de la lui remettre.

24. — M. Vernon est venu à Longwood pour envoyer l'enfant du comte Bertrand. Napoléon a joué le soir au billard.

25. — Cipriani a été en ville pour acheter des provisions.

28. — Napoléon a eu très-peu de repos pendant la nuit, il s'est levé à cinq heures et s'est promené pendant quelque temps en long et en large dans la salle de billard. Je l'ai trouvé couché sur son sofa. Il avait l'air abattu; il m'a salué d'une voix faible; je lui ai donné une gazette de Portsmouth du mois de novembre dernier. Après avoir lu quelques remarques faites sur le tort que ferait probablement à la France le mariage de l'empereur d'Autriche avec la princesse de Bavière, ainsi qu'une observation portant que Napoléon, dans la plénitude de sa puissance, s'y était lui-même toujours opposé; Napoléon m'a dit : « C'est vrai. Je craignais les suites d'une alliance entre ces deux maisons, mais maintenant que peut faire cela? » Faisant allusion à la détresse dans laquelle se trouvait le commerce d'Angleterre, il a fait l'observation que lord Castlereagh méritait la réprobation de la nation anglaise, pour le peu de soin qu'il avait mis à veiller aux intérêts de son pays, lors de la paix générale. « Les malheurs dont je fus assailli ont donné un tel ascendant à l'Angleterre, qu'on lui eût accordé presque

tout ce qu'elle aurait pu demander, indépendamment du droit qu'elle avait de réclamer une récompense pour l'indemniser des dépenses énormes qu'elle avait faites. Il s'est offert un moment favorable, qui ne se représentera peut-être plus, où l'Angleterre aurait pu se débarrasser de tout ce qui la gênait dans l'espace de quelques années, et se délivrer de l'immense fardeau de la dette qui pèse sur elle. Si lord Castlereagh eût été réellement attentif aux intérêts de sa patrie, il aurait saisi, dans les commencemens, la seule occasion qui se soit présentée à lui d'assurer à l'Angleterre des avantages commerciaux, qui l'auraient délivrée de ses embarras. Mais, au lieu de cela, il s'est contenté de faire la cour aux rois et aux empereurs qui ont flatté sa vanité en l'honorant de quelque attention, dans la persuasion où ils étaient que, par cette conduite, ils lui feraient négliger les intérêts de la Grande-Bretagne et travailleraient à ceux de leurs pays respectifs. Il en a été complètement la dupe, et votre nation le maudira un jour.

» Je ne vois pas maintenant d'autre moyen de vous tirer du mauvais pas où vous êtes engagés, qu'en réduisant l'intérêt de la dette nationale, et confisquant, au profit de l'état, la plus grande partie des revenus de l'église, toutes les sinécures, et en établissant un système de réduction générale. Votre caisse d'amortissement est illusoire. Imposez une taxe sur les absens. Il est actuellement trop tard pour revenir sur les traités de commerce. Ce que l'on eût regardé alors comme juste et comme raisonnable, serait considéré

maintenant sous un tout autre point de vue. L'occasion est perdue, et la nation est redevable à vos imbécilles ministres de tous les malheurs qui vont l'accabler, et que l'on ne doit attribuer qu'à leur criminelle négligence.

» J'ai appris, a-t-il dit, que le botaniste (1) est sur le point de partir sans que je l'aie vu. Dans les contrées les plus barbares, on ne refuserait pas même à un prisonnier condamné à mort, la consolation de converser avec une personne qui aurait vu depuis peu sa femme et son enfant. Même dans le temps où celle des cours de justice, que l'on peut regarder comme la plus exécration, le tribunal révolutionnaire de France exerçait son funeste pouvoir, on ne connaissait pas un tel exemple de barbarie et d'oubli de tous les sentimens d'humanité; et votre nation, si renommée pour son libéralisme, se permet de tels traitemens! J'ai appris que ce botaniste a demandé à me voir et qu'on lui en a refusé la permission. Dans ma lettre à Las-Cases, que le gouverneur a lue, je me plaignais de cette conduite, comme d'une aggravation de ma peine, et par-là je formais la demande de le voir. Si je m'y fusse pris d'une autre manière, je me serais exposé à recevoir un refus de la part de ce *bourreau*. *C'est le comble de la cruauté*. Il faut être bien barbare pour refuser à un époux, à un père, la

(1) Napoléon avait été informé, et je crois avec fondement, que ce gentleman avait vu l'impératrice et son fils, et qu'il avait conversé avec eux, peu de temps avant son départ d'Allemagne pour se rendre à Sainte-Hélène.

consolation d'entretenir une personne qui a vu sa femme depuis peu , et touché son enfant (ici la voix de Napoléon s'affaiblit), et lorsque par la cruelle politique de quelques individus, il est pour toujours privé des embrassemens de ces personnes chéries. Les antropophages des mers du sud n'en feraient pas autant : avant de dévorer leurs victimes, ils leur permettent de se voir et de converser ensemble, loin de leur refuser cette dernière consolation. Les cannibales désapprouveraient les cruautés que l'on exerce ici ».

Napoléon se promena de long en large pendant quelque temps. Ensuite il continua : « Vous voyez la manière dont il cherche à en imposer aux voyageurs qui vont en Angleterre, afin de leur faire croire qu'il est le meilleur homme du monde, que sa conduite envers moi est toute bénigne, et que c'est entièrement ma faute si je ne reçois pas d'étrangers. Il donne comme une preuve de l'intérêt qu'il y met, qu'il envoie son aide-de-camp pour me les conduire, quoiqu'il sache bien que cette dernière circonstance suffirait seule pour empêcher que je ne reçoive les personnes qu'il accompagnerait. Son but est actuellement de faire croire au public que je redoute la vue d'un Anglais, et que je ne puis les voir sans horreur. Voilà pourquoi il vous a prié de m'informer que Las-Cases avait dit que j'avais en horreur l'uniforme anglais. »

J'ai fait l'observation que sir Hudson Lowe m'avait dit qu'il pensait que c'était là une invention de Las-

Cases. « C'est de sa propre invention, a répliqué l'empereur, afin de vous en imposer. Si j'avais haï les Anglais, me serais-je remis entre leurs mains, au lieu de me rendre à l'empereur de Russie, ou à l'empereur d'Autriche? Était-il possible que je donnasse une preuve plus grande de mon estime pour une nation, que je l'ai fait pour l'Angleterre? bien malheureusement pour moi!

Napoléon a ouvert la porte pour appeler St.-Denis, et lui demander, en ma présence, si dans le journal de Las-Cases on affirmait qu'il eût jamais dit qu'il haïssait les Anglais, et que sa prévention s'étendait jusqu'à leur uniforme, ou enfin quelque chose qui pût être entendu de cette manière? » St.-Denis a répondu que rien de ce genre n'était contenu dans le journal. « Hé bien, a dit Napoléon, si Las-Cases l'eût dit lui-même, il l'aurait écrit dans son journal. Il faudrait être bien méchant, pour vouloir me tourmenter dans la circonstance pénible où je me trouve. Il faut qu'il n'ait rien ici, a-t-il continué, en plaçant sa main sur son sein, et quand un homme n'a point de cœur, il doit nécessairement avoir une mauvaise tête, et être hors d'état de commander ou d'agir par lui-même. La nature, en formant de certains hommes, a voulu qu'ils restassent dans une situation subalterne. Tel était Berthier. Il n'y avait pas au monde de meilleur chef d'état-major; c'était là où se trouvait son véritable talent; mais il n'était pas en état de commander cinq cents hommes. Celui qui aurait écrit comme le gouverneur aurait fait un excel-

lent *commis*. Vous pouvez voir combien il est peu propre à occuper un poste important, puisqu'il se laisse mener par un imbécille aussi méprisable que ce colonel Reade. Avez-vous lu *Gilblas*? » J'ai répondu qu'oui. « Ce sourire éternel sur les lèvres de Reade, continua Napoléon, n'est pas naturel, et me fait penser à Ambroise de Lamela, qui allait à l'église, tandis qu'il formait le projet de voler son maître. Ce sourire sert à marquer ses intentions réelles. On m'a rapporté que les Balcombe avaient été interrogés et scrutés en tous sens par le gouverneur et par Reade, son conseil privé, sur ce qu'ils avaient dit et entendu dire à Longwood, et que le père avait répondu qu'il était venu ici pour avoir l'honneur de nous voir et non pour servir d'espion. »

1 mars. — Napoléon a discoursé avec moi pendant quelque temps, relativement aux grilles en fer qu'on disait que l'*Adolphus* avait apportées. Je lui ai dit que c'était la coutume en Angleterre de mettre des grilles autour des maisons de campagne de *gentlemen*, ce qu'il parut avoir de la peine à croire.

2. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette, reposant sur son sofa. Il était plus abattu qu'à l'ordinaire, avait l'air pâle et se plaignait de la diarrhée. Je lui conseillai de prendre plusieurs remèdes, mais il ne voulut accepter qu'une forte dose de bouillon de poulet léger, ou de l'eau d'orge.

Pendant le cours de la conversation, il a fait l'observation, qu'il remarquait un changement dans le système des Bourbons, qui leur serait favorable, parce

qu'au lieu d'employer des membres exaltés de l'ancienne aristocratie, on s'était servi d'hommes qu'il avait lui-même employés auparavant, et qui avaient la confiance de la nation. »

J'ai demandé à Napoléon, si le rapport contenu dans *l'Observer*, relativement à la conduite de Clarke envers Carnot, dans lequel on disait que Clarke lui avait retenu sa pension, et la manière dont on disait qu'il avait agi lui-même était vraie. Napoléon a répondu que c'était parfaitement vrai. « Mais je m'étonne de voir les journaux si occupés de Clarke, qui n'est pas un personnage si important pour que l'on parle beaucoup de lui. » Je lui ai demandé son avis, concernant Clarke. Il a répondu : « Ce n'est pas un homme de talent, mais il est laborieux et utile dans le bureau. Il est, en outre, incorruptible, et il épargne les fonds publics qu'il est incapable de travailler à s'approprier. C'est un excellent rédacteur; il n'est point soldat, et je ne crois pas qu'il ait jamais été au feu de sa vie; il est infatué de sa noblesse; il prétend être descendu des anciens rois d'Écosse ou d'Irlande, et vante constamment son illustre origine; c'est un bon commis. Je l'ai envoyé à Florence comme ambassadeur; il ne s'occupa qu'à feuilleter de vieilles histoires pour y chercher des preuves de la noblesse de ma famille, car il faut que vous sachiez qu'elle était de Florence. Il m'accabla de lettres à ce sujet, ce qui me força à lui écrire de s'occuper des affaires pour lesquelles il avait été envoyé à Florence, et de ne point se casser la tête, ni me troubler de ses folies sur la noblesse;

que j'étais le premier de ma famille. Malgré cela, il continua ses recherches. Lorsque je revins de l'île d'Elbe, il me fit offrir ses services, mais je lui fis répondre que je n'employais pas les traîtres, et lui ordonnai de retourner dans ses terres. » Je lui demandai s'il pensait que Clarke l'aurait servi fidèlement? « Oui, répondit Napoléon, tant que j'aurais été le plus fort; il eût fait en cela comme tant d'autres. » Je lui demandai s'il était vrai qu'il eût écrit la lettre qu'on lui attribuait, et dans laquelle il annonçait à Clarke la mort de son neveu? « Oui, répondit Napoléon, il se nommait Elliot. »

Je lui fis la remarque, que ses ancêtres étaient nobles. Il répondit qu'ils étaient sénateurs de Florence.

Napoléon dit ensuite : « Ils font de moi dans les journaux tout ce qu'ils veulent, et disent tout ce qui convient à leurs vues. A son retour d'Irlande, lord Castlereagh affirma publiquement une fausseté sur mes intentions, relativement à l'Angleterre, et depuis mon arrivée ici, il met dans ma bouche des expressions dont je ne m'étais jamais servi. » Je lui observai que probablement on les avait répétées à lord Castlereagh, comme venant de lui. « Cela peut être, dit-il, mais vos ministres se font peu de scrupule d'avoir recours au mensonge, lorsqu'ils croient pouvoir, par ce moyen, atteindre le but qu'ils ont en vue. Il est vil et déshonorant de calomnier le malheureux, et doublement encore, lorsqu'il est en notre pouvoir, et que vous lui tenez le cadenas sur la bouche, pour l'empêcher de répliquer. »

3. — J'ai vu Napoléon à sa toilette. Il ne souffrait point ; sa gaîté était naturelle. Il rit et me plaisanta au sujet de quelques jeunes personnes , et me pria de lui dire les petites nouvelles de la ville. Il paraissait être de meilleure humeur qu'il ne l'avait été depuis long-temps.

« Je ne puis concevoir , dit Napoléon , ce que Las-Cases aurait pu prétendre en écrivant cela : qu'aurait-il espéré obtenir par ce moyen ? Au contraire , Las-Cases a toujours bien parlé des Anglais. Il disait qu'il avait passé vingt années parmi eux , et qu'il y avait toujours été bien traité. C'est une invention de cet homme , tout ce qu'il avance repose sur des mensonges. Oui , certes , j'ai dit que je ne pouvais voir des officiers en uniforme me suivre et m'épier , parce que cela me rappelait que j'étais considéré comme un prisonnier , et donnait naissance à des réflexions pénibles. Si vous-même deviez venir tous les jours dans ma chambre , en uniforme , cela me donnerait l'idée que vous seriez un gendarme ; mais cet homme n'a pas de moralité. L'amiral valait mieux que lui , et il entra bientôt dans mes motifs , lorsque je les lui eus fait connaître. »

Il me fit ensuite quelques questions médicales , entra dans la salle de billard , demanda quelques bouteilles de porter , en prit un verre en disant en anglais , *your health* ( à votre santé ) , et m'en fit prendre un autre. Il me fit plusieurs questions sur le porter , et fut extrêmement surpris du bas prix où il était en Angleterre. Napoléon me dit , en se promenant dans la chambre : « Quelle idée aviez-vous de moi

avant d'être mon médecin ? Que pensiez-vous de mon caractère, et de ce que j'étais capable de faire ? Dites-moi franchement quelle était votre opinion. » Je répondis : « Je pensais que vous étiez un homme dont les rares talens ne pouvaient être égalés que par votre ambition sans bornes, et bien que je ne donnasse pas crédit à la vingtième partie des libelles que j'avais lus contre vous, cependant je croyais que vous étiez homme à ne pas hésiter à commettre un crime, lorsque vous le trouviez nécessaire. »

« Voilà la réponse à laquelle je m'attendais, répondit Napoléon ; et telle est peut-être l'opinion de lord Holland, et même celle d'un grand nombre de Français : je me suis élevé à un point trop extraordinaire de gloire et de puissance humaine, pour ne pas exciter l'envie et la jalousie des hommes. On dira : Il est vrai qu'il est parvenu au faite des grandeurs ; *mais pour y arriver, il a commis bien des crimes.* Maintenant, le fait est que, non-seulement je n'ai jamais commis de crimes, mais que même je n'ai jamais eu l'idée d'en commettre aucun : *j'ai toujours marché avec l'opinion générale, et suivi le cours des événemens : j'ai toujours fait peu de cas de l'approbation des individus, et beaucoup de celle du peuple ; à quoi m'aurait donc servi le crime ? je suis trop fataliste et j'ai toujours trop méprisé le genre humain pour employer le crime à déjouer ses complots. J'ai toujours marché avec l'opinion de cinq ou six millions d'hommes ; à quoi m'aurait servi le crime ?*

» Malgré tous les libelles, continua-t-il, je ne

crains rien pour ma renommée ; la postérité me rendra justice ; la vérité sera connue , et l'on comparera le bien que j'ai fait , avec les fautes que j'ai commises : je ne redoute pas le résultat de l'examen. Si j'eusse réussi , je serais mort avec la réputation du plus grand homme qui eût jamais existé. Dans l'état où sont les choses , bien que j'aie échoué , je serai encore considéré comme un homme extraordinaire. Mon élévation est unique , parce qu'elle n'a pas été le résultat d'aucun crime. J'ai combattu dans cinquante batailles que j'ai presque toutes gagnées : j'ai tracé le plan , et fait mettre à exécution un code de lois qui fera passer mon nom à la postérité la plus reculée. De rien , je suis devenu , par moi-même , le monarque le plus puissant du monde : l'Europe était à mes pieds. Mon ambition était grande , je l'avoue , mais elle était froide et causée par les événemens et l'opinion des grandes masses : j'ai toujours pensé que la souveraineté reposait dans le peuple. En effet , le gouvernement impérial était une espèce de république : appelé à sa tête par la voix de la nation , ma maxime fut *carrière ouverte aux talens* , sans distinction de naissance ou de fortune , et ce système d'égalité est la raison pour laquelle votre olygarchie me déteste tant.

» Si la politique , continua-t-il , pouvait justifier le crime et le meurtre , elle m'eût autorisé à mettre à mort Ferdinand et les autres Bourbons de sa famille , lorsqu'ils étaient en France. Ferdinand et sa famille étant morts , et les Espagnols n'ayant plus à combattre pour eux , se seraient soumis. Non , si j'avais eu

l'inclination du crime, je ne serais pas ici. Un seul Bourbon Français existerait-il, si j'avais consenti à sa mort? Non-seulement je n'y voulus pas consentir, mais je défendis qu'il fût fait aucun attentat de cette nature.

» Ce n'est pas, continua Napoléon, d'après ce que le *Quarterly Review* ou Pichon disent, ou d'après ce que je pourrais écrire moi-même, que la postérité jugera de moi, c'est d'après la voix de tant de millions d'hommes qui ont vécu sous mes lois.

» Ceux qui ont consenti à la réunion de la Pologne à la Russie, encourront le blâme de la postérité; tandis qu'on prononcera mon nom avec respect, alors que les belles contrées du sud de l'Europe seront la proie des barbares du Nord. Mon plus grand tort a été peut-être de n'avoir pas détrôné le roi de Prusse, lorsque je pouvais si aisément le faire. Après Friedland, j'aurais dû retirer la Silésie à la Prusse, et abandonner ces provinces à la Saxe, parce que le roi de Prusse et les Prussiens étaient trop humiliés pour ne pas se venger à la première occasion. Si j'en eusse agi ainsi, si je leur eusse donné une constitution libre, et que j'eusse délivré les paysans de l'esclavage féodal, la nation aurait été contente.»

Napoléon s'est rendu à pied chez le comte Bertrand. Depuis deux ou trois jours, il prend plus d'exercice que de coutume.

4. — J'ai vu Napoléon dans la salle de billard; il était extrêmement gai. Il m'a rendu les numéros de l'*Ambigu* pour 1816, et m'a prié de lui procurer ceux de 1815.

Il a répondu à ma question sur P\*\*\*. « P\*\*\* est un polisson, qui écrirait pour quiconque voudrait le payer. Il m'a offert de changer de style, et d'écrire pour moi de telle sorte que le gouvernement anglais ne se douterait pas qu'il fût employé par moi. Une fois, entre autres, il a envoyé à la police le manuscrit d'un livre écrit contre moi, en offrant de renoncer à le faire imprimer, moyennant une certaine somme. Ce fait étant venu à ma connaissance, j'ordonnai à la police de répondre que s'il voulait payer les frais d'impression, cet ouvrage serait publié en France pour son compte. Il ne fut pas le seul qui me fit de semblables offres lorsque j'étais tout puissant. Quelques-uns des éditeurs de journaux anglais m'ont fait de semblables avances, en déclarant qu'ils pouvaient me rendre les services les plus essentiels; mais alors je n'attachais pas assez d'importance à leurs offres, et je les refusai. Les Bourbons ne font pas de même; en 1814 on paya à l'éditeur du journal..... environ 3000 livres sterlings, parce qu'on en avait pris un grand nombre d'exemplaires. Je vous ai dit que je trouvais son reçu dans les papiers de Blacas à mon retour de l'île d'Elbe. Je ne sais s'il est maintenant à leurs gages. Dans cette même année, un grand nombre de pamphlets furent imprimés à Londres contre les Bourbons, et des exemplaires leur furent envoyés avec menace de les publier s'ils ne les payaient pas. Les Bourbons très-effrayés les achetèrent avec empressement. Il y avait entre autres un libelle abominable sur la reine, qui leur coûta une forte somme à faire supprimer.

» Lorsque j'étais sur le trône, continua-t-il, trente commis étaient occupés à traduire les journaux anglais, et à faire des extraits des ouvrages importans écrits dans cette langue. Les choses qui paraissaient les plus importantes, étaient extraites des journaux et soumis à mon examen. Mais jamais je ne le faisais faire en ma présence, je ne suivais pas même le traducteur dans ses progrès, ainsi qu'on l'a affirmé. Je ne connaissais pas même alors l'article *the*. Il ne me paraissait véritablement pas assez important d'apprendre la langue anglaise, à dessein seulement de lire les journaux, d'autant que je recevais constamment des lettres et des nouvelles de ce pays par des espions. Néanmoins les journaux servaient à corroborer leurs informations relativement aux mouvemens des troupes, à l'armement et au départ des vaisseaux de guerre et autres mesures du gouvernement. »

Le gouverneur est venu à Longwood. Il a exprimé l'intention d'entourer la maison d'une grille de fer dont il ferait fermer les portes à sept ou huit heures du soir. Les clefs seraient portées à Plantation-House, où elles resteraient jusqu'au lendemain à la pointe du jour.

5. — La *Tortue*, vaisseau approvisionnement, capitaine Cook, est arrivée directement d'Angleterre, d'où elle est partie, le 18 décembre 1816. J'ai été à la ville, et j'ai appris que Warden avait publié, sur Napoléon, un livre qui avait excité l'intérêt, et que l'on supposait avoir produit pour lui une impression favorable. J'ai reçu des journaux contenant des extraits de cet ouvrage.

A mon retour de Longwood, je trouvai Napoléon dans un état bien différent de celui de la veille. Il était étendu sur son sofa, et paraissait très-pensif. Sa tête était appuyée sur sa main, dans l'attitude la plus mélancolique. Il avait sa robe-de-chambre, un madras sur sa tête; sa barbe n'avait pas été faite. « Quelles nouvelles, me demanda-t-il d'un air abattu, ce vaisseau arrive-t-il d'Angleterre? » Je lui répondis qu'il en venait directement. Après lui avoir rapporté quelque chose de ce que j'avais appris de plus intéressant, je lui dis que Warden avait publié, sur lui, un livre qui avait excité un vif intérêt. Au nom de Warden, il leva la tête et dit : « Quoi, Warden du *Northumberland*? » Je répondis affirmativement. « Et quelle est la nature de cet ouvrage? Est-il pour ou contre moi? Est-il bien écrit? Quel en est le sujet? » Je répondis que c'était une relation de ce qui s'était passé à bord du *Northumberland* et ici; que le livre était en sa faveur, et qu'il contenait des faits curieux et des réfutations à quelques accusations portées contre lui; l'explication de l'affaire du duc d'Enghien, et que l'ouvrage était bien écrit, etc. « L'avez-vous vu? » — Non, répondis-je. — « Alors, comment savez-vous s'il est en ma faveur, ou s'il est bien écrit? » Je répondis que j'en avais lu quelques extraits dans les journaux, et je les lui donnai. Il s'assit pour les lire, me pria de lui expliquer quelques passages, et dit qu'ils étaient vrais. Il demanda ce que Warden avait rapporté de l'affaire du duc d'Enghien? Je répondis qu'il affirmait que Talleyrand avait retenu une lettre

du duc pendant un temps considérable après son exécution, et qu'il attribuait sa mort à Talleyrand. « *Di questo non c'è dubbio* (quant à cela, il n'y a point de doute), répondit Napoléon. »

Napoléon me demanda alors, comment cet ouvrage avait été reçu en Angleterre. Je répondis qu'il avait eu beaucoup de succès. Il me demanda si les ministres en avaient été satisfaits. Je répondis, que jusqu'alors ils n'en avaient pas témoigné de déplaisir, et que Warden avait été, depuis peu, attaché à un vaisseau. « Alors, dit Napoléon, je suppose qu'il s'est arrangé de manière à plaire aux ministres. — D'après ce que j'ai appris, il a cherché à faire connaître la vérité; telle fut ma réponse.

Je l'aidai alors à parcourir quelques passages cités dans *l'Observer*, dont il reconnut l'exactitude. Il lut très-attentivement, et me fit expliquer par trois fois un article qui disait que Marie-Louise était tombée de cheval dans le Pô, et qu'on avait eu beaucoup de peine à la sauver. Il parut vivement affecté de cette nouvelle.

Il me parla ensuite des troubles de l'Angleterre et de la misère de la classe indigente. « Vos ministres, dit-il, sont responsables de tous les malheurs et de tous les désastres de l'Angleterre, pour avoir négligé de profiter de circonstances favorables, pour assurer à leur pays d'immenses avantages commerciaux. Par suite de mes revers en Russie, un succès sans égal dans l'histoire devait l'attendre, elle trouvait, dans la force des circonstances, l'occasion de devenir la nation la

plus riche et la plus puissante du monde. J'ai toujours considéré l'Angleterre comme dans un état dangereux, en voyant ses efforts surnaturels, et j'ai pensé que si quelque circonstance imprévue ne venait pas à son aide, elle succomberait accablée par ses efforts mêmes et le poids de sa dette. Cette circonstance s'est présentée, mais vos ministres, comme des sots, n'ont pas su en profiter; ils ont préféré faire leur cour à des rois, au lieu de consulter les intérêts de leur pays. Tout souverain ou ministre doit considérer, avant tout, les intérêts et le bien-être de son propre pays, et ne doit jamais négliger aucune des occasions qui lui sont offertes de le servir, sur-tout lorsque cela peut se faire au moyen d'un traité. Ceux qui négligent ces occasions sont des traîtres à leur patrie. Vous avez déjà la haine de toutes les nations, par suite de vos lois maritimes et des prétentions à la souveraineté des mers, que vous dites vous appartenir de droit. Alors pourquoi n'en pas profiter? Vous avez fait le marché le moins avantageux; vous avez mérité la haine de toutes les nations, sans jouir d'aucun de leurs privilèges. Vos ministres ne connaissent pas la situation de leur propre pays.

» Il me paraît, continua-t-il, qu'ils se proposent ouvertement de soumettre l'Angleterre à un joug militaire; de renverser par degrés la liberté qui se débat encore, et de s'arroger un pouvoir illimité. Tous ces honneurs conférés au militaire, et les mesures qu'on a adoptées dernièrement, sont autant de préliminaires à leur despotisme. Je découvre leur but. Les autres

souverains de l'Europe, qui sont jaloux et qui ne peuvent supporter l'idée que l'Angleterre soit la seule nation libre en Europe, les aideront, sans doute, si cela est dans leur intérêt. Ils prêteront tous la main au renversement de vos libertés. » J'observai à Napoléon que les Anglais ne consentiraient jamais à devenir une nation d'esclaves. « Il y a toute apparence qu'on le tentera, dit Napoléon. »

Le gouverneur a envoyé quelques numéros détachés du *Times* et plusieurs lettres. Le général Gourgaud en a reçu une de sa sœur, qui lui apprend que sir Georges Cockburn est allé deux fois voir sa mère à Paris. Cette marque d'attention de la part de l'amiral a transporté le général Gourgaud.

Le comte et la comtesse Bertrand étaient dans le ravissement, parce que la même lettre disait que madame Dillon, mère de la comtesse, allait mieux. Bien qu'errant depuis des années, jamais je n'ai été aussi frappé de la satisfaction et de la consolation que peut répandre une lettre de parens ou d'amis éloignés dans l'ame d'un exilé. Il était facile de distinguer à la joie des physionomies de plusieurs habitans de Longwood, ceux qui avaient reçu des lettres; les traits des autres annonçaient la mélancolie et le mécontentement. Il eût été inutile de faire la moindre question. Une ligne venue d'Europe est un trésor sans prix à Longwood.

6. — Quelques journaux français ont été envoyés à Napoléon de la part de l'amiral, par l'intermédiaire du gouverneur. Napoléon désirait beaucoup

recevoir des nouvelles de Marie-Louise. L'événement dont il avait lu la relation la veille, paraissait avoir excité ses craintes. Elles ne furent pas diminuées en voyant que le gouverneur ne lui avait envoyé que quelques numéros détachés. Arrivé à un article des journaux français qui disait que le projet d'approvisionner Paris d'eau, par l'entremise d'une compagnie anglaise, avait été abandonné : « Ne vous ai-je pas dit, s'écria-t-il en m'appelant, qu'on ne le souffrirait pas ? » Je lui ai appris que le gouverneur m'avait envoyé l'ouvrage de M. Warden, en me priant de le lui remettre. Il regarda le *fac simile* de son écriture, et rit de tout son cœur.

Napoléon m'envoya chercher vers le soir. Il me dit qu'il pensait que le gouverneur avait retenu des lettres et des journaux; qu'il ne doutait pas que sir Hudson Lowe n'eût reçu une série complète des journaux, mais qu'il en avait gardé quelques-uns, selon son impertinente coutume, parce que peut-être ils contenaient un détail qui aurait pu lui faire plaisir. « D'abord, disait-il, je craignais qu'il n'y eût de mauvaises nouvelles de ma femme, mais un moment de réflexion m'apprit que si cela était, cet homme n'aurait pas manqué de me mettre à même de les connaître, afin de m'affliger. Peut-être y donne-t-on quelques nouvelles de mon fils; quand vous irez demain à la ville, tâchez donc de vous procurer une série complète, et parcourez-les avec soin. Vous trouverez dix articles dans vos feuilles, pendant le temps que j'en chercherai un. Tâchez donc de m'apporter quel-

ques journaux de Portsmouth, parce que les nouvelles y sont données d'une manière plus succincte, et que je ne m'y perds pas comme à parcourir le *Times*. »

7. — Cipriani est allé faire des provisions à la ville.

8. — M. et mademoiselle Balcombe sont venus à Longwood. Napoléon les a envoyés chercher, et s'est entretenu avec eux pendant quelques minutes. Sir Hudson Lowe, en apprenant cette circonstance, a dit qu'ils n'avaient point affaire au général Bonaparte, que leur *laissez passer* faisait simplement mention de la famille du comte Bertrand.

10. — Napoléon a été fort gai. Nous avons parlé ensemble de l'ouvrage de Warden. Je lui ai fait quelques questions sur le passage qui traite de la physionomie du gouverneur, et sur son assertion qu'il aimait mieux celle de lady Lowe. Napoléon me dit en riant : « Oui, c'est vrai, autant que je puis m'en souvenir. Mais j'ai dit de lui pis que cela ; je crois qu'on le verra dans le journal de Las-Cases, où le gouverneur a pu avoir connaissance de mes remarques. »

Je lui demandai alors son opinion sur l'ouvrage de Warden. Il répondit : « Le fond en est vrai, mais il a mal compris ce qu'il a entendu dire. Il y a dans l'ouvrage plusieurs erreurs, qui proviennent d'une fausse interprétation. Warden n'entend pas le français. Il a eu tort de me faire parler comme il l'a fait ; car au lieu d'expliquer que ma conversation lui a été transmise au moyen d'un interprète, il arrange toutes choses comme si je lui eusse parlé à lui-même, et qu'il

n'eût pu me comprendre ; par conséquent , il a mis dans ma bouche des expressions indignes de moi et tout-à-fait hors de mon style. Il a dit que Masséna avait treize fois donné l'assaut au village d'Esling , ce qui ferait rire tous les officiers français qui connaîtraient cette affaire ; car Masséna n'était pas même là durant l'action. Ce qu'il dit des prisonniers de Jaffa est également inexact , parce qu'ils étaient à douze lieues dans la direction de Bagdad , et non pas dans celle de Nazareth.

» C'étaient des Maugrabins des environs d'Alger , et non pas des naturels du pays dont il parle. Il se trompe quand il dit que j'ai proposé de donner de l'opium aux malades ; ce n'est pas moi qui en ai fait la proposition , elle fut d'abord faite par un des officiers de santé. Il se trompe dans l'explication qu'il a donnée , de la raison pour laquelle je désirais que Wright conservât la vie. Ma principale raison était de pouvoir prouver , comme je l'ai déjà dit , que..... avait fait débarquer en France des assassins gagés par le comte D. pour m'assassiner , et je l'aurais prouvé par le témoignage de Wright en présence des ambassadeurs des puissances amies. Il y a toutefois quelque chose de glorieux dans la mort de Wright ; il préféra s'ôter la vie que de compromettre son gouvernement.

» Le duc d'Enghien devait venir à Paris pour seconder les assassins ; le duc de Berry devait débarquer en Picardie pour y exciter l'insurrection et l'assassinat. J'en fus informé , et Savary fut envoyé pour l'ar-

rêter. S'il avait été pris alors, il eût été à l'instant fusillé. Il était à bord d'un vaisseau anglais, qui vint près de la côte; mais n'apercevant pas un signal de Béville, dont on était convenu, il s'effraya et prit le large. L'endroit où il devait prendre terre, est appelé la Falaise de Béville, près de Dieppe, au pied d'un rocher taillé à pic, où l'on est forcé de monter à l'aide de cordes. Ce lieu fut choisi parce qu'il n'était pas probable qu'on y serait troublé par les préposés des douanes. Le comte D. et le duc de B. tentèrent de me faire assassiner. Je crois que Louis n'était pas du complot; je suppose qu'ils pensaient devoir renouveler leurs tentatives tant qu'elles demeureraient impunies. Comme chef du gouvernement français, par les lois de la politique et de la nature, j'eusse été justifié de tenter de les faire assassiner à mon tour.

» Peu de temps après l'affaire de Marengo, a continué Napoléon, Louis de Bourbon m'écrivit une lettre qui me fut remise par l'abbé de Montesquieu, et dans laquelle il disait que je différerais bien longtemps à le rétablir sur le trône, que le bonheur de la France ne pouvait être complet sans lui, comme la gloire de ce pays ne pouvait exister sans moi. Il terminait sa lettre par m'offrir tout ce que je pouvais désirer sous ses ordres, pourvu que je le rétablisse sur le trône. Dans ma réponse, je disais que j'étais extrêmement affligé de ses malheurs et de ceux de sa famille; que j'étais prêt à tout faire pour eux, et pour leur procurer un revenu convenable; mais j'ajoutais

qu'il devait renoncer à l'idée de rentrer en France en souverain (1).

» Warden a été mal informé quand il a cru que Maret avait été prévenu de mon retour en France en 1815. Il n'en savait rien, et une telle assertion pourrait faire du tort à ses parens en France. Il a aussi eu tort d'alléguer l'autorité du comte et de la comtesse Bertrand dans cette affaire, attendu que cela pourrait leur faire beaucoup d'ennemis. Il aurait dû se contenter de dire : *On m'a dit à Longwood, etc.* Il a avancé que les renseignemens venaient de moi ; mais je ne m'en embarrasse pas, parce que je ne crains *personne* ; seulement il aurait dû user de précaution par rapport aux autres.

» Warden, a-t-il ajouté, est un homme qui a de bonnes intentions, et le fond de son ouvrage repose

(1) Voici la lettre dont parle Napoléon, et la réponse qu'il y fit.

« Vous tardez bien à me rendre mon trône. Vous perdez une occasion précieuse que vous ne trouverez plus. Sans moi, vous ne pourrez jamais rendre la France heureuse ; mais sans vous, je ne puis conserver sa gloire. Choisissez votre rang, soyez assuré de tout ce que vous désirez pour vos amis ; je ratifierai tout ce que vous ferez. »

Le lendemain matin, Napoléon envoya la réponse suivante :

« J'ai reçu votre lettre et vous remercie des expressions flatteuses qu'elle contient pour moi ; mais ni vous, ni aucun prince de votre famille, ne devraient jamais désirer de rentrer en France, et pour le faire, vous devriez fouler aux pieds les cadavres de cinq cent mille Français. Je suis sensible aux grands malheurs de votre famille, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer votre retraite et votre tranquillité. »

sur des faits véritables; mais plusieurs des circonstances sont mal rapportées parce qu'il les a mal interprétées. Gourgaud était très-irrité hier de ce que l'on avait dit. Je lui ai fait observer qu'il devait m'imiter en ce point, et remarquer la patience avec laquelle je supportais les libelles que la presse avait remis en si grand nombre contre moi, et dans lesquels j'étais représenté comme un empoisonneur, un assassin, un monstre, coupable de viol, d'inceste, et de tous les crimes les plus horribles.

» Je vois, a-t-il continué, par quelques réponses du *Times*, que le *Morning-Chronicle* a l'air de me défendre. Quel mal pourrait-il y avoir à me laisser lire ce journal, à me laisser voir quelque chose qui me soit favorable. Il est très-rare que je voie maintenant quelque chose de ce genre; c'est une cruauté de me refuser une si faible consolation.

» Vous vous rappelez que je vous ai dit que les Anglais changeraient d'opinion à mon égard, et que les nombreuses relations qu'ils avaient avec la France et l'Italie leur feraient bientôt découvrir que je n'avais pas l'horrible caractère qu'on me supposait, et que les voyageurs anglais, à leur retour des pays que j'avais eu sous ma domination, en rapporteraient des opinions toutes différentes de celles qu'ils avaient auparavant sur mon compte. Eh bien, ce changement commence à s'opérer et deviendra tous les jours plus complet. Vous nous avez trompés, diront-ils, nous n'avons pas entendu parler sur le continent de ces horribles histoires. Au contraire, par-tout où il y avait

une belle route, un pont élégamment construit, et où nous avons demandé qui a fait cela? on nous a répondu : Napoléon ou Bonaparte. Ils diront tout naturellement, cet homme a encouragé les arts et les sciences pendant la durée de son règne, et il s'efforça de faciliter et d'augmenter le commerce des pays qui étaient sous sa domination. Lord Castlereagh, a continué Napoléon, s'est rendu coupable d'un vil libelle en déclarant que j'avais dit, depuis que je suis arrivé dans cette île, qu'en temps de paix comme en temps de guerre, j'avais constamment pour but la destruction de l'Angleterre; c'est une assertion entièrement fausse, et j'en ferai le sujet d'une plainte que je veux adresser au prince-régent, en lui révélant la conduite indigne de son ministre, conduite qui dégrade le caractère d'homme. Il est toujours déshonorant et vil d'insulter publiquement et de calomnier le malheureux, sur-tout quand il est dans les mains de son ennemi, et qu'il se trouve à une distance qui rend toute réponse impossible. »

Il a ensuite fait quelques observations concernant Talleyrand. « Quant à Talleyrand, a-t-il dit, *c'est un coquin, un homme corrompu, mais un homme d'esprit*, un homme qui cherche toutes les occasions de trahir. Après le mariage du prince Eugène, je fus obligé de le destituer, par suite des plaintes portées contre lui par les rois de Bavière et de Wurtemberg. On ne pouvait rien faire, ni traité, ni convention pour le commerce, sans l'avoir préalablement gagné par de l'argent. Il était alors question de traités com-

merciaux, et il demandait des sommes énormes pour en opérer la conclusion; Les Bourbons ont bien fait de s'en débarrasser, car il les aurait trahis à la première occasion, s'il eût vu qu'il n'y avait aucune chance de réussite, comme il m'a offert de les trahir à mon retour de l'île d'Elbe. Vos ministres ont bien su ce qu'ils faisaient en m'envoyant à l'île Sainte-Hélène. Ce Bonaparte, ont-ils dit, est un homme à talent; il a toujours été l'ennemi de l'Angleterre. Les Bourbons sont un tas d'imbécilles, et il convient mieux à l'Angleterre, que le trône de France soit occupé par des imbécilles que par des personnes à talent, attendu que les premiers, malgré la même inclination à faire du mal à l'Angleterre, n'auront pas l'habileté des seconds. Nous devons faire tout ce que nous pouvons, *disent vos ministres*, pour abaisser la France, qui est notre ennemie naturelle, et le meilleur moyen d'y parvenir est de placer une légion de foux à la tête de son gouvernement; ils s'occuperont à rétablir les vieilles maximes et les vieilles superstitions, et affaibliront la nation au lieu de lui donner de la vigueur. Ils auraient mieux fait, continua Napoléon, de me laisser sur le trône, j'aurais donné aux Anglais des avantages commerciaux que les Bourbons ne peuvent leur offrir; les autres puissances, me craignant, auraient fait des sacrifices pour faire des traités avantageux à l'Angleterre dans la vue de conserver son alliance, sans laquelle elles ne pouvaient rien contre moi, tandis qu'à présent elles ne craignent pas les Bourbons et ne font aucun cas de l'amitié d'une puissance dont elles sont jalouses,

et qu'elles cherchent à humilier. Quoi qu'il en soit, vos ministres devaient me soutenir comme un épouvantail pour le peuple anglais, lorsqu'ils avaient besoin de sacrifices de la part de leur nation.

» Je ne vois point, a ajouté Napoléon, d'autre moyen de remédier à la détresse de vos manufactures, que celui d'employer tous vos efforts pour opérer la séparation des colonies de l'Amérique méridionale espagnole de la mère patrie. Par ce moyen, vous trouveriez l'occasion d'ouvrir un commerce très-étendu et très-lucratif avec les Américains du sud, qui vous procureraient de grands avantages. Si vous n'adoptez pas de semblables mesures, les Américains vous préviendront : si vous faisiez ce que je vous dis, ils ne pourraient faire de commerce qu'avec vous. Il faut que vous leur fermiez toute communication avec la France et avec l'Espagne.

» Si la guerre eût duré deux ou trois ans de plus, la France aurait pu se passer des colonies, en conséquence du grand encouragement que je donnais, et des primes que j'accordais à ceux qui consacraient leurs travaux chimiques à la confection du sucre, sur-tout par le moyen de la betterave; on le vendait quinze sous la livre, et quand le procédé aurait été un peu plus mûri, le sucre aurait été à aussi bon marché en France, qu'il l'eût été par l'importation des Indes occidentales. » J'ai fait la remarque que les Français eussent eu beaucoup de peine à se passer de café. « Ils auraient très-bien pu se contenter de diverses sortes d'herbes telles que le thé, a répondu

Napoléon. Au reste, on aurait pu cultiver du café dans quelques-unes des contrées méridionales de la France, et on aurait pu lui substituer une sorte inférieure de café en grains. »

Quelques instans après, Napoléon a fait l'observation qu'il était vrai, comme on l'avait rapporté dans les journaux, que les Belges étaient fâchés que les Anglais eussent gagné la bataille de Waterloo. « Ils se considéraient comme Français, et ils l'étaient en effet. Les contes que vos ministres ont fait répandre, relativement à la haine qu'avaient contre moi les nations que j'avais réunies à la France, sont autant de mensonges. Les Italiens, les Piémontais, les Belges et d'autres, sont une preuve de ce que j'avance. Vous connaîtrez plus tard l'opinion des Anglais qui ont parcouru le continent, et vous verrez que ce que je vous dis est exact, et qu'il y a actuellement, en Europe, des millions d'individus qui me révèrent. Le Piémont préférerait d'être une province de France que de former un état indépendant sous le roi de Sardaigne. »

Le cuisinier du comte Bertrand a été au camp, et il était ivre au point de ne pouvoir préparer le dîner de la famille. Quand Napoléon en fut informé, il envoya quelques plats de sa table à la comtesse Bertrand, en lui faisant faire ses complimens.

11. — Le sloop *le Griffon*, armé en guerre, est arrivé du Cap, avec une malle contenant quelques lettres pour les Français. Le comte Bertrand a reçu la nouvelle agréable que son frère n'était plus en exil, et qu'on lui avait accordé la permission de ren-

trer dans ses foyers, et d'y rester sous une certaine surveillance.

J'ai appris que la semaine dernière on avait envoyé une lettre à la maison de commerce Balcombe et compagnie, pour demander la raison pour laquelle on avait dépensé quatorze schellings de plus que la somme accordée par le gouvernement, pour le poisson, pendant la dernière quinzaine. On a, en outre, demandé pourquoi on avait porté deux schellings et six sous de plus que la taxe. On a observé aussi qu'on avait envoyé, par ordre du chirurgien, quarante livres d'orge pour l'usage de la comtesse Bertrand, en ajoutant qu'on défendait de réitérer cet abus, à moins d'un ordre qui devait être préalablement approuvé à *Plantation-House*.

Dimanche dernier, M. Balcombe et moi, avons eu un entretien avec sir Hudson Lowe, dans la bibliothèque de *Plantation-House*, relativement aux affaires de Longwood. M. Balcombe a présenté, à l'approbation du gouverneur, deux sortes de lettres de change. Son excellence a témoigné son grand étonnement, des fortes sommes d'argent dépensées par les Français, et a soutenu que douze mille livres sterlings devaient suffire à couvrir la dépense. M. Balcombe et moi, nous lui avons appris que cet argent était sur-tout employé à acheter des provisions, et à se procurer les diverses nécessités de la vie, attendu que la ration accordée par le gouvernement, ne pouvait suffire. Parmi un grand nombre d'articles, je citai principalement, qu'on n'avait accordé que

soixante-douze livres de bœuf pour tout l'établissement. Sir Hudson dit qu'on en augmenterait la quantité, et qu'on la porterait à cent livres, en ajoutant qu'il parlerait à ce sujet au comte Bertrand. Il paraissait être de mauvaise humeur, et se moqua de ce qu'il appelait l'impudence de Las-Cases, d'avoir pris sur lui d'envoyer du Cap à Longwood, du vin, de l'huile de Florence, et d'autres articles de semblable nature, pour l'usage des Français; il qualifia tous ces envois d'insulte au gouvernement anglais, et termina par refuser d'approuver plus d'une sorte de lettres de change (1).

J'ai vu Napoléon à onze heures du matin; il était de très-bonne humeur. Il a fait quelques remarques sur les troubles arrivés en Angleterre. Il dit qu'il pensait que le prince-régent devait adopter quelques mesures afin de pacifier le peuple, telle que celle de réduire les taxes. « Il est impossible, a-t-il ajouté, qu'une nation consente à payer de sang froid, en temps de paix, des taxes presque aussi fortes que celles qu'elle payait en temps de guerre, quand il n'y a plus ce stimulant, cette irritation d'esprit qui leur faisait considérer ces saignées faites à leurs bourses comme absolument nécessaires pour empêcher leur pays d'être envahi par une nation étrangère. L'Angleterre est actuellement dans une position contre nature; il faut

(1) Sir Hudson Lowe ne voulait pas permettre qu'aucune lettre de change tirée par quelques-uns des habitans de Longwood fût réalisée, à moins qu'elle ne fût préalablement approuvée et endossée par lui.

que quelque changement ait lieu.» Je répondis que bien qu'il existât une grande détresse en Angleterre, les troubles se bornaient aux basses classes, et qu'ils se termineraient quand on ferait pendre quelques-uns des mutins. Napoléon a répondu, « cela peut être, M. le docteur, mais vous devez penser que la *canaille*, comme vous la qualifiez, forme la masse de la nation; c'est elle et non pas les nobles qui la constitue. Quand *la canaille* prend le dessus, elle cesse de s'appeler *canaille*; on lui donne alors la dénomination de nation. Si cela n'a pas lieu, on fait périr quelques-uns d'entre eux et on leur donne le nom de *canaille*, de rebelles et de brigands, etc.; ainsi va le monde. »

J'ai alors demandé à Napoléon, s'il était vrai, comme on l'avait dit, qu'il eût une fois été en danger d'être pris par les cosaques? « A la bataille de Brienne, a-t-il répondu, je me rappelle qu'environ vingt à vingt-cinq hulans, et non des cosaques, se placèrent sur les ailes de mon armée et s'efforcèrent de tomber sur une partie de l'artillerie. C'était à la chute du jour; l'horizon commençait à s'obscurcir. Je ne sais par quel accident ils tombèrent sur moi et sur mon état-major; quand ils nous virent, ils furent tous troublés et ne surent que faire. Cependant, ils ignoraient qui j'étais; et moi-même, pendant quelque temps, je ne sus qui ils pouvaient être; je pensais qu'ils faisaient partie de mes troupes. Mais Caulincourt s'aperçut que c'étaient des ennemis et me le fit remarquer. Au même instant, ces hulans effrayés et ne sachant que faire, se mirent à prendre la fuite, et essayèrent de se sauver dans

toutes les directions. Mon état-major commença à faire feu sur eux. Un de ces hulans galopa si près de moi (sans me connaître), qu'il me toucha fortement le genou avec la main. Il tenait une lance pendant la charge, et c'est de la main qu'il avait libre qu'il me toucha. Je crus d'abord que c'était quelqu'un de mon état-major qui passait rapidement à cheval auprès de moi, mais en me retournant, je vis que c'était un ennemi; je baissai la main pour prendre un pistolet à l'arçon de ma selle, et faire feu sur lui, mais il avait déjà disparu. J'ignore s'il fut tué ou s'il échappa. Ce jour-là, je tirai mon épée, ce qui m'arrivait rarement, car je gagnais les batailles avec des calculs stratégiques, et nullement par la force de mon bras. Je crois que ces hulans furent ensuite taillés en pièces. » Je lui ai demandé, s'il avait cru lui-même courir un grand danger ce jour-là? « Non, m'a-t-il dit, quoique ma cavalerie se trouvât alors sur un autre point du champ de bataille, j'aurais certainement pu être tué dans cette affaire, mais ils étaient bien plus pressés de s'éloigner, que de chercher à nous combattre (1). Je lui

(1) On a dit que dans la même nuit, quand les Français eurent pris de vive force le parc de Brienne, Blucher et son état-major faillirent être pris en se retirant : deux cosaques furent cause qu'ils échappèrent; ils arrêtèrent Blucher auprès d'une palissade, au moment où il voulait pousser en avant; sans cela lui et tous ceux qui l'accompagnaient auraient été tués ou faits prisonniers; ils avaient tiré leurs épées pour attaquer les Français; mais, ayant fait une reconnaissance, ils les trouvèrent en si grand nombre qu'ils jugèrent à propos de se retirer. Si ce fait est vrai, il forme une singulière coïn-

ai encore demandé, si, pendant la retraite de Moscou, il ne s'était pas trouvé en danger d'être pris par les cosaques? « Jamais, a répondu Napoléon; j'avais toujours avec moi une garde suffisante pour repousser un parti et même pour ne rien craindre du résultat quel qu'il fût, si une attaque sérieuse eût été faite. »

13. — Napoléon était dans son bain, et de très-bonne humeur. Après s'être entretenu avec moi sur ce qu'on avait dernièrement publié sur son compte : « Je suppose, m'a-t-il dit, que quand vous irez en Angleterre, vous publierez  *votre livre*. Vous avez certainement plus de droit de donner au public des détails qui me concernent que Warden, et vous pourrez dire que vous m'avez entendu raconter bien des choses, et que vous avez tenu de longues conversations avec moi. Vous gagnerez beaucoup d'argent, et tout le monde vous croira. En vérité, aucun médecin français n'a été auprès de moi autant que vous. Je ne les voyais que pendant quelques minutes. Le monde est curieux de connaître la moindre circonstance de

cidence avec ce que je viens de rapporter, et on pourrait penser que les hulans, dont parle Bonaparte, n'étaient autres que Blucher et son état-major; mais comme je tiens ces derniers détails de sir Hudson Lowe, je ne puis en assurer l'exactitude. Sir Hudson Lowe a encore ajouté comme une très-belle preuve du parfait mépris que Blucher avait pour la nation française, que, lors de sa première entrée à main armée sur le territoire français, le maire d'une ville dont il s'empara, vint lui offrir ses services, et lui demander, selon l'usage, ce qu'il désirait; et qu'alors le général prussien, après l'avoir entendu, ne répondit que ces mots : « Amène-moi une fille ! »

la vie d'un homme qui a joué un grand rôle : ce qu'il boit, ce qu'il mange, la durée de son sommeil, ses habitudes journalières, tout en lui intéresse, et l'on est plus curieux de connaître ces sortes de petites choses, que d'approfondir ses bonnes ou mauvaises qualités. *Pour moi il me suffit qu'on dise la vérité.* »

Napoléon est sorti à pied vers cinq heures, et a rendu visite à la comtesse Montholon. Il y est resté pendant quelques minutes. Ensuite il s'est amusé à regarder le capitaine Poppleton, qui était très-occupé à déterrer des pommes de terre dans un petit jardin que nous nous étions efforcés de cultiver en face de la maison.

14. — Napoléon était de très-bonne humeur. Je lui ait dit qu'il avait paru dans les journaux français une lettre que l'on attribuait au marquis de Montchenu, dans laquelle il disait qu'à son arrivée, Napoléon lui avait envoyé une invitation de dîner, à laquelle il avait répondu, en disant qu'il avait été envoyé à l'île Sainte-Hélène pour garder Napoléon, et non pas pour dîner avec lui. « *Ces messieurs sont toujours les mêmes*, a réparti l'empereur. Il est très-probable qu'il a été assez sot pour écrire cela. (1). Cette vieille noblesse française est capable de toute sorte de bêtise. Il est digne d'être d'une grande naissance. »

Je lui ai fait part que, dans une feuille publique, on

(1) On connaissait, à Sainte-Hélène, la manière méprisante dont se servait M. de Montchenu, en parlant de toute personne qui ne pouvait pas compter quelques siècles de noblesse dans sa famille.

avait dit que sir Georges Cockburn s'était rendu à Paris avec une faible opinion de sa capacité, et qu'il avait dit que quant aux talens, il le croyait un homme très-ordinaire et dont on ne devait rien craindre. Napoléon a répondu : « Sans doute qu'il ne se figure pas, et avec raison, que je sois un dieu, ou que je sois doué d'un talent surnaturel, mais je parierais bien qu'il m'en suppose un peu. Si réellement il a tenu le discours qu'on lui prête, il a fait un mauvais compliment à bien des millions d'individus qui pensent différemment. »

Il m'a ensuite prié de lui procurer le journal qui contenait la prétendue opinion de sir Georges Cockburn sur son compte. Il a ajouté qu'il était actuellement si accoutumé à lire des libelles, qu'il se souciait peu de ce que l'on disait, ou des calomnies que l'on publiait sur son compte.

« On aura bien de la peine à croire en Angleterre, a dit Napoléon, que non-seulement je lis ces libelles sans me mettre en colère, mais même que j'en ris. D'après le caractère violent que l'on m'a attribué, les Anglais pensent sans doute que les horreurs que ces libelles contiennent, sont capables de me faire perdre la tête; ils se trompent. Ces méchans écrits me font rire : il n'y a que la vérité qui offense. »

J'ai parlé à Napoléon de l'affaire de Palm, et lui ai dit que j'avais appris qu'il avait donné une explication satisfaisante de tous les actes sanguinaires qu'on l'accusait d'avoir commis, excepté de celui-là.

Napoléon m'a répondu : « On ne m'en a pas de-

mandé d'explication. Ce dont je puis me souvenir , c'est que Palm fut arrêté par ordre de Davoust, jugé, condamné et fusillé pour avoir , pendant le temps que le pays était occupé par les Français, et gouverné militairement, non-seulement excité les habitans à la rebellion et les avoir engagés à se soulever et à massacrer les soldats, mais encore essayé de porter les soldats à refuser l'obéissance aux ordres qu'on leur donnait, et à se mutiner contre leurs généraux. Je crois qu'il fut jugé dans les formes. Je voudrais, a-t-il ajouté, lire les principaux libelles qui ont été publiés contre moi en Angleterre, si je pouvais les avoir en français. Il y a Pelletier, a-t-il ajouté en riant, qui prouve que j'ai été moi-même l'inventeur de la machine infernale. »

Le major Hudson a rendu une visite à la comtesse Bertrand. Il lui a déclaré que lui, aussi bien que sa femme, se trouveraient très-heureux de pouvoir lui rendre leurs visites; mais qu'on lui avait fait entendre que cela ne plaisait pas aux habitans de Plantation-House.

15. — Sir Hudson Lowe a signifié au capitaine Poppleton, que le général Bonaparte, et les personnes de sa suite, pourraient, sans être accompagnés, aller le long de la route de Woodi Range, et du côté de la maison de miss Mason, mais qu'on ne leur permettrait pas de quitter le sentier, et qu'ils pourraient rentrer à Longwood par l'extrémité du bois. Que les deux sentinelles placées au bout du bois resteraient encore. Il a alors demandé quelle était la consigne

de ces factionnaires ? Le capitaine Poppleton a répondu : « De ne laisser entrer personne à Longwood, et de n'en laisser également sortir qui que ce soit. »

Sir Hudson a exigé que la même consigne *restât encore en vigueur*, ajoutant que le sentier par lequel on permettait aux Français d'entrer, n'était pas, à ce qu'il pensait, assez près des sentinelles, pour qu'ils eussent avec eux aucune communication. Il exigea aussi qu'on plaçât les sentinelles un peu avant le coucher du soleil.

Cipriani est allé en ville pour faire l'achat ordinaire des provisions.

16. — J'ai vu Napoléon dans le salon ; il était de très-bonne humeur. Il a ri plusieurs fois, a plaisanté avec moi sur une inclination supposée pour une jolie demoiselle, et a cherché à parler un peu anglais. Il m'a dit avoir vu la veille lady Bingham, mais qu'elle ne parlait pas français, et il a ajouté que sa figure prévenait en sa faveur.

« Bertrand m'a informé, a ajouté Napoléon, que le gouverneur avait enfin envoyé sa réponse ; elle fourmille de sottises. Je ne l'ai pas lue moi-même ; mais d'après ce que Bertrand m'en a dit, c'est une très-mince production, et elle excite la pitié pour l'écrivain qui barbouille tant de papier, sans arriver à une conclusion. Il affirme qu'il n'a jamais signé de *laissez passer* pour un jour seulement, tandis qu'il est de fait que beaucoup de personnes ont montré à Bertrand leurs *laissez passer* signés de la main du gouverneur, et lui ont fait remarquer que le jour y

était spécifié, le priant, en conséquence, de vouloir bien m'engager à les recevoir ce jour-là, parce qu'ils ne pourraient plus entrer à Longwood une autre fois. *Si fa pietà di lui* ( cela fait pitié ). »

Napoléon s'est ensuite entretenu de Talleyrand. « Le triomphe de Talleyrand, a-t-il dit, est le triomphe de l'immoralité. Un prêtre marié à la femme d'un autre, et qui a donné une forte somme d'argent à son mari, pour qu'il permette à sa femme de rester avec lui : un homme qui a tout vendu, trahi tout le monde et tous les partis ! J'ai défendu l'entrée de ma cour à sa femme, premièrement parce que sa réputation était décriée, et parce que j'ai découvert que quelques marchands génois lui avaient payé quatre cent mille francs, dans l'espérance d'obtenir, par l'entremise de son mari, quelques faveurs commerciales. Elle était très-belle femme, Anglaise, ou des Indes orientales, mais sotte, et de la plus parfaite ignorance.

» J'ai quelquefois engagé Denon, dont, je pense, vous connaissez les ouvrages, à déjeuner avec moi, parce que je prenais plaisir à converser avec lui et que je jaisais librement. Dès ce moment, tous les intrigans et les spéculateurs faisaient leur cour à Denon, dans l'intention de l'engager à parler de leurs projets ou d'eux-mêmes dans le cours de ses conversations avec moi ; car ils pensaient qu'une simple mention de la bouche d'un homme comme Denon, pour lequel j'avais beaucoup d'estime, leur serait d'une utilité essentielle. Talleyrand, qui était un grand

spéculateur , invita Denon à dîner ; quand il rentra chez lui , il dit à sa femme : « Ma chère , j'ai invité Denon à dîner. C'est un grand voyageur et il faut que vous lui disiez quelque chose de flatteur sur ses voyages , parce qu'il peut nous être très-utile auprès de l'empereur. Sa femme , très-ignorante , et n'ayant probablement jamais lu d'autres livres de voyages que celui de Robinson Crusoé , conclut que Denon ne pouvait être que Robinson lui-même ; elle voulut , en présence d'une société nombreuse , lui faire beaucoup d'honnêtetés , et s'avisa de lui demander des nouvelles de son fidèle domestique *Vendredi*. Denon , tout surpris , ne savait d'abord que penser. Enfin il découvrit , par ses questions , qu'elle croyait fermement qu'il était Robinson Crusoé. Son étonnement et celui de la société ne peuvent se décrire. On s'en amusa beaucoup dans Paris , car cette histoire se répandit par toute la ville avec une promptitude incroyable ; et Talleyrand lui-même en était tout honteux.

» Le docteur a dit que j'étais devenu mahométan en Égypte. Il n'en est rien ; je n'ai jamais suivi aucun des usages prescrits par cette religion ; je n'ai jamais fait de prières dans les mosquées ; je ne me suis abstenu de vin , ni ne me suis fait circoncire. Je me suis contenté de dire que nous étions les amis des musulmans , ce qui était vrai , et que je respectais leur prophète ; je le respecte encore. J'ai voulu que les Imans fissent des prières pour moi dans les mosquées , afin de me faire respecter par le peuple plus qu'il ne le faisait , et pour qu'il m'obéît plus volontiers. Les

Imans répondirent qu'il y avait un grand obstacle à ce que je demandais, parce que leur prophète, dans le Coran, leur avait dit expressément qu'ils ne devaient ni respecter les infidèles, ni leur obéir, ni leur tenir la parole donnée, et que je passais pour infidèle. Je leur enjoignis alors de se consulter, et de voir ce qu'il était nécessaire de faire pour devenir musulman, attendu qu'il y avait dans leur religion des préceptes que nous ne pouvions pas suivre. Que quant à la circoncision, Dieu nous en avait rendus incapables; que quant au vin, nous étions d'un tempérament froid, et que nous ne pouvions exister sans en boire; et que par conséquent nous ne pouvions ni nous faire circoncire, ni nous abstenir de vin.

» Ils se consultèrent tous ensemble, et environ trois semaines après, ils rendirent un fetham qui déclarait que l'on pouvait se dispenser de la circoncision; que quant à boire du vin, les musulmans pouvaient en boire, mais que ceux qui en buvaient, n'iraient pas en paradis, mais en enfer. J'ai répondu que cela ne pouvait me convenir, que nous n'avions pas besoin de nous faire musulmans pour aller en enfer, qu'il y avait d'autre moyen d'y aller sans venir en Égypte; et je leur enjoignis de se consulter de nouveau. Après en avoir délibéré et s'être chamaillés les uns avec les autres, ils décidèrent enfin qu'on pouvait se faire musulman sans se faire circoncire, ni s'abstenir de vin; mais qu'il fallait faire de bonnes œuvres en proportion du vin qu'on buvait. Je leur dis alors, que nous étions tous musulmans et amis du prophète, ce qu'ils

crurent volontiers, attendu que les soldats français n'allaient point à la messe et n'avaient pas de prêtres avec eux : car il faut que vous sachiez que pendant la révolution, l'armée française n'avait pas de religion. Menou, au contraire, s'est réellement fait musulman, et ce fut la raison pour laquelle je le laissai en arrière. »

Napoléon a ensuite parlé de quelques-uns des plans qu'il avait formés pour établir en Égypte des canaux de communication. « J'avais résolu, a-t-il ajouté, d'en faire deux, un qui de la mer Rouge aurait communiqué avec le Nil et le Caire, et l'autre qui se serait réuni à la Méditerranée. Je fis examiner la mer Rouge, et il se trouva que ses eaux s'élevaient de trente pieds au-dessus du niveau de la Méditerranée, dans leur plus grande hauteur, et n'avaient que vingt-quatre pieds d'élévation au-dessus de cette même mer, quand elles étaient au plus bas. Mon plan était d'empêcher l'eau de couler dans le canal, excepté dans les eaux basses, et cela n'aurait pas été difficile dans une distance de trente lieues pour arriver à la Méditerranée : il suffisait d'établir des écluses. Le Nil, à son plus bas, était sept pieds au-dessous de la mer Rouge, et quatorze pieds au-dessus (à ce que je pense), pendant l'inondation. J'avais calculé que la dépense monterait à dix-huit millions de francs, et qu'il faudrait deux ans de travail.

» L'ignorance et la barbarie des Turcs s'opposent seules à ce que votre commerce dans l'Inde ne soit pas entièrement ruiné. Si quelque nation européenne

bientôt était en possession de l'Égypte, elle parviendrait à l'anéantir, et un jour ou l'autre l'Égypte sera une des causes de la ruine de votre compagnie des Indes. Si Kléber eût vécu, vous n'eussiez jamais conquis l'Égypte. Il eût fait descendre l'armée du Caire en neuf jours, et vous aurait écrasés. Si j'y avais été en personne, j'aurais fait porter les troupes sur le Caire dans l'espace de sept jours, et j'aurais été sur la côte avant votre débarquement. C'est ce que j'avais déjà fait quand les Turcs débarquèrent avec Sydney Smith. »

J'ai demandé à Napoléon s'il n'avait pas sauvé la vie à Menou après le 13 vendémiaire. Il a répondu : « J'ai certainement été la cause qu'il conserva la vie. La Convention avait ordonné qu'il fût jugé, il avait été condamné à mort et allait être guillotiné. Je commandais alors en chef dans Paris, et je trouvais très-injuste que Menou fût condamné seul; tandis qu'on ne jugeait ni ne punissait les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels Menou avait agi; mais je n'osais pourtant pas dire ouvertement qu'on devait l'acquitter; car dans ces temps de calamités, un homme qui disait la vérité encourait quelquefois la peine capitale. J'eus donc recours à un stratagème. J'invitai à déjeûner les membres chargés de juger Menou militairement, et je fis tomber la conversation sur lui. Je dis que Menou avait eu un grand tort et qu'il méritait la mort, mais qu'auparavant les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels il avait agi, devaient être jugés et condamnés,

et qu'ils devaient être tous punis de la même manière, puisqu'ils étaient également coupables. Ces paroles produisirent l'effet que j'en attendais. Les membres de la commission dirent : Nous ne permettrons pas à ces bourgeois de se baigner dans notre sang, tandis qu'ils assurent l'impunité à leurs propres commissaires, qui sont plus coupables que Menou. On proclama sur-le-champ l'innocence de Menou. » Je lui ai demandé alors si, dans l'affaire du 13 vendémiaire, il y avait eu beaucoup de victimes ? Napoléon a répondu : « Un très-petit nombre, eu égard à l'importance de cette journée. Il y eut environ soixante-dix à quatre-vingts hommes tués du côté du peuple, et trois à quatre cents blessés. Du côté des conventionnels, il y eut à peu près trente hommes tués et deux cent cinquante blessés. La raison pour laquelle il y eut si peu de tués, c'est qu'après les deux premières décharges, j'ordonnai à la troupe de ne mettre que de la poudre dans les fusils, ce qui suffit pour effrayer les Parisiens, et produisit le même effet.

J'ordonnai d'abord à la troupe de tirer à boulet sur le peuple, parce qu'avec une populace qui ne connaît pas l'effet des armes à feu, c'est un très-mauvais moyen à employer, que de commencer par tirer sans balles ; car cette populace, entendant d'abord un grand bruit, est bien un peu effrayée ; mais regardant ensuite autour d'elle et ne voyant ni tués, ni blessés, elle reprend courage, commence à l'instant à vous mépriser, n'en devient que plus insolente et

se précipite sur vous sans aucune crainte ; en sorte que vous êtes à la fin forcés d'en tuer dix fois plus que vous ne l'eussiez fait, si vos premières décharges eussent été à balles. Avec la populace, tout consiste dans les premières impressions que l'on fait sur elle. Lorsqu'elle voit des tués et des blessés dans ses rangs, elle est frappée de terreur, et se dissipe en un instant ; ainsi quand on est forcé de faire feu, c'est, pour ainsi dire, mal entendre les intérêts de l'humanité que de faire d'abord tirer à poudre seulement, car c'est vouloir, au lieu d'épargner le sang, en faire couler une plus grande quantité qu'il n'est nécessaire. »

17. — Napoléon s'est promené pendant quelque temps tout autour de la maison. Une lettre écrite par le capitaine Poppleton, a été envoyée à sir Hudson Lowe, pour faire part à son excellence de ce que les chevaux de Longwood avaient manqué de foin pendant trois jours, et que depuis long-temps ils n'avaient pas de litière ; que ce que l'on envoyait en place de foin, était de l'herbe fraîchement coupée, parmi laquelle beaucoup d'herbe à vache (1) se trouvait quelquefois mêlée ; qu'en faisant sécher, pendant deux jours, cinquante livres de ce foin ainsi mélangé, il ne s'en trouvait plus que vingt livres, la corde comprise, d'après une expérience très-exacte qu'il avait fait faire. Qu'en conséquence il avait chargé les palefreniers d'aller couper de l'herbe, s'ils en

(1) Espèce d'herbe de mauvaise qualité, que les chevaux ne veulent pas manger.

trouvaient, pour empêcher les chevaux de mourir de faim.

18. — J'ai trouvé Napoléon de très-bonne humeur. Il a plaisanté pendant quelque temps avec moi sur Saint-Patrick, et s'est efforcé de parler anglais, ce qui lui a mieux réussi qu'il ne l'avait fait jusqu'alors.

Je lui ai dit que j'avais remarqué quelques-unes de ses expressions dans les bulletins français. Qu'après avoir eu l'honneur de l'entendre parler depuis quelque temps, j'en avais reconnu quelques-unes, et que, dans cette occasion, je prenais la liberté de lui demander s'il n'avait pas écrit lui-même des bulletins. Il m'a demandé, où les avez-vous vus? — Chez le gouverneur, et j'ai sur-tout remarqué des expressions pleines de force, contenues dans le bulletin où était annoncé l'incendie de Moscou. Napoléon a ri, m'a tiré doucement par l'oreille et a dit: « Vous avez raison, quelques-uns de ces bulletins sont de moi. »

« Vos ministres, m'a-t-il dit ensuite, ne pourront pas toujours en imposer à leur nation, parce qu'ils me redoutent, et qu'ils pensent que j'ai quelque talent; parce que j'ai toujours été en guerre avec eux, et que j'ai rendu la France plus grande qu'elle ne l'avait jamais été auparavant; ils craignent que je n'en fasse encore de même, et comme tout ce qui est avantageux pour la France, serait désavantageux pour eux, ils emploient tous leurs efforts pour empêcher que cela n'ait lieu, en mettant un tas d'imbécilles sur le trône, sous lesquels la France ne peut que décliner. Afin de trouver une excuse pour m'avoir

envoyé dans cette île , et pour donner une apparence de justice à leur conduite, ils cherchent tous les moyens possibles de noircir mon caractère. Croyez-moi , les Anglais eux-mêmes seront les premiers à prendre mon parti et à venger ma réputation, des calomnies qu'ont inventées leurs ministres; rappelez-vous bien mes paroles, et pensez que ce n'est pas la première fois que je vous tiens ce langage.

» On m'a dit qu'on avait expédié pour vingt mille livres sterlings de barres de fer. C'est dépenser de l'argent en pure perte ; avant que ces barres soient posées, je serai sous terre, car je suis sûr que je ne tiendrai pas plus de deux ans au traitement que j'éprouve.

» Si mes plus grands ennemis, a continué Napoléon, connaissaient la manière dont on me traite, ils auraient compassion de moi. Des millions d'hommes pleureront en Europe sur mon sort, quand on le connaîtra, et il sera connu en dépit des efforts de ce gouverneur, pour tout envelopper dans l'ombre et dans le mystère. Il montre combien il connaît peu sa propre nation, en croyant pouvoir en venir à bout. C'est un homme qui a toujours été habitué à être entouré d'une troupe de vils vagabonds, de déserteurs et de brigands, parmi lesquels sa parole tenait lieu de loi. Il pourrait imposer silence à une bande de pauvres diables, ignorans et misérables comme ceux-là qui tremblaient à sa vue, et qu'il pouvait menacer de renvoyer dans leur pays pour y être fusillés, comme quelqu'un peut cacher la lumière d'une

chandelle en mettant sa main dessus; mais, dans l'occasion actuelle, ses efforts ressemblent à ceux d'un homme qui voudrait cacher la lumière du soleil en tenant son chapeau devant. Il n'a rien d'Anglais, ni dedans, ni à l'extérieur. Il sert mal son gouvernement, qui désire qu'on parle le moins possible de moi; il prend la voie tout-à-fait opposée.

Sir Hudson Lowe, d'un air très-affairé, est venu examiner les fossés et les autres ouvrages qu'il a commandés autour de l'établissement de Longwood et des écuries.

19. — J'ai vu Napoléon dans son bain; il lisait dans un petit livre, que j'ai reconnu pour le nouveau testament français. Je n'ai pu m'empêcher de faire l'observation que beaucoup de personnes ne voudraient pas croire qu'il lût un tel livre, attendu que quelques personnes avaient affirmé et répandu le bruit qu'il ne croyait à rien. Napoléon a ri et m'a répondu : « Cependant cela n'est pas vrai, je suis loin d'être athée. En dépit de toutes les iniquités et des fraudes de ceux qui ont prêché la religion et qui ont dit constamment que leur royaume n'est pas de ce monde, et qui pourtant s'emparaient de tout ce qui pouvait leur tomber sous la main, aussitôt que j'ai été à la tête du gouvernement, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour rétablir la religion. Mais je désirais qu'elle fût le fondement et le soutien de la morale et des bons principes, et non qu'elle prît l'essor au-dessus des lois humaines. L'homme a besoin que son imagination soit frappée de quelque chose de mer-

veilleux. Il vaut mieux, pour lui, qu'il le trouve dans la religion, que dans les jongleries de mademoiselle Lenormand (1). La religion est, en outre, une grande consolation et une grande ressource pour ceux qui en ont, et personne ne peut dire ce qu'il fera dans ses derniers momens. »

Napoléon a alors fait quelques remarques sur le gouverneur, et a déclaré qu'il était un homme entièrement incapable de remplir le poste qu'il occupait. « S'il en avait la capacité, il rendrait ses fonctions agréables et intéressantes. Il pourrait passer avec moi une grande partie de son temps et se procurer des renseignemens précieux sur beaucoup d'événemens que personne ne peut connaître aussi bien que moi, ni en rendre compte d'une manière aussi satisfaisante. Vous voyez, docteur, quel homme je suis; même sans que je pusse m'en douter, il aurait eu peu à peu occasion de tirer de moi des détails qui seraient très-importans pour ses ministres, qu'ils lui ont, je suis sûr, ordonné de recueillir, et qu'il brûle de savoir. Si j'avais réellement l'intention de m'échapper d'ici, au lieu d'être en mésintelligence avec lui, je le caresserais et je le flatterais; je m'efforcerais d'être avec lui sur le meilleur pied, j'irais à Plantation-House, je rendrais visite à sa femme, et j'essaierais de lui faire croire que je suis satisfait, afin d'endormir sa vigilance. Enfin, le gouverneur est un imbécille qui sait

(1) Fameuse diseuse de bonne aventure à Paris, qui a été consultée par des rois et des empereurs.

écrire ( *e un imbecille che sa scrivere* ). Chaque homme, même celui qui n'est pas doué d'une intelligence ordinaire, a toujours quelque genre de talent ; l'un pour la musique, l'autre pour le dessin, celui-ci pour un art mécanique ; et cet imbécille en a pour écrire ( *per lo scrivere* ).

J'ai répondu que je ne pouvais nier que sir Hudson Lowe ne fût violent et qu'il se laissait dominer par la crainte que Napoléon ne s'échappât, et que cette crainte, chez lui, l'emportait sur la raison ; mais qu'il ne manquait pas de talent, qu'il avait dit que sa position était très-délicate, que sa responsabilité était grande, et que les ordres qu'il avait reçus étaient rigoureux ; qu'il m'avait prié de dire que Las-Cases avait avoué que les Français qui l'entouraient, lui avaient fait tout voir *au travers d'un voile de sang*. « *Les bêtes même ont leur talent*, a répondu Napoléon. Quant à sa manière de dire qu'on m'a fait tout voir *à travers un voile de sang, ma foi, partout où l'on voit le bourreau, on voit du sang*. Las-Cases était certainement très-irrité contre lui, et a puissamment contribué à me faire prendre à son égard l'impression qui est actuellement gravée dans mon esprit, parce que Las-Cases est un homme très-délicat dans sa manière de voir, et extrêmement sensible aux mauvais traitemens que l'on m'a fait essuyer ainsi qu'à lui-même. Mais je n'avais pas besoin que Las-Cases m'inspirât cette façon de penser, le traitement que j'avais éprouvé suffisait pour me la faire prendre ; Montholon n'a écrit que d'après mes ordres. »

20. — J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher, il était en robe de chambre. Il m'a parlé de quelques passages du livre de Warden. « Dans un temps, dit-il, j'avais désigné Talleyrand pour aller en mission à Warsovie, afin d'aviser à la meilleure manière d'accomplir la séparation de la Pologne d'avec la Russie. Il eut plusieurs conférences avec moi, relativement à cette affaire, ce qui surprit beaucoup les ministres, parce que Talleyrand n'était alors revêtu d'aucun caractère officiel. Comme il venait de marier un de ses parens à la duchesse de Courlande, il désirait beaucoup être chargé de cette mission, afin de faire revivre les droits de la famille de la duchesse. Cependant on découvrit à Vienne quelques mauvaises affaires d'argent à sa façon, ce qui me convainquit qu'il suivait sa vicille méthode de corruption, et me détermina à ne pas lui confier la mission en question. J'avais d'abord eu l'intention d'en faire un cardinal, mais il s'y refusa. Madame Grant vint se jeter deux fois à mes pieds pour obtenir la permission de l'épouser, que je lui avais refusée; mais, par les prières de Joséphine, elle obtint ce qu'elle demandait. Talleyrand est depuis quelque temps tombé dans le mépris.

» Ney, a-t-il continué, ne s'est jamais permis un langage hautain en ma présence; au contraire, il était toujours très-soumis, quoiqu'il se livrât en mon absence à des excès de violence, comme un homme sans éducation. S'il se fût permis un langage inconvenant à Fontainebleau, les troupes l'eussent déchiré en pièces.

» Lavalette ne savait rien de mon retour projeté

de l'île d'Elbe, ni de ce qui s'y passait. Madame Lavalette était de la famille Beauharnais. Elle était très-belle femme; mon frère Louis en devint amoureux et voulait l'épouser; pour y mettre empêchement, je la mariaï à Lavalette, pour qui elle avait beaucoup d'attachement.

» Lorsque Lavalette était directeur des postes, ajouta Napoléon, je désirais connaître les sentimens de la nation, concernant mon administration. J'assemblai douze personnes, toutes d'opinion différente; quelques-uns étaient jacobins, d'autres royalistes, républicains, impériaux, etc.; je leur donnai mille francs par mois; leurs fonctions consistaient à faire tous les mois des rapports à Lavalette, sur les opinions qu'ils avaient entendu émettre, et sur la leur propre, relativement aux actes publics. Ces rapports m'étaient apportés par Lavalette, sans être décachetés; après les avoir lus, et en avoir fait au besoin des extraits, je les brûlais. On mena cette affaire si secrètement, que les ministres eux-mêmes l'ignoraient. »

Napoléon m'a assuré qu'il n'avait jamais dit à Ney, qu'il fût entré en France d'après l'aveu et avec le secours de l'Angleterre; qu'au contraire il avait toujours dédaigné et réprouvé l'idée de retourner par le secours des baïonnettes étrangères, et n'était venu que pour renverser une dynastie soutenue par elle. Que tout ce qu'il avait toujours ambitionné, c'était le soutien de la nation française; que ses proclamations en rendaient témoignage. Il est entré ensuite dans les détails suivans, relativement à la conspiration de Pichegru.

« Le docteur a rendu un compte très-imparfait de la part qu'a prise le capitaine Wright, dans la conspiration formée contre moi. Pendant plusieurs nuits d'août, de septembre et de décembre 1803, et de janvier 1804, Wright a débarqué, à Béville, Georges, Pichegru, Rivière, Coster, St.-Victor, La Haye, St.-Hilaire et d'autres. Les quatre premiers avaient trempé dans le premier complot, ayant pour but de m'assassiner, au moyen de la machine infernale, et la plus grande partie des autres étaient bien connus comme chefs de chouans. Ils se tenaient, pendant le jour, près du lieu du débarquement, dans une petite ferme, dont on avait gagné le propriétaire, au moyen de quelque argent. Ils ne voyageaient que de nuit, et se faisaient passer pour contrebandiers, se cachant le jour dans des logemens qu'ils s'étaient préalablement procurés. Ils avaient beaucoup d'argent, et restèrent à Paris pendant quelque temps, sans être découverts, quoique la police eût quelque connaissance qu'il se tramait un complot, par les révélations de Mehée de la Touche, qui était également payé comme espion, par vos ministres (1), et qui faisait tout connaître à la police de France. Il eut plusieurs conférences avec Drake, votre chargé d'affaires à Munich, dont il reçut de fortes sommes d'argent. Quelques-uns des brigands qu'on avait débarqués, furent arrêtés et interrogés.

» Il parut, d'après leurs réponses, qu'un nommé

(1) Napoléon m'a appris que Mehée avait reçu de M. Drake et autres personnes en place, près de 200,000 fr.

Massey, qui habitait Offenbourg, auprès du duc d'Enghien, entretenait une correspondance très-active avec les personnes qu'on avait débarquées sur les côtes, et leur faisait passer de l'argent. La plupart de ces gens ne pouvaient dire pourquoi ils s'étaient hasardés à venir à Paris, malgré le risque qu'ils couraient d'y perdre la vie, n'ayant pas été compris dans l'amnistie.

» La liste des prisonniers et leurs réponses aux interrogatoires me furent soumises. J'étais très-inquiet, et en repassant cette liste un soir, j'y remarquai le nom d'un certain Querel qu'on y qualifiait de chirurgien. Il me vint aussitôt à l'esprit que cet homme n'était pas poussé à conspirer, par l'esprit de parti ou par l'enthousiasme, mais par l'espoir du gain. Il est donc vraisemblable, me dis-je, qu'il avouera plutôt qu'aucun des autres; et la crainte de la mort lui fera nommer ses complices. J'ordonnai donc qu'on lui fit son jugement comme chouan, et que, d'après les lois, on le condamnât à mort. Ce ne fut pas un jugement illusoire, comme l'a pensé Warden : au contraire, lorsqu'on le menait au lieu de l'exécution, il demanda à être entendu, et promit de faire des révélations importantes. Je fus informé de cette circonstance par Lauriston, et Querel fut reconduit en prison, où il fut interrogé par Réal. Il avoua qu'il était venu d'Angleterre, qu'il avait été débarqué dans le mois d'août 1803, sortant du bâtiment de Wright, avec Georges et plusieurs autres; que Georges était alors à Paris, préparant l'assassinat du premier consul. Il désigna

aussi les maisons où les conspirateurs et lui-même s'étaient arrêtés sur leur route, en venant à Paris. On envoya aussitôt des officiers de police aux endroits qu'il avait désignés, et il résulta de leurs recherches, que ses renseignemens étaient parfaitement conformes à la vérité, et que depuis le temps qu'il avait indiqué, Wright avait effectué deux autres débarquemens de pareils gens, dans le dernier desquels se trouvaient quelques personnes de marque dont on n'avait pu découvrir les noms; qu'en outre, on attendait bientôt une autre cargaison. Le duc de Rovigo, comme je l'ai déjà dit, fut envoyé aussitôt à Béville, avec un détachement de gens de la police, dans l'espoir qu'on parviendrait à les arrêter. Un émigré, nommé Bouvet de Lozier, qui a, depuis, été envoyé à l'île de France, fut pris dans le même temps. Après être resté en prison pendant quelques semaines, il s'abandonna au désespoir et se pendit un matin. Le geolier, qui avait entendu un bruit extraordinaire dans sa chambre, entra et coupa la corde avant qu'il ne fût mort. Lorsqu'il recouvra ses sens, il dit, au milieu d'exclamations incohérentes, que Moreau avait fait venir Pichegru de Londres; qu'il était un traître, qu'il leur avait persuadé que toute l'armée était pour lui, et qu'il serait la cause de leur perte. Ces exclamations éveillèrent les soupçons. La police savait qu'un frère de Pichegru, ci-devant moine, habitait Paris, il fut arrêté et interrogé.

Il avoua, en demandant si c'était un crime, qu'il avait vu son frère il y avait un jour ou deux. On

arrêta Moreau sur-le-champ, et la police promit une forte récompense à quiconque procurerait l'arrestation de Georges et de Pichegru. Pichegru fut trahi par un de ses anciens amis qui vint à la police, et offrit de le livrer pour la somme de 100,000 francs qui fut comptée sur-le-champ. Georges réussit encore, pendant quelque temps, à tromper la vigilance de la police. Je déclarai, par une proclamation, la ville de Paris en état de siège, et il ne fut permis à personne d'en sortir que de jour, et par certaines barrières, où l'on plaça des agens qui connaissaient les conspirateurs. Environ trois semaines après, Georges fut trahi et pris après avoir tué un des hommes qui voulaient l'arrêter; on prit, l'un après l'autre, tous ses complices. Pichegru ne nia pas qu'il eût été employé par les Bourbons, et se conduisit avec beaucoup d'audace. Voyant qu'il ne lui restait plus d'espoir, il s'étrangla lui-même dans sa prison. Le reste des conspirateurs fut jugé publiquement dans le courant de mai, devant le tribunal du département de la Seine, et en présence de tous les ambassadeurs étrangers à Paris. Georges, Polignac, Rivière, Coster, et seize ou dix-huit autres furent convaincus d'avoir conspiré contre le chef de la nation française, et condamnés à mort. Georges, Coster et sept ou huit autres furent exécutés. Rivière obtint sa grace, en partie par la prière de Murat. Je pardonnai encore à quelques autres. Moreau fut condamné à deux ans d'emprisonnement; cette peine fut commuée en celle du bannissement en Amérique. Jules de Polignac, confident du

comte d'Artois , et plusieurs autres furent aussi condamnés à l'emprisonnement.

» On découvrit , continua Napoléon , par les révélations de plusieurs conspirateurs , que le duc d'Enghien était leur complice , et attendait sur les frontières de France la nouvelle de ma mort , et qu'aussitôt il devait entrer en France comme lieutenant du roi. Devais-je souffrir tranquillement que le comte d'Artois envoyât une troupe de brigands pour m'assassiner , et qu'un prince de sa maison voltigeât sur les frontières du pays que je gouvernais , dans le dessein de profiter de mon assassinat ? Les lois de la nature m'autorisaient à le faire assassiner en retour des nombreux attentats qu'il avait fait commettre. Je donnai ordre qu'on arrêtât le duc d'Enghien. Il fut jugé et condamné d'après une loi portée long-temps avant que j'eusse aucune autorité en France. Il comparut devant une commission militaire , composée de tous les colonels des régimens , alors en garnison à Paris. On l'accusa d'avoir porté les armes contre la république , ce qu'il ne nia pas. Il se comporta devant le tribunal , avec une grande bravoure. A son arrivée à Strasbourg , il m'écrivit une lettre dans laquelle il m'offrait de découvrir toutes les trames , si on lui accordait son pardon ; disant que sa famille avait perdu pour long-temps ses droits , et conclut par m'offrir ses services.

» Cette lettre fut remise à Talleyrand , qui la garda jusqu'après l'exécution. Si le comte d'Artois eût été pris , il eût subi le même sort ; et si j'étais encore en

des circonstances semblables , j'en agirais de la même manière. Comme la police ne voulait pas s'en rapporter au témoignage de Méhée de la Touche seulement , on envoya le capitaine Rosey , homme dans l'intégrité duquel on avait toute confiance , auprès de Drake , qui était à Munich , avec une lettre de Méhée ; ce qui procura à Rosey une entrevue dont le résultat confirma le rapport de Méhée , qu'il existait un complot pour renverser le premier consul par tous les moyens possibles (1).

23. — Napoléon s'est habillé , et s'est rendu dans la chambre de billard. Il était de très-bonne humeur. Je lui ai donné quelques libelles faits contre lui. Ils étaient tous en français , et parmi eux se trouvaient les *Mémoires secrets* , ou *Bonaparte peint par lui-même* ; ce dernier ouvrage , sur-tout , le fit beaucoup rire.

« Napoléon m'a ensuite fait plusieurs questions sur le gouverneur. J'ai dit que sir Hudson m'avait prié de lui dire , il y a quelques jours , qu'il désirait beaucoup entrer en arrangement , et qu'il pensait que Las-Cases , Warden , madame Skelton (2) et quel-

(1) Pendant qu'on jugeait le duc d'Enghien , madame la marquise Bessières dit au colonel Ordenner , qui l'avait arrêté : « N'y a-t-il aucuns moyens de sauver cet infortuné ? Y a-t-il contre lui des faits propres à ne pas laisser le moindre doute sur l'application de la loi. — Madame , répondit le colonel Ordenner , j'ai trouvé dans son logement des papiers suffisans pour compromettre la moitié de la France. » Le duc fut exécuté le matin , et non à la lueur des flambeaux , comme on l'a dit.

(2) Madame Skelton fut accusée , par le gouverneur , d'avoir

ques autres , avaient été cause de beaucoup de tracasseries , et de bien des mal-entendus. Napoléon a répondu , « *s'inganna* ( il se trompe ). En premier lieu , c'était sa méchante physionomie ( *era sua cattiva faccia* ); ensuite , sa prétention de vouloir me forcer à recevoir la visite d'un officier deux fois par jour ; puis sa lettre à Bertrand ; sa demande , pour que je vous renvoyasse , afin de me donner un chirurgien de son choix ; la manière dont il m'a parlé relativement à la maison de bois ; ses lettres pleines de douceurs suivies d'une série si longue de désagréments et de vexations , et sa manie de toujours se servir de mots équivoques , qu'il puisse ensuite interpréter de la manière la plus conforme à ses vues. Enfin , il a cherché à nous prouver qu'il pouvait nous causer mille désagréments , pour nous forcer à ployer , à lui demander humblement pardon , nous rendre à Plantation-House , et y être ses très-humbles serviteurs.

» Il paraît que Warden a appris , a ajouté Napoléon , que j'avais appliqué quelques vers de Shakespeare , à madame Montholon. Vous savez bien que je

dit un jour , à dîner , à Napoléon , que d'après l'expérience qu'elle en avait , il ne trouverait pas Longwood agréable ; qu'à certaines époques de l'année , ce séjour était humide , désagréable , froid et malsain ; elle en allégua pour preuve qu'elle ne pouvait réussir à y élever de la volaille , tandis qu'en bas , dans le jardin de la compagnie , situé dans une vallée ombragée , à quatre cents toises de là , environ , elle en élevait facilement. Madame Skelton et sa famille ont demeuré à Longwood pendant quelques mois , quatre ou cinq ans avant l'arrivée de Napoléon.

ne pouvais pas alors, et que je ne puis même encore aujourd'hui citer des vers anglais, et je n'ai jamais prétendu faire naître par-là, des allusions relatives à madame Montholon. Au contraire, je suis d'avis qu'elle possède plus de fermeté et de caractère, que la plupart des personnes de son sexe. »

24. — Napoléon s'est plaint d'enflures aux jambes; je lui ai recommandé quelques remèdes simples, dont il a fait usage.

Il m'a dit qu'il avait passé toute la journée de la veille, à lire les *Mémoires secrets*, écrits par lui-même, et qui sont l'ouvrage de Pichon, etc. « Ces libelles, a dit Napoléon, m'ont fait en France plus de bien que de mal, parce qu'ils ont servi à irriter la nation, et contre les écrivains et contre les Bourbons qui les ont payés; car, en me représentant comme un monstre, et en publiant les faussetés scandaleuses et manifestes que ces libelles contiennent contre moi et mon gouvernement, ils ont avili la nation elle-même. Châteaubriand, lui-même, m'a servi par son ouvrage. Pichon a été consul en Amérique; il encourut ma disgrâce pour avoir diverti trois millions, dont il fut obligé de retrouver une partie, car j'étais très-sévère avec les consuls et les autres agens, et j'examinai toujours leurs comptes moi-même. A mon retour de l'île d'Elbe, j'envoyai ce Pichon, après la publication de son libelle, comme espion à Londres; au moins il est censé avoir été envoyé par moi, puisque je permis qu'il y allât. Quoique ce fût un coquin, il avait de l'esprit, et on ne pouvait le soupçonner d'après la

nature de ses écrits. Vous voyez quelle confiance on doit accorder aux libellistes. Cet homme qui, en 1814, a écrit un pareil pamphlet contre moi, part, en 1815, comme espion, pour la police de la même personne qu'il a si violemment attaquée.

25. — J'ai vu Napoléon dans son bain : ses jambes sont en meilleur état ; il a été de très-bonne humeur. « Il paraît, M. le docteur, m'a-t-il dit, que, selon les livres que vous m'avez prêtés, j'ai, dans un âge très-tendre, empoisonné une fille, que j'en empoisonnai d'autres par pur divertissement ; que j'ai assassiné Desaix, Kléber, le duc d'Abrantès, et je ne sais combien d'autres ; que je me suis rendu à l'armée d'Italie, composée de quelques milliers de galériens qui se trouvèrent bien contents de me voir, en qualité de confrère. Il est étonnant combien d'absurdités on croit de l'un et de l'autre côté, faute de s'être abouchés. En France, si l'on brûlait une maison, le peuple en attribuait la cause aux Anglais ; Pitt ! Pitt ! c'était là la clameur générale. Rien ne pouvait dissuader la population française que l'embrasement de Lyon ne fût causé par les Anglais. D'un autre côté, vous autres Anglais, vous croyiez tout le mal qu'on vous disait de nous, et cette croyance était toujours encouragée par vos ministres. Votre \*\*\*\* aussi, à l'exception de Fox, qui était sincère dans son amour pour la paix, excitait \*\*\* contre moi. » Dans cet endroit, j'ai fait quelques observations par lesquelles je révoquais en doute cette assertion ; Napoléon répondit : « Quand ils ont fourni des bâtimens pour opérer le débarquement

d'hommes qui se vantaient de vouloir m'assassiner, et qu'ils leur ont donné de l'argent, n'était-ce pas là être complices de l'attentat?» Je répliquai qu'ils avaient fourni des bâtimens et de l'argent pour faire une révolution, mais sans savoir que l'assassinat fût le moyen adopté par une partie des hommes qui se chargeaient de l'entreprise. « Docteur, répliqua Napoléon, vous êtes un enfant : ils ne l'ignoraient pas. Cinquante à soixante brigands, la plupart connus pour leur projet d'assassinat, ne pouvaient entreprendre de faire une révolution que de cette manière. On avait réimprimé à Londres, dans le même temps, un livre intitulé : *Tuer n'est pas assassiner* ; livre qui, dans l'origine, avait été imprimé sous Cromwel, dans le dessein d'accréditer cette doctrine, que, non-seulement, il n'y avait pas de crime à m'assassiner, mais que c'était faire un acte louable et méritoire. Fox était, pour sa part, d'une opinion contraire. Ce grand homme écrivit à Talleyrand pour lui faire part, qu'il était venu le matin un *coquin* qui lui avait proposé de m'assassiner.

» Quand j'étais à l'île d'Elbe, ajouta Napoléon, je reçus la visite d'un gentilhomme anglais catholique, âgé de trente ans, et, à ce que je crois, du Northumberland. Il avait dîné quelques semaines avant avec le duc de Fleury, avec lequel il avait parlé de la somme d'argent qu'on devait m'accorder tous les ans, d'après la convention signée par les ministres des puissances alliées.

» Le duc rit de ce qu'il supposait, bonnement,

qu'on se conformerait à cette condition, et dit qu'ils n'étaient pas assez sots pour cela. Ce fut là une des raisons qui m'engagèrent à quitter l'île d'Elbe. Je ne crois pas que Castlereagh ait pensé que j'aurais jamais eu un pareil dessein, autrement il eut fait stationner quelques frégates autour de l'île. S'ils eussent tenu une frégate dans le port et une en dehors, il m'eût été impossible de partir pour la France, excepté tout seul, ce que je ne me serais pas exposé à faire. Si le roi de France lui-même eût pris la mesure de faire croiser une frégate, avec un équipage choisi, à la hauteur de l'île, cela seul eût suffi pour m'en empêcher. » J'ai demandé à Napoléon s'il pensait que les alliés eussent eu en vue de l'envoyer à Sainte-Hélène. « Eh mais, a-t-il répondu, on en a beaucoup parlé. Cependant le colonel Campbell a positivement nié le fait. Il aurait fallu qu'ils envoyassent une armée contre moi, j'aurais pu tenir quelques mois. Mais les alliés avaient violé dans plusieurs articles le traité de Fontainebleau, ce qui m'autorisait et m'obligeait même à quitter l'île d'Elbe. Indépendamment de ce j'ai dit plus haut, il était stipulé et convenu que tous les membres de ma famille auraient la permission de me suivre à l'île d'Elbe, mais, par une violation de cet article, on ne voulut pas permettre à ma femme et à mon fils de rejoindre un époux et un père.

» En vertu du traité de Fontainebleau, le prince Eugène devait avoir en Italie une principauté qu'il n'eut pas. Ma mère et mes frères devaient avoir des

pensions qu'on leur refusa. Ma fortune particulière et les épargnes que j'avais faites sur ma liste civile, devaient m'être remises. Au lieu de cela, en contravention avec le traité, on s'en empara dans les mains du trésorier Labouillierie, et toutes les réclamations que je fis ne furent point écoutées. On confisqua la fortune particulière de ma famille, qui devait être regardée comme sacrée. On devait également maintenir les dotations assignées à l'armée sur le mont Napoléon, on les supprima, et on ne paya pas davantage les cent mille francs qu'on devait donner, comme pension, à des personnes que j'avais désignées; de plus on envoya à l'île d'Elbe des brigands pour *m'assassiner*. Jamais, continua Napoléon, on n'a plus évidemment violé les conditions d'un traité, et on ne s'en est joué plus ouvertement que ne l'ont fait ces alliés; et cependant, vos ministres ont l'impudence de dire à leur pays que j'ai été le premier à violer le traité de Fontainebleau. »

J'ai fait l'observation que les alliés avaient donné pour raison de leur conduite envers lui, qu'il s'était proposé le pouvoir absolu et l'empire de l'univers. « Non, non, répondit l'empereur, je désirais sans doute rendre la France la nation la plus puissante du monde, mais je ne voulais rien de plus. Je n'ai jamais eu en vue la domination universelle, je voulais rendre l'Italie un royaume indépendant.

» La France a des bornes naturelles que je ne voulais pas franchir. C'était mon but d'ôter à l'Angleterre la possibilité de faire la guerre à la France, sans l'aide de quelques-unes des grandes puissances continentales,

sans lesquelles, en effet, cette puissance ne devrait jamais s'y exposer.»

Nous parlâmes ensuite de Ferdinand, roi d'Espagne. « Quand Ferdinand était à Valençay, dit Napoléon, il témoigna toujours la plus grande aversion pour les Anglais, et il déclara que la première chose qu'il ferait à son retour en Espagne serait de rétablir l'inquisition. Vous autres, Anglais, vous sentirez un jour que vous vous êtes fait un grand tort national en le remplaçant sur le trône. Pendant son séjour à Valençay, Ferdinand disait qu'il préférerait rester en France à retourner en Espagne, et il m'écrivit plusieurs fois, en me priant de l'adopter et de lui donner une Française en mariage.

» Je remarque, continua Napoléon, que vos ministres et les partisans des Bourbons, ne pouvant nier plus long-temps que je n'aie fait du bien en France, s'efforcent d'en atténuer le mérite, en disant que ce fut Joséphine qui m'engagea à rappeler les émigrés. Le fait est que Joséphine était la plus aimable et la meilleure des femmes, mais elle ne se mêlait jamais de politique. Leur but est de persuader au monde que je ne saurais faire une bonne action d'après ma propre impulsion; mais vos voyageurs anglais apporteront bien du changement dans l'opinion de votre nation.»

Sir Pultney et lady Malcolm, les capitaines Stanfell et Festing de la marine, arrivèrent à Longwood, et ils eurent une entrevue avec Napoléon. Quand ils sortirent, le capitaine \*\* exprima son étonnement de trouver Napoléon tout différent de ce que l'on avait

voulu le représenter. « Au lieu d'être un homme d'un caractère rude, impatient et impérieux, a-t-il dit, je l'ai trouvé doux, affable dans ses manières, et l'un des hommes les plus aimables que j'aie vu. Je n'oublierai jamais les détails de l'entrevue que je viens d'avoir avec lui, ni combien est grande la différence entre la réalité et l'idée que je m'étais faite de sa personne. »

Sir Pultney Malcolm m'a témoigné un vif désir de voir se terminer le différent qui existe entre Napoléon et le gouverneur. Et il a ajouté, qu'il se présenterait bientôt deux occasions d'y parvenir; savoir: l'arrivée de lord Amherst et celle de l'amiral Plampin; qu'il souhaitait beaucoup que tous les deux fussent présentés par sir Hudson Lowe, et que pour lui, il pensait que lord Amherst ne pouvait être présenté que par le gouverneur.

26. — Napoléon a beaucoup parlé de la bataille de Waterloo. « Le plan de la bataille, a-t-il dit, ne donnera pas une grande idée de lord Wellington aux yeux de l'historien, ni de son talent comme général. D'abord il n'aurait pas dû livrer bataille en séparant ses armées. Elles auraient dû, au contraire, être réunies et campées avant le quinze. Ensuite il avait mal choisi son terrain, car si la chance des armes se fût tournée contre lui, il n'aurait pas pu battre en retraite, par la raison qu'il n'y avait, sur ses derrières, qu'une seule route qui conduisît à la forêt. Il a aussi commis une faute qui aurait pu entraîner après elle la ruine de son armée, sans qu'elle eût livré aucun

combat, et même avant l'ouverture de la campagne, il s'est laissé surprendre. J'étais le quinze à Charleroi, et j'avais battu les Prussiens sans qu'il en sût rien. J'avais gagné quarante-huit heures de manœuvres sur lui, ce qui était un grand point; et si quelques-uns de mes généraux eussent déployé la vigueur et le génie dont ils firent preuve en d'autres occasions, j'aurais pris son armée dans les cantonnemens sans coup férir. Mais ils étaient découragés et s'imaginaient voir par-tout devant eux des armées de cent mille hommes chacune. Je n'avais pas moi-même eu assez de loisir pour m'occuper des détails secondaires de l'organisation de mon armée. Je comptais surprendre les ennemis et les battre partiellement par la rapidité de cette opération. Je sus l'arrivée de Bulow à onze heures, mais je n'y fis pas attention. J'avais encore quatre-vingts chances contre cent en ma faveur. Malgré la supériorité considérable de leurs forces numériques, j'étais convaincu que je devais remporter la victoire. J'avais environ soixante-dix mille hommes, dont quinze mille de cavalerie. J'avais en outre deux cent cinquante pièces de canon; mais mes troupes étaient si supérieures que je les jugeais capables de battre cent vingt mille hommes. De son côté, lord Wellington avait sous ses ordres environ quatre-vingt-dix mille hommes et deux cent cinquante pièces de canon, et Bulow avait trente mille hommes, ce qui faisait cent vingt mille hommes.

» Parmi toutes ces troupes, je ne comptais que les Anglais qui pussent lutter avec les miennes, les autres

m'occupaient fort peu. Je crois qu'il y avait à peu près trente-cinq à quarante mille Anglais. Je considérais ces troupes comme aussi braves et aussi bonnes que les miennes. L'armée anglaise s'est fait connaître avantageusement, depuis peu, sur le continent; d'ailleurs votre nation a du courage et de l'énergie. Quant aux Prussiens, aux Belges et autres, il eût suffi de la moitié de mon armée pour les battre. J'avais laissé seulement trente-quatre mille hommes pour observer les Prussiens. La perte de la bataille vint d'abord de la lenteur de Grouchy, et de sa négligence à exécuter mes ordres; et ensuite de ce que les grenadiers à cheval et la cavalerie, commandée par le général Guyot, que j'avais en réserve, et qui ne devaient pas me quitter, s'engagèrent vivement et à mon insu; de sorte qu'après la dernière charge, lorsque les troupes furent battues, et que la cavalerie anglaise s'avança, je n'avais pas un seul corps de cavalerie en réserve pour leur résister; sans cela mes forces eussent été doubles des leurs. L'attaque des Anglais réussit par ce motif, et tout fut perdu. Il n'y eut aucun moyen de rallier l'armée. Le général le moins habile n'aurait pas commis la faute de laisser une armée totalement sans réserve, et c'est pourtant ce qui arriva alors; que la trahison s'en soit mêlée ou non, je l'ignore. Telles furent les deux principales causes de la perte de la bataille de Waterloo.

» Si lord Wellington se fût retranché, continua-t-il, je ne l'eusse pas attaqué. Comme général, son plan n'indiquait pas de talent. Il déploya, sans doute,

beaucoup de courage et de persévérance, mais il perd un peu de son mérite, lorsque l'on considère qu'il n'avait aucun moyen de retraite, et que, s'il eût cherché à l'effectuer, il n'aurait pas sauvé un seul homme de son armée. Il dut le gain de la bataille, d'abord à la fermeté et à la bravoure de ses troupes, car les Anglais se sont battus avec le plus grand acharnement et le plus grand courage; ensuite à l'armée de Blucher, à qui on devrait plutôt attribuer la victoire qu'au duc, parce qu'il a déployé plus de talent comme général. Battu la veille, il avait rassemblé ses troupes, qu'il reconduisit au combat dans la soirée. Je crois cependant, continua Napoléon, que Wellington est un homme d'une grande fermeté. La gloire d'une semblable victoire est une grande chose, mais sa réputation militaire n'y gagnera rien aux yeux de l'historien. »

Napoléon me parla alors de libelles publiés contre lui, et qu'il m'avait chargé de recueillir. « Jusqu'à présent, dit-il, vous ne m'en avez pas montré un seul qui méritât une réponse. Voudriez-vous que je répondisse à Goldsmith, Pichon, ou à la *Quarterly Review*? Ils sont si méprisables, et d'une fausseté si absurde, qu'ils ne méritent d'autre attention que celle d'écrire à chaque page : *faux! faux!* La seule vérité que j'y aie remarquée, c'est le récit de ma rencontre avec un officier sur le champ de bataille; c'était Rapp, je crois; son visage était couvert de sang, et je m'écriai : *Oh, comme il est beau!* Ce fait est assez vrai, et ils m'en ont fait un crime. Mon admi-

ration pour la bravoure d'un brave soldat est considérée comme un crime, et l'on y voit la preuve que je me délectais dans le sang! Mais la postérité me rendra la justice que l'on me refuse maintenant. Si j'avais été un tyran, un monstre, aurai-je reçu du peuple français et de l'armée tant de preuves d'enthousiasme et d'attachement, quand je revins de l'île d'Elbe avec une poignée de monde? Aurai-je pu marcher sur Paris et m'asseoir sur le trône, sans qu'il eût été tiré un coup de fusil? Interrogez les Français! Interrogez les Italiens!

» Je me suis marié deux fois. Des motifs politiques m'ont engagé à divorcer avec ma première épouse que j'aimais tendrement. La pauvre femme! heureusement pour elle, elle mourut assez à temps pour ne pas être témoin de mes derniers malheurs. Qu'on demande à Marie-Louise avec quelle tendresse et quelle affection je l'ai toujours traitée. Après qu'elle eût été séparée de moi, par force, elle avoua dans les termes les plus touchans à \*\*, son ardent désir de venir me joindre dans mon exil, faisant, les yeux baignés de larmes, les plus grands éloges de ma conduite envers elle, et déplorant amèrement cette cruelle séparation. Est-ce là la conduite d'un tyran farouche et impitoyable? On reconnaît un honnête homme à sa conduite envers sa femme, sa famille et ses domestiques. J'ai certainement erré, plus ou moins, en matières de politique, mais je n'ai jamais commis un crime. Le docteur Warden me fait dire, dans son ouvrage, que je n'ai jamais commis de crime inutile

ce qui équivaut à dire que je ne me suis pas fait scrupule d'y avoir recours, lorsque je me proposais quelque fin ; ce que je nie également. Jamais je n'ai désiré que la gloire et le bonheur de la France. Toutes mes facultés étaient tendues vers cet objet, mais jamais je n'ai employé ni le crime, ni l'assassinat pour y parvenir.

» Le duc d'Enghien, qui se trouvait sur les frontières de France, engagé dans un complot pour m'assassiner, fut pris et livré à la justice, qui le condamna. Que vos ministres et les Bourbons fassent l'impossible pour me calomnier : *« le mensonge passe, la vérité reste. »* Qu'ils emploient tous les moyens réprouvés par l'honneur, comme lord Castlereagh qui, non content de m'envoyer ici, a eu la bassesse de me faire tenir le langage qu'il a cru le plus favorable à ses vues : *c'est un homme ignoble.* Peut-être désirait-il que je ne vécusse que peu de temps ; et ne me font-ils pas mourir pour me faire dire tout ce qu'ils jugeront convenable. Jamais je ne me suis proposé la ruine de l'Angleterre. Nous étions ennemis, et j'ai fait mon possible pour avoir le dessus. L'Angleterre a fait de même. J'aurais toujours fait la paix, après le traité d'Amiens, en plaçant les deux pays dans des termes égaux, quant aux relations commerciales. »

Je fis observer à Napoléon qu'il me semblait qu'il m'avait dit une fois que son intention aurait été de joindre l'Angleterre à la France. Il répondit : « J'ai dit que je ne pourrais réunir deux nations aussi étrangères. Si j'eusse réussi dans la descente que j'avais

projetée, mon intention était d'abolir la monarchie et d'établir une république à la place de l'oligarchie qui vous gouverne. J'aurais séparé l'Irlande de l'Angleterre; j'aurais fait de cette première une république indépendante. Non, non, j'aurais abandonné les Anglais à eux-mêmes, après avoir fait germer parmi eux les semences du républicanisme. »

J'ai dit à Napoléon que lord Amherst, dernier ambassadeur anglais en Chine, était attendu sous quelques jours à Sainte-Hélène. Il me dit qu'il pensait que les ministres anglais avaient eu tort de ne pas lui ordonner de se soumettre aux usages du pays dans lequel il était envoyé, ou bien alors, qu'ils ne devaient pas l'y envoyer du tout. Je lui fis observer que les Anglais eussent considéré comme avilissant pour la nation, que lord Amherst consentît à se prosterner comme on l'avait exigé de lui. Que s'il s'y fût soumis, les Chinois ne se seraient pas contentés de cela, et qu'ils auraient exigé qu'il se conformât aux cérémonies auxquelles s'étaient soumis les Japonnais et les Hollandais. Que d'ailleurs, lord Amherst était disposé à rendre à l'empereur de la Chine les mêmes hommages qu'à son souverain.

Napoléon répondit : « La chose est tout-à-fait différente. L'une est une simple cérémonie usitée par tous les grands dignitaires de la nation envers leur chef, l'autre n'est qu'une dégradation nationale exigée des étrangers seulement. Mon avis est, que quelle que soit la coutume d'une nation, dès qu'elle est mise en usage par les premiers personnages de son gouver-

nement, des étrangers ne peuvent se dégrader en s'y conformant. Des nations différentes ont des coutumes différentes. En Angleterre vous baisez la main du roi, à la cour. En France cela paraîtrait ridicule, et la personne qui le ferait, serait regardée avec mépris; et cependant, l'ambassadeur de France en Angleterre, qui se conforma à baiser la main de votre roi, n'a pas été considéré comme s'étant dégradé. Il y a quelques siècles qu'en Angleterre on servait le roi à genoux; la même cérémonie a lieu maintenant en Espagne. En Italie vous baisez la mule du Pape, et cela n'est pas regardé comme une bassesse. Un homme qui va dans un pays, doit se conformer à ses usages, et il n'eût été nullement dégradant pour lord Amherst de se soumettre devant l'empereur de Chine, aux cérémonies pratiquées par les premiers mandarins de cet empire. Vous dites qu'il était disposé à rendre à l'empereur les respects dûs à son roi. Vous n'avez pas le droit d'envoyer un homme en Chine pour apprendre aux Chinois qu'ils doivent se conformer à telle ou telle cérémonie, parce qu'on la pratique en Angleterre. Supposons maintenant, seulement pour l'exemple, que ce fût la coutume en Angleterre, au lieu de faire baiser la main du roi, de faire baiser son derrière à ceux qui lui sont présentés; eh bien, faudrait-il que l'empereur de Chine défit ses culottes, parce que cela serait la coutume en Angleterre? »

Ces observations furent faites avec des gestes tellement analogues au discours et si bien appropriés à

la circonstance, que je ne pus m'empêcher de rire pendant quelques instans; Napoléon se joignit à moi de bon cœur.

« Si j'avais envoyé un ambassadeur en Chine, continua-t-il, je lui eusse ordonné de se faire instruire par les premiers mandarins des cérémonies usitées devant l'empereur, et de s'y conformer, si on l'exigeait de lui; mais de ne rien faire de plus. Peut-être perdrez-vous, maintenant, l'amitié de la nation, et de grands avantages commerciaux, par cette preuve de hêtise. » Je lui fis observer que nous pourrions aisément, au moyen de quelques vaisseaux de guerre, forcer les Chinois à nous accorder un traité favorable. Que, par exemple, nous pourrions les priver tout-à-fait de sel, au moyen de quelques croiseurs stationnés à cet effet. Napoléon répondit : « Ce serait bien la plus grande sottise que vous eussiez faite depuis plusieurs années, que de vous mettre en guerre avec un empire aussi immense que celui de la Chine, et qui possède tant de ressources. Sans doute vous réussiriez d'abord, vous vous empareriez de leurs vaisseaux, et détruiriez leur commerce; mais vous leur feriez connaître leur propre force. Ils seraient forcés de prendre des mesures pour se défendre contre vous. Ils réfléchiraient et diraient : « Il faut nous efforcer d'égaliser cette nation. Pourquoi souffririons-nous qu'un peuple aussi éloigné agisse comme il lui plaît envers nous? Construisons des vaisseaux, mettons-y des canons, et rendons-nous leurs égaux. » Ils feraient venir des artilleurs et des constructeurs de la France et de l'Amérique, même

de Londres. Ils construiraient une flotte, et par la suite ils vous battraient. »

Je dis à Napoléon, qu'il était probable que lord Amherst lui rendrait visite. « Il répondit : S'il m'est présenté par le gouverneur, ou si celui-ci envoie quelqu'un de son état-major avec lui, je ne le recevrai pas; s'il vient avec l'amiral, je le recevrai. Je ne recevrai pas non plus le nouvel amiral s'il doit m'être présenté par le gouverneur. Sa dernière lettre est une insulte pour nous. Il dit que nous pouvons bien faire le tour de la maison de miss Mason, mais que nous ne pouvons pas sortir de la grande route (1). Où est donc cette grande route? je n'en ai jamais vu aucune. Si j'étais obligé de m'écarter de quelques pas, je me trouverais exposé à être tué par une sentinelle. La dernière fois que l'amiral est venu ici, il m'a parlé comme son avocat. Il voulait que je reçusse le gouverneur avec lord Amherst. Je ne recevrais pas même mon propre fils, s'il devait m'être présenté par lui! »

27. — Napoléon était dans son bain; il m'a donné quelques explications au sujet du secret qu'il m'avait dit avoir gardé en Égypte, vis-à-vis de ses soldats, alors que la peste s'était manifestée dans l'armée. Une fois, dit-il, à l'hôpital, je touchai un soldat qui était infecté, pour convaincre mes troupes que cette maladie n'était pas la peste, et je crois être parvenu à leur persuader, pendant près de quinze jours, que ce n'était qu'une fièvre accompagnée de bubons. Je visi-

(1) La grande route est un sentier impraticable aux voitures.

tais rarement l'hôpital, continua-t-il, parce que la sensibilité de mon odorat était telle, que les vapeurs me rendaient toujours malade. Corvisart et mes autres médecins me conseillèrent de m'abstenir de ces sortes de visites. Dans mes campagnes en Europe, même, je ne le faisais que rarement. »

29.—Napoléon, étant encore dans son bain, me parla des manufactures anglaises, blâma les ministres de n'avoir pas profité des circonstances qui leur avaient procuré les moyens de faire un traité commercial avantageux avec l'Espagne et le Portugal. Si j'étais maintenant sur le trône, Ferdinand serait mon ami. Tant que les Espagnols et les Portugais conserveront leurs colonies dans le sud de l'Amérique, ils continueront d'être contre l'Angleterre. Le monde est trop éclairé pour vous permettre d'usurper tout le commerce et les manufactures. Moi-même, durant mon règne, j'ai donné près de cinq cents couvens, sans aucun paiement, et à la seule condition qu'on s'engagerait à y établir des manufactures. De plus, j'ai prêté à divers particuliers près de cinquante millions de francs, de ma cassette, pour leur faciliter les moyens de faire aller leurs entreprises. Ils devaient faire valoir mes fonds pendant neuf ans, sans en payer aucun intérêt; ce terme expiré, le capital devait m'être rendu.

» En Angleterre, vos machines sont si nombreuses, que dans peu vous ne pourrez plus occuper de bras.» Je lui fis observer qu'une des causes de l'extrême misère de l'Angleterre, était cet accroissement extraordinaire dans l'art mécanique. « Mais, répondit Na-

poléon, vous êtes obligés d'avoir recours aux mécaniques, parce que les choses nécessaires à la vie sont deux fois plus chères en Angleterre que sur le continent; que vos taxes y sont six fois plus fortes, et parce que d'autres nations les emploient aussi. Sans cela, vous ne vendriez pas vos marchandises aussi bon marché, et par conséquent vous ne trouveriez pas d'acquéreurs. En Allemagne, en Suisse, par exemple, on compte maintenant un grand nombre de mécaniques. »

Napoléon parla encore de lord Amherst, et observa que ce serait une insulte de demander à un ambassadeur chinois, s'il y en avait un à Londres, de se soumettre aux mêmes cérémonies que celles exigées de l'ambassadeur anglais à Peking, parce que ce n'était pas l'usage du pays dans lequel il se trouvait. « Par exemple, dit-il, si le roi de France exigeait de l'ambassadeur d'Angleterre qu'il lui baisât les mains, ce serait lui faire une insulte, bien que cet ambassadeur y fût accoutumé à Londres, parce que ce n'est pas l'usage en France. Par la même raison, demander à un mandarin de faire une semblable cérémonie devant le portrait du roi Georges, est une sottise et une insulte pour la Chine. Un ambassadeur va dans un pays pour traiter des affaires, et non pour s'occuper de vaines cérémonies. Il devient comme l'un des premiers notables du pays qu'il habite alors, et doit se conformer à ses cérémonies. Si l'on exigeait de lui quelque chose de plus, il devrait refuser d'y consentir. »

31. — J'ai dîné à Plantation-House avec le comte Balmaine, le baron et la baronne Sturmer, le capi-

taine Gorrequer ; etc. Les commissaires désiraient ardemment d'apprendre quelque chose concernant Napoléon ; je dis au baron Sturmer , avec qui j'ai eu un long entretien , que Napoléon avait dit , lorsqu'il lisait dans les journaux la lettre attribuée au marquis de Montchenu , « que c'était une nouvelle preuve de l'imbécillité de l'ancienne noblesse de France ; que ces messieurs-là sont toujours les mêmes. »

2 avril. — J'ai vu Napoléon , il était assez gai. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'il eût quitté l'Égypte , parce qu'il avait reçu l'avis que le directoire se proposait de l'y faire assassiner ? « Non , répondit-il , je n'en ai jamais entendu parler , je n'y pensais même pas , et le directoire n'en avait pas l'intention. Certes , les directeurs étaient jaloux de moi , mais ils ne nourrissaient aucune idée semblable ; et dans la situation où se trouvait la France , je ne crois même pas qu'ils aient pu avoir désiré ma mort. Je suis revenu en France , parce que je pensais que ma présence était nécessaire à la république , et que le premier objet de l'expédition était accompli par la conquête de l'Égypte. » Je lui demandai s'il avait été l'auteur de ce projet , ou si c'était le directoire. « L'un et l'autre , dit-il ; nous y avons pensé tous deux en même temps. »

Je lui répétai ce que j'avais dit de Montchenu au baron Sturmer. « Pour l'honneur de la France , dit-il , on aurait dû envoyer ici quelqu'homme du premier mérite , au lieu d'envoyer ce vieil imbécille au milieu des Anglais. »

M. Churchill, de la compagnie des Indes, et sa fille, sont venus hier voir madame Bertrand, à l'effet de se procurer une entrevue avec Napoléon. Son excellence prit cependant une très-bonne manière d'empêcher qu'elle n'eût lieu, en les faisant accompagner de sir Thomas Reade. Il est probable que Napoléon, qui a beaucoup d'égard pour les dames, et qui savait déjà que miss Churchill était une personne accomplie, et qu'elle parlait le français avec aisance, aurait fait en sorte de se trouver avec eux comme accidentellement, si sir Thomas Reade ne se fût tenu tout le temps auprès d'eux à les écouter.

Le capitaine Cook, de la Tortue, et M. Mackenzie, garde-marine du même vaisseau, sont venus à Longwood. M. Mackenzie avait occupé le même emploi à bord de l'*Indomptable*, capitaine Usher, lorsque Napoléon passa sur ce vaisseau à l'île d'Elbe. Le capitaine Cook me dit qu'après avoir attendu quelque temps aux aguets, ils avaient vu Napoléon se promenant dans le jardin, qu'il les avait envoyé chercher, et qu'il leur avait fait plusieurs questions. Il reconnut M. Mackenzie, à qui il dit qu'il avait beaucoup grandi depuis qu'il ne l'avait vu, et lui fit quelques questions sur le capitaine Usher. Il demanda au capitaine Cook combien de temps il avait été au service. « Trente ans, » répondit-il; Napoléon parut en être surpris, et demanda à quelles affaires il s'était trouvé? Cook parla entre autres de Trafalgar. Napoléon lui demanda le nom du vaisseau auquel il appartenait, et lui fit diverses questions sur la bataille.

Il s'informa aussi d'où il venait, et finit par lui demander où il allait dîner : — « Au camp, » répondit-il. — « Au camp, répéta Napoléon ; alors prenez garde de vous enivrer. »

Je répétai à Napoléon que le garde-marine avait dit que l'équipage du vaisseau l'*Indomptable* l'aimait beaucoup. « Oui, a répondu Napoléon, je le crois bien, j'avais habitude de me mêler parmi eux, de leur parler amicalement, et de leur faire toutes sortes de questions. Ma franchise les étonnait, elle était si différente de la manière dont ils avaient coutume d'être traités par leurs officiers ! Vous autres Anglais, vous êtes aristocrates, vous tenez toujours une immense distance entre vous et le *popolo* (peuple). » Je lui fis observer qu'à bord d'un vaisseau de guerre, il était nécessaire de tenir les simples matelots à une grande distance pour les obliger à ne point s'écarter du respect qu'ils doivent aux officiers. « Je ne pense pas, répondit Napoléon, qu'il soit nécessaire d'en conserver autant que vous le faites ; pourvu que les officiers ne boivent ni ne mangent avec eux, ou qu'ils leur laissent prendre trop de liberté à votre égard, je ne vois pas la nécessité d'une plus grande réserve. La nature a formé tous les hommes égaux. J'ai toujours eu coutume de me mêler parmi les soldats et le peuple, de m'entretenir avec eux, de m'intéresser à leur histoire, et de leur parler amicalement. Au contraire, les généraux et les officiers, *li trattai poco bene*, et je les tenais à une grande distance.

» J'ai demandé au vieux marin, où il devait dîner,

et je l'avertis de ne pas s'enivrer ; il m'a dit qu'il était marié et qu'il n'avait pas d'enfans. Interrogé sur ce qu'il prétendait faire de son argent, il me dit qu'il le laisserait à un hôpital ; je lui demandai alors s'il n'avait ni neveux ni nièces, en lui recommandant de leur laisser ses richesses plutôt qu'à un hospice.

» Vous avez apporté à Gourgaud, me dit-il, un livre sur la bataille de Waterloo. L'auteur dit que je suis un imbécille, que mon armée était un amas de voleurs, et que j'avais commis une des fautes les plus graves qu'un guerrier pût commettre, en m'engageant avec Wellington, tandis qu'il était appuyé sur les derrières par une forêt. La grande faute de lord Wellington fut cependant d'avoir attaqué dans cette position, d'autant mieux qu'il n'y avait qu'une seule route qui conduisît à cette forêt ; et en cas de défaite, il n'aurait pu parvenir à se retirer. Pour bien effectuer une retraite, il est nécessaire d'avoir plusieurs routes, par lesquelles l'armée puisse se retirer divisée en grosses masses et avec célérité, et où elle puisse se défendre en cas d'attaque. Il aurait fallu avoir douze heures de tranquillité, pour que l'armée de Wellington eût pu traverser la forêt. La confusion d'une armée battue, cherchant à effectuer sa retraite par une seule route, eût été telle, qu'elle eût causé sa ruine en cas d'attaque. Un autre pamphletaire a dit, que j'avais conquis l'Italie avec quelques milliers de galériens. Le fait est que, peut-être, il n'avait jamais existé une aussi belle armée. Plus de la moitié était composée de gens instruits, de fils de marchands, d'hommes de loi,

de médecins, de riches fermiers et de la bourgeoisie. Les deux tiers savaient écrire, et pouvaient devenir officiers. J'eusse été embarrassé de dire dans un régiment, quel était le meilleur sujet, ou de nommer celui qui avait le plus mérité de l'avancement; ils en étaient tous dignes. Oh! continua-t-il, avec émotion, si toutes mes armées eussent été aussi bien composées! En marche, il m'arrivait souvent d'appeler le premier soldat et de le faire écrire sous ma dictée. A l'instant, j'étais entouré d'une douzaine, empressés de le faire, car il y en avait peu qui n'écrivissent pas avec la plus grande facilité.

» En supposant même que l'armée française eût été un amalgame de brigands, de vagabonds, de gens sans aveu, ce qui n'était vrai sous aucun rapport, il ne convenait pas à un Français de le publier en pays étranger. Mais heureusement pour vos projets, vous avez trouvé des Français plus ennemis de la France, que Louis n'a trouvé d'Anglais ennemis de leur pays.

» Peut-être, il y a-t-il chez vous plus d'esprit national qu'en France. Vous êtes insulaires, *cè lo spirito insolare*; d'un autre côté, il y a long-temps que votre révolution est terminée. Pour juger sainement des deux nations, il serait nécessaire de les voir toutes deux immédiatement après une révolution. D'ailleurs, vos ministres ont plusieurs Français à leur solde, pour écrire contre leur patrie tout ce qu'on leur ordonne. »

Napoléon me demanda alors si nous observions le vendredi saint, si nous jeûnions et comment nous

étions dans l'usage de le faire ? Je lui répondis que nous n'étions soumis à aucun jeûne ce jour-là, que les protestans jeûnaient rarement ; mais que lorsqu'ils le faisaient ils s'abstenaient de toute nourriture. Que nous ne pensions pas que s'abstenir de viande et se gorger de turbot et d'autres poissons, était pratiquer le jeûne. Vous avez raison, répliqua l'empereur, vous avez parfaitement raison. Si l'on fait tant que de jeûner, il faut s'abstenir de toute nourriture : *Oh come gli uomini son bestie*, de croire que s'abstenir de viande et manger du poisson bien plus délicat, fait le jeûne, *povero uomo*.

» Avant mon avènement, dit-il, le serment des rois de France était d'*exterminer les hérétiques!* à mon couronnement je jurai de *protéger tous les cultes*. Louis n'a point encore fait de serment puisqu'il n'est pas encore couronné, et probablement il ne fera pas le serment d'extermination, par la crainte que vous et les Prussiens lui inspirez. Cette famille des Bourbons est la plus intolérante de la terre. Les Anglais sauront les apprécier. »

Napoléon a ensuite parlé de Hoche : « Hoche, a-t-il dit, fut un des premiers généraux que la France ait produits. Il était brave, intelligent, plein de talent, de résolution et de pénétration. Il était, en outre, ambitieux : si Hoche eût débarqué en Irlande, selon son désir, il aurait sans doute réussi dans ses projets, parce qu'il possédait toutes les qualités nécessaires pour en assurer le succès. Il était accoutumé à la guerre civile, et savait comment s'y prendre pour

la faire avec avantage : il avait pacifié la Vendée, et aurait dirigé les Irlandais avec intelligence, s'il eût été à leur tête. Belle figure et beaucoup de talent : il était entreprenant; mais, probablement, par suite de quelque maladresse ou d'un mal-entendu, on le mit à bord d'une frégate qui n'arriva pas jusqu'à la côte d'Irlande, tandis que le reste de l'expédition, montant à environ dix-huit mille hommes, entra dans la baie de Bantry, où ils restèrent pendant quelques jours parfaitement les maîtres d'opérer leur débarquement. Mais Grouchy, qui, à ce que je crois, avait le commandement après Hoche, ne sut pas comment s'y prendre; en sorte qu'après être demeuré dans l'inaction, il fit lever l'ancre, et ils revinrent en France comme des imbécilles, sans avoir rien tenté. Si Hoche était arrivé, vous auriez perdu l'Irlande.

» Si les Irlandais, a-t-il ajouté, m'eussent député d'honnêtes gens, j'aurais certainement fait une tentative en Irlande, mais je n'avais pas de confiance, ni dans l'intégrité, ni dans les talens des meneurs irlandais qui étaient en France.

» Ils n'avaient aucun plan à soumettre, étaient divisés d'opinion et se querellaient continuellement l'un avec l'autre. Je n'avais qu'une idée bien médiocre de l'intégrité de cet O'Connor dont on parlait tant parmi vous. »

4. — Napoléon s'est habillé, et est passé dans la chambre de billard : il était très-bien disposé; il a parlé de l'amirauté, m'a demandé qui signait les commissions des officiers de marine : il a paru surpris

quand je lui ai appris que le roi n'en signait aucune. « Hé quoi! la commission de Nelson n'était pas signée par le roi Georges? » J'ai répondu que non, et j'ai dit que le roi ne signait que les commissions des officiers de terre et des troupes de mer; mais que Sa Majesté ne se mêlait pas des promotions navales. « Qui nomme l'amirauté, a dit Napoléon? » J'ai répondu: c'est le souverain. « En ce cas, a-t-il continué, ce n'est qu'un subterfuge; car si le roi désire donner un commandement à un amiral, ou avancer un officier, son unique marche, c'est de faire connaître son intention aux membres de l'amirauté, qui n'oseront pas refuser dans la crainte de perdre leurs places. »

J'ai fait, en réponse, l'observation que le souverain avait quelquefois, m'avait-on rapporté, fait nommer un amiral, ou un commandant en chef, qui n'était pas tout-à-fait dans le goût de l'amirauté; mais que dans de tels cas, il dépendait du choix des lords de l'amirauté, de confirmer ou non les promotions faites par le roi, excepté pour certaines places vacantes qui lui appartenaient, ou par droit, ou par usage.

« Bah, a dit Napoléon, s'ils ne confirmaient pas les promotions, est-ce que le roi ne leur donnerait pas la démission de leurs places. Le roi peut avancer qui il veut. Il a un grand pouvoir, parce qu'il nomme les ministres, et commande à ceux qui ont la direction de tout.

» Les ministres, excepté dans des cas bien rares, aiment trop leurs places pour courir le risque de les perdre, en refusant d'acquiescer aux vœux du souve-

rain. Il m'est arrivé, à moi-même, qu'un ministre m'a dit : Sire, je n'y peux consentir, c'est contre mon opinion, et j'aimerais mieux résigner que de céder. » J'ai remarqué qu'il ne manquait pas d'exemples en Angleterre, de ministres qui avaient abandonné leurs places plutôt que de céder aux volontés de la couronne, quand elles étaient contraires à leurs principes. Que le roi d'Angleterre a une grande autorité sur l'armée et sur la marine ; mais qu'il n'exerce, sur les autres classes de citoyens, aucune influence, excepté celle qui résultait de la sagesse et de l'utilité des mesures employées par le gouvernement.

« Eh quelle plus grande autorité avais-je en France, a dit Napoléon, que pouvais-je faire, excepté avec les classes dont vous venez de faire l'exception ? » Je me suis hasardé à risquer l'observation, qu'en France il n'y avait ni liberté dans les discours ni dans la presse, qu'un homme pouvait être jeté en prison pour vouloir s'opposer aux mesures du gouvernement, et qu'il pouvait y être retenu pour un temps illimité. Napoléon a répondu : « Il n'y avait pas certainement en France, cette liberté de discussion dont on jouit en Angleterre, quoiqu'il y eût quelquefois une opposition très-forte dans le sénat ; la liberté dans les discours et celle de la presse n'y étaient pas aussi grande ; mais que pouvais-je faire à un banquier ou à toute autre personne indépendante qui s'opposait à mes mesures. Les mettre en prison, les vexer et les fatiguer par des arrestations ? Ils pouvaient en appeler au sénat et aux lois, outre que c'eût été une manière d'agir

méprisable. Je ne nie pas que l'ancienne constitution de la France ne fût très-mauvaise, et qu'elle n'eût besoin d'être de nouveau modifiée; mais la constitution que je donnai aux Français, quand je revins de l'île d'Elbe, était excellente; la seule faute qu'on pût lui reprocher, c'était de me laisser trop peu de pouvoir en main, et d'en confier peut-être trop dans celles du sénat. Je ne pouvais faire emprisonner un homme, ou le condamner à une amende sans un jugement, et il me fallait, pour lever une conscription, un décret qui m'y autorisât. On avait rendu une loi sur la liberté de la presse. »

J'ai dit à Napoléon que ses ennemis avaient affirmé que la constitution qu'il avait donnée, n'était que transitoire, et que, si les circonstances eussent consolidé sa nouvelle puissance, il serait bientôt rentré dans son ancien système. « Non, non, a répondu vivement Napoléon, j'aurais maintenu la dernière constitution; j'étais bien convaincu que l'ancienne avait besoin d'un grand changement. Je suppose que c'est lord Castlereagh qui a donné cette assurance; mais il n'est pas prudent de croire tout ce que dit à mon sujet lord Castlereagh. Vous savez quelles faussetés il a débitées et publiées sur mon compte depuis que je suis ici; je ne serais pas surpris qu'on ne falsifiât tous les documens officiels, comme on l'a déjà fait avec ceux concernant Murat et moi-même. A mon retour de l'île d'Elbe, j'en découvris tout l'échafaudage. On avait falsifié nombre de papiers d'état, dans la vue de les publier. M. Blacas avait cette direction, mais c'était

à un prêtre que l'exécution en était confiée. Comme je l'ai dit, la même chose avait été faite, ci-devant, aux papiers de Murat. Les falsifications furent montrées à quelques Anglais, et Blacas, dans une semblable intention, fabriqua une lettre, soi-disant écrite par une femme de chambre de ma sœur Pauline, contenant sept à huit pages de bavardage. Elle était rédigée de manière à faire croire que j'aurais couché avec ma sœur. Ce Blacas est un méchant homme en même temps qu'un sot. Il a été assez vil, pour laisser à Paris les lettres de tous ceux qui m'avaient trahi, signées par eux-mêmes; je n'en fis cependant aucun usage, si ce n'est de me souvenir de leurs noms. Il ne pouvait être donné de plus grande preuve d'imbécillité et de trahison que cette conduite de Blacas. Ces lettres auraient du être détruites ou mises en sûreté, puisqu'elles compromettaient la vie de tant de personnes. Mais Blacas avait seulement soin de son *quattrini* (argent), et se souciait fort peu de la vie de ceux qui avaient contribué à son retour et à celui de son maître. Il était alors ministre de la maison du roi, et tout lui était confié par Louis. Les jambes de celui-ci sont couvertes d'ulcères, pansées par la duchesse d'Angoulême. Il se gorge tellement de nourriture, que quelque matin on le trouvera mort dans son lit. Il est entouré de médecins ignorans et imbécilles. On demanda à Corvisart de le soigner, mais il refusa, disant que si quelqu'accident survenait, on l'accuserait peut-être d'avoir hâté sa fin. Quand je retournai aux Tuileries, je trouvai mes appartemens empoisonnés

de l'odeur de ses jambes, et des bains sulfureux qu'il est dans l'habitude de prendre.

» Les Bourbons sont les hommes les plus craintifs que l'on puisse s'imaginer, continua Napoléon; inspirez-leur de la crainte et vous en obtiendrez tout. Quand je fus à l'île d'Elbe, une actrice, M<sup>lle</sup> Raucour, mourut. Elle était fort aimée du public, et un concours immense courut à ses funérailles. Quand on arriva à l'église de St.-Roch on en trouva les portes fermées. Il ne fut pas même permis de la faire enterrer dans le lieu ordinaire des sépultures; sous le prétexte que, par un ancien règlement des prêtres, l'enterrement chrétien était refusé aux personnes de sa profession. La populace brisa les portes de l'église, et voyant qu'il n'y avait pas de prêtre pour faire le service funéraire, elle se souleva; sa rage ne connut plus de bornes, et elle s'écria : *au château des Tuileries! nous verrons de quel droit les prêtres refusent d'enterrer ce corps.* Sa fureur était d'autant plus excitée qu'elle n'ignorait pas que le curé de St.-Roch, qui refusait l'enterrement au corps de M<sup>lle</sup> Raucour avait continuellement reçu ses dons tant pour lui que pour les pauvres de sa paroisse, car elle était fort charitable, et le curé, lui-même avait, maintes fois, dîné et soupé avec elle; au surplus il lui avait administré les sacremens quelques jours auparavant. Le peuple criait : il y a un prêtre qui a administré récemment une femme dont il avait reçu des bienfaits et mangé les diners, et il refuse aujourd'hui de donner la sépulture à son corps; peut-il refuser de l'enterrer puisqu'il

la jugea digne de recevoir les sacremens? Une troupe d'environ cinquante mille individus, hommes et femmes, courent aux Tuileries demander justice au roi. Un architecte, qui était dans les appartemens de l'intérieur, m'a conté qu'il était présent quand Louis en reçut la première nouvelle : ne croyant pas que le rassemblement était si nombreux, Louis dit : « le curé a raison, ces actrices sont une race d'impies, elles sont excommuniées, elles n'ont pas droit à l'enterrement chrétien. » Quelques minutes après, Blacas entra en donnant des signes d'une grande frayeur, et rapporta qu'il y avait soixante-dix mille hommes d'un peuple furieux à l'entour du palais, et qu'il y avait tout lieu de craindre qu'il ne se portât aux plus grands excès. Louis, presque hors de lui de peur, cria de donner immédiatement des ordres pour que le corps fût enterré avec les cérémonies de l'église, et envoya quelques personnes afin que ses ordres fussent exécutés à l'instant. Il ne fut pas remis de sa frayeur de plusieurs jours. Les prêtres tentèrent sur moi une épreuve d'une même nature; c'était au sujet du corps d'un beau danseur; mais, *per dio*, dit l'empereur avec émotion, ils n'avaient pas affaire à Louis; j'arrangeai bientôt ce différent.

» Je rendis, continua Napoléon, tous les lieux d'enterrement indépendans des prêtres. Je haïssais les moines, *fratri*, j'en étais le destructeur, ainsi que des monastères, ces réceptacles de crimes où chaque vice était pratiqué avec impunité, ces colonies de scélérats; en général, la honte de la race humaine.

J'aurais toujours soutenu un certain nombre de prêtres, mais des moines, jamais. »

Après cela, j'observai à l'empereur, que l'on m'avait assuré, qu'ayant d'abord refusé la paix proposée par les alliés à Châtillon, il avait changé d'idée, qu'il avait envoyé un courrier à lord Castlereagh, pour lui dire qu'il accepterait ce qui avait été offert; mais que lord Castlereagh avait répondu qu'il était trop tard, qu'on avait réfléchi aux mesures à prendre (1). Napoléon répondit : « cela est faux. Je ne voulais jamais consentir à la paix de Châtillon, parce que j'avais juré de maintenir l'intégrité de l'empire. Loin de vouloir dévier à ce principe, j'écrivis à Caulincourt que je voulais abdiquer. J'aurais consenti à ce qui avait été proposé à Francfort, où le Rhin fut fixé pour limite de la France, étant sa frontière naturelle (2). »

(1) Ceci m'avait été dit par sir Hudson Lowe.

(2) L'extrait suivant de la lettre du duc de Vicence ne sera peut-être pas sans intérêt.

Monsieur, dans un ouvrage de M. Koch, intitulé : CAMPAGNE DE 1814, on a inséré plusieurs fragmens des lettres que j'ai écrites à l'empereur et au prince de Neufchâtel, pendant le congrès de Châtillon.

Pour ce qui concerne ce congrès, si les événemens ont prouvé le désir que j'avais que la paix se consolidât dans mon pays, il serait injuste de laisser ignorer à la France et à l'histoire, les motifs d'intérêt national et d'honneur, qui ont fait refuser à l'empereur de signer les conditions que les alliés voulaient nous imposer.

A cet effet, je remplis le premier des devoirs que l'équité et la vérité m'imposent en faisant connaître ces motifs par l'extrait suivant des ordres de l'empereur :

J'ai pris la liberté de faire l'observation qu'on pouvait naturellement supposer qu'il n'eût pas adhéré

*Paris, 19 janvier 1814.* « L'empereur insiste le plus sur la nécessité qu'il y a que la France conserve ses limites. C'est une condition *sine qua non*. Toutes les puissances et même l'Angleterre ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses anciennes frontières, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin ne peut compenser ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont gagné par le seul démembrement de la Pologne. Tous ces états se sont agrandis. Souhaiter de réduire la France à son ancienne grandeur serait vouloir sa ruine et sa dégradation. La France, sans les départemens du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, n'est rien. Le système de la réduire à ses anciennes frontières est inséparable du projet du rétablissement des Bourbons, car eux seuls pouvaient offrir une garantie de maintenir un pareil système, et l'Angleterre le sent bien. Sous tout autre rapport, la paix est impossible et ne pourrait être durable d'après une telle base. Ni l'empereur, ni la république, si quelque commotion politique lui redonnait l'existence, ne voudraient jamais souscrire à ces conditions. Pour l'empereur, sa résolution est prise, elle est invariable, et ne veut pas laisser la France moins grande qu'il ne l'a reçue. Si les alliés veulent changer la base des propositions faites et acceptées, les *frontières naturelles*, il ne voit que trois partis à prendre : de combattre et de conquérir, de combattre et de mourir avec gloire, ou bien si la nation ne veut plus le soutenir, d'abdiquer. Il n'est point attaché au pouvoir suprême, et ne voudra jamais le conserver au prix de son avilissement.

J'espère, monsieur, que votre impartialité donnera une place à cette lettre dans votre journal, et je saisis cette occasion pour vous offrir l'assurance de ma considération distinguée.

Signé CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

*A l'Editeur du Constitutionnel.*

au traité de Paris, dont les conditions étaient encore pires. « Si, répliqua Napoléon; j'aurais strictement observé ce traité; je ne l'eusse pas fait moi-même, mais le trouvant fait, et sachant que ce n'était pas mon ouvrage, j'y aurais adhéré et j'aurais conservé la paix. »

Une partie de la conversation qui a suivi, me conduisit à faire quelques remarques peu favorables au maréchal Davoust, et aussi à demander à Napoléon, si l'on devait considérer ce général, comme un des meilleurs: « Non, il s'en faut de beaucoup; mais c'est un bon officier: on lui a reproché d'avoir levé des contributions énormes; mais c'était pour l'armée. Il est nécessaire pour une armée, sur-tout quand elle est assiégée, de ne point la laisser manquer de rien. Quant à être le premier des généraux français, il s'en faut de beaucoup, quoiqu'il soit un bon officier.»

J'ai alors demandé à Napoléon quel était le plus habile général français? « Cela est difficile à dire, a répondu Napoléon; mais il me semble que c'est Suchet. Auparavant, c'était Masséna; mais on peut le considérer comme mort: il a une maladie de poitrine qui l'a changé de manière à ne plus le reconnaître. Suchet, Clausel et Gérard sont, à mon avis, les meilleurs des généraux français: il est difficile de dire lequel l'emporte sur les autres (1), attendu qu'ils n'ont pas eu beaucoup d'occasion de commander en

(1) Comme l'empereur poussait la bille en ce moment, je ne puis assurer si c'était seulement les deux derniers qu'il mentionna comme n'ayant pas souvent commandé en chef.

chef, circonstance indispensable pour juger de l'étendue du talent d'un général. » Il a aussi fait mention de Sault, en des termes honorables.

Nous avons fait, avec les officiers du 53<sup>e</sup>, une chasse aux rats dans le camp, qui fut conduite de la manière suivante : on avait donné à quelques soldats des bêches, et ils creusèrent près d'un fossé et d'un mur infectés de rats. Les chiens attendaient leur proie et nous étions armés de bâtons. Aussitôt que les rats sentaient leurs trous s'écrouler, ils en sortaient et tentaient de s'échapper ; mais ils étaient attaqués par les hommes et les chiens. Une scène de confusion eut lieu ; les rats fuyant vers d'autres trous, on les poursuivait, frappant de tous côtés, et atteignant souvent les jambes les uns des autres, dans l'ardeur de la mêlée et de la poursuite. Quelques rats grimperent sur les assaillans et firent une résistance désespérée. On en tua quatorze en moins d'une demi-heure.

Les rats sont en nombre incroyable à Longwood, je les voyais fréquemment, comme des couvées de poulets chassés de la cuisine. Les planchers et les séparations en bois des chambres sont percés en tout sens. Ces séparations, en sapin d'un pouce, étant pour la plupart doubles, laissent dans l'intervalle la facilité aux rats de s'y tenir. Il n'est possible qu'à ceux qui en ont été témoins, de se faire une idée du bruit causé par ces animaux, courant, montant dans ces séparations, dans les greniers, pour chercher leur nourriture, ou dans leurs poursuites amoureuses. La nuit, lorsqu'ils entraient dans ma chambre,

qu'ils couraient sur mon lit, je leur ai souvent jeté mes bottes et tout ce que je trouvais sous la main, sans leur causer la moindre peur; il fallait se lever pour leur donner la chasse. Nous nous amusions quelquefois le soir, en ôtant les morceaux de fer-blanc que nous avions cloués sur leurs trous, leur donnant le temps d'y passer, tandis que les domestiques, armés de bâtons et suivis des chiens, entraient, bouchaient les trous, et attaquaient les rats qui faisaient souvent une belle résistance et les mordaient cruellement.

Quelque bons que soient les chiens, ils refusent bientôt de donner la chasse à cette vermine; la même chose peut être dite des chats. Les détruire par le poison était impraticable, parce que la putréfaction de leurs corps rendrait les appartemens inhabitables; il s'est présenté plus d'un cas où il a fallu démolir une séparation pour en tirer un rat mort, qui causait une puanteur insupportable.

Mais le mauvais état des toits formés de bois recouverts de goudron et de poix, donnait lieu à des inconvéniens bien autrement insupportables encore. Ce mélange de goudron et de poix se fondait très-facilement aux rayons d'un soleil aussi ardent, formait un grand nombre de crevasses au travers desquelles la pluie abondante des tropiques s'introduisait souvent par torrent (1). La comtesse Montholon

(1) Toutes les additions faites à ce vieux bâtiment avaient des toits en ce genre. Comme ce livre peut tomber dans les mains de quelques lecteurs qui pourraient ne pas ajouter foi à cette description, je les prie de prendre des renseignemens

a plusieurs fois , pendant la nuit , été obligée de transporter son lit et celui de ses enfans dans diverses parties de la chambre qu'elle habitait , pour n'être pas inondés. La nature des substances qui entrent dans la construction de ces toits , rend ces inconvéniens irrémédiables , parce que quelques heures de soleil produisent de nouvelles crevasses.

6. — Napoléon , de très-bonne humeur , a parlé du marquis de Cornwallis avec beaucoup d'éloge. « Cornwallis , a-t-il dit , était un homme probe , généreux et sincère ; *un très-brave homme*. Ce fut le premier Anglais qui m'ait fait concevoir une bonne opinion de sa nation. Son intégrité , sa fidélité , sa franchise et la noblesse de ses sentimens , me donnèrent de vous une opinion très-favorable. Je me rappelle que Cornwallis disait un jour : Il y a de certaines qualités qu'on peut acheter ; mais un bon caractère , la sincérité , et du calme à l'heure du danger , ne peuvent pas s'acheter. Ces paroles me firent impression. Je lui donnai un régiment de cavalerie , à Amiens , pour lui servir de récréation , et il avait coutume de manœuvrer en sa présence. Les officiers de ce régiment l'aimaient beaucoup ; je ne crois pas qu'il fût un homme de premier talent , mais il avait une grande probité , ainsi que beaucoup de sincérité.

» Il n'a jamais manqué à sa parole ; à Amiens le

auprès des personnes respectables qui peuvent toucher à Sainte-Hélène , pour savoir si tel n'est pas l'état de la maison dans laquelle Napoléon a rendu le dernier soupir.

traité était prêt, et il devait le signer à neuf heures à l'hôtel-de-ville.

Il arriva quelque chose qui l'empêcha d'y aller ; mais il fit dire aux ministres français, qu'ils pouvaient considérer le traité comme s'il eût été signé, et qu'il le signerait le jour suivant. Un courrier d'Angleterre arriva le soir avec des ordres de refuser son consentement à de certains articles, et de ne pas signer le traité. Quoique Cornwallis n'eût pas signé et eût pu facilement se prévaloir de cet ordre, il dit qu'il considérait sa promesse comme autant que sa signature, et il écrivit à son gouvernement qu'il avait promis, et qu'ayant donné sa parole, il voulait l'observer. Que s'il n'était pas content, il pouvait refuser de ratifier le traité. C'était un homme d'honneur, Anglais, comme ils devraient l'être tous. Il aurait fallu qu'on eût envoyé un Cornwallis ici, au lieu de cet individu, misérable assemblage de faussetés, de soupçons et de bassesses. Je fus très-affligé quand j'appris sa mort. Quelques personnes de sa famille m'écrivirent dans l'occasion pour demander des grâces pour quelques prisonniers, et je les leur ai toujours accordées. »

Il parla ensuite sur ce qu'il s'était livré lui-même aux Anglais, et il en fit l'observation : « Ma remise entre vos mains n'est pas une affaire aussi simple que vous l' imaginez. Avant d'aller à l'île d'Elbe, lord Castle-reagh m'offrit un asyle en Angleterre, et il me dit que j'y serais très-bien traité, et encore bien mieux qu'à l'île d'Elbe. » Je fis observer à Napoléon que l'opinion contraire était admise en Angleterre, et que lord

Castlereagh avait assuré que c'était lui qui avait repoussé la demande faite par Napoléon de vivre en Angleterre, dans une retraite qu'il choisirait.

« La vérité du fait est, a répondu Napoléon, qu'il m'a proposé lui-même cette retraite. Avant que je n'allasse à l'île d'Elbe, Castlereagh dit à Caulaincourt : pourquoi Napoléon veut-il aller à l'île d'Elbe ? qu'il vienne en Angleterre, il sera reçu à Londres avec la plus grande considération, il y éprouvera le meilleur traitement possible. Il ne faut cependant pas qu'il en fasse la demande, cela entraînerait une trop grande perte de temps, mais qu'il se livre à nous sans faire de conditions, et il sera reçu avec le plus grand respect. Ce discours a eu beaucoup trop d'influence sur moi ! »

J'ai demandé à Napoléon son opinion relativement au baron de Stein : « C'est, dit-il, un patriote, un homme à talent et d'un caractère actif et remuant. » J'ai fait l'observation que Stein lui avait fait plus de tort que Metternich, ou que toute autre personne, et qu'il avait efficacement contribué à sa chute. « Point du tout, a répondu Napoléon, c'était certainement un homme à talent, mais si l'on eût suivi son avis, le roi de Prusse eût été perdu sans retour. Stein était toujours à intriguer et voulait que la Prusse se déclarât, avant l'époque favorable, contre moi, ce qui aurait causé sa ruine. Mais le roi était plus prudent, que lui, et ne se déclara qu'au moment convenable, c'est-à-dire, à l'époque du désastre de la Russie, dont il prit aussitôt avantage. » Il y eut ici une pause

Napoléon fit quelques pas en avant ; s'arrêta, me regarda, et dit avec expression : « Personne, excepté moi-même, ne m'a fait de mal, je puis dire que j'ai été mon unique ennemi ; mes propres projets, cette expédition de Moscou, et les accidens qui en furent la suite, ont été les causes de ma ruine. Je fus cause du renvoi de Stein de la cour de Prusse, mais il eût été très-heureux pour moi que l'on eût suivi ses projets ; car la Prusse se fût déclarée avant le temps, et je l'aurais anéantie comme cela (levant un de ses pieds et faisant un mouvement avec le pied, comme s'il eût écrasé une mouche). J'aurais pu, continua-t-il, détrôner le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche sous le plus léger prétexte, aussi aisément que je fais cela (étendant un de ses pieds). J'étais alors trop puissant pour tout le monde, excepté pour moi, pour que l'on pût me faire du mal impunément. »

Je lui demandai s'il avait dit, en parlant de Metternich : un ou deux mensonges peuvent être quelquefois nécessaires, mais Metternich est tout mensonge ; on ne peut entendre de lui que mensonges, mensonges et mensonges. Napoléon se mit à rire : « C'est vrai, dit-il, c'est un composé de mensonges et d'intrigues. » Je lui demandai s'il n'était pas homme de grand talent ? « Pas du tout, a-t-il répondu, *è bugiardo ed intrigante, è intrigante è bugiardo* (1), c'est là la somme totale de son caractère.

(1) C'est un menteur et un intrigant, un intrigant et un menteur.

» Lord Whitworth, a continué Napoléon, dans cette fameuse entrevue qu'il eut avec moi, et pendant laquelle je ne me montrai aucunement violent, dit en sortant, qu'il était très-satisfait de la manière dont je l'avais traité, et qu'il espérait que tout irait bien. Il dit cela à quelques-uns des ambassadeurs des autres puissances. Peu de jours après, quand les journaux anglais arrivèrent avec son rapport de l'entrevue, dans lequel il disait que j'étais entré dans un accès de rage, cela excita l'étonnement de tout le monde, sur-tout de ces ambassadeurs qui lui en firent des remontrances et qui lui dirent : Mylord, comment ce détail peut-il être exact, vous savez que vous êtes convenu avec nous, que vous étiez bien content et bien satisfait de votre réception, et que vous fûtes d'avis que tout irait bien. Il ne sut que répondre.

» Vos ministres ne publient jamais les faits tels qu'ils sont, continua-t-il; si le gouverneur n'envoie pas d'autres détails des combats et autres circonstances que ceux qui sont publiés dans les journaux, il trahit sa patrie; parce qu'ils sont presque tous faux, comme ceux venant de vous autres employés politiques. Un faux rapport est envoyé pour le public et déposé aux archives, et un autre rapport secret pour la gouverne des ministres et qui n'est jamais produit; de manière que vos ministres, lorsqu'une enquête est ordonnée par le parlement, ont aux archives une série de documens prête à être soumise à l'inspection, de laquelle seule on peut tirer des conclusions, et sur laquelle on juge. Ainsi, quoique tout le contenu en soit faux, vos

ministres ne peuvent être accusés d'en imposer au parlement, parce que ces documens lui ont été officiellement transmis; le public et le parlement sont satisfaits. Des rapports sont faits et tout paraît satisfaisant, quoique le fond en soit faux. Ayant été pendant si long-temps opposé à vos ministres, il n'y a personne qui les connaisse mieux que moi. Votre système politique est un tissu de mensonges et de vérités; dans aucun ministère du monde il n'y a autant de machiavélisme, parce que vous avez tant à défendre, et tant de points importans à discuter contre le reste de l'Europe, et parce que vous êtes obligés d'en donner connaissance à la nation. »

J'ai dit à Napoléon, qu'on avait fait mention dans un des journaux, qu'il avait envoyé un charpentier à Alger ou à Tunis, afin d'apprendre aux corsaires à construire des bâtimens : il a répondu, jamais. « Il est possible qu'ils se soient procuré quelque Français qui ait été charpentier, mais non pas avec mon consentement. Ils ont pu se procurer quelqu'un de Marseille, à Constantinople; quand les Turcs étaient en guerre avec la France, il y avait un charpentier de navire nommé Lanusse. Au lieu de secourir les pirates, j'ai proposé à l'Angleterre de les exterminer, ou au moins, de les forcer à vivre en honnêtes gens. Vos ministres n'ont par voulu y consentir. Il n'y avait personne qui eût plus de dégoût, ni plus de mépris pour ces *cagnaglie* de pirates, que moi, ou qui les traitait plus mal que moi.

» Ce n'était pas la politique des ministres anglais de

détruire ces barbares, car ils l'eussent fait depuis longtemps. En permettant à ces misérables de piller, vous accapariez la plus grande partie du commerce de la Méditerranée à vous seuls; parce que les Suédois, les Danois, les Portugais et autres eussent craint d'envoyer leurs bâtimens dans ces parages, et que, par conséquent, durant la guerre, vous aviez presque tout le commerce de la Méditerranée. La raison pour laquelle vous avez envoyé cette expédition à Alger, c'était pour vous remettre en grace avec les Italiens, et pour empêcher qu'ils ne me regrettassent, et vous avez bien fait en ce sens, car les Italiens eussent été mécontents et eussent crié que sous le règne de Napoléon ils étaient au moins affranchis des attaques des pirates et des corsaires.

» Cette expédition ne mérite de renom que pour la grande bravoure et pour l'adresse nautique qu'ont déployée l'amiral et ceux à qui il commandait. Quant aux négociations, lord Exmouth n'a pas suivi la vraie marche, attendu que l'extinction de la piraterie, la reddition de leur flotte, et un engagement de ne plus construire de bâtimens de guerre (à moins que le grand-seigneur ne fit la guerre à quelques puissances européennes) devaient être les conditions *sine qua non*. Vous dites qu'il a été stipulé qu'on ne fera que des prisonniers et non des esclaves. Je crains beaucoup que si ces barbares font quelque différence entre le sort d'un prisonnier et celui d'un esclave, ce ne soit au désavantage du premier, car ces misérables avaient quelqu'intérêt à conserver la vie de leurs esclaves,

afin d'en obtenir la rançon ; tandis qu'avec des prisonniers, n'ayant plus aucune expectative, et donnant, par conséquent, un libre cours à leur cruauté naturelle, et à leur haine mortelle pour les chrétiens, ils les mutileront et leur feront subir une mort cruelle. Je pense que vos ministres ont ordonné à lord Exmouth de ne pas s'efforcer d'abolir toute la piraterie, mais simplement de lui donner un échec, afin de punir les Algériens jusqu'à un certain point, faire respecter votre drapeau et gagner la faveur des Italiens et des autres états méditerranéens que vous aviez perdue en les abandonnant si misérablement à leurs oppresseurs. Car, si les pirates eussent été totalement anéantis, toutes les nations auraient pu commercer avec sécurité, ce qui ne serait pas d'accord avec vos idées d'accaparer la principale partie du commerce de la Méditerranée et de la mer en général. Vous dites que l'expédition a donné un nouvel éclat à votre marine (1) ; certainement cette affaire a été très-belle, mais votre marine n'a pas besoin d'un nouvel éclat.

» Je suis d'avis que cette expédition était très-mal combinée. Vous couriez le risque d'être battus par les barbares, et de perdre deux ou trois bâtimens ; même étant victorieux, vous pouvez dire que vous avez perdu mille hommes, en tués et mis hors de combat, et que cinq ou six de vos bâtimens ont été abîmés. Or la vie et les membres de mille braves ma-

(1) J'ai fait l'observation qu'en conséquence des échecs que nous avons éprouvés de la part des Américains, il était désirable que notre marine se relevât par quelque coup d'éclat.

telots anglais ont plus de prix, et sont plus importants que la *totalité des états barbaresques*. Bloquer le port avec un vaisseau de soixante-quatorze, et deux ou trois frégates, sous le commandement du capitaine Usher ou Maitland, vous eût obtenu d'aussi bonnes conditions, sans que vous eussiez perdu un seul de vos hommes.

» J'ai toujours conçu une haute idée de vos matelots, a continué Napoléon. Lorsque je revenais de Hollande avec Marie-Louise, nous nous arrêtàmes, pour nous reposer, à Givet. Pendant la nuit, un temps orageux, accompagné de vent et de pluie, survint et enfla tellement la Meuse, qu'elle emporta le pont de bateaux. Je désirais beaucoup me mettre en route, et j'ordonnai à tous les bateliers de se rassembler sur la place, afin de me donner le moyen de traverser l'eau. Ils dirent que les eaux étaient si hautes, qu'on ne pourrait traverser la rivière de deux ou trois jours. J'interrogeai quelques-uns d'entre eux, et je découvris que c'étaient des marins d'eau douce. Je me rappelai alors qu'il y avait dans les casernes des prisonniers anglais, et j'ordonnai que les plus vieux et les meilleurs matelots me fussent amenés sur le bord de la rivière. Les eaux étaient très-hautes, et le courant rapide et dangereux. Je leur demandai s'ils pouvaient réunir une quantité de bateaux de manière à traverser la rivière. Ils répondirent que c'était possible, mais périlleux. Je leur dis de s'en occuper sur-le-champ. Dans le cours de quelques heures, ils réussirent à faire ce que nos imbécilles de mariniers

avaient déclaré impossible; et je traversai le fleuve avant la fin du jour. Je fis donner une somme d'argent à ceux qui avaient travaillé, des habits et la liberté. Marchand était alors avec moi.

» Quand je débarquai à l'île d'Elbe, a dit Napoléon, avec Usher, ma garde n'était pas arrivée, et Usher m'en composa une, composée de marins, sous les ordres d'un sous-officier, qui restèrent constamment à Porto-Ferraïo, et formèrent ma garde pendant quelques jours; je n'eus qu'à me louer d'eux. Quand ma garde arriva, ils fraternisèrent avec les marins et les matelots. On les voyait souvent se promenant ivres dans les rues, bras dessus, bras dessous, chantant et se donnant la main tous ensemble. Vos matelots s'étonnaient de la familiarité avec laquelle je les traitais, qui était si différente de la morgue aristocratique à laquelle ils avaient été généralement accoutumés. Je crois que pas un homme du bâtiment n'aurait eu l'idée de me déplaire, quand il l'aurait pu. Lorsque je les quittai, j'ordonnai qu'on donnât un Napoléon à chacun d'eux, et je fis, à Usher, présent d'une boîte avec mon portrait enrichi de diamans. Si j'avais eu pour officiers, des hommes aussi capables qu'Usher, les combats sur mer entre les bâtimens français et les vôtres se fussent terminés très-différemment. »

J'informai Napoléon que le gouverneur désirait avoir un entretien avec le comte Bertrand, relativement à la route du côté de Woody Range, et qu'il avait dit qu'on pourrait arriver à un arrangement, si le comte donnait l'assurance qu'on n'entrerait pas dans

de certaines maisons. « Quelles maisons, répliqua Napoléon, est-ce celle de miss Mason, ou de Legge, ou du charpentier. Craint-il pour la vertu de miss Robinson? Bêtises, que tout cela; si je voulais correspondre, vous savez bien que je pourrais envoyer des lettres en Europe tous les jours. »

8. — Hier, il y a eu des courses de chevaux, auxquelles madame Sturmer, les trois commissaires et le capitaine Gor furent présents. Le général Gourgaud s'y rendit aussi, et eut une longue conversation avec le baron et la baronne Sturmer, le comte Balmaine, et enfin avec le marquis de Montchenu. Pendant la plus grande partie du temps, aucun officier anglais ne prêta l'oreille à leurs discours. Sir Hudson Lowe et sir Thomas Reade, furent pendant très-long-temps, au nombre des spectateurs. Lady Lowe était aussi présente. Vers la fin des courses, les commissaires, madame Sturmer et le baron Gourgaud se rendirent à la maison de madame Young-Husband, dans le camp, où ils restèrent ensemble pendant quelque temps, avant qu'aucun des officiers du gouverneur ne les suivît.

J'ai dit à sir Hudson Lowe l'opinion que Napoléon avait manifestée sur le compte du marquis de Cornwallis; son excellence m'a répondu d'un air ridiculement important, *que Cornwallis était un trop honnête homme pour avoir affaire avec lui.*

Napoléon est descendu chez le comte Bertrand; des fenêtres les plus élevées de l'habitation, il vit les courses; ce genre de spectacle parut l'intéresser et l'amu-

ser. Sir Thomas Reade a fait semblant d'être très-fâché contre madame Young-Husband, pour avoir invité les commissaires et le général Gourgaud tous ensemble, sans qu'il eût été accompagné, et il a dit que le gouverneur avait le droit de la faire mettre hors de l'île, et qu'il devrait le faire, ajoutant que les commissaires étaient de pauvres gens pour parler à Gourgaud, tandis que son maître le traitait avec tant de mépris.

Napoléon s'est promené dehors pendant quelque temps avec les comtes Montholon et Bertrand. Je l'ai vu à midi : il m'a fait plusieurs questions sur les courses, auxquelles il semblait prendre intérêt ; il me fit observer que, d'après ce qu'il avait ouï dire, Montchenu devait avoir été fort mal élevé ; qu'il avait tenu des propos indécents en présence de lady Lowe au sujet du vent qui était très-frais et qui avait joué dans les robes de quelques dames. En général, dit Napoléon, la politesse des Français à son âge est passée en proverbe ; mais d'après ce qui m'a été dit, cet homme n'a jamais été élevé dans la bonne société : il a l'air d'un sous-lieutenant de l'ancien régime.

M. Rainsford, chef de la police, est mort le 7.

14. — Le général Gourgaud, en se rendant au camp, alla voir les appartemens du major Fehrzen du 53<sup>e</sup> régiment, pendant quelques minutes.

15. — Sir Hudson Low a envoyé chercher l'officier d'ordonnance, et lui a demandé quelle affaire engageait le général Gourgaud à entrer dans les appartemens du major Fehrzen ?

J'ai vu Napoléon qui reposait sur son sofa. Il demanda, avec empressement, des nouvelles de madame Bertrand, de Tristan Montholon (un des fils du comte), et de la petite Napoléone, qui tous deux étaient très-incommodés, sur-tout Tristan qui avait une forte attaque de dyssenterie de nature très-inflammatoire, et pour laquelle on l'avait saigné. Quand je fis mention de la saignée à Napoléon, et que je lui eus dit que l'enfant en avait été très-soulagé : « Ah ! a-t-il dit, l'expérience fait tout (1). »

Je lui montrai un écrit très-curieux de l'empereur de la Chine, concernant l'ambassadeur anglais, et je lui en expliquai la teneur. Après qu'il m'eût entendu, il répondit, « qu'il était toujours d'opinion que l'ambassadeur aurait dû se soumettre au cérémonial pratiqué par les premiers mandarins; que les Chinois ne demandaient pas que nous leur envoyassions des ambassadeurs. Que puisque nous leur avions envoyé une ambassade, c'était une preuve que nous avions quelque faveur à leur demander, ou quelque chose à gagner; c'est pourquoi nous devons nous soumettre à leurs coutumes ou bien ne leur envoyer personne. Vous auriez dû traiter ces barbares comme des enfans et leur complaire en tout, comme si vous aviez envoyé une ambassade à la lune. Je me souviens d'avoir eu à Tilsit, une conversation à ce sujet, avec l'empereur Alexandre, nous étions alors très-bons amis. Il de-

(1) Napoléon avait souvent auparavant condamné l'usage de la saignée, qui, disait-il, ôte autant de vie que de sang.

manda mon avis à ce sujet, et je lui dis exactement la même chose que je viens de vous dire. Il en fut entièrement convaincu, et envoya une réprimande à son ambassadeur, pour ne s'être pas soumis au cérémonial qu'on avait exigé de lui.

» Lorsque je fus en guerre avec la Russie, continua Napoléon, je voulus traverser son commerce avec la Chine, en engageant le roi de Perse à lui déclarer la guerre, ce qu'il fit en effet. J'espérais de causer une diversion au moyen des hordes de Tartares soumis aux Perses.

Je demandai ensuite à l'empereur, s'il était vrai, que Talleyrand lui avait proposé de faire assassiner tous les Bourbons, et lui avait même fait l'offre de négocier cette affaire. Napoléon répondit : « C'est vrai, Talleyrand me le proposa, et m'offrit de l'effectuer. » En réponse à ma question, si cent mille francs n'étaient pas la somme que l'on demandait? L'empereur dit : « Bien plus; si je m'en souviens bien, c'était un million de francs pour chacun. Je refusai toujours d'y consentir; il ne manquait que mon aveu. Je défendis même que la tentative fût faite. »

16. — Napoléon me dit qu'il écrivait des observations militaires et autres, sur la guerre de sept ans du Grand Frédéric, qui formeraient deux ou trois vol.

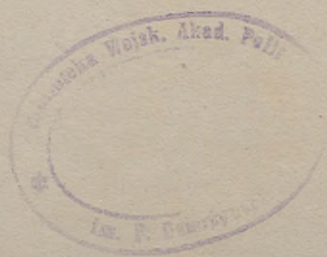
Cipriani est allé en ville comme de coutume.

20. — Le comte Balmaine et le capitaine Gor vinrent près de Longwood; ils furent *rebutés* par un sergent du 66<sup>e</sup>, dans l'emploi de sir Thomas Reade.

Napoléon a parlé du général Lallemand, dont il

loua beaucoup le caractère : « Lallemand, a-t-il dit, que vous avez vu sur le Bellérophon, fut employé par moi, à Acre, comme négociateur, avec sir Sydney Smith. Il montra beaucoup d'adresse et d'habileté dans le cours de cette négociation. A mon retour de l'île d'Elbe, lui et Labédoyère se déclarèrent pour moi, dans le moment le plus périlleux. *Lallemand a beaucoup de résolution* : il a le feu sacré; il commandait les chasseurs de la garde à Waterloo et enfonça quelques-uns de vos bataillons. Il a parlé de V\*\*\* comme d'une bête, sans talens et sans tête, de Soult, comme d'un excellent ministre de la guerre, très-bon faiseur de plans, mais peu capable de les bien exécuter.

» Après la défaite des Turcs à Aboukir, ajouta-t-il, sir Sydney Smith envoya son secrétaire en parlementaire à Alexandrie, pour me remettre des lettres qui m'étaient adressées et qu'un des croiseurs avait prises à bord d'un bâtiment. Sydney Smith y joignit quelques journaux anglais dont le contenu me décida à retourner en France.»



Biblioteka Główna  
Akademii Obrony Narodowej

39146/2



12-039146-000-0